

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 19/03/2018

N° : 2018/064

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 13
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 37
Transports, déplacements et accessibilité	page 38
Urbanisme et aménagement	page 58
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 99
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 110
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 135
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 137
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 145

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 162
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 206
Transports, déplacements et accessibilité	page 216
Urbanisme et aménagement	page 223
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 307
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 311
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 326
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 331
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 332

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 15 FÉVRIER 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

15 FÉVRIER 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 19 février 2018 et ce, pour une durée de deux mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Roland GIBERTI - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ - Henri PONS.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-3402/18/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 18/6152/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 24 janvier 2018, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité d'une demande d'indemnisation :

A été déclaré non recevable car situé hors du périmètre des travaux, le dossier suivant :

- PRD-2018/01/5 : LA TABLE DE TITOU du 6 février 2017 au 6 novembre 2017

2) Le montant de l'indemnité proposée dans le cadre du dossier suivant auquel elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

VIEUX-PORT II

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP II-2016/12/20	BAR TABAC BEAU RIVAGE	13A Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	31 046,00 €	18 628,00 €
TOTAL				31 046,00€	18 628,00€

Montant des indemnités déjà accordées	373 348,00 €
Total général Vieux-Port II	391 976,00 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen du montant d'indemnisation retenu pour un dossier ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité du dossier de demande d'indemnisation précité.

Article 2 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation du dossier précité pour un montant total de 18 628,00 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le protocole d'accord transactionnel ci-annexé ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-

Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-3403/18/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion à la FNCCR (communications électroniques) - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies MET 18/6440/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) est une association nationale d'élus locaux qui existe depuis 1934 et intervient dans plusieurs domaines, dont les Communications Electroniques. Dans ce domaine, elle assure plusieurs types de missions au bénéfice des collectivités qui en sont membres

Pour les Communications Electroniques, la FNCCR a œuvré depuis de nombreuses années pour mettre à la disposition de ses collectivités adhérentes un cadre adapté à l'utilisation des appuis électriques par les lignes de communications électroniques et au co-financement des enfouissements coordonnés de ces différents réseaux. Elle a notamment élaboré des amendements législatifs puis, ceux-ci ayant été adoptés, elle a produit des modèles de conventions acceptés par l'Opérateur Historique qui s'engage à prendre en charge financièrement une part du coût des travaux d'enfouissement.

Cette implication a été prolongée plus récemment par le soutien de la FNCCR au déploiement du très haut débit (THD) sur l'ensemble du territoire national grâce à la fibre optique, en promouvant la solidarité financière (péréquation) en faveur des zones rurales, sur la base de la loi proposée en 2009 par son Président, le sénateur Xavier Pintat.

Pour aider ses adhérents à accomplir leurs missions dans ce domaine, elle les documente en temps réel (essentiellement via internet) sur l'actualité juridique et les possibilités de financement. Elle favorise également les partages d'expérience entre adhérents et avec des intervenants extérieurs grâce à ses nombreuses réunions spécifiques au secteur des communications électroniques (Journées d'Études, rencontres techniques et groupes de travail).

Aussi le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 028-1636/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion à la FNCCR.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la FNCCR (Communications Electroniques) pour l'année 2018 et le paiement de la cotisation afférente d'un montant de 4800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3404/18/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion à l'association Open Data France MET 18/6441/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Open Data est la mise à disposition des données publiques à toute la population : citoyens particuliers, entreprises, associations, etc. L'Open Data vise la réutilisation des données, avec un objectif citoyen, démocratique, ou encore économique lorsqu'elle met en jeu des entreprises. Les différentes collectivités françaises se sont emparées de l'Open Data, guidées par des projets tels que la Mission Etalab, créée en 2011.

L'ouverture des premiers jeux de données en Région PACA a été réalisée en 2012, dans le cadre de la

préparation de Marseille-Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture, avec le lancement du portail partenarial régional openpaca.fr. La plupart des EPCI y avaient alors participé en mettant à disposition des données concernant la mobilité, l'accessibilité, les transports, ou encore issues du monde culturel, du Tourisme, etc.

La Métropole a adhéré en Octobre 2017 à la plateforme data de la Région (Data Sud).

Ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi NOTRe modifiant le CGCT en précisant que « Les collectivités territoriales de plus de 3.500 habitants ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électronique. » Ces informations publiques sont offertes à la réutilisation dans les conditions prévues par la loi.

Par ailleurs, la Communauté du Pays d'Aix est adhérente depuis 2013 à l'association OpenData France (délibération n°2013-A217 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013).

L'association Opendata France, (<http://www.opendatafrance.net/>), créée le 9 octobre 2013 à Toulouse, a pour but de regrouper et soutenir les collectivités engagées activement dans une démarche d'ouverture des données publiques et de favoriser toutes les démarches entreprises par ces collectivités dans le but de la promotion de l'open data.

L'association Opendata France (ODF) se donne comme objectifs :

- d'apporter à ses membres les informations, conseils ou autres soutiens nécessaires à l'ouverture des données publiques ;
- de favoriser les négociations avec l'ensemble des partenaires nationaux ou internationaux, notamment avec les ministères concernés, les instances de régulation et les différents acteurs économiques du secteur ;
- de favoriser les productions communes par des groupes de travail ou ateliers sur des thèmes définis en commun comme devant apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent sur l'open data et sa mise en œuvre ;
- de participer au développement du mouvement open data par toutes actions de communication (conférence...), valorisation, formation et accompagnement ;
- de représenter ses membres auprès de toute autorité publique et privée dans le

but d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ;

- et de mettre en œuvre tous les autres moyens susceptibles d'être utilisés pour concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

OpenData France regroupait, au 31 décembre 2016, les membres suivants :

- Angers Loire Métropole, Bordeaux Métropole (Administrateur), Communauté d'agglomération du Pays d'Aix, Communauté d'agglomération de Metz Métropole, Communauté d'agglomération du Pays ajaccien, Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers (Administrateur), Communauté Urbaine de Strasbourg, Grenoble Métropole, Lille Métropole, Lyon Métropole, Montpellier Métropole (Administrateur), Nantes Métropole (Administrateur), Nice Métropole, Rennes Métropole (Administrateur), Toulouse Métropole (Administrateur),
- les Départements de Côte d'Amor, du Gers (Administrateur), de Gironde, de Loire Atlantique (Administrateur), de Saône et Loire, de Seine Saint Denis,
- la Collectivité de Corse,
- les Régions Aquitaine, Auvergne, Île de France, Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur (Administrateur), Pays de Loire, et Rhône Alpes,
- les Villes de Marseille, Paris, Digne les bains (Administrateur), La Rochelle, ...
- et des membres associés : Etalab (<https://www.etalab.gouv.fr/>), l'association LiberTIC (<https://libertic.wordpress.com/libertic/>), l'association Fondation Internet Nouvelle Génération FING (<http://fing.org>), Groupement français de l'Industrie de l'Information GFII (<http://www.gfii.fr/fr/>).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération N°ECO 007-2126/17/BM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'association Open Data France.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Open-Data France pour l'année 2018 et le paiement de la cotisation afférente d'un montant de 3 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3405/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'AFCDP - Association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel MET 18/6435/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'AFCDP, Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel, a été créée en 2004 pour promouvoir et développer le rôle des Correspondants Informatique et Liberté (CIL).

L'Association regroupe des acteurs publics ainsi que des sociétés privées.

La CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté) demande de plus en plus de rigueur dans la protection et l'accès aux données personnelles. Grace à l'AFCDP, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes telles que :

- Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national
- Favoriser la concertation avec les entreprises et les pouvoirs publics relative à l'ensemble des questions posées par le

statut ou les missions des correspondants à la protection des données personnelles,

- Participer à toutes initiatives à caractère national, européen ou international, relatives aux statuts ou aux missions des correspondants à la protection des données personnelles ou équivalents dans les réglementations étrangères,
- Assurer une veille (technique, juridique, managériale, ...) sur les enjeux relatifs aux statuts et aux missions des correspondants à la protection des données personnelles et de la mettre à disposition de ses membres, voire du public,
- Informer et sensibiliser toute personne physique ou morale sur l'existence, les statuts et les missions des correspondants à la protection des données personnelles,
- Favoriser toutes relations avec la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés et avec toute autre instance française, européenne ou internationale qui contribue à la protection des données à caractère personnel,
- Constituer et gérer des groupes de travail,
- Formuler des recommandations et/ou des avis aux autorités publiques et aux acteurs de la protection des données personnelles, de sa propre initiative ou sur saisine,
- Promouvoir les démarches de certification et de labellisation des services et technologies de protection des données à caractère personnel,
- Favoriser les échanges entre les membres pour identifier et favoriser les meilleures pratiques professionnelles.

Aussi le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération FAG 024-1632/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion à l'AFCDP.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCDP pour l'année 2018 et le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 :
Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée

FAG 005-3406/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association
AFIGEO
MET 18/6436/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la définition des politiques d'aménagement et de développement, la Métropole s'est dotée d'un système d'information géographique (SIG).

A ce titre, il est nécessaire qu'elle soit présente dans les différentes associations regroupant les collectivités publiques du territoire français.

L'Association Française pour l'Information Géographique, (AFIGEO) créée en 1986, a pour objectif de concourir au développement du secteur de l'Information Géographique.

Formidables outils de connaissance et de gestion, les technologies de l'Information Géographique sont porteuses de développement pour les territoires et les structures qui les administrent.

Les outils de l'Information Géographique améliorent la qualité de services de domaines très divers : urbanisme, aménagement du territoire, gestion des risques, logistique, transport, gestion de flotte, santé...

C'est pourquoi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à être membre de

l'association Française pour l'Information Géographique afin de bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires.

Aussi le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 025-1633/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion à l'Association AFIGEO ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) pour l'année 2018 et le paiement de la cotisation afférente d'un montant de 680 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 :
Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-3407/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA).

MET 18/6438/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'AVICCA, Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel, a été créée en 1986 sur le thème des réseaux câblés ; elle a élargi depuis ses champs d'action en parallèle de l'évolution législative.

L'association regroupe des collectivités territoriales françaises (villes, intercommunalités, départements, régions, syndicats mixtes, etc.), de toute tailles et sans distinction politiques, qui sont actives pour :

- L'aménagement de leur territoire en réseaux de communication électroniques,
- Le développement des services et des usages.

Depuis la loi du 12 juillet 1999 dite loi « Chevènement », de nombreux établissements Publics de Coopération Intercommunales, qui ont pris la « compétence numérique », ont adhéré à l'AVICCA.

Les enjeux de déploiement du numérique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessitent d'adhérer à une association indépendante afin de :

- Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national,
- Bénéficier d'une veille juridique et réglementaire sur le dossier des réseaux et du haut débit,
- Bénéficier d'une vision coordonnée et transversale des différentes associations de collectivités (AMF : Association des Maires de France, ADF : Association des Départements de France, ARF : Association des Régions de France),
- Doter les élus d'un outil en matière d'analyse d'enjeux stratégiques, d'études de contextes particuliers, de propositions de solutions possibles,
- Informer régulièrement l'administration via une lettre d'information thématique, des rencontres régulières et des réunions transversales thématiques,
- Infléchir via une action de lobbying sur les évolutions nationales (législatif et réglementaire) ou sur les stratégies des

opérateurs de télécommunication.

Aussi le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 027-1635/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion à l'association AVICCA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) pour l'année 2018 et le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 9915 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 : Fonction 020 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-3408/18/BM

■ Attribution d'une subvention au Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix au titre de l'année 2018

MET 18/6445/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Par délibération n°FAG 083-3102/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs entre le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il a été décidé de prolonger la dernière convention d'objectif pour un an du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, de façon à garantir la continuité de l'action sociale jusqu'à la formalisation de la future structure.

Pour l'année 2018, une subvention de 225.179,00 euros a été prévue au moment du vote du Budget Primitif 2018.

En application de l'article L 3262-5 du Code du Travail et des articles R 3262-13 et R3262-14 du Code du Travail, lorsque les chèques déjeuner n'ont pas été présentés par les agents bénéficiaires dans les délais de validité, la société attributaire du marché des chèques déjeuner opère, le cas échéant, une ristourne au profit de la collectivité.

Depuis 2011, le montant de cette ristourne est inclus dans la subvention annuelle versée au COS, pour l'année 2018 le montant est de 13.179,00€.

Il convient de noter que la rémunération des 2 agents mis à disposition par convention à effet du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018 s'élève pour 2018 à 85.000,00 €.

En additionnant la valorisation de ces rémunérations et permettre à l'association du Comité des œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention de 310.179 €.

Il est précisé qu'il convient toutefois de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 036-1039/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de convention de mise à disposition de deux agents métropolitains auprès du comité des œuvres sociales du Territoire du pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FAG 083-3102/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs entre le Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 225.179 € au Comité des Œuvres Sociales du Territoire du Pays d'Aix au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération

n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-3409/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la commune de Martigues relative à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) communaux nécessaires pour assurer diverses missions

MET 18/6354/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5211-4-1 II et III du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1^{er} janvier 2016, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 7 novembre 2014, une convention de mise à disposition de services entre celle-ci et la commune de Martigues.

Néanmoins, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Commune, le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 010-2860/17/BM du 14 décembre 2017, la résiliation de cette convention entre ces deux entités.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des diverses missions exercées jusqu'alors par des agents mutualisés et, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle les deux entités disposeront du personnel idoine, il était nécessaire de mettre en place entre celles-ci des conventions de prestation de service, prévues par l'article L.5215-27 du CGCT.

En effet, selon cette disposition, applicable aux métropoles en vertu du I de l'article L.5217-7 du même Code, la Métropole Aix-Marseille-Provence « peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la [Métropole] la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions. »

Dans ce cadre, la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont chacune d'elles disposent, se sont concertées afin que certaines missions soient réalisées par des agents communaux ou des agents métropolitains.

Par conséquent, par délibération n° FAG 011-2867/17/BM le Bureau de la Métropole lors de sa séance du 14 décembre 2017, a approuvé deux conventions entre ces deux entités relatives d'une part, aux Equivalents Temps Pleins métropolitains nécessaires pour assurer un certain nombre de missions, d'autre part, aux Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux également nécessaires.

Or, dans la convention commune - Métropole telle qu'approuvée, l'exercice des missions relatives à la gestion des zones d'activités économiques par des agents communaux, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été omis.

En conséquence, il est proposé de modifier, par voie d'avenant n°1 la convention précitée, l'article 2 relative au champ d'application de la manière suivante : Les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux qui assureront les missions au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, seront les suivants :

- Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) : 1,65 ETP ;
- Direction Energie : 0,8 ETP ;
- Suivi des bases fiscales : 0,2 ETP ;
- Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie : 1,5 ETP ;
- Gestion administrative du parc automobile (véhicules légers), suivi administratif de proximité : 2,8 ETP ;
- Gestion du courrier, reprographie : 1,86 ETP ;
- Maîtrise et encadrement de l'entretien des locaux dans lesquels les services métropolitains, mis à disposition du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, exercent leurs missions : 1,5 ETP ;
- *Gestion des Zones d'Activités Economiques ZAE (ZAE La Grand Colle, ZAE des Etangs) : 0.5 ETP.*

Il est convenu entre les parties que la commune assurera les festivités et manifestations Métropolitaines ayant lieu sur le Territoire du Pays de Martigues, à titre gracieux ».

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du conseil de la métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 010-2860/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la résiliation de la convention de mise à disposition de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues ;
- La délibération n° FAG 011-2861/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de deux conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues relatives à la fixation des ETP nécessaires pour assurer diverses missions ;
- La convention conclue entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence relatives à la fixation des ETP communaux nécessaires pour assurer diverses missions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les Equivalents Temps Pleins nécessaires (ETP) communaux qui assureront diverses missions pour le compte de celle-ci.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-3410/18/BM

**■ Promotion économique du territoire de la
Métropole Aix-Marseille-Provence dans les salons
professionnels et économiques
MET 18/6127/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et conformément à sa stratégie liée, telle que définie par l'Agenda du développement économique métropolitain voté le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en place et participe à des opérations de promotion économique pour attirer les porteurs de projet et favoriser leur implantation sur le territoire.

Seconde métropole de France, adossée au premier port de Méditerranée, connectée à un réseau dense d'infrastructures et de plateformes logistiques, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'affirme comme un centre euro-méditerranéen majeur de décisions et d'échanges de niveau mondial. Elle appuie son développement sur 6 filières clés, des pôles d'excellence en matière d'enseignement supérieur et de recherche et sur des pôles de compétitivité.

De même et ce, dans un contexte d'économie hyper-mondialisée, la Métropole Aix-Marseille-Provence voit l'émergence de projets structurants aux forts effets d'entraînement sur son économie locale et internationale : Henri-Fabre (aéronautique), French Tech (innovation numérique), PIICTO, Marseille Immunopôle, cité des énergies-ITER, ou encore Euroméditerranée, qui sont autant de projets moteurs pour le développement du territoire métropolitain.

Afin de soutenir cette dynamique économique et lutter contre les entraves structurelles caractérisées (déficit d'emplois, taux de chômage important) rendue d'autant plus prégnante par une situation économique difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la promotion de son territoire notamment en participant à des salons professionnels et économiques.

En 2017, avec cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence a participé à des manifestations pour maintenir son action de proximité en faveur de l'attractivité et du développement économique de son territoire.

Les actions réalisées en 2017 sont les suivantes :

- La 4^{ème} édition du FOWT (Floating Offshore Wind Turbines), le plus grand événement mondial consacré à l'éolien flottant s'est déroulé les 14 et 15 mars 2017 au Parc Chanot de Marseille. Il est organisé par le Pôle Mer, France Energie Eolienne et la CCI-MP. Fortes d'une audience de 550 spécialistes de 18 nationalités différentes (ayant assisté à des conférences et une convention d'affaires et la tenue de 600 RDV d'affaires), Marseille, la région méditerranéenne et plus largement la France ont confirmé leur position de leader de l'éolien en mer flottant.

- L'Agora du Business dont la septième édition s'est déroulée le 13 juin 2017 à Istres est un rendez-vous économique annuel exclusivement professionnel qui réunit les acteurs du territoire (industriels, entrepreneurs, acheteurs, directeurs généraux, responsables d'agences, d'exploitation). 500 participants se sont retrouvés cette année sur une demi-journée BtoB combinant expositions, rencontres et forums.

- Le Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace – Paris Le Bourget est un salon bisannuel. Organisé par le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS), il est le plus ancien et le plus grand salon au monde consacré à l'industrie aéronautique et spatiale. Ouvert aux professionnels puis au grand public, il est au cœur même de l'évolution du marché mondial de l'aéronautique et de l'espace. Sa 52^{ème} édition s'est tenue du 19 au 25 juin et a conforté son succès avec la visite du Président de la République et ces quelques chiffres : 2 400 entreprises présentes, 150 milliards de dollars de commandes annoncées, 290 délégations officielles internationales, 322 000 visiteurs et 3 450 journalistes sur la semaine.

- Les Universités d'été de l'AFSSI se sont déroulées les 11 et 12 juillet 2017 à Marseille. Cet événement se définit comme la marketplace annuelle française pour la R&D des Sciences de la Vie et a rassemblé plus de 400 participants, 300 structures et généré plus de 1 500 rendez-vous.

- Les « French Tech Weeks » qui se sont déroulées pour la troisième édition du 14 septembre au 29 octobre 2017. Organisées par l'association Medinsoft, en charge de la gouvernance opérationnelle d'Aix-Marseille French Tech, les French Tech Weeks rassemblent tous les acteurs publics et privés du numérique et notamment les plus grandes startups de la région.

- La 5^{ème} édition du Rendez-vous des entrepreneurs du pays salonnais s'est déroulée le 5 octobre 2017 à Salon de Provence. Il a réuni sur une demi-journée 500 participants, 60 stands de fournisseurs et prestataires, 2 speed business meetings ainsi qu'un atelier sur les réseaux sociaux (nouveau 2017).

- La 10^{ème} édition de Parcours France s'est déroulée le 10 octobre 2017 à Paris. Depuis 2008, Parcours France est le carrefour annuel des projets en régions. Chaque année, une centaine de territoires vient à la rencontre de 3 000 visiteurs grand public et professionnels à la recherche de contacts et d'opportunités partout en France. Les nombreux temps forts et la couverture médiatique de ce rendez-vous ont offert aux territoires une tribune nationale pour leur attractivité et leurs initiatives et accélérateur dans leurs projets.

- La 7^{ème} édition du Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series s'est tenue les 19, 20 et 21 octobre 2017. Créé en 2011 par Jean-Michel Albert, le Marseille Web Fest - International Festival of the Digital Series est le rendez-vous européen et international des professionnels de l'audiovisuel du digital et des nouveaux contenus à Marseille. Unique en Europe, le Festival International établit un pont entre la culture et l'économie numérique en proposant sur 3 jours la projection d'une sélection internationale de web-séries de fiction. En 2017, 900 visiteurs et 21 séries internationales en compétition, et un partenariat avec Web Series Mag a permis d'organiser une compétition spéciale consacrée aux web-séries françaises.

- INNOV'inMED est un événement dédié à la valorisation de la recherche et des innovations disruptives qui font avancer la science et la santé. Sa première édition s'est déroulée les 26 et 27 octobre 2017 à Marseille, elle a réuni un vaste écosystème de décideurs, chercheurs académiques et privés, dirigeants de laboratoires de recherche et de groupes industriels, institutions, médias et start-ups... Tous les acteurs qui font l'Open Innovation et produisent l'innovation en santé et sciences de la vie. Durant ces deux jours, 700 participants (dont 30% hors région PACA), 60 partenaires et 121 conférenciers étaient présents.

- Les Forums emploi Marseille Nord ZFU (11^{ème} édition) et Vallée de l'Huveaune (8^{ème} édition) qui se sont déroulés respectivement les 9 et 23 novembre 2017. Avec un objectif partagé de permettre aux demandeurs d'emplois de rencontrer sur une demi-journée des entreprises qui recrutent et qui sont implantées dans ces deux territoires, les deux manifestations ont réuni plus de 2 600 visiteurs et une centaine

d'entreprises avec plus de 1 500 offres d'emplois proposées.

- FIFTI (Forum of innovation for tomorrow's image), ce Forum Européen de l'Innovation pour l'Industrie de l'Image est le rendez-vous de l'innovation dans les industries créatives et numériques qui s'est déroulé à Marseille du 5 au 7 décembre 2017. 3 jours de rencontres entre producteurs de contenus, financeurs, labos, prestataires techniques innovants et experts européens autour des nouvelles technologies au service des contenus de demain : réalité virtuelle, réalité augmentée, machine learning, data, son 3D...

- Le Consumer Electronics Show ou CES se tiendra pour ses 51 ans cette année du 9 au 12 janvier 2018 à Las Vegas. Il est le plus grand salon au monde en matière d'innovation Technologique : plus de 3 800 entreprises de technologie et 184 000 professionnels de l'industrie y sont présents chaque année. Pour cette édition, 20 entreprises du territoire ont bénéficié d'un accompagnement de la Métropole pour participer au CES.

A des fins de continuité et capitalisation, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend poursuivre son programme de promotion du territoire ainsi que son soutien aux actions économiques et, pour ce faire, participera aux éditions 2018 des événements suivants :

- le Mobile Word Congress
- la Convention d'affaires Aero'Nov Connection
- l'Université d'été de l'AFSSI,
- la 8^{ème} édition du Marseille Web Fest-International Festival of the Digital Series
- la 4^{ème} édition des French Tech Weeks
- le salon BIO international convention
- les forums emplois Marseille Nord ZFU/TE et Vallée de l'Huveaune
- l'Agora du Business
- la 6^{ème} édition du Rendez-vous des entrepreneurs du pays salonnais
- la 5^{ème} édition du FOWT (Floating Offshore Wind Turbines)
- FIFTI (Forum of innovation for tomorrow's image)
- la semaine internationale du transport et de la logistique

- la 28^{ème} édition de Pollutec

- le Customer Electronic Show de janvier 2019

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en son nom propre ou à travers ses 6 territoires, participera également en 2018 à tout événement susceptible de lui permettre d'accroître sa visibilité, son rayonnement économique et son attractivité auprès des porteurs de projets, des créateurs, des talents...

Il est proposé au Bureau de la Métropole l'affectation d'un budget de 150 000 euros TTC maximum pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux salons économiques et professionnels mentionnés ci-dessus ainsi que toute autre manifestation permettant de valoriser l'économie du territoire et de ses entreprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° NH 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la nécessité d'organiser et de participer à différentes manifestations pour favoriser la promotion économique du territoire,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant maximum de

150 000 euros TTC, aux événements économiques et professionnels lui permettant de promouvoir l'économie de son territoire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la participation à ces différentes manifestations de promotion économique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : article 6233 foires et manifestations- fonction 64-sous politique B330.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-3411/18/BM

■ Approbation d'une convention cadre pluriannuelle de partenariat liant la Métropole Aix-Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA MET 18/6229/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'artisanat, avec 35 000 entreprises et 6 5000 emplois directs, représente 80% des activités constituant l'économie de proximité (métiers de bouche, métiers du bâtiment, métiers des services aux particuliers et aux entreprises) sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA est un acteur essentiel au renforcement du positionnement économique de proximité du territoire métropolitain.

Conformément à son agenda du développement économique, voté en Conseil métropolitain le 30 mars 2017, la Métropole a notamment pour objectif de :

- construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat,
- soutenir l'activité économique de proximité en facilitant la vie des entreprises.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CMAR PACA souhaitent, au regard de leurs compétences respectives en matière de développement économique, renforcer leur synergie afin d'œuvrer ensemble au développement de l'artisanat du territoire en renforçant leur collaboration. Ce souhait se traduit par :

- la mise en œuvre d'actions d'accompagnement communes en faveur des entreprises artisanales,

- des échanges d'informations et partages de données autour de projets de développement local et d'aménagement du territoire.

Reconnaissant leurs enjeux partagés et/ou complémentaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CMAR PACA souhaitent ainsi unir leurs efforts afin de co-construire une stratégie de soutien à l'activité économique de proximité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre la Métropole et la CMAR PACA afin d'œuvrer ensemble au développement de l'artisanat du territoire,
- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la CMAR PACA de soutenir l'activité économique de proximité,
- L'Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence délibéré le 30 mars 2017,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA afin de soutenir l'activité économique de proximité et développer l'artisanat du territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention cadre pluriannuelle liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ci-annexée qui s'achèvera le 31 décembre 2020.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-3412/18/BM

■ Déclinaison opérationnelle du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA - Approbation d'une convention

MET 18/6199/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'artisanat, avec 35 000 entreprises et 6 5000 emplois directs, représente 80% des activités constituant l'économie de proximité (métiers de bouche, métiers du bâtiment, métiers des services aux particuliers et aux entreprises) sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans son agenda du développement économique voté le 30 mars 2017, la métropole entend soutenir notamment dans le cadre de leviers stratégiques :

- La construction d'une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat,
- Le soutien à l'activité économique de proximité en facilitant la vie des entreprises.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA (CMAR) constitue un acteur essentiel au renforcement de ce positionnement économique de proximité.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA souhaitent, au regard de leurs compétences respectives en matière de développement économique, renforcer leur synergie pour développer l'artisanat du territoire et renforcer leur collaboration, comme l'indique la convention cadre pluriannuelle de partenariat liant les deux entités. Il est également stipulé que cette convention-cadre est appelée à être ensuite déclinée dans des conventions annuelles

d'objectifs établies, soit à l'échelle métropolitaine, soit à l'échelle des Conseils de Territoire.

Pour l'année 2018, la convention d'objectifs se traduit par :

- un appui aux services de la Métropole dans le cadre des différents ateliers métropolitains à destination des territoires,
- une collaboration en matière d'implantation d'entreprises et de promotion du territoire métropolitain,
- des actions communes en matière d'urbanisme commercial et de commerce de proximité,
- la mise en œuvre des conventions annuelles d'objectifs 2018 liant la CMAR et les territoires du Pays d'Aix et d'Aubagne et de l'Etoile.

Reconnaissant leurs enjeux partagés et complémentaires, la Métropole Aix-Marseille Provence et la CMAR entendent ainsi unir leurs efforts afin de construire ensemble une stratégie de soutien à l'activité économique de proximité.

Moyens humains et financiers

La Métropole participera au financement d'un poste de « Développeur Territorial de l'Artisanat Métropolitain » au sein de la CMAR sous la forme d'un forfait annuel de 45.000 € pour la mise en œuvre des actions déclinées dans la convention d'objectifs pour l'année 2018, ci-annexée.

Pour les actions définies dans les conventions annuelles d'objectifs relatives aux conseils de territoires du Pays d'Aix et du pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Métropole soutiendra les actions via « les États Spéciaux » en participant au financement des 3 postes de développeurs territoriaux de l'artisanat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre la Métropole et la CMAR afin d'œuvrer ensemble au développement de l'artisanat du territoire ;
- Le souhait commun de la Métropole et de la CMAR de soutenir l'activité économique de proximité.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une contribution financière d'un montant de 45.000 euros à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour le financement d'un poste de « Développeur Territorial de l'Artisanat Métropolitain ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2018, liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-3413/18/BM

■ Attribution de subventions en faveur d'un projet immobilier porté par deux entreprises du Pays d'Aix

MET 18/6220/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités portées par l'entreprise ou une SCI s'y rattachant.

Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation du projet immobilier porté par la société Nérlys et la société Néowave pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un bâtiment d'activités sur le Parc d'Activités Morandat à Gardanne.

Sur le site Morandat (ancien site minier de 14ha), la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un hôtel d'entreprises innovantes qui accueille, sur un bâti existant d'environ 2800m², des start-up et qui les accompagne dans leur développement.

Dans le cadre de la reconversion de ce site, la Ville de Gardanne a également initié l'aménagement du foncier disponible et les premiers lots sont aujourd'hui en cours de commercialisation.

Les entreprises Nérlys et Néowave, actuellement accueillies au sein de l'hôtel d'entreprises, ont exprimé leur volonté d'acquérir ensemble un lot pour construire leurs locaux d'activités et demeurer ainsi sur cet espace économique pour assurer leur développement.

Leur candidature a été retenue le 14 novembre 2016 par le comité d'agrément mis en place dans le cadre de la commercialisation.

Le projet architectural a été validé et le compromis de vente doit être signé le 20 décembre 2017.

Dans le cadre de ce projet, les entreprises vont acquérir un terrain de 1935m² et construire un bâtiment de plus de 1000 m² via une SCI d'Attribution (en cours de constitution et pour la durée du chantier) dont les associés seront les SCI des entreprises correspondantes.

Cette opération immobilière se fera par le biais d'une copropriété dont les quote-part pour chaque bénéficiaire sera de 50 %.

Le bâtiment construit consistera en un immeuble en R+2 avec un usage mixte (bureaux et petits ateliers), il s'inscrira dans une démarche de qualité environnementale (panneaux photovoltaïques et géothermie envisagés à moyen terme...).

Sur la base des éléments transmis, le coût de l'opération est de 1 310 000€ HT mais l'assiette éligible retenue serait de 1 175 400 € HT composée de :

- Foncier : 222 600€

- Construction et aménagement bâtiment : 800 800€

- Aménagements extérieurs et espaces verts : 152 000€

Considérant que ce coût sera supporté à part égale par les entreprises, chaque société aura donc à charge un coût d'opération de 587 700€ HT.

Chaque société a créé une SCI pour porter le projet immobilier dont les associés sont les mêmes que pour la société commerciale :

- Nérlys a créé la SCI MACAPHI

- Néowave a créé la SCI NEO-BERNARD 2

Toutefois, le soutien financier pour l'opération d'ensemble ne pourra dépasser les 200 000€ tels que prévus dans le règlement lié au dispositif de l'aide à l'immobilier.

2. Présentation de l'entreprise Nérlys et proposition de soutien financier

Issue de la pépinière d'entreprises de l'Arbois, l'entreprise est installée à l'hôtel d'entreprises Morandat depuis plusieurs années, elle a fêté récemment ses 10 ans.

Spécialisée dans l'ingénierie, les bancs d'essais et la formation, la société vient donc en support à ses clients qui développent les produits de demain et s'adresse à de nombreux clients industriels concernés par les tests et essais dans les domaines de l'automobile (Valéo, constructeurs, Hutchinson...), l'aéronautique (Ariane group, Airbus Hélicopters, plateforme Inovsys) et pour de nombreuses entreprises locales.

L'entreprise a conçu deux produits (Vasco et Vega) dont elle espère un développement à l'international.

En parallèle, la société vient de lancer des projets R&D pour le développement de capteurs géophysiques embarqués qui pourraient être utilisés dans des domaines variés comme l'hydrogéologie, la prospection en matériaux ou minière ainsi que dans le domaine des risques naturels.

Elle va donc développer une activité électronique dans ce cadre là très rapidement.

La société connaît une croissance régulière de son chiffre d'affaires et prévoit un CA de 1,2M€ en 2018.

Actuellement, Nérlys compte 9 salariés et prévoit dans les 3 ans, le recrutement de 3 personnes avec comme objectif d'avoir une vingtaine de salariés à moyen terme.

L'entreprise va donc utiliser l'ensemble des locaux (soit 50 % de la surface du bâtiment) qu'elle va louer à la SCI MACAPHI qui porte l'opération pour le compte de NERYS ;

Ainsi, l'assiette éligible retenue pour la SCI MACAPHI est de 587 700€.

Considérant qu'il s'agit d'une primo-accession pour une entreprise qui a franchi les premières étapes de la création et considérant que la subvention attribuée peut constituer un effet levier important pour assurer la réussite de l'opération, il est proposé une subvention à hauteur de 112 646€ soit un taux d'intervention arrondi à 19,16 %.

Versée à la SCI MACAPHI, la subvention sera répercutée sur les loyers à régler par la société Nérlys conformément au règlement attributif du dispositif.

3. Présentation de l'entreprise Néowave

Créée en 2007, l'entreprise Néowave est également hébergée au sein de l'hôtel d'entreprises Morandat

avec comme cœur de métier la conception et la commercialisation de Smart Objects.

Depuis 2012, la société s'est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de solutions d'authentification et se concentre sur la sécurité numérique.

Elle a conçu et commercialisé une gamme de produits permettant l'accès aux bâtiments, des solutions pour le chiffrement et la signature électronique, à destination de collectivités, entreprises privées, autorités de certification.

En 2015, la société a lancé une nouvelle gamme de produits d'authentification qui répondent aux standards FIDO. Actuellement, Néowave est le seul acteur Européen qui propose des produits certifiés FIDO U2F.

Les solutions proposées par Néowave sont labellisées France Cybersecurity 2016 et 2017,

La société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 377 K€ avec un premier résultat à l'équilibre. Le chiffre d'affaires 2017 devrait atteindre les 500K€.

La société envisage une progression de +50% de son chiffre d'affaires pour 2018.

L'entreprise compte actuellement 3 salariés et prévoit le recrutement de 3 personnes dans les 3 prochaines années avec un objectif d'emplois de 20 salariés à moyen terme.

L'entreprise Néowave occupera les 50 % restant des locaux construits dans le cadre de l'opération globale commune avec Nérlys, et louera une partie des locaux à la SCI NEO-BERNARD 2.

Considérant que l'autre partie des locaux sera louée à la SCI NEO-BERNARD 1 mais que cette SCI est financée par un apport personnel, il est proposé de sortir cet apport de l'assiette éligible initialement retenue (soit 587 700€).

Dès lors, l'assiette éligible pour l'opération portée par la SCI NEO-BERNARD 2 est de 436 770€.

Considérant qu'il s'agit d'une primo-accession pour une entreprise qui a franchi les premières étapes de la création et considérant que la subvention attribuée peut constituer un effet levier important pour assurer la réussite de l'opération, il est proposé une subvention à hauteur de 87 354€ soit un taux d'intervention de 20 %.

Versée à la SCI NEO-BERNARD 2, la subvention sera répercutée sur les loyers à régler par Néowave conformément au règlement d'attribution du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI ;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 112 646 € à la SCI MACAPHI pour le compte de la société NERYS
- une subvention d'aide à l'immobilier de 87 354€ à la SCI NEO-BERNARD 2 pour le compte de la société NEOWAVE

Article 2 :

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes ci-annexées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-3414/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'occupation précaire d'un terrain à Salon de Provence pour la société Envirecyclage MET 18/6339/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de répondre aux besoins de la société Envirecyclage, spécialisée dans la revalorisation des agrégats inertes de chantiers, l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance a approuvé une convention d'occupation précaire d'un terrain lors du Conseil Communautaire du 22 septembre 2014 par la délibération n°240-14 et corrigée pour erreur matérielle lors par la délibération n°100-15 du 18 mai 2015.

L'occupation concerne un terrain composé des parcelles CT n°79, 80, 81 et 84 d'une emprise de 14 545 m² appartenant à ladite ex-Communauté d'Agglomération.

Cette convention d'occupation précaire, d'une durée maximale de 3 ans, moyennant une redevance mensuelle de 700 euros hors taxes a été signée le 17 décembre 2014.

Or, ces parcelles situées sur une zone naturelle à protéger sont également concernées par l'enveloppe hydrogéomorphologique dans laquelle s'applique le règlement des zones inondables, (article 5 dispositions générales, section 3 article BC1 qui interdit les remblais. Par ailleurs, à la demande des services de l'État, une marge de recul de 20 mètres des berges de la Touloubre a été instaurée au PLU de Salon de Provence en 2016 nécessitant la consultation du syndicat d'aménagement de la Touloubre avant toute occupation et utilisation (article 7 des dispositions générales).

Enfin, une partie des parcelles étant référencée en risque d'inondation aléa grave (article 5 des dispositions générale), le PLU interdit les constructions, installations et remblais de quelques natures qu'elles soient.

Dans ces conditions et par délibération ECO 010-2876/17/BM du 14 décembre 2017, il a été acté une prorogation de trois mois de l'autorisation accordée à la société Envirecyclage d'occuper les parcelles cadastrées CT 79, 80, 81 et 84 et sur la commune de Salon de Provence dans le cadre d'une convention d'occupation précaire, permettant à l'entreprise de retirer ses installations et de trouver une solution afin de préserver cette activité économique sur notre territoire.

La société ayant entrepris les opérations correspondant au retrait de son activité elle ne pense cependant pas être en capacité de libérer les parcelles d'ici le terme de la convention précaire actuelle (soit le 17 mars 2018). Elle sollicite donc un délai complémentaire pour finaliser l'enlèvement des matériaux stockés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté Agglomération Agglopolo Provence 210/14 du 22 septembre 2014 corrigée pour erreur matérielle par la délibération 100/15 du 18 mai 2015 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 010-2876/17/BM du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'occupation précaire, permettant une nouvelle prorogation de trois mois de l'occupation des parcelles CT n°79, 80, 81 et 84 au bénéfice de la société Envirecyclage.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les recettes seront constatées à la section fonctionnement fonction 60, chapitre 70, nature 70388 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-3415/18/BM

■ Vente d'un terrain sur le Parc d'Activités Euroflory à Berre l'Etang à la SCI Goodman Berre Logistics MET 18/6296/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SCI Goodman Berre Logistics appartient au groupe Goodman Leader mondial spécialisée en immobilier logistique. Cette société investit, développe et gère des plateformes logistiques et des centres de distribution.

Cette société a déjà investi sur le Parc d'activités Euroflory de Berre l'Etang en construisant et louant des entrepôts d'une superficie de 31 680 m² à la société Panzani.

Aujourd'hui Panzani a besoin de se développer et la SCI Goodman Berre Logistics en tant que propriétaire se positionne pour acheter une parcelle de 16 788 m² attenante au site actuel. Cette parcelle serait à détacher d'un terrain de 42 000 m² environ.

Le projet consiste en une extension du bâtiment logistique existant d'une surface totale de 9 106 m² de construction tout en permettant de créer 8 emplois.

La proposition d'achat est de 40 euros hors taxes par m².

Le 5 décembre 2017, France Domaine a été saisie pour cette parcelle de terrain de 16 788 m².

Or, en vertu des dispositions de l'article L311-12 du CGCT « l'avis de l'autorité compétente de l'Etat est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité ».

Il est proposé de vendre un terrain d'environ 16 788 m² (sous réserve du document d'arpentage) au prix unitaire de 40 euros hors taxes par m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine des services fiscaux de France Domaine du 30 novembre 2017, enregistré le 5 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain, d'une superficie de 16 788 m² (sous réserve du document d'arpentage), sur le Parc d'Activités Euroflory à Berre l'Etang au prix de 671 520 euros HT à la SCI Goodman Berre Logistics ou à toute autre société devant s'y substituer.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable ou de caution bancaire en garantissant le paiement.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 16 mars 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 28 septembre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la SCI Goodman Berre Logistics sont irrecevables.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-3416/18/BM

■ Vente d'un terrain de la Zone Artisanale du Bas Taulet à Pélissanne à la SCI Ellena MET 18/6297/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 2 juillet 2015, l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Étang de Berre-Durance a déclaré d'intérêt communautaire un certain nombre de ZAE parmi

lesquelles les zones artisanales du Bas Taulet et des Vignerolles à Pélissanne. La zone artisanale du Bas Taulet est alors en cours d'aménagement (les travaux ne sont pas achevés et tous les terrains ne sont pas commercialisés).

La commune de Pélissanne a délibéré respectivement le 17 décembre 2015 et le 28 septembre 2016 pour transférer la compétence économique au profit de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A la suite de ces délibérations, le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé le 23 décembre 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence un porté à connaissance de cette volonté de transfert, à charge pour le Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce dernier.

Par délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entériné ce transfert patrimonial des Zones d'Activités du Bas Taulet et des Vignerolles depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence le 30 mars 2017 et approuvé la transmission par la commune de Pélissanne des terrains restant lui appartenir au 30 juin 2017 et notamment ceux dont les actes de vente n'avaient pas été régularisés au 19 octobre 2017.

Le 12 mai 2017 est signé un arrêté préfectoral portant transfert des opérations d'aménagements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SCI ELLENA souhaite acquérir le lot 17 d'une superficie de 1 116 m² sur la Zone Artisanale des Bas Taulet à Pélissanne au prix de 70 821,36 euros hors taxes soit 63,46 euros hors taxes par m².

Spécialisée, sous l'enseigne CUISINELLA, dans la distribution et la pose de cuisines, salle de bains et dressing, la société est en plein développement et a besoin de s'agrandir (magasin SCHMIDT en cours d'acquisition).

Le projet consiste en la construction de 400 m² au sol avec le rez-de-chaussée destiné au stockage, l'étage étant consacré aux services administratifs.

3 emplois seront créés.

Le 8 septembre 2017, France Domaine a émis un avis estimant à 60 529,98 euros HT le lot 17.

Ceci exposé, il est proposé de vendre un terrain d'environ 1 116 m² (sous réserve du document d'arpentage), sur le lot 17 à la SCI ELLENA, au prix unitaire de 63,46 euros hors taxes par m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 02 juillet 2015 n°145/15 prise par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance ;
- La délibération du 17 décembre 2015 n°481/2015 prise par la commune de Pélissanne ;
- La délibération du 28 septembre 2016 n° 325/2016 prise par la commune de Pélissanne ;
- Le courrier du Préfet des Bouches du Rhône le 23 décembre 2016 portant à connaissance de la volonté de transfert des zones d'activités du bas Taulet et des Vignerolles ;
- La délibération n°ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 003-2725/17/CM du 19 octobre 2017 prise par le Conseil de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine du 8 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain, lot 17 de la Zone Artisanale des Bas Taulet à Pélissanne (sous réserve du document d'arpentage), d'une superficie de 1 116

m² au prix de 70 821,36 euros HT à la SCI ELLENA ou à toute autre société devant s'y substituer.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable ou de caution bancaire en garantissant le paiement.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 16 avril 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 29 octobre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la SCI ELLENA sont irrecevables.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-3417/18/BM

■ Vente d'un terrain sur l'Extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon de Provence à la société Industrie Couleurs Systèmes MET 18/6321/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la société Industrie Couleurs Systèmes a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 3 d'une surface d'environ 3 073 m² sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement basée à Péliganne, cette société est spécialisée dans l'équipement et l'installation de

traitements de surface mais aussi dans le matériel d'application des peintures liquides ou poudres et du transfert des produits liquides ou pâteux.

Leader des installations de poudrage en France, Industrie Couleurs Systèmes a besoin de se développer en construisant un bâtiment de 1 500 m² comprenant des bureaux, un showroom et un atelier R&D.

A terme, 14 emplois seront transférés et 4 emplois créés.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 19 janvier 2018, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m².

Il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 3, d'une surface d'environ 3 073 m² (sous réserve du document d'arpentage), à la société Industrie Couleurs Systèmes au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine du 19 janvier 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain d'une superficie de 3 073 m² (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 3, sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon de Provence, au prix de 276 570 euros HT à la société Industrie Couleurs Systèmes ou à toute autre société pouvant s'y substituer.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable ou de caution bancaire en garantissant le paiement.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 12 septembre 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 mars 2019 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la société Industrie Couleurs Systèmes sont irrecevables.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-3418/18/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 18/6201/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les axes prioritaires du partenariat avec l'État portent sur la valorisation du travail des équipes universitaires et de recherche et des travaux étudiants, dans le cadre de colloques ou manifestations.

Ces manifestations et actions contribuent à accroître notre notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université, prévues de janvier à mai 2018, avec une incidence financière totale de 19 500€, comme suit :

- 2 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque « Les nouvelles contraintes des sociétés », le 27 mars 2018, organisé par le CDE, Centre de Droit Économique,

- 1 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque « La référence en Droit Public », du 17 au 18 mai 2018, organisé par le Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires, CERIC.

- 5 000€ pour l'aide à l'organisation du mois thématique sur le thème « Autour de la topologie de petite dimension », du 29 janvier au 23 février 2018, organisé par le Centre International de Recherches en Mathématiques, CIRM.

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque national sur le thème « La répartition des compétences juridictionnelles », du 25 au 26 mai 2018, organisé par le Centre de Recherches Administratives, CRA.

- 1 500€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation Les Chantiers de la Création sur le thème « Migrations et exil environnemental : du Déluge à nos jours », le 4 avril 2018, organisée par l'Ecole Doctorale Langues, Lettres et Arts, ED LLA.

- 1 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Les Comités d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail et les tâches du présent », du 23 au 24 mars 2018, organisé par l'Institut d'Histoire de la Philosophie, IHP.

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation de de la 4^{ème} conférence internationale de l'INT sur le thème « Le modèle marmoset en Neurosciences fondamentales et cliniques », du 22 au 23 mars 2018, organisée par l'Institut de Neurosciences de la Timone, INT.

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « L'enseignement en prison », le 25 mai 2018, organisé par le Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles, LDPSC.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Apprentissage et éducation : conditions, contextes et innovations pour la réussite scolaire universitaire et professionnelle », du 11 au 13 avril 2018, organisé par la Structure Fédérative d'Études et de Recherches en Éducation

de Provence, SPHERE et l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation, ESPE.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Le CDE, Centre de Droit Économique GU : 2018.00448	« les nouvelles contraintes des sociétés », sur le campus aixois	Le 27 mars 2018	N-1 : 5 000 € N-2 : 8 200 €	2 000 €	7 400 € Co financeurs : Droits inscription : 900 € Ressources propres CDE : 2 000 € Sponsors : 2 500 €	2 000 € Soit 27 % du budget prévisionnel
Le CERIC, Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires GU : 2018.00384	« la référence en Droit Public », sur le campus aixois	Du 17 au 18 mai 2018	N-1 : 14 500 € N-2 : 9 500 €	1 000 €	7 630 € Co financeurs : CD13 : 1 000 € AMU : 2 500 € Ressources propres CERIC : 3130 €	1 000 € Soit 13 % du budget prévisionnel
Le CIRM, Centre International de Recherches Mathématiques GU : 2018.00385	« autour de la topologie de petite dimension », sur le campus marseillais.	Du 29 janvier au 23 février 2018	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	7 000 €	24 000 € Co financeurs : Région PACA : 3 000 € CD 13 : 3 000 € Ville de Marseille : 1 000 € FIR AMU : 5 000 € Ressources propres LI2M CIRM : 3 000 € Autres : 2 000 €	5 000 € Soit 20, 8 % du budget prévisionnel
Le CRA, Centre de Recherches Administratives GU : 2018.00386	« La répartition des compétences juridictionnelles », sur le campus aixois	Du 25 au 26 mai 2018	N-1 : 18 500 € N-2 : 17 000 €	1 500 €	5 090 € Co financeurs : CD13 : 1 000 € FIR AMU : 500 € FDSP AMU : 500 € Ressources propres CRA : 1 590 €	1 500 € Soit 29, 5 % du budget prévisionnel
L'ED LLA, École Doctorale Langues, Lettres et Arts GU 2018.00388	« migrations et exil environnemental : Du Déluge à nos jours », sur le campus aixois	Le 4 avril 2018	N-1 : 1 500 € N-2 : 1 500 €	1 500 €	3 000 € Co financeurs : Ressources propres ED LLA : 1 500 €	1 500 € Soit 50 % du budget prévisionnel
L'IHP, Institut d'Histoire de la Philosophie GU 2018.00391	« les Comités d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail et les tâches du présent », sur le campus aixois	Du 23 au 24 mars 2018	N-1 : 1 500 € N-2 : 0 €	1 000 €	5 333 € Co financeurs : Droits d'inscription : 2 833 € AMU : 500 € Dons, sponsors : 1 000 €	1 000 € Soit 18, 7 % du budget prévisionnel
L'INT, Institut de Neurosciences de la Timone GU 2018.00392	« le modèle marmoset en Neurosciences fondamentales et cliniques », sur le campus marseillais	Du 22 au 23 mars 2018	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	3 000 €	37 500 € Co financeurs : CD 13 : 5 000 € Commune (ville de Marseille) : 3 000 € CNRS : 6 000 €	3 000 € Soit 8% du budget prévisionnel

					Ressources propres INT : 5 000 € Ressources équipes de recherche : 10 000 € Dons, sponsors : 5 500 €	
Le LDPSC, « l'enseignement en Laboratoire de Droit, prison », sur le campus Privé et de Sciences Criminelles GU 2018.00393		Le 25 mai 2018	N-1 : 3 500 € N-2 : 2 000 €	1 500 €	5 743 € Co financeurs : CD13 : 1 500 € Droits inscription : 2 243 € Faculté de Droit : 500 €	1 500 € Soit 26, 1 % du budget prévisionnel
La SFERE, « apprentissage et Structure Fédérative éducation : conditions, d'Études et de contextes et innovations Recherches en pour la réussite scolaire Éducation de universitaire et Provence, et professionnelle », sur le l'ESPE, l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation GU : 2018.00389		Du 11 au 13 avril 2018	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	3 000 €	45 130 € Co financeurs : Droits inscription : 27 200 € CD 13 : 2 000 € Ville de Marseille : 2 000 € AMU : 2 430 € Dons Sponsors (MAIF MGEN) : 1 000 € Ressources propres ESPE: 5 000 € Autres : 2 500 €	3 000 € Soit 6, 6 % du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 19 500€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques prévus de janvier à mai 2018 et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université et à ses étudiants ;

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 19 500 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-3419/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (Sciences Po) pour l'organisation du colloque "Terrains et chercheurs sous surveillance" - Approbation d'une convention MET 18/6194/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (Sciences Po) fait partie des grands établissements situé sur le territoire de la Métropole. Créée en 1872, l'école s'implante à Aix-en-Provence en 1956.

Sciences Po Aix forme des étudiants destinés à exercer des fonctions de cadre dans les secteurs publics et privés, soit en préparant les meilleurs concours administratifs (ENA, Magistrature, Diplomatie, Commissariat aux Armées, EN3S, Direction d'hôpital), soit en intégrant le monde de l'entreprise (près de 80% des étudiants).

Les diplômés de Sciences Po Aix intègrent des secteurs aussi divers que la communication, le

journalisme, la culture, le management, l'audit, les finances, les relations internationales...

Depuis 2008, le laboratoire CHERPA (Croyances, Histoire, Espaces, Régulation Politique et Administrative) est le centre de recherche unique de Sciences Po Aix. Il regroupe près de 150 chercheurs (enseignants-chercheurs, jeunes chercheurs, chercheurs associés).

Le CHERPA sollicite la participation de la Métropole pour le colloque « Terrains et chercheurs sous surveillance » qui aura lieu du 16 au 18 mai 2018 sur le site de l'IEP et à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix-en-Provence.

L'objectif de cette manifestation est de mener une réflexion sur les conditions de productions des données empiriques en contexte de « surveillance », de comprendre comment les formes de contrôle s'exercent sur les chercheurs et la recherche, de savoir comment la recherche est gouvernée aujourd'hui.

Les thèmes porteront sur trois axes : terrains sous surveillance, enquêtes sous surveillance et écriture sous surveillance.

Cette manifestation transversale, interdisciplinaire et internationale se déroulera sous forme d'ateliers, de tables rondes et de sessions plénières en partenariat avec des laboratoires d'Aix-Marseille-Université, AMU.

À cette occasion seront réunis 100 participants et 15 intervenants internationaux.

Organisateur	Manifestation	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Institut d'Études Politiques	Colloque « Terrains et chercheurs »	Du 16 au 18 mai 2018	N-1 : 0 N-2 : 0	€3 000 €	6 000 € Co financeurs : 1 000 € ressources propres 1 000 € IREMA 1 000 € LAMES	€3 000 € Soit 50% du budget prévisionnel
GU : 2018 00390						

Il est proposé d'attribuer au profit de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence 3 000 € pour l'aide à l'organisation de cette manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-

Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et notamment à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en Provence pour un montant total de 3 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-3420/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour l'organisation de la manifestation Innov'Actions 2018 - Approbation d'une convention
MET 18/6196/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne, site Georges Charpak Provence à Gardanne

fait partie des grandes écoles d'ingénieurs implantées sur le territoire métropolitain qui de par sa présence, l'enseignement dispensé, les événements organisés et son rôle en tant qu'incubateur technologique participe à l'attractivité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) sur notre territoire.

Les actions portées par l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne répondent aux grandes orientations métropolitaines en matière d'ESR en s'inscrivant dans la promotion de l'innovation, la mise en place d'un partenariat avec les grandes écoles d'ingénieurs et, également, en favorisant le lien entre ESR et le monde économique....

En effet, l'école qui héberge le Centre de micro électronique de Provence accueille une diversité d'acteurs, enseignants, étudiants mais aussi des chercheurs, des entreprises et des startups.

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne sollicite la participation de la Métropole pour la manifestation Innov'Actions 2018 qui se déroulera du 26 au 28 février 2018.

Cette manifestation, déjà soutenue par Métropole en 2017, contribue à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant des actions ayant lieu sur notre territoire.

Il s'agit de proposer aux étudiants de dernière année une formation expérimentale à l'innovation collaborative. Cette action, qui se déroule sur 3 journées, mobilise aux côtés des étudiants et chercheurs, des entreprises qui assurent l'accompagnement des travaux jusqu'au jury final de sélection.

Le thème retenu cette année est « responsabilité environnementale ». Les étudiants devront tester en grandeur réelle une expérimentation d'intelligence collective dans le contexte du techno-hub du campus, Id-Fab, en conduisant une réflexion collective avec les partenaires de TEAM Mines@Saint-Etienne et PEPITE, dispositifs qui favorisent l'entrepreneuriat étudiant, sur le sens et l'usage de leurs propositions.

L'action se déroule sur 3 phases successives : la première séquence portant sur la conception collaborative sur la thématique choisie, la seconde sur la promotion des idées, la clarification des usages, et la troisième sur la concrétisation partielle qui se place sur la voie d'un prototype et la présentation au jury.

Organisateur	Manifestation	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne GU : 2018 00387	Innov'Actions 2018	Du 26 au 28 février 2018	N-1 : 6 870 € N-2 : 0 €	8 000 €	16 300 € Co financeurs : 8 446 € ressources propres	7 922 € Soit 48,6 % du budget prévisionnel

Il est proposé d'attribuer au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne 7 922 € pour l'aide à l'organisation de cette manifestation qui aura lieu du 26 au 28 février 2018, sur le site Georges Charpak Provence à Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et notamment à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour un montant total de 7 922 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-3421/18/BM

■ Attribution de subventions au CNRS pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 18/6221/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et La Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) (AMU), partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences humaines et sociales. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'Univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans le cadre de cette mission, la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) organise deux évènements :

- Le colloque « *Pratiques artistiques et littéraires des architectures et décors fictifs de l'Antiquité au XVIIe siècle : entre fiction, illusion et réalité* » les 1,2 et 3 février 2018
- Le colloque « CUBICS 2018 » du 21 au 24 mai 2018.

« Pratiques artistiques et littéraires des architectures et décors fictifs de l'Antiquité au XVIIe siècle : entre fiction, illusion et réalité » :

Le colloque organisé par l'UMR 7297 Textes et Documents de la Méditerranée antique et médiévale (TDMAM) de l'Université d'Aix-Marseille et par l'USR 3155 Institut de Recherche sur l'Archéologie Antique les 1er, 2 et 3 février 2018 porte sur les pratiques artistiques et littéraires des architectures et décors fictifs.

Cet événement a pour ambition d'aborder les rapports pour une époque donnée, entre les architectures et décors fictifs littéraires, architectures et décors fictifs artistiques et la réalité.

Le colloque s'adresse à un large public de spécialistes et de chercheurs, d'étudiants de l'Université et des classes préparatoires aux grandes écoles, mais aussi d'amateurs de littérature, d'histoire ou de culture, de l'Antiquité au XVIIe siècle.

« CUBICS 2018 » :

• TDMAM	3 800€
• IRAA	1 000€
• FIR de l'Université d'Aix-Marseille	2 000€
• CLARE (Université de Bordeaux II-Montaigne)	500€
• Métropole Aix-Marseille Provence	2 500€
Total	9 800€

• « CUBICS 2018 » :

• Etat (Environnement)	2 000€
• CNRS Université (FIR AMU)	2 000€
• Subventions université BQR	1 000€
• Région PACA	3 000€
• Ville de Marseille	2 500€
• Conseil Départemental	3 000€
• Droits d'inscription	51 000€
• Métropole Aix-Marseille Provence	3 000€
• Dons, sponsors	3 000€
Total	70 500€

Les métaux de transition (par exemple Fe, Cu, Mn, Ni, Co, Mo) au sein des biomolécules sont impliqués dans de nombreux processus du vivant. En particulier dans les métalloprotéines, ils sont nécessaires à un large éventail de processus essentiels à la vie.

Depuis quelques années, la découverte de nouveaux systèmes biologiques à cuivre ayant de fortes implications dans le domaine de l'énergie ou de la santé, a engendré un grand intérêt dans la communauté scientifique internationale.

Il s'agit d'une thématique de recherche très compétitive avec des retombées dans les domaines de la chimie fine, de l'énergie, de la santé ou de l'environnement.

Ce colloque a pour objectif de réunir la plupart des personnes impliquées dans ce domaine de recherche tant du point de vue de la biologie que de celui de la chimie et de la spectroscopie.

Cet événement doit accueillir entre 200 et 250 personnes dont une forte proportion de jeunes en formation (doctorants, post-doctorants).

Les budgets de financement des deux événements se présentent de la façon suivante:

- « Pratiques artistiques et littéraires des architectures et décors fictifs de l'Antiquité au XVIIe siècle : entre fiction, illusion et réalité » :

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 5 500 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de ces événements et selon la répartition suivante :

- «Pratiques artistiques et littéraires des architectures et décors fictifs de l'Antiquité au XVIIIe siècle : entre fiction, illusion et réalité » : 2 500 €
- « CUBICS 2018 » : 3 000 €

et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 5 500 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation des deux colloques scientifiques : « Pratiques artistiques et littéraires des architectures et décors fictifs de l'Antiquité au XVIIIe siècle : entre fiction, illusion et réalité » et « CUBICS 2018 » soit 2 500€ et 3 000€.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-3422/18/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration (IPSAA) pour l'implantation d'un établissement d'enseignement supérieur privé MET 18/6071/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique en matière d'enseignement supérieur, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend favoriser l'implantation d'établissements d'enseignement supérieur sur son territoire.

L'institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration regroupe deux écoles qui dispensent des formations en initial et en alternance.

D'une part, l'Ecole Supérieure de Préparation et d'Administration (ESPAJ) qui a pour vocation d'aider les élèves à réussir leur projet d'étude et professionnel ; d'autre part, l'École Supérieure de Design, d'Arts et de Communication (ESDAC) qui elle, a vocation de former et professionnaliser les jeunes dans un domaine culturel en pleine expansion : le design.

En effet, l'ESDAC est un établissement d'enseignement supérieur privé formant aux métiers du design, des arts appliqués, de la communication et de l'Internet, préparant à des diplômes d'Etat et Titres certifiés au RNCP par la Commission Nationale de la Certification Professionnelle et implanté à Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand, Marseille et Montpellier. Cet établissement relève des dispositions L.731-1 et suivants du Code de l'Education.

L'IPSAA qui est par nature sous un régime juridique associatif « loi 1901 » souhaite implanter un de ses établissements de design à Istres, sur le territoire métropolitain.

Il sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention d'investissement au titre de l'exercice 2018.

Après instruction de la demande, il est donc proposé d'attribuer à l'IPSAA une subvention d'investissement pour l'exercice 2018 d'un montant total de 80 000 €.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans une convention le montant de la subvention attribuée à l'IPSAA pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration (IPSAA) souhaite implanter un de ses établissements de design sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus précisément à Istres ;
- Que l'IPSAA sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2018 afin de mener à bien ses objectifs ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration (IPSAA) d'un montant de 80 000 € au titre de l'exercice 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'investissement à l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration (IPSAA) au titre de l'exercice 2018, figurant en annexe.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest-Provence, chapitre 4581175009, code opération 2017500900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-3423/18/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer pour l'organisation en avril de FOWT 2018 - colloque international sur l'éolien offshore flottant

MET 18/6290/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1 – Contexte

Au travers de son Agenda du Développement Économique adopté le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée à conforter ses 6 filières prioritaires (santé, aéronautique-mécanique, transports et logistique, industries numériques et créatives, énergie-environnement, tourisme et art de vivre) avec un fort accent mis sur le soutien à l'innovation. C'est pourquoi, faisant suite à la dynamique engagée par certains Conseils de Territoire qui la compose, elle fait le choix de subventionner la feuille de route ainsi que certaines actions spécifiques des pôles de compétitivité directement impliqués dans ces filières.

Concernant la filière « Énergie - Environnement », plusieurs pôles ou clusters participent à son développement comme Capénergies, Ea-Eco entreprises ou le pôle Mer.

Le programme d'activités 2018 du pôle Mer prévoit dans son troisième Domaine d'Actions Stratégique (DAS) « Ressources énergétiques et minières marines », de nouveaux axes prioritaires portant sur l'offshore profond (seabed mining) et les Énergies Marines Renouvelables (EMR).

Sur ce second axe, le pôle participe à la structuration d'une filière autour de l'Éolien Offshore Flottant en PACA et également en Occitanie, d'ailleurs très active en la matière. Sachant que notre territoire dispose d'infrastructures adaptées et d'un écosystème déjà riche, favorable à la consolidation de la chaîne de valeur, il est essentiel désormais de renforcer notre action afin de structurer cette filière au sein de la Métropole et de contribuer à sa visibilité.

En 2018, les actions du pôle consistent notamment à accompagner les lauréats de l'AMI « fermes pilotes éoliennes offshore flottantes » pour les 3 sites méditerranéens :

- projet "Provence Grand Large" (PGL), porté par l'énergéticien EDF Energies nouvelles (EN), filiale d'EDF (composé de trois éoliennes de 8 MW fournies par Siemens et équipées de flotteurs développés par SBM et l'Institut IFP EN) sur la zone de Faraman au droit de Fos sur mer ;
- projet "Les éoliennes flottantes du golfe du Lion" (EFGL), porté par l'énergéticien Engie, la Caisse des dépôts et le portugais EDP Renewables, implanté à Leucate (Occitanie), avec quatre éoliennes de 6 MW, fournies par

General Electric et équipées des flotteurs semi-submersibles d'Eiffage Métal ; pour mémoire, la technologie "WindFloat", sélectionnée par les partenaires, est développée par Principle Power implantée à Aix-en-Provence ;

- projet porté par le consortium Eolmed piloté par Quadran, sur la zone de Gruissan (Occitanie). Il se compose de quatre éoliennes de 6,12 MW chacune. Ce consortium réunit l'allemand Senvion pour les turbines, Ideol et Bouygues Travaux publics pour le flotteur en béton (Damping Pool).

Il s'agit également d'amplifier la manifestation FOWT dont le Pôle est fondateur et coorganisateur avec la CCIMP et la Fédération de l'Energie Eolienne (FEE). Le Pôle Mer portant l'organisation de la manifestation.

2 – Description de la manifestation FOWT 2018

L'objectif de FOWT est de faire progresser la filière de l'Eolien Offshore Flottant et d'accélérer son intégration dans le mix des énergies renouvelables. Cet événement qui croise approche scientifique et technologique permet de générer des discussions constructives et des collaborations concrètes entre les différents acteurs et parties prenantes afin de répondre aux problématiques et défis de la filière.

Pour cette cinquième édition organisée au Palais du Pharo, les conférences et tables rondes, dont les sujets ont été définis par le Comité Scientifique et Technique, porteront sur l'accélération du déploiement commercial des éoliennes flottantes à travers le monde. Un espace d'exposition avec des stands à destination des acteurs clés et l'organisation de RDV BtoB sont également prévus.

Le public cible vise les professionnels de l'Eolien Offshore Flottant au niveau international : industriels, chercheurs, banques, assurances, avec l'ambition d'accueillir 600 à 700 participants cette année. Sachant que l'ouverture à l'international accroît la visibilité de la filière française, l'ancrage de cette manifestation sur le territoire métropolitain est un véritable atout pour la consolidation de l'écosystème local.

Ci-après, les indicateurs de résultats que s'est fixé le pôle :

Nombre de participants	environ 650
Nombre de nationalités présentes	18 ou plus
Nombre de rdv BtoB pris	plus de 500
Revue de presse	bonne couverture de la presse régionale, nationale et internationale – 10 articles/insertions relatives à l'événement
Nombre de visites du site internet	15 000 (France + Etranger)

3 – Budget de la manifestation

Les postes de dépenses les plus significatifs sont la location du Palais du Pharo pendant 2 jours, les prestations traiteurs pour 650 participants et le temps de préparation des organisateurs.

Les recettes proviennent des entrées payantes (tarifs early booking pour les TPE, PME, Groupes et institutionnels jusqu'à mi-janvier 2018, ensuite en plein tarif), du sponsoring et des subventions publiques.

Le budget prévisionnel de la manifestation se décompose de la façon suivante :

Charges		Produits	
Achats : prestations de service et fournitures	4 488 €	Vente de produits, prestations de services	194 950 €
Services extérieurs : locations, entretien...	81 200 €	Subvention Région PACA	45 000 €
Autres Services extérieurs : honoraires, missions, publicité...	105 511 €	Subvention Métropole AMP	20 000 €
Charges de personnel :	55 827 €		
Charges indirectes : charges fixes, frais...	12 924 €		
Total des charges	259 950 €	Total des produits	259 950 €
Contribution Volontaire en Nature (CVN)			
Emplois des CVN : personnel bénévole	10 633 €	CVN : bénévolat	10 633 €
TOTAL	270 583 €	TOTAL	270 583 €

Considérant

La CVN correspond à l'affectation partielle d'une mise à disposition à titre gratuit d'une salariée de Naval Group.

La subvention demandée à la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 20 000 €, soit 7,69 % du budget prévisionnel de la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- que l'organisation de cette manifestation contribue à l'identification de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région PACA comme territoire en pointe sur le sujet de l'éolien flottant ;
- que ce type de manifestation contribue également à structurer au sein du territoire la filière Eolien Offshore Flottant, stratégique car porteuse à terme de développement économique et d'emplois dans de nouveaux domaines d'application, même pour les entreprises déjà présentes.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au Pôle de compétitivité Mer Méditerranée/TVT d'un montant de 20 000 € (vingt mille euros) pour l'organisation de la manifestation FOWT 2018 au Palais du Pharo à Marseille.

Article 2 :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production du Compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

A la lecture du bilan budgétaire, ce montant peut varier :

1. Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.
2. A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires de 20 000 € sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous politique B370 – nature 6574 - « Subventions de fonctionnement aux organismes privés » - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-3424/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la charte relative à l'Appel à Manifestation d'Intérêt Provence Industry' Nov MET 18/6291/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 003-14/12/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la charte relative au lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Provence Industry' Nov.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) vise à inciter l'implantation de nouvelles activités industrielles et préindustrielles (innovation) au sein des grandes plates-formes de l'étang de Berre : PIICTO à Fos, TOTAL à la Mède et LYONDELLBASELL à Berre. Les activités ciblées préférentiellement concernent les domaines de l'économie circulaire, de la transition énergétique (énergies renouvelables, stockage d'énergie, carburants du futur) et des bio-industries, dans l'objectif d'une organisation en plateformes industrielles intégrées (synergies entre industriels et mutualisations d'utilités et de services).

Cet AMI, issu d'une dynamique collective, mêlant acteurs publics et privés, pilotée par la Métropole Aix-Marseille-Provence constitue une démarche inédite sur le territoire. Elle a donc suscité un intérêt certain auprès d'autres acteurs contribuant au développement économique du territoire.

C'est notamment le cas de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) laquelle souhaite rejoindre l'Appel à Manifestation d'Intérêt Provence Industry' Nov.

Il convient donc d'approuver un avenant entre l'État, la Région PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le GPMM, Kem One, Total, LyondellBasell, l'association Piicto, Novachim et la CCIMP, afin d'entériner l'entrée de cette dernière en tant que nouveau partenaire dans la démarche collective de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Provence Industry'Nov.

La CCIMP s'engage à apporter son soutien à la démarche collective, au même titre que les autres partenaires, en participant aux différentes réunions techniques préparatoires selon le besoin, ainsi qu'aux comités techniques et de pilotage de l'AMI.

Elle pourra être mobilisée spécifiquement sur l'identification des entreprises de l'écosystème local selon le domaine d'intervention et les besoins de partenariats ou de sous-traitance éventuels que pourraient faire valoir les porteurs de projets sélectionnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 003-14/12/17/BM du 14 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, acteur du développement économique local, est tout à fait légitime à être également partenaire de la dynamique Provence Industry' Nov.

- L'État, la Région PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le GPMM, Kem One, Total, LyondellBasell, l'association Piicto, Novachim et Provence Promotion ont entériné l'entrée de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence dans la dynamique Provence Industry' Nov.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la charte de partenariat relative à l'AMI Provence Industry' Nov ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ci-annexé et tous documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 002-3426/18/BM

■ **Modification de la délibération N°EMP 001-2734/17/CM du 19 octobre 2017 relative au développement des clauses sociales d'insertion dans les procédures de consultation des marchés publics**

MET 18/6451/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Tous les marchés et contrats de la commande publique de la Métropole, quelle qu'en soit la forme, ont potentiellement vocation à porter des démarches d'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi.

En effet, dès lors que la prestation envisagée fait appel à de la main d'œuvre ou à des fournitures nécessitant de la main d'œuvre, les possibilités en terme d'emploi et d'insertion doivent être étudiées et déclinées sous la forme de clauses prévoyant des dispositions en matière d'insertion professionnelle des publics les plus exclus, d'autant plus que le terrain juridique s'est éclairci et ne constitue plus aujourd'hui un obstacle.

Dans le cadre du développement de sa politique de promotion des achats éco et socio responsables, la Métropole doit se porter volontaire pour introduire des

clauses sociales dans les procédures de consultation des marchés publics, comme une opportunité d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté.

L'intérêt de la clause sociale d'insertion est, en effet, multiple. Elle favorise non seulement l'accès à un emploi durable pour des personnes qui en sont éloignées, mais génère également de l'activité au profit des structures d'insertion par l'activité économique. La clause sociale, tout en permettant de répondre à un besoin de main d'œuvre exprimé par les entreprises de secteurs en tension, comme le BTP, s'avère être également une opportunité de collaboration inédite et d'un rapprochement entre les entreprises privées et les structures d'insertion par l'activité économique.

Ainsi, par délibération n° EMP 001-2734/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé le recours à la clause sociale comme condition d'exécution systématisé pour tous les marchés supérieur à 200.000€ HT.

Il s'avère que suite à une erreur matérielle, il convient aujourd'hui de modifier cette délibération afin de supprimer la mention relative à la définition d'un seuil de déclenchement.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence redélibère afin de supprimer la mention relative au seuil de déclenchement du recours aux clauses sociales.

La présente délibération a donc pour objet de modifier le 8^{ème} paragraphe de la délibération n° EMP 001-2734/17/CM du 19 octobre 2017 susmentionnée, comme suit : « au regard des expériences réussies sur le territoire métropolitain, seront identifiés dans la programmation annuelle des achats les marchés de travaux, de services ou de prestations intellectuelles qui de par leur objet et/ou leurs caractéristiques ou leur montant se prêtent particulièrement à l'insertion de clauses sociales comme condition d'exécution. Le taux d'effort permettant de déterminer le volume d'heures d'insertion est fixé entre 5 et 10% du nombre total d'heures travaillées ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la délibération n° EMP 001-2734/17/CM du 19 octobre 2017 relative au développement des clauses sociales d'insertion dans les procédures de consultation des marchés publics présente une erreur matérielle.
- Qu'il convient de supprimer le seuil de déclenchement du recours à la clause sociale.

Délibère

Article 1 :

La délibération n° EMP 001-2734/17/CM du 19 octobre 2017 est modifiée afin de supprimer le seuil de 200.000€ HT comme seuil de déclenchement du recours à la clause sociale qu'il s'agisse de marchés de travaux, de services ou de prestations intellectuelles.

Article 2 :

Seront identifiés dans la programmation annuelle des achats les marchés de travaux, de services ou de prestations intellectuelles qui de par leur objet et/ou leurs caractéristiques ou leur montant se prêtent particulièrement à l'insertion de clauses sociales comme condition d'exécution.

Le taux d'effort permettant de déterminer le volume d'heures d'insertion est fixé entre 5 et 10 % du nombre total d'heures travaillées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-3427/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Arcadis - LGM - Gautier et Conquet concernant le marché n° 14-063 relatif à l'élaboration du programme pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille MET 18/6335/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°14-063 relatif à l'élaboration du programme pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille, l'assistance à la définition de la concertation préalable et l'assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Arcadis, LGM, Gautier-Conquet en date du 3 juin 2014, pour un montant global et forfaitaire de 149 800 € HT.

Le marché a démarré le 17 juillet 2014, pour une période de 16 mois, soit une fin initialement fixée au 18 novembre 2015. La prestation était décomposée en deux phases :

- Elaboration du programme, dossier de concertation, assistance à l'élaboration du DCE de maîtrise d'œuvre d'une durée initiale de 7 mois. Cette phase a été prolongée par ordre de service jusqu'au 29 juin 2015 ;

- Assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre, d'une durée initiale de 9 mois. Cette phase a été prolongée par plusieurs ordres de service successifs jusqu'au 30 juin 2017.

Le marché a été réceptionné du 14 juin 2017.

En janvier 2017, le groupement a formulé une demande de rémunération supplémentaire au titre du marché pour un montant 40 687,58 euros hors taxes. Cette demande, après instruction, a fait l'objet d'observations de la part de la maîtrise d'ouvrage.

Par courrier reçu le 7 avril 2017, le groupement a formulé une nouvelle demande de rémunération supplémentaire au titre du marché ramenée à un montant de 35 462,50 euros hors taxes.

La maîtrise d'ouvrage prend en compte les surcoûts invoqués par le groupement générés par les modifications et reprises d'études à la demande du maître d'ouvrage lors de l'établissement du programme détaillé et par l'investissement complémentaire de moyens suite à l'allongement des délais des différentes missions.

Après analyse de la demande du groupement et négociation avec ce dernier, il est proposé le versement au Groupement Arcadis - LGM - Gautier et Conquet d'un complément de rémunération ramené à 34 612,50 € HT, soit 23,10 % du marché initial, au titre de l'indemnisation des surcoûts financiers rencontrés dans l'exécution du marché. Cette somme sera réglée au groupement dans le cadre d'un protocole transactionnel conclu entre les parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 14-063 relatif à l'élaboration du programme pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille, l'assistance à la définition de la concertation préalable et l'assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement Arcadis – LGM - Gautier et Conquet du 7 avril 2017, concernant le marché susvisé.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Arcadis (mandataire) –

LGM - Gautier et Conquet, relatif au marché n°14-063 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Arcadis (mandataire) – LGM - Gautier et Conquet, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 14-063.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 34 612,50 euros HT, au groupement Arcadis (mandataire) – LGM - Gautier et Conquet, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget annexe Transports Nature : 2031 - Fonction : 815 - Numéro d'opération : 2015110600 – Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3428/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra - Safege - Christophe Fayel Architecte concernant le marché n° 11-038 relatif à une mission de maîtrise d'œuvre générale portant sur l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille Canebière - Rome - Castellane
MET 18/6411/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°DTUP 006-2160/10/CC du 28 juin 2010, le conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme d'extension du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière – Cours Saint Louis jusqu'à Castellane via la rue de Rome et la part de l'enveloppe provisoire affectée aux travaux, évaluée à 33 000 000 € HT (valeur décembre 2009).

Le marché n°11-038 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille

depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Inexia, Safège et Christophe Fayel en date du 10 mars 2011, pour un montant forfaitaire de 3 486 655 euros HT (dont 817 081 euros HT au titre de la tranche ferme et 2 669 574 euros HT au titre de la tranche conditionnelle).

La tranche ferme comprenant les études d'Avant-Projet a démarré le 10 mars 2011 pour une durée globale de 6 mois. La tranche conditionnelle comprenant les études de Projet et la réalisation a été affirmée le 08 novembre 2011 à l'issue de la validation des études d'Avant-Projet, pour une durée prévisionnelle initialement évaluée à 49 mois.

Un premier avenant au marché a été notifié au groupement le 22 décembre 2011 afin d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux à l'issue de la validation des études d'Avant-Projet (AVP), de fixer le forfait principal définitif de la rémunération du maître d'œuvre et prendre en compte des reprises d'études et des études complémentaires en phases études consécutives aux décisions du maître d'ouvrage. Le montant total s'élevait à 156 279,00 euros HT, soit une augmentation de 4,48 % du marché initial.

Un deuxième avenant au marché a été notifié au groupement le 16 juillet 2012 afin de prendre en compte des études complémentaires ainsi que des modifications de programme intervenues depuis la validation de l'AVP, conduisant à augmenter le montant prévisionnel des travaux. Le montant de l'avenant s'élevait à 209 260,97 euros HT, soit une augmentation cumulée de 10,48 % du marché initial.

Par avenant n°3 notifié au groupement le 19 octobre 2012, a été actée la fusion des sociétés INEXIA et SYSTRA, le groupement titulaire du marché étant désormais composé des sociétés Systra, Safège et Christophe Fayel.

Un quatrième avenant a été notifié au groupement le 29 juillet 2013 afin de prendre en compte les modifications de programme survenues postérieurement à l'adoption des avenants 1 et 2 et de rémunérer des études complémentaires confiées au groupement. Le montant de l'avenant s'élevait à 146 131,06 euros HT et a porté le montant total du marché à 3 998 326,03 euros HT. A l'issue de cet avenant, le coût prévisionnel définitif des travaux a été revu en conséquence et porté à 38 437 108,75 euros HT (en valeur octobre 2010).

La mission du maître d'œuvre s'est achevée le 26 août 2016.

Par courrier du 23 juillet 2015, le groupement a déposé un mémoire formulant une demande de rémunération supplémentaire pour un montant de 1 658 979,41 euros HT. Le maître d'ouvrage n'a pas donné suite à cette demande.

En janvier 2016, le groupement a saisi le CCIRAL sur la base du même mémoire de réclamation. Le CCIRAL de Marseille a enregistré cette requête en date du 6 janvier 2016 sous le numéro 2016-01.

Dans ses observations en défense, la Métropole a produit un mémoire acceptant une rémunération complémentaire à hauteur de 345 191 euros HT hors révisions de prix et intérêts moratoires.

Après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 20 octobre 2017, le CCIRAL de Marseille notifiait le 10 novembre 2017, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement Systra, Safège, C. Fayel, d'une somme de 680 000 euros HT.

Les parties ayant pris la décision de se ranger à l'avis du CCIRAL afin de mettre fin aux litiges né de l'exécution de ce marché, il est proposé la conclusion d'un protocole transactionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 11-038 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement Inexia, Safège, Christophe Fayel, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 20 octobre 2017 notifié à la Métropole AMP le 10 novembre 2017 concernant l'affaire n° 2016-01, la réclamation du groupement Systra, Safège,

C. Fayel, portant sur le marché n° 11-038 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra (mandataire) – Safège – Christophe Fayel, relatif au marché n°11-038 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Systra (mandataire) – Safège – Christophe Fayel, afin de régler les sommes restant dues au titre de l'exécution du marché n° 11-038.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 680 000 euros HT, au groupement Systra (mandataire) – Safège – Christophe Fayel, titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget annexe Transports Nature : 2315 - Fonction : 815 - Numéro d'opération : 2009190700 – Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3429/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Ecole de Communication Visuelle pour l'organisation d'un concours relatif à la ligne graphique du projet de BHNS L'Aixpress
MET 18/6248/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) L'AIXPRESS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération, menée sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix en Provence dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS L'AIXPRESS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Le tracé, constitué de 19 stations, desservira, sur 7,2 kilomètres, les points névralgiques, les équipements majeurs et les sites emblématiques d'Aix-en-Provence. L'Aixpress reliera les lieux de vie, de travail, d'études et tous les espaces de culture et de loisirs. Il réduira les distances pour rendre la ville encore plus agréable à habiter, à fréquenter, à traverser. Avec plus de 80% de sites propres dédiés et la mise en place de la « priorité aux feux », l'Aixpress garantira aux usagers un temps de parcours rapide et fiable.

La ligne sera équipée d'une flotte de quinze bus électriques qui se rechargeront automatiquement et rapidement au terminus. Ce matériel roulant innovant permettra de réduire les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique.

Les ambitions de ce projet, d'améliorer le cadre de vie des aixois tout en offrant un service de transport performant, devront être déclinées au travers d'un design et d'une ligne graphique attractive, créant du lien entre la ligne de BHNS L'AIXPRESS, la ville et les habitants, donnant envie d'emprunter ce nouveau mode de transport et plaisir à le regarder circuler.

Afin de valoriser les compétences et métiers que développe l'Ecole de Communication Visuelle, la Métropole souhaite associer cette école à l'établissement de la ligne graphique du projet de BHNS L'AIXPRESS, nouant ainsi un véritable partenariat autour de la réalisation d'un projet pédagogique qui mettrait les étudiants de cet établissement au cœur de la conception graphique du design de la ligne de BHNS L'AIXPRESS.

Dans cette optique, la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence vont collaborer de sorte à organiser sur 2018 un concours entre les étudiants de cette école, et qui visera à

sélectionner, parmi leurs propositions graphiques, celle qui répondra au mieux aux enjeux et objectifs du projet de BHNS L'AIXPRESS, et qui sera par la suite, acquise par la Métropole et mise en œuvre sur le projet.

Dans le cadre de ce concours, les personnels de la Métropole en charge du projet seront accueillis au sein de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence pour présenter ledit projet aux étudiants.

Par la suite, les étudiants qui participeront à ce concours devront remettre des propositions pour:

- la livrée du matériel roulant de la ligne de BHNS L'AIXPRESS, c'est-à-dire l'habillage graphique des véhicules,
- le design graphique des abris des stations de la ligne de BHNS L'AIXPRESS, en déclinaison du graphisme de la livrée,
- le design graphique des titres unitaire de transport, en déclinaison du graphisme de la livrée.

L'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence assurera l'encadrement logistique et pédagogique nécessaire au bon déroulement des travaux réalisés par ses étudiants, dans le cadre de ce concours.

La collaboration de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix-en-Provence est conclue à titre gracieux.

Au terme de ces travaux, les propositions établies par les étudiants seront soumises à un jury composé d'un collège d'élus, comprenant :

- le Vice-Président transport de la métropole ou son représentant
- le maire d'Aix-en-Provence ou son représentant
- l'adjoint à l'urbanisme ou son représentant
- le Président de la RDT ou son représentant
- le Vice-Président territoire délégué aux infra transports ou son représentant

et d'un collège de techniciens comprenant:

- le DGA Mobilité Déplacements-Transports Espace Public et Voirie ou son représentant
- le DGS de la Ville d'Aix-en-Provence ou son représentant
- le DGA délégué service de Transport ou son représentant
- le Directeur des Infra Transports ou son représentant
- le Directeur des Transports ou son représentant
- le Directeur Marketing ou son représentant

Ce jury sélectionnera, parmi les différentes lignes graphiques proposées par les étudiants de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence, celle qui sera acquise par la Métropole pour être mise en œuvre sur le projet de BHNS L'Aixpress.

Un évènement pourra être organisé à cette occasion

au sein de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence

C'est en ce sens qu'il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle pour l'organisation d'un concours relatif à la ligne graphique du projet de BHNS L'AIXPRESS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété Intellectuelle ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est opportun d'associer l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence

au développement des grands projets d'aménagement et d'embellissement du cadre de vie aixois pour valoriser ses compétences et ses métiers,

- Que la création de la ligne de BHNS L'AIXPRESS constitue un projet métropolitain emblématique qui est l'occasion de nouer un partenariat entre la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence autour du design de ce projet,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat entre la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle pour l'organisation d'un concours relatif à la ligne graphique du projet de BHNS L'AIXPRESS. Ce partenariat est conclu à titre gracieux.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3430/18/BM

■ **Approbation de l'avenant n°5 modifiant le programme et la durée de la convention de travaux d'aménagement pour la gare routière d'Aix-en-Provence entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SPLA "Pays d'Aix Territoires". BHNS l'Aixpress MET 18/6276/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

En parallèle, le 9 septembre 2010, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a notifié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" une convention de travaux d'aménagement qui a pour objet l'opération de réaménagement de la gare routière d'Aix-en-Provence sur le site de l'avenue de l'Europe, première gare du département par le nombre de voyageurs qui y transitent, et de confier à la SPLA les études, la préparation et la réalisation des travaux d'infrastructures y afférent dont la CPA est destinataire.

Depuis sa conclusion, plusieurs avenants ont été signés et intégrés à la convention notamment pour modifier le programme, modifier le coût de l'opération et allonger la durée d'exécution jusqu'au 31 décembre 2018.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite à nouveau modifier le programme de l'équipement lié à la convention par un avenant n°5.

Ces modifications portent sur :

- La suppression du réaménagement de l'avenue des Belges entre le carrefour Anouar el-Sadate et l'impasse Gustave Desplaces.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, en effet, réaliser ce réaménagement dans le cadre des travaux de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) qui emprunte l'avenue des Belges et dont elle assure directement la Maîtrise d'Ouvrage et ce, pour des raisons techniques de coordination des travaux et juridiques, liées à l'indemnisation des commerçants riverains du chantier du BHNS.

- L'intégration, dans le programme, de la réalisation des aménagements routiers de l'avenue de l'Europe entre la Gare Routière et le carrefour avec l'avenue Mouret, liée à la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Sur ce "tronçon" de ligne du BHNS d'une longueur de 145 mètres environ, il n'y a aucun commerce riverain et le problème d'application, par la SPLA, de la convention d'indemnisation des commerçants ne se pose pas.

L'objet de cet avenant n°5 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est donc d'acter la modification du programme et de prolonger le délai de la convention pour une durée d'un an, jusqu'au 31 décembre 2019 afin de tenir compte de la période de parfait achèvement des travaux et ce, sans surcoût complémentaire pour la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015_A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération n°2010_B372 du Conseil Communautaire du 22 juillet 2010 relative à l'approbation de la convention de travaux d'aménagement qui a pour objet l'opération de réaménagement de la gare routière d'Aix-en-Provence sur le site de l'avenue de l'Europe entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2011_B479 du Conseil Communautaire du 2 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 de la

convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;

- La délibération n°2013_B053 Conseil Communautaire du 14 février 2013 relative à l'approbation de l'avenant n°2 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_B233 Conseil Communautaire du 11 juin 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_B586 Conseil Communautaire du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°4 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé modifiant le programme et la durée de la convention de travaux d'aménagement de la gare routière d'Aix-en-Provence entre la Métropole et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence et ce, sans surcoût pour la collectivité.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3431/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la mise en disposition temporaire d'emprises foncières, détenues par la Commune, au bénéfice du BHNS l'Aixpress pour la mise en place d'installations de chantier
MET 18/6120/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Les travaux structurants qui seront entrepris pour la réalisation de ce projet ont été entamés à compter du début du second semestre de l'année 2017, et se poursuivront jusqu'en 2019.

Ils nécessiteront l'intervention de nombreuses entreprises travaux et requerront que des emprises leur soient mises à disposition afin de mettre en place leurs installations.

La ville d'Aix-en-Provence, dite la Ville, est propriétaire des parcelles, CB n°103 sur l'avenue Gaston Berger et PO n°89 sur la Place du Château de l'Horloge. L'ensemble des parcelles possède une surface globale d'environ 6 800m².

Aussi, la Métropole a sollicité la Ville afin que cette dernière mette temporairement, et gracieusement, à sa disposition une partie de ces emprises afin que les entreprises travaux, qui interviendront pour le compte de la Métropole dans le cadre du chantier de création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) l'AIXPRESS desservant le territoire de la Ville, puissent mettre en place leurs installations provisoires de chantier.

Les emprises mises à disposition de la Métropole, localisées ci-après :

- Se situent sur les parcelles cadastrées CB n°103 et PO n°89
- Se décomposent de la manière suivante :
 - 500 m² environ intégrant un local existant sur la parcelle CB n°103 d'une surface globale de 2366 m², concédée au délégataire de service public en charge du réseau de chaleur sur la commune d'Aix-en-Provence,

- 400 m² environ intégrant un local existant sur la parcelle PO n°89 d'une surface totale de 4475 m².

A cette fin, il convient pour la Métropole et la Ville de conclure la présente convention de mise à disposition des emprises précitées au profit de la Métropole, étant précisé que ces dernières relèvent du domaine privé de la Ville.

En tout état de cause, compte tenu de l'intérêt général du projet, cette mise à disposition est consentie à titre gracieux et temporaire, pour la durée du chantier.

Cette mise à disposition des emprises s'étendra jusqu'à Décembre 2019 au plus tard, à défaut de congé donné par la Métropole préalablement à ce terme.

En ce sens, il vous est proposé d'approuver les modalités de la convention relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la Ville pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville d'Aix-en-Provence relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence, à titre gracieux, pour l'installation des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-3432/18/BM

**■ Approbation de la convention de gestion et de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la SCI BP MIXTE pour la modification du parvis de la Poste du Bois de l'Aune - BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence
MET 18/6277/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,

- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Dans ce cadre, le projet de BHNS impacte le parvis, d'une surface de 400 m² environ, situé devant l'immeuble appartenant à la SCI BP MIXTE, sis au 9039 ROTONDE DU BOIS DE L'AUNE (parcelle cadastrée n°39 de la section PO), qui est donné à bail à la société LA POSTE qui y exploite un bureau de poste (ci-après « le BP ») et dont l'entretien en tant qu'espace public est assuré actuellement par la commune d'Aix-en-Provence.

La modification du parvis du BP, dans le cadre du projet de BHNS, est rendue nécessaire pour d'une part intégrer dans de bonnes conditions la future station BHNS appelé « Bois de l'Aune » et d'autre part assurer une continuité cohérente dans l'aménagement de la voirie aux abords du parvis.

Cela se traduit notamment par la réalisation d'itinéraires cycles et piétons sur l'espace public et la réalisation d'une zone de stationnement au plus près de l'établissement. (annexe 1)

Dès lors, la Métropole, en tant que porteuse et maître d'ouvrage du projet de BHNS d'Aix en Provence et la SCI BP MIXTE en tant que propriétaire du parvis sont concernées et impliquées par la modification du parvis du BP, il est alors nécessaire d'organiser et coordonner la maîtrise d'ouvrage des travaux de modification du parvis aux abords de la poste de la Rotonde du Bois de l'Aune ainsi que les conditions de son entretien ultérieur.

Le montant de cet aménagement, estimé à 80.000 € HT, est intégré en totalité dans l'estimation financière initiale de l'opération BHNS.

En ce sens, la présente convention a pour objet de désigner la Métropole comme Maître d'ouvrage unique pour la réalisation de l'ensemble des travaux de modification du parvis précité corrélatifs au projet de BHNS, et de fixer les modalités d'entretien de cet ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'opération de BHNS ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de gestion et de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la SCI BP MIXTE et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la modification du parvis de la Poste du Bois de l'Aune dans le cadre de la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation des travaux listées ci-dessus rendu nécessaire par le projet, prélevés sur le budget Annexe des Transports de l'opération BHNS pour un montant estimatif de 80.000 € HT, prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-3433/18/BM

■ Approbation de la convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété "Villa Blanche" à Aix-en-Provence MET 18/6121/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à favoriser les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles qui permettent notamment d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations et les conditions de déplacements sur les trottoirs.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé un processus d'acquisition amiable à l'euro symbolique des surfaces nécessaires aux améliorations précitées.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de la prise de possession anticipée sur les parcelles n°PR 265 et PR 266 de la copropriété des « Villa Blanche », sise boulevard du Coq d'Argent à Aix-en-Provence, d'une surface globale approximative de 150m², au profit de la Métropole en vue d'une acquisition foncière ultérieure à l'euro symbolique. (annexe 1)

Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour mi-2018.

La présente prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole est consentie à titre gracieux.

Considérant les enjeux d'améliorations du projet sur des parties de parcelles privatives, il apparaît nécessaire de reconstituer les conditions de limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération BHNS:

- Reprise du mur existant et réalisation d'un nouveau soutènement pour dégager l'emprise du trottoir Nord du boulevard du Coq d'Argent sur un linéaire d'environ 12 mètres sur la partie Ouest. La Métropole assumera de la totalité des démarches administratives autorisant la construction du mur précité. Cet ouvrage intègre également la réalisation d'une clôture en panneau rigide de 1m80 environ identique à ceux existants,
- Conservation du mur existant sur une longueur de 14 mètres environ sur la partie Est.

Le montant estimé des travaux de reconstitution des limites publiques/privés est estimé à 60.000 € TTC.

En contrepartie de la reconstitution des limites, les copropriétaires s'engagent à céder les éléments de parcelle précités à l'euro symbolique (parcelle estimée à dire d'expert à 75 000 €).

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété « Villa Blanche », au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la réalisation du BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation de travaux de reconstitution listée ci-dessus pour un montant total de 60.000.00 € TTC, prélevés sur le budget annexe des transports de l'opération 2017266300 BHNS.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'achat foncier à l'euro symbolique et autorise Monsieur le Président de la

Métropole ou son représentant à signer les actes d'achats fonciers relatifs à cette opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-3434/18/BM

■ Approbation d'une convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété "Vignes de Marius" à Aix-en-Provence MET 18/6122/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à favoriser les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles qui permettent d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations et les conditions de déplacements sur les trottoirs.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé un processus d'acquisition amiable et l'euro symbolique des surfaces nécessaires aux améliorations précitées.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de la prise de possession anticipée sur la parcelle

n°PR 041 de la copropriété des « Vignes de Marius », sise boulevard du Coq d'Argent à Aix-en-Provence, d'une surface approximative de 120 m², au profit de la Métropole en vue d'une acquisition foncière ultérieure à l'euro symbolique (annexe 1).

Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour mi-2018.

La présente prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole est consentie à titre gracieux.

Considérant les enjeux d'améliorations du projet sur des parties de parcelles privatives, il apparaît nécessaire de reconstituer les conditions de limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération BHNS:

- Reprise de la position du nouveau portail de la copropriété, conditionnée par les nouvelles limites imposées par le projet. Le portail projeté sera coulissant et automatique. Les conditions de d'accessibilité seront restituées à l'identique,
- Reprise de l'alignement de la clôture, conditionnée par la définition es nouvelles limites entre le domaine Public et le Domaine Privé. La clôture sera en panneaux rigides en conformité avec la clôture existante,
- Reprofilage du revêtement de voirie, pour permettre les conditions d'accès à la copropriété, la Métropole reprendra une partie du revêtement existant en enrobé sur une surface de 250 m2 environ.

Le montant estimé des travaux de reconstitution des limites publiques/privés est estimé à 50.000 € TTC.

En contrepartie de la reconstitution des limites, les copropriétaires s'engagent à céder les éléments de parcelle précités à l'euro symbolique (estimé à dire d'expert à 54 000€ TTC).

Ceci étant, dans la mesure où la signature de la présente convention nécessitera l'organisation rapide d'une assemblée générale extraordinaire des copropriétaires, sans attendre la tenue de l'assemblée générale annuelle des copropriétaires, et ce, afin de respecter le calendrier de l'opération BHNS, la Métropole règlera aux copropriétaires les frais de syndic liés à l'élaboration d'une assemblée générale extraordinaire pour les 134 lots constituant la copropriété, à hauteur de 30.00 € TTC par lots, soit un montant total de 4 020.00 € TTC.

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du

Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété « Vignes de Marius », au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la réalisation du BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation de travaux de reconstitution listées ci-dessus pour un montant total de 50.000.00 € TTC, auquel s'ajoute 4 020.00 € TTC de frais relatifs à l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire (soit un total de 54 020.00 € TTC), prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'achat foncier à l'euro symbolique et autorise Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer les actes d'achats fonciers relatifs à cette opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-3435/18/BM

■ Approbation de la convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la parcelle PR 162 propriété de la Direction de l'Immobilier de l'Etat à Aix-en-Provence MET 18/6123/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles qui permettent d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations et les conditions de déplacements sur les trottoirs.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé un processus d'acquisition amiable des surfaces nécessaires aux améliorations précitées.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de la prise de possession anticipée sur la parcelle n° PR 162 propriété de la Direction de l'Immobilier de l'Etat où siège la Direction Régionale des Finances Publiques, sise allée d'Estienne d'Orves à Aix-en-Provence, d'une surface approximative de 103 m² au profit de la Métropole en vue d'une acquisition foncière ultérieure (annexe 1).

Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour mi-2018.

La présente prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole est consentie à titre gracieux.

Considérant les enjeux d'améliorations du projet sur des parties de parcelles privatives, il apparaît nécessaire de reconstituer les conditions de limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération BHNS:

- Réalisation d'un nouveau soutènement pour dégager l'emprise du trottoir Nord du boulevard du Coq d'Argent sur un linéaire d'environ 45 mètres. La Métropole assumera la totalité des démarches administratives autorisant la construction du mur précité. Cet ouvrage intègre également la réalisation d'une clôture en panneau rigide de 1m80 environ identique à ceux existants,
- Reprise des espaces verts à l'arrière du mur projeté.

Le montant estimé des travaux de reconstitution des limites publiques/privés est estimé à 35.000 € TTC.

En contrepartie de la reconstitution des limites, l'Etat s'engage à céder les éléments de parcelle précités

suivant l'évaluation établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat (D.I.E) (parcelle estimée à dire d'expert à 51.500 € TTC).

A ce titre, les parties s'engagent à proposer ultérieurement un protocole foncier définissant, une fois les travaux terminés, les modalités d'achat.

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'opération de BHNS.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la parcelle PR 162, propriété de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de la réalisation du BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation de travaux de reconstitution listée ci-dessus pour un montant total de 35.000.00 € TTC, prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'établissement d'un protocole foncier, après les travaux de reconstitution, sur la parcelle PR 162 en prévision d'un achat de ladite parcelle.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-3436/18/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue de la réalisation du pont de la Guiramande à Aix-en-Provence
MET 18/6474/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Campus, l'université Aix Marseille Provence prévoit l'installation de la faculté de sciences économiques et de gestion sur le site de la Pauliane à Aix en Provence, au sud de la rivière l'Arc. La Métropole a réalisé à proximité de cet emplacement, le pôle d'échange Krypton, au nord de l'Arc, comprenant un parc relais de 900 places et une gare routière. Ce site sera également le terminus de la ligne de BHNS que réalise la Métropole sur Aix en Provence. Afin de compléter l'aménagement de ce quartier, la Métropole a, par délibération du conseil du 18 juillet 2013 (conseil de communauté du Pays

d'Aix), approuvé le programme de travaux et l'enveloppe financière allouée à cette opération. Ce montant est de 5M€ HT (192 307,69€ HT de frais de maîtrise d'ouvrage et 4 807 692,31€ HT de dépense d'opération) toutes dépenses confondues.

Le présent rapport a pour objet de confier la réalisation de cet ouvrage à la SPLA Pays d'Aix Territoires sous forme de mandat de maîtrise d'ouvrage suivant le descriptif ci-après :

Les travaux à réaliser comprennent :

-la démolition de l'ancien aqueduc jouxtant le futur ouvrage

-la construction des fondations, appuis et tabliers du nouvel ouvrage

-la construction des soutènements, le remblaiement pour les rampes d'accès à l'ouvrage

-la mise en place des réservations et regards de visite nécessaires au passage des réseaux des concessionnaires (à ce jour réseau de chaleur de la ville d'Aix en Provence, réseau de fibre optique de l'université). A ce titre la SPLA interrogera les concessionnaires de façon exhaustive.

-la réalisation des voiries et circulations piétonnes et vélo sur le tablier et sur les rampes d'accès, ainsi que les raccordements aux voiries de part et d'autre de l'ouvrage, avec notamment le traitement du carrefour au sud de l'ouvrage avec le chemin du Viaduc et le chemin de la Guiramande.

-les signalisations horizontales et verticales, y compris le carrefour à feux et ses équipements au sud de l'ouvrage. Les feux seront raccordés au PC circulation de la ville d'Aix en Provence.

-l'éclairage de l'ensemble des ouvrages, dans le respect des préconisations édictées par l'arrêté loi sur l'eau.

-le traitement paysager de l'opération

-le raccordement du cheminement piéton à la promenade de l'Arc côté nord de l'ouvrage

-la collecte et le traitement des eaux pluviales

Afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour le compte de la Métropole, la SPLA Pays d'Aix Territoire sera rémunérée à hauteur de 4% du montant de l'opération, soit 192 307,69€ HT (230 769,23 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération 2013_A138 du conseil de communauté du Pays d'Aix ;
- La délibérations HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de confier la réalisation de cette opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation du pont de la Guiramande à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur la Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération Pont de la Guiramande sont inscrits au budget de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix qui représentera les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-3437/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec la ville de Vitrolles pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux actions d'animation
MET 18/6238/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte économique et social particulièrement tendu, l'unité de Prévention-Médiation de la DPAO Centre de la Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années, une politique globale de prévention de délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- La présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économique. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :
 - Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement
 - Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »
- La mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé d'établir une convention avec la Ville de Vitrolles afin de réaliser les actions suivantes :

- Utilisation du réseau des Bus de l'Etang et accompagnement des enfants scolarisés à Vitrolles par les agents de l'unité de Prévention-Médiation dans le cadre du spectacle de fin d'année au théâtre de Fontblanche.
- Utilisation du réseau des Bus de l'Etang et accompagnement des collégiens et lycéens par les agents de Prévention Médiation dans le cadre des spectacles organisés par le service culturel de la ville de Vitrolles.
- organisation d'une journée d'animation sportive avec les élèves de cm² de l'ensemble du territoire du réseau des bus de l'Etang par l'unité de prévention-médiation avec une mise à disposition d'infrastructure sportive et de matériels par la ville de Vitrolles.

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Vitrolles pour la mise en place des actions définies ci-dessus.

Elle est conclue à titre gratuit.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-3438/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec le Lycée Caucadis de Vitrolles pour la mise en place d'actions de prévention
MET 18/6234/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte économique et social particulièrement tendu, l'unité de Prévention-Médiation de la DPAO Centre de la Métropole Aix-

Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années, une politique globale de prévention de la délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- La présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économique. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :
 - Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement
 - Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »
- La mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives. Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé d'établir une convention avec le lycée Caucadis de Vitrolles afin de réaliser les actions suivantes :

- Mise à disposition de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de Prévention Médiation
- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang » en direction d'une dizaine de classes du Lycée

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties. La charge financière de l'opération est estimée à 800 euros HT pour 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec le Lycée Caucadis pour la mise en place des actions définies ci-dessus.

La convention est conclue à titre gratuit.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-3439/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Maison de Quartier du Béalet de Berre l'Etang pour la mise en place d'actions de prévention
MET 18/6235/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte économique et social particulièrement tendu, l'unité de Prévention-Médiation de la DPAO Centre de la Métropole Aix-Marseille-Provence développe, depuis de nombreuses années, une politique globale de prévention de la délinquance. La politique de prévention s'articule autour de :

- la présence d'agents de Prévention Médiation sur le réseau de transport recrutés dans le cadre d'un dispositif d'insertion par l'économie. Leurs actions sur le réseau visent une double finalité :
 - o Participer à l'amélioration de la qualité de service proposée à l'ensemble de la clientèle en assurant l'aide, l'information et l'accompagnement
 - o Développer un travail de médiation sociale et de sécurisation par la mise en place d'actions spécifiques en direction du public « jeunes »
- la mise en place d'actions de prévention en partenariat avec les relais locaux : établissements scolaires, structures d'animation socio-éducatives.

Ces actions visent à favoriser l'échange et la rencontre entre les publics utilisateurs du réseau et les professionnels afin de maintenir un climat serein sur le réseau et de lutter contre les incivilités et la fraude.

Il est proposé d'établir une convention avec l'association loi de 1901 « Maison de Quartier du Béalet » afin de réaliser les actions suivantes :

- Animations de proximité en direction du public enfant et / ou adolescents encadrée par l'éducateur sportif de l'unité de Prévention-Médiation et /ou les agents de Prévention Médiation
- Mise à disposition de transport et accompagnement de ces déplacements par les agents de Prévention Médiation dans le cadre des sorties de proximité.
- Actions de sensibilisation et d'information sur l'utilisation du réseau de transport « les bus de l'Etang » dans le cadre des ateliers « femmes »

La convention détaillera les actions menées et précisera les droits et obligations des parties.

La charge financière de l'opération est estimée à 800 euros HT pour 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Maison de quartier du Béalet pour la mise en place des actions définies ci-dessus. La convention est conclue à titre gratuit.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-3440/18/BM

■ Approbation du renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports pour l'année 2018 MET 18/6119/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment au Groupement des Autorités de Transports (GART).

Le Groupement des Autorités de Transport est une association nationale qui regroupe des élus concernés par la responsabilité des transports collectifs, permettant l'échange des points de vue et de savoir-faire.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a adhéré au GART par délibération n° TRA 027-1080/16/CM du 17 octobre 2016.

Il convient d'approuver le renouvellement de l'adhésion au GART dont le montant de la cotisation 2018 s'élève à 30 000 euros. Le montant est stable par rapport aux années 2016 et 2017.

Cette cotisation se calcule par tranche de population de 500 000 habitants de manière dégressive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les statuts du groupement des Autorités Responsables des Transports

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de verser une cotisation pour l'année 2018 de 30 000 euros au Groupement des Autorités de Transport au titre de son adhésion.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transport ainsi que le paiement de la cotisation de 30 000 euros pour l'année 2018 .

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-3441/18/BM

**■ Approbation du renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public pour l'année 2018
MET 18/6118/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

AGIR Transport est une association de professionnels de transport public fondé en 1987 constituée d'une équipe permanente d'experts qualifiés et de consultants indépendants.

Cette association met à disposition des collectivités locales et des entreprises une offre de service leur permettant de compléter leurs ressources et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Par conséquent, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole de bénéficier :

- d'une assistance technique mettant à disposition des experts capables de répondre à tous types de questions relatives à la gestion quotidienne des réseaux (domaines juridiques, économiques, performance des réseaux...);
- d'offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports ;
- De groupes de travail (transport à la demande, billettique...) permettant l'échange d'expériences contribuant à l'enrichissement technique.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération TRA 026-1079/16/CM du 17 octobre 2016, il convient de renouveler cette adhésion, le montant de la cotisation au titre de l'année 2018 s'élève à 45 000 euros. Le montant est stable par rapport aux années 2016 et 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les statuts de l'association AGIR Transport ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de verser une cotisation pour l'année 2018 de 45 000 euros à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public au titre de son adhésion

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion et le paiement d'une cotisation de 45 000 euros pour l'année 2018 à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3442/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 7, appartenant à Madame Isabelle Dargentolle et Monsieur Frédéric Bourrellon, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-la Grave à Marseille
MET 18/6132/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Isabelle Dargentolle et Monsieur Frédéric Bourrellon ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 43 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 317, moyennant la somme de 4902 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 55 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Président et au Bureau de la Métropole concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1648 du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 43 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 317 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 55 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Isabelle Dargentolle et Monsieur Frédéric Bourrellon s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 43 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 317 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 4902 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 55 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-3443/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes - Lotissement de la Plaine Lot 6, appartenant à la SARL Foncière du Cèdre, représenté par Monsieur Sebastien Ruriack nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers - La Grave à Marseille
MET 18/6133/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Foncière du Cèdre, représentée par Monsieur Sébastien Ruriack ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 79 m² environ à détacher de la

parcelle 882 D 316, moyennant la somme de 8881 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 103 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1154 du 23 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 79 m² environ à détacher de la parcelle

cadastrée 882 D 316 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire d'environ 103 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SARL Foncière du Cèdre, représentée par Monsieur Sébastien Ruriack s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 79 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 316 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 8881 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 103 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 200911430 – Budget Principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3444/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 2, appartenant à Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille
MET 18/6135/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Christine RAVEL et Monsieur Alexandre BOUJU ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 86 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 312, moyennant la somme de 9646 euros (neuf-mille six-cent quarante-six euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Christine RAVEL et Monsieur Alexandre BOUJU ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 61m² sur la parcelle cadastrée 882 D 312, moyennant la somme de 1525 euros (mille cinq-cent vingt-cinq euros)

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de

122 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Président et au Bureau de la Métropole concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1159 du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 86 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 312 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que la servitude en tréfonds de 61m² environ permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire d'environ 122 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 86 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 312 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 9646 euros après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une servitude de tréfonds d'une superficie de 61m2 moyennant la somme de 1525 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 122 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-3445/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 5, appartenant à Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille

MET 18/6136/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 40 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 315, moyennant la somme de 4560 euros (quatre-mille cinq-cent soixante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 106 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1163 du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 40 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 315 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 106 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 40 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 315 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 4560 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation

temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 106 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 200911430 – Budget Principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3446/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 1 Domaine des Durbecs, appartenant à Madame Danielle Cucchiara, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille
MET 18/6138/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Cucchiara ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 82 m² environ à détacher de la parcelle 882 E 307, moyennant la somme de 4920 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 140 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3097 du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 82 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 307 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 140 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Cucchiara s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 82 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 307 sise 1 Domaine des Durbecs à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 4920 euros après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 140 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3447/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille**

MET 18/6141/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la

Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 266 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 219, moyennant la somme de 15490 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 138m2 sur la parcelle cadastrée 882 D 219, moyennant la somme de 3450 euros

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 184 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- ; Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2017-213V1156 du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 266 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 219 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que la servitude en tréfonds de 138 m² environ permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 184 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 266 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 219 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 15490 euros après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une servitude de tréfonds d'une superficie de 138m² moyennant la somme de 3450 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 184 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3448/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 339 Chemin de la Rose à la Grave, appartenant à Monsieur Albergne François, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille
MET 18/6143/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Albergne François ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une bande de terrain de 580 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 84 et sur la cession d'une bande de

terrain de 74m2 environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 245, moyennant la somme globale de 37 340 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 285 m² environ distincte de l'emprise cédée de la parcelle cadastrée 879 C 84 et d'une surface de 69m2 environ distincte de l'emprise cédée de la parcelle cadastrée 879 C 245 (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2589 du 24 février 2017 et n°2017-217V1155 du 28 août 2017;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette bande de terrain de 580 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879C 84 et l'acquisition d'une parcelle de terrain de 74m2 environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 245 permettront la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 285 m² sur la parcelle cadastrée 879 C 84 et de 69m2 sur la parcelle cadastrée 879 C 245 permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur François Albergne s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 580 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 84 et une emprise foncière de 74m2 à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 245 sise 339 Chemin de la Rose à la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme globale de 37 340 euros après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 285 m² sur la parcelle cadastrée 879 C 84 et de 69m2 sur la parcelle cadastrée 879 C 245.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 200911430 – Budget Principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3449/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 4, appartenant à Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille MET 18/6148/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 54 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 314, moyennant la somme de 6150 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 104 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Président et au Bureau de la Métropole concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V/1158 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 54 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 314 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire d'environ 104 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 54 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 314 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 6150 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 104 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3450/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Voie Commune du Lotissement, appartenant à L'Association Syndicale Libre la Plaine, représenté par Monsieur Frédéric Bourrellon, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille

MET 18/6180/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Syndicale Libre La Plaine, représentée par Monsieur Frédéric Bourrellon ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 121 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 318, moyennant la somme de 13470 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1158 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 121 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 318 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Syndicale Libre La Plaine, représentée par Monsieur Frédéric Bourrellon s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 121 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 318 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 13470 euros après consultation des services de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3451/18/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 Chemin des Paroyes, appartenant à Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille

MET 18/6181/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif

existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 283 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 220, moyennant la somme de 16465 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 163m² sur la parcelle cadastrée 882 D 220, moyennant la somme de 4075 euros.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 219 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil

de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;

- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3102 du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 283 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 220 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que la servitude en tréfonds de 163m² environ permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 219 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 283 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 220 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 16465 euros après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une servitude de tréfonds d'une superficie de 163m² moyennant la somme de 4075 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 219 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 - Budget principal territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3452/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 3, appartenant à Madame Lilia Regaoui et Monsieur Samir Sadoui, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille**

MET 18/6140/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif

existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Lilia Regaoui et Monsieur Samir Sadaoui ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 88 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 313, moyennant la somme de 9864 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 109 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Président et au Bureau de la Métropole concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1160 du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 88 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 313 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 109 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Lilia Regaoui et Monsieur Samir Sadaoui s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 88 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 313 à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 9864 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 109 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 – Budget principal Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-3453/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant aux co-indivis Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, sise 264 Bd Paul Claudel à Marseille
MET 18/6239/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3e tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon, s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 54m² à détacher de la parcelle cadastrée 859 D 0082, sise 264 bd Paul Claudel, à Marseille 13010, pour un montant de 6 460 euros (six mille quatre cent soixante euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain

appartenant aux co-indivis, Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, sise 264 bd Paul Claudel, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les propriétaires co-indivis, Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 54m² à détacher de la parcelle cadastrée 859 D 0082, pour un montant de 6 460 euros (six mille quatre cent soixante euros).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-3454/18/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Fauvière, représentée par ERILIA Syndic, sise Bd Romain Rolland à Marseille
MET 18/6169/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3e tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon, s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 1 230m² à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 101, sise boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, pour un montant de 68 650 euros (soixante huit mille six cent cinquante euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété La Fauvière, sise boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Copropriété La Fauvière, représentée par ERILIA Syndic, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, une parcelle de terrain de 1 230m² à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 101, pour un montant de 68 650 euros (soixante huit mille six cent cinquante euros).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au

Budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-3455/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Bas nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane**
MET 18/6161/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section CP n° 231 d'une superficie de 144 m², propriété des consorts Bas.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les consorts Bas acceptent de céder la parcelle moyennant la somme de 23 040 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine du 25 mars 2016 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'élargissement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec les consorts BAS afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Bas cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée Section CP n° 231 d'une superficie de 144 m² située chemin des Beugons, moyennant la somme de 23 040 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-3456/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise nécessaire à la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane**
MET 18/6236/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section CM n° 273 d'une superficie de 369 m², propriété de la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise accepte de céder la parcelle moyennant la somme de 1 euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise afin de permettre la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée Section CM n° 273 d'une superficie de 369 m² située rue Figueras à Marignane, moyennant la somme de 1 euro.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-3457/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à la SCI du Bosquet nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe**
MET 18/6212/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-

Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux bandes de terrain à détacher des parcelles cadastrées Section AO n° 307 et 308 d'une superficie totale de 102 m² environ, propriété de la SCI du Bosquet.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI du Bosquet accepte de céder les deux bandes de terrain moyennant la somme de 3 264 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-

Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCI du Bosquet afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI du Bosquet cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence les deux bandes de terrain à détacher des parcelles cadastrées Section AO 307 et 308 d'une superficie totale de 102 m² environ, situées avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, moyennant la somme de 3 264 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015440400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-3458/18/BM

■ Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 La Canebière au Conseil Départemental 13, nécessaire à la redynamisation du centre-ville de Marseille
MET 18/6434/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération « Grand Centre Ville » se développe sur un périmètre de 1 000 hectares environ avec 35 pôles d'intervention ciblés et préalablement définis. Elle vise à accélérer la transformation des quartiers concernés en s'appuyant sur un investissement majeur en matière d'habitat, d'urbanisme commercial,

d'équipements et d'espace publics, de tourisme et de vie étudiante.

L'objectif est de concevoir et de mettre en œuvre des programmes complets qui touchent simultanément l'ensemble des composantes de l'habitat et de l'urbain.

Le pôle mazagran se caractérise par la présence forte d'équipements culturels et éducatifs orientant ainsi les thématiques de ce pôle en direction de la culture, de l'enseignement et de l'activité.

La Métropole a exercé son droit de préemption sur l'immeuble situé au 122 La Canebière le 22 août 2016 en vue d'une restructuration complète de l'immeuble.

Aujourd'hui, le CD13 souhaite acquérir cet immeuble dans un objectif de développement de l'attractivité résidentielle, commerciale et/ou tertiaire sur ce secteur contribuant à la redynamisation du centre ville de Marseille.

La cession au CD13 est réalisée moyennant les indemnités réparties comme suit :

- 500 000 euros pour l'immeuble
- 10 000 euros de frais d'agence
- 6 420 euros représentant les frais d'acte notarié relatifs à l'acquisition par la Métropole

La présente délibération annule et remplace la délibération n° URB 010-1680/17/BM du 30 mars 2017 qui approuvait la cession de l'immeuble 122 La Canebière 13001 Marseille à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 215-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-201V1202 du 5 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession de l'immeuble situé 122 La Canebière sur la commune de Marseille contribuera à la redynamisation du centre-ville.

Délibère

Article 1 :

Est annulée la délibération n° URB 010-1680/17/BM du 30 mars 2017 approuvant la cession de l'immeuble 122 La Canebière à la SOLEAM.

Article 2 :

Est approuvée la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence au CD13 de l'immeuble situé 122 La Canebière cadastré sous le n° 806 B 159 d'une superficie de 159 m² moyennant les indemnités de 500 000 euros pour l'immeuble, 10 000 euros de frais d'agence et 6 420 euros représentant les frais d'acte notarié relatifs à l'acquisition par la Métropole.

Article 3 :

Le remboursement par le CD13 à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière comme à la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant et se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-3459/18/BM

■ Cession à titre onéreux au profit de la Société Real Land d'un terrain nu sis 211 chemin de la Madrague ville, nécessaire à la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille MET 18/6253/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de leurs compétences en matière de développement et d'aménagement économique, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis sa création le 1^{er} janvier 2016 ont étudié et réalisé la création d'une pépinière d'entreprises « le carburateur » afin de favoriser la création d'entreprises sur Marseille Nord sur le site du 211 chemin de la Madrague Ville à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence a enclenché la deuxième phase qui est la réalisation d'un pôle artisanal, soit un bâtiment à vocation artisanale proposant des lots d'environ 100 / 150 m² créant alors une polarité artisanale avec la pépinière déjà présente sur le site.

Pour se faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé un appel à consultations afin de désigner un opérateur pour la vente de l'unité foncière nécessaire à cette opération. A l'issue de cet appel à consultation, le candidat sélectionné est Real Land.

La vente de la parcelle de 3 098 m² comporte un emplacement réservé de 502 m². L'aménagement de cette partie reste indispensable pour la réalisation du projet pour deux raisons essentielles, parce qu'elle est l'interface entre la zone constructible du terrain et l'espace public, mais surtout parce qu'il existe un mur de clôture en pierre générant un dénivelé entre la voirie et le terrain (plus de deux mètres).

La vente de l'emplacement réservé évitera à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'engager ces travaux d'accessibilité et d'entretenir la parcelle à terme.

Cela permettra également à Real Land :

- D'aménager ses voies d'entrées et de sorties du site plus facilement,
- D'aménager et d'entretenir la parcelle par des espaces verts supplémentaires à la réglementation Plan Local d'Urbanisme en vigueur et donc de valoriser le site et son environnement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-215V1274 en date du 26 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession au profit de la société Real Land d'un terrain nu d'une superficie de 3 098 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 899 L 0001 sis 211 chemin de la Madrague Ville permettra la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder au profit de la société Real Land une emprise foncière d'une superficie de 3 098 m² environ à détacher de la

parcelle cadastrée Section 899 L 0001 située 211 chemin de la Madrague Ville à Marseille 15^{ème} arrondissement moyennant la somme de 217 000 euros.

Article 2 :

Le remboursement par l'acquéreur à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Nature 775 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-3460/18/BM

■ **Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue du Cap Pinède, Rue de Lyon, à Marseille 15^{ème}, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'Ilot XXL dans la ZAC Littorale à Marseille**
MET 18/6241/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires, tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'Ilot XXL). La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000m² de SDP (le Projet), porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'en engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018. Pour ce faire, l'EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner l'ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier-Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre, devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Ecoquartier méditerranéen, sur le Périmètre, reproductible dans la métropole marseillaise ;
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des Puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants ;
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants ;
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux ;
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000m² de surface de plancher.

Le foncier devant faire l'objet de la cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit Ilot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon, qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² sdg.

C'est pourquoi il a été décidé par délibération N° URB 021-2191/17/BM du 13 juillet 2017, d'approuver le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à l'Etablissement Public Euroméditerranée, la parcelle cadastrée 901 A 00120 de 2 048m², sise angle avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – Marseille 15^{ème}, préalablement déclassée du Domaine Public Métropolitain. Cette cession est faite à titre gratuit, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et

protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Seulement aujourd'hui, il convient de reprendre cette délibération pour disposer d'un avis des Services Fiscaux en cours de validité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- Le projet d'acte de cession et l'avis de France Domaine en date du 13/11/2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une fois le déclassement du Domaine Public métropolitain de la parcelle approuvé, la cession de ladite parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée, d'engager sa première phase opérationnelle sur l'Ilôt XXL (ZAC Littorale).

Délibère

Article 1 :

La délibération N° URB 021-2191/17/BM du 13 juillet 2017 est abrogée.

Article 2 :

Est approuvé le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à l'Etablissement Public Euroméditerranée, la parcelle nouvellement cadastrée 901 A 00120, sise angle de l'avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – Marseille 15^{ème}, gratuitement, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011, les frais inhérents à cette transaction étant à la charge d'Euroméditerranée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-3461/18/BM

**■ Cession à titre gratuit de parcelles de terrain et lots de volumes sise rue de Turenne et Place Jules Guesde à Marseille 3^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation des Ilots Aix Haut et Aix Bas, dans la ZAC Saint Charles à Marseille
MET 18/6242/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de requalifier l'entrée Nord de la Ville de Marseille, le Préfet des Bouches du Rhône a approuvé par arrêtés préfectoraux du 31 décembre 1997 et du 4 août 2000, la création de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Charles / Porte d'Aix, d'une superficie de 15 hectares.

Dans le cadre des aménagements prévus dans la ZAC, l'Etablissement Public Euroméditerranée (EPAEM) avait demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la cession d'une emprise de la place Jules Guesde et de la rue de Turenne, destinée à la construction d'un Institut Méditerranéen pour la Ville et les Territoires (IMVT), inscrit dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Cet Institut a été ciblé par la Ville de Marseille comme faisant partie des opérations prioritaires. Un accord de principe pour un soutien financier de la Ville de Marseille à ce projet a été approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2013.

Cet Institut s'appuiera sur un réseau d'enseignement supérieur et de recherche développé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille (ENSA-M), l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage – Versailles Marseille (ENSP) et par l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR) d'Aix-Marseille Université.

La réunion de l'ensemble des ces compétences sur un lieu unique et leur mise en synergie, permettront de réfléchir aux enjeux et propositions pour la ville méditerranéenne de demain et un développement durable de ses territoires. Ce projet de cohabitation unique en France, géographiquement positionné entre Europe et Méditerranée, propose un ensemble de compétences permettant de traiter tant de l'environnement naturel que des espaces construits à des échelles multiples, compétences sollicitées par les Collectivités Territoriales, l'Etat et ses services déconcentrés, ou encore les bureaux d'études et autres structures.

Pour permettre la réalisation de l'IMVT, des déclassements de voirie ont été nécessaires. En effet, par délibération n° VOI 005-1882/17/CM en date du 30 mars 2017, a été approuvé le déclassement du Domaine Public Métropolitain des emprises issues de la partie haute de la rue de Turenne et de la place Jules Guesde, maintenant cadastrées 812 E 203 et 812 E 189 et 199.

Etant donné qu'à certains endroits de la rue de Turenne et de la place Jules Guesde se trouvent en tréfonds les tubes du métro 1 et 2, les emprises à déclasser ont fait l'objet de deux divisions en volume :

- Parcelles 812 E 178 et 193 : Volume n° 1.
- Parcelles 812 E 185 et 196 : Volume n° 1.

Il convient donc d'approuver le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à l'Etablissement Public Euroméditerranée les parcelles et volumes ci-dessus énoncés, afin de permettre la réalisation de l'IMTV.

Cette cession est faite à titre gratuit, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une fois la cession desdites parcelles et lots de volumes approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public Euroméditerranée, celui-ci pourra engager la réalisation d'aménagement des Ilots Aix Haut et Aix Bas dans la ZAC Saint Charles avec l'IMTV.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à l'Etablissement Public Euroméditerranée les parcelles cadastrées et lots de volumes 812 E 203, 189, 199 et Volume n° 1 : parcelles 812 E 178 et 193, Volume n° 1 : parcelles 812 E 185 et 196, sises rue de Turenne et place Jules Guesde, à Marseille 3^{ème}, gratuitement, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-3462/18/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un lot de terrain sis ZAC Empallières à Saint Victoret au profit de la SCCV ADP Saint Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises**

MET 18/6262/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a développé la ZAC Empallières sur la commune de Saint Victoret, secteur identifié comme présentant un intérêt pour l'aménagement d'un pôle d'activités économiques.

Par délibération URB 948/07/CC du 8 octobre 2007, le Conseil de la Communauté Marseille Provence Métropole, Conseil de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création de la ZAC Empallières.

Afin de mettre en œuvre sa politique de développement économique et d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC Empallières, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé un appel à candidature publié sur le site du Moniteur le 21 janvier 2017.

L'objectif de cette consultation est la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique de type « Village d'entreprises » pour répondre à la demande d'implantation de PME/PMI sur un terrain d'environ 13 978 m² à détacher des parcelles cadastrées Section AI n° 1-2-5-13-96-155 et AH n° 266 correspondant au lot D1.

Au terme de l'analyse et des discussions qui ont été menées avec les candidats, la société SCCV ADP Saint Victoret a été retenue pour la réalisation de ce programme immobilier.

Le programme prévisionnel des constructions prévoit une surface de plancher globale de 6 554 m² environ répartis comme suit : 5009 m² pour des locaux d'activités et 1 545 m² de locaux de bureaux avec une constructibilité maximale de 6 900 m².

Cet accord fait l'objet d'un protocole au terme duquel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède ce terrain à bâtir moyennant la somme de 1 048 350 euros hors taxes, soit 75 euros / m².

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-102V0371 du 3 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du terrain à bâtir d'une superficie de 13 978 m² environ sis ZAC Empallières à Saint Victoret permettra la réalisation d'un village d'entreprises sur le lot D1.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCCV ADP Saint Victoret afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé de cession du lot D1 à la SCCV ADP Saint Victoret par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède les bandes de terrains à détacher des parcelles cadastrées Section AI n° 1-2-5-13-96-155 et AH n° 266 d'une superficie totale d'environ 13 978 m² sis ZAC Empallières à Saint Victoret, moyennant la somme de 1 048 350 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe 2018 « opération d'aménagement » - Sous Politique C140 – Nature 7015 - Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-3463/18/BM

■ **Cession à titre onéreux du lot n° 15 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI AMBER, sise ZI Les Paluds à Aubagne**
MET 18/6243/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagé en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 15 issu des parcelles cadastrées CH n° 14p, CH n° 15p, CK n° 689p, CK n° 707p et une parcelle déclassée du Domaine Public en cours de renumérotation, à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 6000m² à la SCI AMBER, pour un montant global de 414 000 euros hors taxes outre T.V.A., sise ZI Les Paluds – Pôle Performance – Bât. C2 – BP 1427 – 13785 Aubagne cedex.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 2 700m² pour l'édification d'un programme immobilier à usage de laboratoire et de bureaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La délibération n° VOI 003-2410/17/CM du 13 Juillet 2017 relative au déclassement du Domaine Public routier métropolitain d'emprises issues du Chemin des Mattes et de l'Avenue Mistral à La Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du lot n° 15 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la SCI AMBER de réaliser un programme immobilier à usage de laboratoire et de bureaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la SCI AMBER, le lot n° 15 issu des parcelles cadastrées CH n° 14p, CH n° 15p, CK n° 689p, CK n° 707p et une parcelle déclassée du Domaine Public en cours de renumérotation, moyennant une indemnité de 414 000 euros (quatre cent quatorze mille euros) Hors Taxes, conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Article 3 :

Le remboursement par la SCI AMBER à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans la 2^{ème} partie de l'acte authentique.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2018 et suivants – Opération d'aménagement – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-3464/18/BM

**■ Cession de la parcelle cadastrée section DE n° 167, sise 88 Chemin des Arcades à Istres, constituant le lot 273 de la ZAC du Ranquet, au profit de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola
MET 18/6305/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle bâtie cadastrée section DE n° 167, constituant le lot n° 273 de la ZAC du Ranquet, d'une contenance cadastrale d'environ 285 m², située 88 Chemin des Arcades à Istres.

Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola, co-indivisaires, ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à leur profit de ladite parcelle en vue d'une régularisation foncière.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ladite parcelle à 30 000 € H.T.

L'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola.

De plus, Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola, seront redevables de la somme de 1829,39€ TTC, au titre des travaux de raccordement au réseau d'assainissement collectifs réalisés en limite de propriété du lot cédé.

Par courrier du 11 octobre 2017, Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle bâtie cadastrée section DE n°167, sise 88 Chemin des Arcades à Istres, constituant le lot 273 de la ZAC du Ranquet, d'une contenance cadastrale d'environ 285 m², au profit de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola, pour un montant de 30 000 € H.T. (Trente mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-3465/18/BM

■ Approbation d'une convention de service avec la Ville de Marseille au titre de la mission "suivi technique des opérations portant sur le territoire de Marseille et relatifs à la compétence Aménagement"

MET 18/6484/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, depuis le 1er janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités

Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celui-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Tel est le cas de la convention de gestion entre MPM et la ville de Marseille, approuvée par délibération n° FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté urbaine visant à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement, au Logement et à l'Habitat par MPM, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés entre la commune et la Communauté urbaine, de façon à assurer la continuité du service public, .

Ainsi, dans le cadre de cette convention de gestion, un certain nombre d'opérations et marchés, lancés ou passés par la ville de Marseille, étaient suivis par des agents municipaux.

La liste desdites opérations et marchés est la suivante :

1) Marché « Plan Guide Centre Historique » dont l'objet est l'élaboration d'un plan guide pour concevoir un centre historique durable à Marseille - stratégie à l'horizon 2030 et proposer des solutions écologiques face au changement climatique méditerranéen ;

2) Marché Cité Radieuse / Le Corbusier dont l'objet est l'élaboration d'un projet de composition urbaine concernant le quartier situé autour de la « Cité Radieuse », boulevard Michelet à Marseille ;

3) Participation à un atelier pédagogique via le versement d'une subvention à l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage, établissement public national à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'Agriculture ;

4) Marché Besson-Giraudy relatif à la mise en œuvre d'un projet urbain sur le secteur Bessons-Giraudy sous la forme d'un marché composé de 2 lots (lot 1 : Etude opérationnelle pour l'aménagement du secteur Bessons-Giraudy et lot 2 : Mise en œuvre d'une concertation pour l'aménagement du secteur Bessons-Giraudy) ;

5) Marché d'étude portant sur le devenir de la Copropriété Bellevue bâtiment B (Sécurité et Habitabilité) ;

6) Marché d'étude urbaine pré-opérationnelle sur le 13ème arrondissement de Marseille Château Gombert II ;

La convention de gestion initiale, d'une durée de un an a été prorogée, par voie d'avenant, par délibération n°FAG 066-1346/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, jusqu'au 31 décembre 2017.

Par délibération n°17/2365/EFAG du 11 décembre 2017, le Conseil municipal de la ville de Marseille a approuvé le transfert à la Métropole, à compter du 1er janvier 2018, d'agents exerçant en tout ou partie leur mission au sein de la Délégation Générale Urbanisme et Habitat de la ville dont certains suivaient techniquement les opérations précitées.

De plus, bien que spécifiques au territoire marseillais, ces opérations et projets présentent également un intérêt pour la planification urbaine de la Métropole.

C'est pourquoi il est proposé d'approuver la conclusion d'une convention de service entre la commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation, par celle-ci, de prestations en matière de suivi technique sur des dossiers portant sur le territoire de Marseille et relatifs à la compétence Aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de service entre la commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de suivi technique sur des dossiers portant sur le territoire de Marseille et relatifs à la compétence Aménagement, telle qu'elle figure en annexe ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de service entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le suivi de l'exécution des contrats et marchés lancés ou passés par la Ville dans le cadre de la compétence Aménagement.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes résultant de la présente convention seront constatées au budget Métropolitain : chapitre 70, nature 70875.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-3466/18/BM

**■ Approbation d'un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille
MET 18/6250/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par suite de la délibération n° 87/398/UCV du Conseil Municipal du 10 juillet 1987 approuvant le dossier de création de la ZAC Saumaty Séon, la Ville de Marseille a confié l'aménagement de ce site à la Soleam au sens des articles L300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme par la concession d'aménagement n° 89/017 d'une durée initiale de 15 ans prorogée à plusieurs reprises, soit jusqu'au 13 janvier 2019.

Par ailleurs, en application de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont celle de la ZAC Saumaty Séon ont été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

Par deux délibérations concordantes des 16 et 21 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille et le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé le transfert en pleine propriété des biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence en matière de politique de la Ville et d'équilibre social de l'habitat au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

A ce titre, les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon restant appartenir à la Ville de Marseille ont fait l'objet d'un transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence par un acte administratif en date du 16 octobre 2017.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon et de son avenant n° 18 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédante, il convient que le Bureau de la Métropole approuve la cession sous forme d'apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Soleam de la parcelle cadastrée Section 911 D n° 15 sise 1 impasse Guichard à Marseille 16^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-216V0712 du 24 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Que la cession au profit de la Soleam des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon se fait sous la forme d'un apport foncier du concédant au profit de son concessionnaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Soleam d'une parcelle cadastrée Section 911 D n° 15 d'une contenance de 521 m² au titre de la concession d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon.

Article 2 :

Le remboursement par l'acquéreur à la Métropole Aix-Marseille-Provence du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique de transfert de propriété du bien en cause et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-3467/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 6 relatif à la Convention Publique d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc à Fos-sur-Mer

MET 18/6487/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence aménagement, le SAN Ouest Provence a confié, par délibération n° 272/02 en date du 26 juin 2002, une convention publique d'aménagement à l'EPAD Ouest Provence sur la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer, pour y poursuivre l'opération d'aménagement initialement engagée par l'Epareb, dans le cadre de sa mission d'aménageur de la Ville Nouvelle, en conformité avec les dispositions des articles L300-4 et R 311-6 du Code de l'Urbanisme. Celle-ci avait été conclue pour une durée initiale de 10 années.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité syndical du SAN a approuvé l'avenant n° 1 à la Convention Publique d'Aménagement afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par délibération n° 73/09 du 18 février 2009, le SAN a approuvé l'avenant n° 2 à la Convention Publique d'Aménagement pour proroger la durée de cette convention au regard des aménagements à effectuer et de leur financement, la portant à 16 années, soit une échéance au 13 août 2018.

Par délibération n° 471/15 du 24 novembre 2015, le SAN a approuvé l'avenant n° 3 à la Convention Publique d'Aménagement afin de proroger de 3 années son délai d'exécution, ce qui porte à 19 ans la durée totale de la convention, afin de permettre la commercialisation de l'intégralité des lots.

Par délibération n° 585/15 du 17 décembre 2015, le SAN a approuvé l'avenant n° 4 portant transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la SPL Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP).

Par délibération n° URB 026-2196/17/BM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 5 à la Convention Publique d'Aménagement afin de fixer la limite de l'encours global à 3 500 000 €.

Conclue pour une durée de 19 ans après prorogations, la concession d'aménagement a été transférée de l'EPAD Ouest Provence à la SPL Aménagement Développement Ouest Provence le 1^{er} janvier 2016.

Après deux années d'activité suite au transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la SPL ADOP et au regard du contexte économique et des demandes des entrepreneurs, il apparaît nécessaire de revoir la durée de la concession d'aménagement.

En effet, la surface totale restant à commercialiser au 31 décembre 2017 est de 53 514 m² alors que le rythme de commercialisation sur les 10 dernières années est de 26 127 m², soit moins de 2 700 m²/an. Il apparaît que les terrains restants ne pourront être cédés dans le délai de concession d'aménagement en vigueur (13 août 2021).

Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant prolongeant la durée de la Convention Publique d'Aménagement de 5 années.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 6, ci-annexé, à la Convention Publique d'Aménagement pour la réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer, dont l'objet est la modification de la date de clôture de la concession d'aménagement pour la porter au 13 août 2026.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-3468/18/BM

■ Approbation d'une convention de prestation de service entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône en matière d'instruction du droit des sols MET 18/6463/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, au SAN Ouest Provence. Dès lors, à compter de cette date, elle a réalisé sur le territoire Istres-Ouest Provence, l'instruction des autorisations d'urbanisme en ZAC et des opérations de plus de 30 logements.

Toutefois, conformément à l'article L.5217-2 du CGCT, l'instruction des autorisations du droit des sols (ADS), exercée seulement sur le territoire Istres-Ouest Provence ne relève pas des compétences obligatoirement exercées par la Métropole. En conséquence, par délibération n° URB 037-2376/17/CM, le Conseil de la Métropole a approuvé lors de sa séance du 13 juillet 2017, la restitution de cette compétence au bénéfice des communes membres dudit territoire.

Néanmoins, l'instruction des ADS concernant les opérations de plus de 30 logements et celles situées en ZAC sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, à savoir les autorisations relatives à la ZIP de Fos-sur-Mer et à la ZAC de Mallebarger 2, nécessite des moyens humains suffisants dont ne bénéficient pas la commune.

Dans ces conditions, la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle réalise pour son compte cette prestation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence disposant effectivement des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission entend répondre favorablement à cette demande.

En conséquence, il est proposé, conformément à l'article L. 5217-7 du CGCT, d'approuver une convention entre la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation, par celle-ci, de prestations en matière d'instruction du droit des sols qui seront assurées par le service ADS de la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de service ci-annexée avec la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, en matière d'instruction du droit des sols.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de service.

Article 3 :

Les recettes résultant de la présente convention seront imputées au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70875.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-3469/18/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation d'une convention de financement avec le Syndicat Durance Luberon et la commune de Pertuis pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement
MET 18/6126/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont située sur la commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet Iter depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une intervention foncière de l'EPF PACA par le biais de convention pour la constitution de réserves foncières. L'urbanisation du secteur dans sa totalité sera phasée dans le temps ; la première ZAC porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain, des commerces et services de proximité.

Le Jas de Beaumont est classé dans les documents de planification urbaine, SCOT et PLU, comme un espace stratégique de développement de l'habitat pour la commune de Pertuis. Compte tenu de son importance, la totalité du site représente à terme 50 % des objectifs de production de logements de la commune, soit environ 1400 logements.

La commune a par ailleurs inscrit dans son PLU un autre secteur de développement de l'habitat et d'équipements publics de 22 hectares sur les quartiers Ouest, à proximité du site du Jas de Beaumont. Sur ces 22 hectares seront réalisés, outre un projet d'habitat d'environ 310 logements, un IME (Institut Médico Educatif) ainsi qu'un collège et un gymnase. Par ailleurs, au nord de la ZAC et sur le site du Jas de Beaumont, un groupe scolaire, une cantine et un EPHAD sont programmés.

L'ensemble de ces projets participent à l'obligation de production de logements sociaux de la commune et à la mise à niveau des équipements publics nécessaires aux habitants de ce secteur de Pertuis.

Pour mener à bien ces projets, d'importants travaux structurants des réseaux d'eau sont exigés par le fonctionnement du service eau et assainissement. En effet, deux études de faisabilité ont été diligentées en 2017 pour déterminer la nature et le montant des travaux de création d'ouvrages de renforcement et d'extension de réseaux à effectuer, les réseaux actuels ne pouvant répondre de manière satisfaisante au développement de l'urbanisation dans les quartiers Ouest de Pertuis.

Le SIVOM Durance Luberon est compétent de part ses statuts sur la commune de Pertuis pour la maîtrise d'ouvrage de ces travaux. La commune et la Métropole participeront au financement des travaux sous maîtrise d'ouvrage du SIVOM sur la base de l'article L.2224-2 du CGCT. En effet, par dérogation au principe du seul financement par les usagers d'un Établissement Public Industriel et Commercial, des collectivités peuvent verser des subventions lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Concernant l'eau potable, le coût total supporté par Durance Luberon représenterait pour l'usager une augmentation de la part Syndicale de 104,12% passant ainsi de 0,97€ HT le m³ à 1,98€ HT le m³. Le tarif eau, part Régie incluse subirait une hausse de 59,06% soit de 1,71€ HT le m³ à 2,72€ HT le m³. Par ailleurs, il est rappelé que le programme d'investissement mené en 2015, 2016 et 2017 n'a pas nécessité d'augmentation.

Concernant l'assainissement, le coût total supporté par Durance Luberon représenterait pour l'usager une augmentation de la part Syndicale de 49,20% passant ainsi de 0,63€ HT le m³ à 0,94€ HT le m³. Le tarif assainissement, part Régie incluse subirait une hausse de 24,41% soit de 1,27€ HT le m³ à 1,58€ HT le m³. Par ailleurs, il est rappelé que l'augmentation de 2015, pour la part syndicale, s'élevait à 0,30 % et qu'aucune hausse n'a été opérée en 2016 et 2017.

Compte tenu de ces hausses de tarifs ainsi quantifiées, elles présenteraient un caractère « excessif » pour les usagers. Le coût des travaux représente donc un investissement que le SIVOM ne peut supporter intégralement.

Aussi, la présente convention a pour objectif de prévoir l'ensemble des travaux permettant de garantir la capacité des réseaux AEP et EU pour la réalisation de tous les projets d'aménagement des Quartiers Ouest de Pertuis, ainsi que leur financement par la commune et la Métropole en vertu de l'article L2224-2 du CGCT, hormis le renforcement en eau potable nécessaire au programme de 310 logements Route de Villelaure pour lequel il sera procédé à un conventionnement ultérieur avec un aménageur. Le reste des travaux, situés en amont et en aval des

projets, sont pour partie techniquement indissociables et nécessitent l'engagement des trois partenaires.

Les infrastructures d'eau potable et d'assainissement à l'intérieur des périmètres des différentes opérations d'aménagement et d'équipements seront réalisées et financées par les aménageurs concernés sous le contrôle du SIVOM.

Les travaux sur les infrastructures d'eau potable et d'assainissement afin de pouvoir répondre à ces nouveaux besoins sont décrits dans la convention ci-

jointe ainsi que leur planning de réalisation. Ils sont estimés au total à 3 375 825 €HT, soit à 2 525 825 €HT pour l'opération eau potable et 850 000 €HT pour l'opération assainissement.

Durance Luberon prendra en charge les travaux de renforcement sur les infrastructures eau potable et assainissement nécessitant un renouvellement de réseaux. Le reste des travaux sera supporté par la Métropole et la commune au titre de leur projet respectif au prorata des équivalents habitants :

		EU	AEP	TOTAL
SIVOM	Renouvellement	295.159 € HT	1.208.340 € HT	1.503.499 € HT
MAMP	4800 EH	528.420 € HT	1.251.611 € HT	1.780.031 € HT
Commune	240 EH	26 421 € HT	65.874 € HT	92.295 € HT
TOTAL		850.000 € HT	2.525.825 € HT	3.375.825 € HT

Considérant

- La nécessité de réaliser des travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour la mise en oeuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention de financement relative à ces travaux, ainsi que les documents afférents à cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur le compte 4581 de l'opération DI6124.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-3470/18/BM

■ Demande de subvention relative à la Dotation Générale de Décentralisation pour l'établissement des documents d'urbanisme - Exercice 2017 MET 18/6176/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Pertuis a approuvé cette convention lors de son conseil municipal du 5 décembre 2017 et le SIVOM à son conseil syndical du 21 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création et créant la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des fonctionnements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'une participation de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Descriptif de l'opération concernée :

Conformément aux transferts de compétences à titre définitif inscrits dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour l'élaboration et la mise en œuvre des documents d'urbanisme.

Les dépenses entraînées par les études et par l'établissement de ces documents sont ainsi prises en charge par la Métropole. Ces transferts de compétences ayant pour conséquence d'accroître les charges de la collectivité, les dépenses font l'objet d'une compensation par transfert de ressources de l'Etat.

L'article L.1614-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) a ainsi institué, au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD), un concours particulier afin de compenser les accroissements de charges résultant du transfert de compétence relative à l'établissement et à la mise en œuvre des documents d'urbanisme.

Le champ et les modalités d'application de ces dispositions sont régis par les articles R.1614-41 à R.1614-47 du CGCT.

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) vise à compenser les dépenses résultant de l'établissement de schémas de cohérence territoriale, de schémas de secteurs, de plans locaux d'urbanisme intercommunaux, de plans locaux d'urbanisme, de cartes communales, de règlements locaux de publicité ainsi que de la modification, de la révision ou de la mise en compatibilité de ces documents ou des documents régis par plans d'occupation des sols.

Calculée selon un barème fixé chaque année par arrêté du préfet après avis du collège des élus de la commission de conciliation, cette dotation tient compte de l'état d'avancement des procédures engagées et de la nature des documents à établir.

Les établissements publics de coopération intercommunale compétents sont directement bénéficiaires du concours particulier en lieu et place de leurs communes membres.

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral n°MJA/2017-249, le montant des sommes attribuées à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la Dotation Générale de Décentralisation 2017 est ainsi estimé à 396 134 euros et se répartit comme suit :

- 197 434 euros pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale dont le PLU ou PLUi est en cours d'élaboration et des communes dont le PLU fait l'objet d'une révision totale,
- 90 000 euros pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale ayant prescrit l'élaboration de leur règlement local de publicité communal ou intercommunal,
- 108 700 euros pour les établissements publics de coopération intercommunale dont le SCOT est en cours d'élaboration.

La présente délibération vise à approuver la Dotation Générale de Décentralisation 2017 due au titre de l'établissement des documents d'urbanisme, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1614-9 et R.1614-41 à R.1614-47 ;
- Le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L121-7, L.145-1 et suivants, L146-1 et suivants, L.147-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01/003/16 CC du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2013-363 du 26 avril 2013 – Circulaire n°INT/B/13/19188/C du 26 juillet 2013 Instruction ministérielle n°NOR : INTB1715569N du 6 juin 2017.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'élaboration et à la mise en œuvre des documents d'urbanisme ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter les aides financières de l'Etat et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : 2013107800 - Nature : 202 - Fonction : 518 – Sous Politique : C120.

La recette correspondante est constatée au Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Sous politique C120 - Opération 2013107800 - Nature 1321 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-3471/18/BM

**■ Approbation d'un accord avec France Télécom valant servitude sur la parcelle cadastrée section AT n° 166 sise chemin des deux Cabasses à Miramas, dans le cadre de la phase 6 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane
MET 18/6376/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la phase 6 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane à Miramas, il est nécessaire de procéder à l'enfouissement du réseau de télécommunication suivant un tracé qui traverse la parcelle cadastrée section AT n° 166, sise chemin des deux Cabasses à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure un accord France Télécom valant constitution de servitude pour l'installation à demeure de quatre fourreaux de type TPC 42/45 en

deux sections sur deux distances de dix et quarante-six mètres.

Eu égard à la nature des travaux à réaliser, la présente servitude est consentie à titre gratuit pour la durée d'exploitation du réseau de télécommunication ou de tous les ouvrages qui pourraient lui être substitués sur l'emprise du réseau existant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord avec France Télécom valant constitution de servitude sur la parcelle cadastrée section AT n° 166, sise chemin des deux Cabasses à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure de quatre fourreaux de type TPC 42/45 en deux sections sur deux distances de dix et quarante-six mètres.

Article 2 :

La présente servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet accord.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-3472/18/BM

■ **Approbation d'un accord avec France Télécom valant servitude sur la parcelle cadastrée section AT n° 173, sise chemin du Plateau à Miramas, dans le cadre de la phase 5 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane MET 18/6380/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la phase 5 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane à Miramas, il est nécessaire de procéder à l'enfouissement du réseau de télécommunication suivant un tracé qui traverse la parcelle cadastrée section AT n° 173, sise chemin du Plateau à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure un accord France Télécom valant constitution de servitude pour l'installation à demeure de trois fourreaux de type TPC 42/45 sur une distance de quatre-vingt-quinze mètres et d'une chambre de tirage France Télécom de type L1C.

Eu égard à la nature des travaux à réaliser, la présente servitude est consentie à titre gratuit pour la durée d'exploitation du réseau de télécommunication ou de tous les ouvrages qui pourraient lui être substitués sur l'emprise du réseau existant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord avec France Télécom valant constitution de servitude sur la parcelle cadastrée section AT n° 173, sise chemin du Plateau à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure de trois fourreaux de type TPC 42/45 sur une distance de quatre-vingt-quinze mètres et d'une chambre de tirage France Télécom de type L1C.

Article 2 :

La présente servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet accord.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-3473/18/BM

■ **Approbation d'une convention de servitudes avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée section AT n° 166, sise chemin des deux Cabasses à Miramas, dans le cadre de la phase 6 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane**
MET 18/6382/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la phase 6 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane à Miramas, il est nécessaire de procéder à l'enfouissement du réseau de télécommunication suivant un tracé qui traverse la parcelle cadastrée section AT n° 166, sise chemin des deux Cabasses à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitudes pour l'installation à demeure de deux canalisations souterraines dans une bande d'un mètre de large sur une longueur d'environ soixante et onze mètres, ainsi que la pose d'un coffret électrique.

Eu égard à la nature des travaux à réaliser, la présente servitude est consentie à titre gratuit pour la durée d'exploitation du réseau de télécommunication ou de tous les ouvrages qui pourraient lui être substitués sur l'emprise du réseau existant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes sur la parcelle cadastrée section AT n° 166, sise chemin des deux Cabasses à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure de deux canalisations souterraines dans une bande d'un mètre de large sur une longueur d'environ soixante et onze mètres, ainsi que la pose d'un coffret électrique.

Article 2 :

La présente servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-3474/18/BM

■ **Approbation d'une convention de servitudes avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée section AT n° 173, sise chemin du Plateau à Miramas, dans le cadre de la phase 5 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane**
MET 18/6384/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la phase 5 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane à Miramas, il est nécessaire de procéder à

l'enfouissement du réseau de télécommunication suivant un tracé qui traverse la parcelle cadastrée section AT n° 173, sise chemin du Plateau à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitudes pour l'installation à demeure de trois canalisations souterraines, ainsi que leurs accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ vingt-six mètres.

Eu égard à la nature des travaux à réaliser, la présente servitude est consentie à titre gratuit pour la durée d'exploitation du réseau de télécommunication ou de tous les ouvrages qui pourraient lui être substitués sur l'emprise du réseau existant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes sur la parcelle cadastrée section AT n° 173, sise chemin du Plateau à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure de trois canalisations souterraines, ainsi que leurs accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ vingt-six mètres.

Article 2 :

La présente servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-3475/18/BM

**■ Approbation d'une convention de servitudes avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée section B n° 385, sise lieudit le Palouquin à Miramas, dans le cadre de la phase 6 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane
MET 18/6383/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la phase 6 de l'opération d'aménagement du réseau d'assainissement et de reprise des voiries du quartier de Taussane à Miramas, il est nécessaire de procéder à l'enfouissement du réseau de télécommunication suivant un tracé qui va impacter la parcelle cadastrée section B n° 385, sise Lieudit le Palouquin à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitudes pour l'installation à demeure d'un coffret électrique et de ses accessoires.

Eu égard à la nature des travaux à réaliser, la présente servitude est consentie à titre gratuit pour la durée d'exploitation du réseau de télécommunication ou de tous les ouvrages qui pourraient lui être substitués sur l'emprise du réseau existant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes sur la parcelle cadastrée section B n° 385, sise Lieudit le Palouquin à Miramas, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'un coffret électrique et de ses accessoires.

Article 2 :

La présente servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-3476/18/BM

**■ Approbation de conventions annuelles d'objectifs avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat et avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour la transition énergétique
MET 18/6164/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat Air Énergie Territoriaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air-Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

L'objet du Plan Climat-Air-Énergie territorial est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.

Ce document transversal, dans son contenu, doit se traduire par une large collaboration avec les acteurs de la Métropole (entreprises, organismes représentatifs, administrations, associations...) dans sa construction et dans son programme d'actions. Ce portage partagé doit se manifester dans les instances de gouvernance et l'organisation de la concertation.

Le Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain (PCAEM) doit notamment déterminer le déploiement d'une stratégie climat-air-énergie à l'échelle de la Métropole.

Les associations, qui portent les actions d'information et de conseil aux particuliers, et qui accompagnent les collectivités pour la rénovation et la maîtrise de la demande énergétique, proposent la mise en place d'opérations métropolitaines dans ce cadre :

- Missions métropolitaines proposées par l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Marseille Provence – rénovation du patrimoine communal et métropolitain.

L'ALEC propose de travailler à l'élaboration d'un programme de rénovation énergétique des bâtiments

publics, par le développement de commandes groupées, en agissant conjointement sur les multiples dimensions de ce projet :

- structuration de l'ingénierie publique métropolitaine en lien avec la direction des marchés et de la commande publique de la Métropole
- détermination des partenaires techniques et financiers (ADEME, Région, CD13) et possibilité d'extension (financements européens, Caisse des Dépôts et Consignation ...)
- mobilisation des communes du territoire
- identification du patrimoine pouvant profiter de la démarche, études techniques...

Il est aussi proposé de recenser et mobiliser les entreprises locales afin de les associer, d'une part au travail sur le patrimoine public communal et métropolitain, et d'autre part enrichir le travail métropolitain d'élaboration d'une boîte à outil destinée aux collectivités locales du territoire.

Au cours de l'année 2018, l'ALEC élaborera la méthodologie de l'opération, et les documents permettant le lancement de l'opération (cahiers des charges de consultation des entreprises, conventions de partenariats avec les acteurs, plan d'intervention et de financement).

- Missions métropolitaines proposées par le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix - Maison de l'Énergie, de l'Habitat et du Climat (MEHC) – Conseil en énergie partagé.

Le CPIE propose, pour 2018, le développement d'une mission de Conseil en Énergie Partagé à l'échelle de la Métropole.

Ce service s'est avéré très intéressant pour les communes qui en bénéficient : en moyenne nationale, 5 % du budget d'une collectivité est alloué à l'énergie (70 % pour le fonctionnement des bâtiments, 22 % pour l'éclairage et 10 % pour le parc automobile). On estime à 10 % les économies réalisables sans réel investissement et à 45 % si des investissements sont réalisés dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Les collectivités se doivent d'être exemplaires sur la gestion de l'énergie de leurs équipements et patrimoine, le Conseil en Énergie Partagé (CEP) est une réponse opérationnelle.

Les tâches du conseiller en énergie partagé sont les suivantes :

- Réaliser des audits des consommables :

- Énergies : Électricité, Fioul, Gaz naturel, propane, bois, réseau de chaleur, carburants...

- Éclairage public

- Eau

- Élaborer des préconisations dans l'optique d'une réduction des consommations de flux et d'une diminution parallèle des dépenses correspondantes tout en maintenant un confort égal d'utilisation des équipements

- Assurer un suivi général ou spécifique des flux à partir des factures et de tous documents disponibles (contrats, feuillets de gestion...)

- Proposer des programmes d'actions préventives, correctives et/ou d'optimisation permettant de réduire les consommations ou/et les dépenses liées aux flux ; prévoir leur traduction chiffrée en termes d'investissements et de rentabilité ; tenir un tableau de bord des évolutions

- Suivre et contrôler les démarches et travaux induits par la mise en œuvre des préconisations ; effectuer un bilan à posteriori

- Participer à la rédaction des cahiers des charges d'appel d'offres de fourniture de flux, d'études ou de travaux liés à la mise en place des programmes d'actions définis

- Conseiller les maîtres d'ouvrages des travaux de rénovation ou de construction en vue de définir la meilleure solution pour optimiser les consommations de flux en ayant, par exemple, recours à des solutions techniques et aux systèmes les plus appropriés ; viser la haute qualité environnementale

- Recommander les innovations et le recours aux énergies renouvelables

- Dispenser des conseils et former les personnels en charge de l'entretien des équipements.

Pour l'année 2018 : dans un premier temps, le CPIE élaborera un dispositif complet adapté à chaque typologie de communes en fonction de leur taille et de leurs moyens, qui comportera le modèle financier, les outils de prospection et d'évaluation. Ce dispositif fera l'objet d'une validation institutionnelle. Dans un deuxième temps, le CEP pourra être déployé dans de nouvelles communes intéressées.

- Travaux communs entre l'ALEC et la MHEC – contribution au Plan Climat Air Énergie Métropolitain (PCAEM)

Animations des acteurs

Pour 2018, la MEHC envisage la poursuite des ateliers intercommunaux initiés par l'ALEC de Marseille, ces ateliers sont à destination des élus et techniciens des collectivités du territoire métropolitain sur diverses thématiques : rénovation bâtiment, éclairage public, gestion de l'eau... Le travail se déroulera en étroite collaboration avec l'ALEC.

La MEHC et l'ALEC de Marseille proposent, déjà, la conduite d'événements majeurs sur le sujet de la réhabilitation énergétique : les rendez-vous régionaux de la rénovation énergétique.

L'événement organisé à Aix-en-Provence le 30 novembre 2017 a réuni plus de 400 personnes, élus, techniciens, particuliers et professionnels.

La MEHC et l'ALEC proposent de réitérer ce type d'événement au niveau métropolitain pour l'année 2018.

Dans le cadre des ateliers de concertation du PCAEM, l'ALEC et la MHEC proposent l'animation d'ateliers et réflexions autour de la précarité énergétique dans le domaine du logement et de la rénovation des logements. Ils proposent également de suivre les données relatives à ces sujets sur le territoire métropolitain.

Le pilote de cette action est l'ALEC de Marseille.

Plan de sensibilisation des agents pour une administration responsable

Dans le cadre de la mobilisation des acteurs du PCAEM, les agents de la Métropole ont un rôle à jouer au travers de leurs comportements individuels et de leurs pratiques professionnelles qui impactent le climat, la qualité de l'air et l'énergie.

L'ALEC et la MHEC proposeront un programme d'actions de sensibilisation interne aux éco-gestes, son plan et les outils à déployer en 2019.

Le pilote de cette action est le CPIE du Pays d'Aix.

Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
Mission CEP métropolitain	CPIE	Environnement		74.000 €	50.000 €	15.000 €	oui
Sensibilisation interne	CPIE					20.000 €	oui
Rénovation bâtiments publics	ALEC			76.000 €	50.000 €	15.000 €	oui
Animation acteurs PCAEM	ALEC					20.000 €	oui
				TOTAL	100.000 €	70.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 35.000 € pour le déploiement de la mission de conseiller en énergie partagé sur les communes de la Métropole et l'élaboration d'un programme de sensibilisation interne des agents métropolitains dans le cadre du PCAEM.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'Association Agence Locale Énergie Climat d'un montant total de 35.000 € pour la mise en place d'un dispositif de rénovation des bâtiments publics, et l'animation des acteurs dans le cadre du PCAEM.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CPIE du Pays d'Aix.

Article 4 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association ALEC Marseille Provence.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la politique Stratégie Environnementale, chapitre 65, Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-3477/18/BM

**■ Demande de subvention auprès de l'ADEME PACA pour le financement d'un poste de chargé de mission, de ses équipements et de ses frais d'activité dans le cadre du Plan Climat-Air-Energie métropolitain
MET 18/6165/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de son Plan Climat Air Énergie. Elle a la possibilité de bénéficier d'un soutien de la part de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) par le financement de personnels dédiés à cette démarche sur une période de 3 ans. Il est proposé de solliciter, ainsi, le co-financement d'un poste de chargé de mission, dans le cadre de ces dispositifs de subventionnement.

L'objet du Plan Climat-Air-Énergie territorial est de construire une transition énergétique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole. Par ailleurs, le Plan climat doit s'appuyer sur un diagnostic de ses vulnérabilités, sur un plan d'adaptation aux changements climatiques qui doit alimenter l'ensemble des politiques publiques qui porte la Métropole.

Le diagnostic de vulnérabilité doit permettre de mesurer les risques encourus par les populations, les milieux et les activités, et les anticiper. L'évaluation financière, environnementale, humaine de l'inaction, et de la survenue d'un événement non maîtrisé, non anticipé, sera un argument pour faire avancer la prise en considération de cette question.

Le chargé de mission aura la responsabilité de piloter l'assistant à maîtrise d'ouvrage sélectionné pour réaliser le profil de vulnérabilité du territoire, les orientations stratégiques notamment sur les compétences de la Métropole en partenariat avec le service Prévention des Risques, mais également avec les autres acteurs du territoire métropolitain. Le chargé de mission devra élaborer un plan d'actions en vue de l'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique.

Ce volet du plan climat à la fois prospectif et opérationnel, doit se traduire par une large collaboration avec les acteurs du territoire métropolitain (entreprises, organismes représentatifs, administrations, associations...) dans sa construction et dans son programme d'actions.

Le chargé de mission aura aussi plus spécifiquement en charge le lien avec les services internes à la Métropole, ainsi que sur les partenariats noués avec les acteurs scientifiques. Il organisera des sessions de formation, afin de diffuser une culture du risque climatique, adaptées aux métiers impactés, ainsi qu'un événement annuel autour de cette question, faisant intervenir scientifiques, décideurs publics...

Par ailleurs, en collaboration avec l'ADEME, le chargé de mission définira le contenu d'un contrat

métropolitain pour accompagner sa mission.

Le calendrier de la mission sur 3 ans se découpe de la façon suivante :

- année 2018 : élaboration du plan climat (diagnostics, profils de vulnérabilité, concertation, plan d'actions, évaluation), et organisation d'une manifestation médiatique,
- année 2019 : pilotage de la mise en œuvre des actions, et organisation du dispositif de suivi,
- année 2020 : pilotage de la mise en œuvre des actions, évaluation à mi-parcours, événement.

Un rapport de l'activité du chargé de mission devra être fourni chaque année à l'ADEME.

L'aide de l'ADEME peut couvrir jusqu'à 70 % du poste d'un chargé de mission sur 3 ans, à hauteur de 24.000 euros par an. L'aide peut, également, couvrir des dépenses d'équipements liées à la création du poste de chargé de mission à hauteur de 15.000 euros, et des dépenses externes de communication et de formation à hauteur de 20.000 euros par an, soit au total 147.000 euros sur 3 ans.

La Métropole souhaite, dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre de son Plan Climat, solliciter l'ADEME sur ces trois volets, de la façon suivante :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME participation au financement du poste	57 %	72.000 euros
ADEME équipements liés au poste	100 %	15.000 euros
ADEME formation et communication	100 %	60.000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'ADEME susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 202.050 euros HT sur 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant

création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant création du poste de chargé de mission pour le Plan Climat Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'ADEME, pour sa contribution à l'élaboration et l'animation du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes correspondantes au poste de chargé de mission, aux équipements liés à la création du poste et à la formation et à la communication sont constatées au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence section fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-3478/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement pour son appui dans les démarches Développement Durable engagées par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation d'une convention
MET 18/6197/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 35 ans, l'Agence Régionale Pour l'Environnement (ARPE) PACA a pour vocation d'aider et d'accompagner les collectivités territoriales de Provence-Alpes-Côte d'Azur à porter et animer des politiques ambitieuses de Développement Durable.

À cet effet, l'ARPE se pose comme un acteur régional déterminant au service de tous les autres, en proposant des initiatives, des démarches, des méthodologies et une expertise autour des thèmes propres au Développement Durable, tels que : les démarches d'Agenda 21, la commande publique durable, l'aménagement et l'animation des zones d'activité, la gestion raisonnée des espaces verts, la restauration des collectivités, l'urbanisme durable.

Située à l'interface des institutions, l'ARPE a permis l'émergence de réseaux régionaux et de projets innovants en faveur de la transition énergétique en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par ailleurs, elle intervient également dans le cadre d'accompagnements individualisés pour les collectivités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une démarche de Développement Durable, dont l'un des éléments forts est le Plan Climat Air Énergie Métropolitain. À ce titre, elle a besoin de compter sur

l'appui de l'ARPE pour bénéficier de son expertise, de sa connaissance et de ses réseaux, afin de mettre en œuvre rapidement ses actions.

Pour l'année 2018, le programme de ce partenariat s'inscrit autour des actions suivantes :

Accompagnement de la Métropole :

- Participation à la charte de Développement Durable du Territoire du Pays d'Aix et au partage de cette expérience avec les autres territoires ;
- Participation à la mise en place du Plan Climat Air Énergie Métropolitain ;

Accompagnement des communes :

- Appui aux communes et animation du réseau Développement Durable des communes.

Organisation de Journées ou visites d'information et de sensibilisation :

- Organisation d'une journée "Nature en ville" :
Cette journée, destinée aux élus et techniciens de la Métropole, a pour objectif de mettre en avant les pratiques exemplaires et innovantes en matière de végétalisation et de gestion des espaces verts et de nature pour une commune attractive et agréable. Cette journée est cofinancée par la Région et l'Agence de l'eau. Date pressentie : Mars 2018.
- Organisation d'un événement destiné aux élus

Cet événement qui peut prendre la forme d'une visite, d'un forum ou d'une animation permet aux élus de se retrouver et d'échanger sur les projets en cours, exemplaires et innovants en matière de développement durable. Date pressentie : Novembre - Décembre 2018.

À cette fin et pour l'ensemble de ces missions, il est proposé d'engager un partenariat entre l'ARPE et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018, au travers d'une convention jointe à ce rapport. Au titre des actions précisées ci-dessus, la Métropole est sollicitée à hauteur de 20.000 euros.

Agence Régionale Pour l'Environnement et l'écodéveloppement
BUDGET PREVISIONNEL 2018

CHARGES		PRODUITS	
Charges personnel mission (90 jours mission)	25.776,60 €	ARPE	19.798,47 €
Frais généraux (électricité, location locaux, téléphone, impression...)	5.734,29 €		
Frais de gestion	6.947,97 €	Métropole Aix-Marseille - Provence - DGA Environnement	20.000,00 €
Réalisation d'une plaquette bilan sur les actions des communes (création graphique/impression)	2.000,00 €	Métropole - Territoire Marseille Provence (pour info -action déchets)	5.000,00 €
Location voiture	2.339,60 €		
Frais organisation d'une journée (location salle ou bus, repas pour 50 personnes...)	2.000,00 €		
	44.798,47 €	TOTAL	44.798,47 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agence Régionale Pour l'Environnement est un acteur incontournable de l'environnement régional et qu'elle est en capacité d'apporter à la Métropole, à la fois son expertise en matière de Développement Durable et ses réseaux de communes.
- Que le partenariat avec l'Agence Régionale Pour l'Environnement est profitable à la

collectivité au regard des actions que la Métropole engage en matière de transition énergétique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20.000 euros à l'ARPE PACA au titre de l'année 2018, pour son appui à la Métropole et communes concernés.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence Régionale Pour l'Environnement PACA ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, budget Environnement chapitre 65 Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-3479/18/BM

■ Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement des cotisations 2018

MET 18/6166/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations ...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la Métropole et celle ayant un périmètre d'actions sur un ou plusieurs territoires de la Métropole. Un partage est, ainsi, proposé entre un renouvellement d'adhésion à l'initiative des Conseils des Territoires et financé par le budget qu'ils pilotent (État Spécial du Territoire) et un renouvellement d'adhésion au titre de la délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques porté par la centralité de la Métropole.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants de l'association, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les associations suivantes :

- AIR PACA dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public, pour un montant de cotisation de 472.398 euros pour 2018
- L'association « Bâtiments Durables Méditerranéens » dont l'objet est la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de

réhabiliter et d'aménager, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour un montant de cotisation de 20.000 euros pour 2018

- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...), pour un montant de cotisation de 15.000 euros pour 2018
- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore, pour un montant de cotisation de 2.120 euros pour 2018
- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix, pour un montant de cotisation de 25.000 euros pour 2018
- AMARIS qui réunit les communes, intercommunalités et régions accueillant sur leurs territoires des activités industrielles ou des canalisations de transport de matières dangereuses, pour un montant de cotisation de 5.000 euros pour 2018
- ACOUCITE, pôle d'expertise qui a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain, pour un montant de cotisation de 800 euros pour 2018.

Un tableau récapitulatif précise le montant pris en charge en 2017 à titre comparatif.

ORGANISME (nom de la structure)	Objet	Modalités de calcul de la cotisation ou de la participation	Cotisation 2017	Cotisation 2018
AIR PACA	« ... Notamment elle gère un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du code de l'environnement sur le territoire correspondant à la région Provence-Alpes -Côte d'Azur, elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public ... »	Calcul au nombre d'habitants avec des seuils en fonction de la population totale	472.398,00 €	472.398,00 €
Association bâtiments durables méditerranéens (Envirobat-BDM)	« L'association a pour but de participer à la généralisation de la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur »	Au nombre d'habitants par tranche de population	20.000 €	20.000 €
SPPPI - Secrétariat Permanent pour les Problèmes de Pollutions Industrielles - Conseil d'orientation élargi	Cette association est un outil de gestion au service de S3PI. Elle assure la gestion, l'organisation, le fonctionnement du S3PI sur la base des orientations et décisions du Conseil d'orientation et du bureau du S3PI PACA Association support juridique de l'activité du Conseil d'orientation S3PI créé lui même par arrêté préfectoral	- une part statutaire en tant que collectivité - une part en tant qu'« entreprise » gestionnaire d'équipements industriels de gestion de déchets	15.000 €	15.000 €
Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB)	Ses missions sont d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore.		2.120 €	2.120 €
AMARIS	L'association réunit les communes, intercommunalités et régions accueillant sur leurs territoires des activités industrielles ou des canalisations de transport de matières dangereuses. Ses missions sont de défendre l'intérêt des collectivités dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de prévention des risques technologiques, être le porte-parole de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et des fédérations d'industriels, être force de propositions, favoriser les échanges entre ses adhérents et la mutualisation des bonnes pratiques.	tarif forfaitaire par tranche d'habitants	5.000 €	5.000 €
CPIE du Pays D'Aix	« L'atelier de l'environnement a pour objet de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix ... »	Forfaitaire	25.000 €	25.000 €
ALEC Marseille Provence	L'ALEC assure une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets : rénovation énergétique de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique communale, production d'énergie décentralisée,	Une partie forfaitaire et une partie au prorata de la population des territoires de la Métropole adhérentes au sein de l'intercommunalité	104.582 €	100.452,61 € (soit 83,207,61 € pour Marseille Provence et 17.245 € pour le Pays d'Aubagne)
ACOUCITE	« Acoucité a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain »	Montant fixe déterminé par le conseil d'Administration	800,00 €	800,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions des associations représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement des cotisations au titre de l'exercice 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes ainsi que le règlement des cotisations 2018 :

- AIR PACA pour un montant de cotisation de 472.398 euros
- Bâtiments Durables Méditerranéens pour un montant de cotisation de 20.000 euros
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA pour un montant de cotisation de 15.000 euros

- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) pour un montant de cotisation de 2.120 euros
- Le CPIE du Pays d'Aix pour un montant de cotisation de 25.000 euros
- AMARIS pour un montant de cotisation de 5.000 euros
- ACOUCITE pour un montant de cotisation de 800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - États Spéciaux des différents territoires et budget centralisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-3480/18/BM

**■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat
MET 18/6260/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC),

lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant trois ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat.

- Bouc-Bel-Air et Cabriès

⇒ Parcelle(s) : sur Bouc Bel Air : CN 19 et sur Cabriès : BT 14 ;

⇒ Surface : 1 hectare 30 ares 23 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente, pour les deux parcelles, pour un montant de 250 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 44 360,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Meyreuil

⇒ Parcelle(s) : AC 270 (ancien n°13) ; Surface : 1 hectare 13 ares 47 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 37 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 16 580,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

⇒ Parcelle(s) : BR 0044 ; Surface : 4 ares 35 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 570,00 € plus

frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 3 ventes de parcelles sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des trois préemptions en révision de prix sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des trois préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-3481/18/BM

■ Demande de subvention pour le programme d'actions 2018 de prévention des déchets
MET 18/6286/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certaines actions et certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix maintient sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en poursuivant son Programme de Prévention.

Celui-ci, regroupant les actions menées au niveau du territoire, sera intégré au Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) métropolitain dès que ce dernier sera élaboré.

Durant cette période de transition et en attendant que la Commission consultative d'élaboration et de suivi du Programme créée par délibération n°DEA 031-1484/16/CM du 15 décembre 2016 aboutisse, la rédaction du PLPDMA métropolitain, le programme des actions de réduction de la production de déchets du Territoire du Pays d'Aix est maintenu.

Ce rapport présente le budget associé aux actions détaillées en annexe et les plans de financement correspondants du programme de prévention du Territoire du Pays d'Aix.

Budget Prévisionnel du Programme de Prévention des Déchets du Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2018 et décrites au sein de l'annexe à cette délibération a été classé par nature : Investissement et Fonctionnement.

Budget 2018

Dépenses d'investissement :

Actions d'investissement 2018	DÉPENSES	RECETTES Propositions financières 2018 Financement maximal* de l'ADEME, Région PACA et CD13		
	Montant En € HT	Financeurs	%	Montant en €HT
Acquisition de composteurs individuels	99 000	ADEME	19,8%	30 350 €
Acquisition de lombricomposteurs individuels	14 000	LIFE (Europe)	5,2%	8 000 €
Acquisition de composteurs pédagogiques	400	Métropole AMP – Pays d'Aix	20,0%	30 680 €
Acquisition de composteurs collectifs pour résidences	4 000	REGION PACA	20,0%	30 680 €
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif	22 500	CD13	35,0%	53 690 €
Acquisition de caissons de réemploi et de panneaux	13 500			
TOTAL 2018	153 400 €			153 400 €

* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement a été réparti sur les 3 partenaires (Ademe, Région, CD13) en tenant compte des subventions déjà accordées (projet Life intégré notamment).

Dépenses de fonctionnement :

Actions de Fonctionnement 2018	DÉPENSES		RECETTES Propositions financières 2018 Financement maximal* de l'ADEME, Région PACA et CD13		
	Nature fonctionnement	Montant (€ HT)	Financeurs	%	Montant (€HT)
Dépenses non subventionnables		132 670 €			132 670 €
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	6574	7 000 €	Métropole AMP – Pays d'Aix		
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	6574	6 858 €			
Subvention à la Ressourcerie Evolio	6574	7 000 €			
Subvention à la Ressourcerie Emmaus	6574	40 000 €			
Subvention à la Ressourcerie Valtri – Histoire sans fin	6574	32 000 €			
Subvention à Unis cité – Gaspillage alimentaire	6574	7 312 €			
Distribution de composteurs individuel lors de permanences	611	6 500 €			
Animation et accompagnement compostage individuel et lombricompostage		19 300 €			
Supports de communication compostage individuel		6 700 €			
Dépenses subventionnables		326 067 €			326 067 €
Accompagnement des gros producteurs de DAE		76 667 €	ADEME	39%	126 647 €
Acquisition de 6 000 cabas réutilisables		15 000 €	LIFE	8%	25 000 €
Acquisition d'autocollants stop pub		1 300 €	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	65 213 €
Éducation à l'environnement (Prévention)		86 000 €	REGION	30%	97 820 €
Impression supports de communication et kits pédagogiques		17 000 €	DRAAF	3%	11 387 €
Supports de communication compostage collectif		1 300 €			
Développement et suivi du compostage collectif		55 000 €			
Réalisation du Modecom		25 000 €			
Gaspillage et don alimentaire		48 800 €			
TOTAL 2018		458 737 €			458 737 €

Présentation des plans de financement prévisionnels associés au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Sur la base du budget prévisionnel 2018, et compte tenu du fait qu'il existe des dépenses de fonctionnement et d'investissement, les plans de financement prévisionnels suivants sont proposés (par type de recettes) :

Recettes d'investissement :

Programme de prévention des déchets 2018 – Dépenses d'Investissements		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Métropole Pays d'Aix	20,0%	30 680 €
Programme européen de subventionnement LIFE	5%	8 000 €
ADEME	20%	30 350 €
Région PACA	20%	30 680 €
Conseil Départemental 13	35%	53 690 €
TOTAL	100%	153 400 €

Recettes de Fonctionnement :

Programme de prévention des déchets 2018 – Dépenses de Fonctionnement		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Métropole Pays d'Aix	20%	65 213 €
Programme européen de subventionnement LIFE	8%	25 000 €
ADEME	39%	126 647 €
Région PACA	30%	97 820 €
DRAAF	3%	11 387 €
TOTAL	100%	326 067 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du Conseil de Territoire du 8 février 2018 portant sur le programme de prévention des déchets – Bilan 2017 et perspectives 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme de prévention des déchets pour le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Ademe, la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur, la DRAAF (Direction Régionale de l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt) PACA ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation du programme d'actions 2018 de prévention des déchets pour le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement et de fonctionnement seront inscrits au Budget Annexe du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED) de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix – Fonction : 7211 – Nature : multiples

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Annexe SPED de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix. Fonction 7211 – Nature : multiples.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-3482/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour le programme de travaux relatifs à la requalification de la décharge brute de Vitrolles
MET 18/6271/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée

dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix a pour compétence la requalification des décharges brutes en partenariat avec la SPLA Pays d'Aix Territoires intervenant en tant que maîtrise d'ouvrage déléguée.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés a identifié, sur le territoire du Pays d'Aix, 16 décharges devant faire l'objet d'une requalification.

Sur ces 16 sites, 4 décharges transférées de la Communauté de Communes « Monts Auréliens Sainte Victoire » ont été requalifiées entre 2004 et 2009 et 12 ont fait l'objet d'un conventionnement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

La compétence requalification des décharges brutes, portée par le Pays d'Aix depuis le 1^{er} janvier 2003, s'inscrit entièrement dans une logique d'opérations d'aménagement en vue de restaurer des parties significatives des territoires communaux et de lutter contre l'insalubrité. Ces actions s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général présentant un caractère de protection de l'environnement, par la limitation des impacts des rejets liquides aussi bien que des rejets gazeux entrant dans la limitation des Gaz à Effet de Serre.

À ce jour, les requalifications des décharges de Meyrargues, Pertuis, Le Puy-Sainte-Réparate, Eguilles, Saint-Paul-Lez-Durance, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Jouques, Simiane-Collongue et Lambesc sont achevées ; celles de Saint-Cannat et Vitrolles sont en phase projet.

La décharge de Vitrolles présente une superficie de l'ordre de 8 ha. Elle a reçu des ordures ménagères depuis les années 70 et jusqu'en 1993. La particularité de ce site consiste dans le fait qu'il a également accueilli les résidus d'anciennes activités industrielles. Le secteur à requalifier comprend ainsi la zone du « Stadium » et son parking, zone qui est également en relation avec la zone de dépôt de boues rouges et le bassin de décantation associé à ce « crassier ». Le projet décrit ci-après ne concerne que la réhabilitation de l'ancienne décharge (les travaux de requalification du crassier devraient être pris en charge par la commune de Vitrolles).

Le projet concernant la décharge brute a fait l'objet d'une validation technique par la DREAL. Les

travaux ont essentiellement pour objet de limiter la production de lixiviats et de réintégrer le site dans son environnement. L'atteinte de ces objectifs passe par :

- Le remodelage des matériaux en place et la reprise des talus dans l'objectif d'assurer la stabilité du site et de favoriser le ruissellement des eaux météoriques,
- La reprise entière des couvertures des secteurs remaniés afin d'éviter la percolation des eaux à travers le massif,
- La reprise d'une partie de la surface des parkings dans l'attente de la définition d'un projet d'aménagement de la zone,
- Le curage de l'ouvrage de rétention existant en aval du site pour sa remise en fonctionnement,
- La gestion des eaux pluviales,
- La revégétalisation du site,
- La mise en sécurité de la décharge.

Le coût des travaux s'élève à 800.000€HT.

À ce coût doit être ajouté :

- la mission de maîtrise d'œuvre estimée à environ 40.000€HT

- la mission de maîtrise d'ouvrage associée (Conventionnement SPLA « Pays d'Aix Territoires ») estimée à 30.000€HT.

Soit un coût global pour l'opération (travaux, Maîtrise d'œuvre, Assistance à Maîtrise d'ouvrage) de : 870.000€HT.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Requalification de la décharge brute de VITROLLES		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	80%	696 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	20%	174 000 €
TOTAL	100%	870 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2009-B394 du Bureau communautaire de la CPA du 23 octobre 2009 approuvant le programme de poursuite d'actions pour requalifier les 12 décharges restant à requalifier ;
- La délibération n° 2010-B380 du Bureau communautaire de la CPA approuvant le conventionnement d'aménagement avec la SPLA ;
- La délibération n° 2015-A115 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme à 6 916 310€

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification de la décharge brute de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Autorisation de programme (AP) 144 : Opération décharges brutes – Fonction : 7213 – Nature : 2318

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Fonction 7213 – Nature 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-3483/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour le programme de travaux relatifs à la requalification de la décharge brute de Saint-Cannat

MET 18/6272/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire

l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix a pour compétence la requalification des décharges brutes en partenariat avec la SPLA Pays d'Aix Territoires intervenant en tant que maîtrise d'ouvrage déléguée.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés a identifié, sur le territoire du Pays d'Aix, 16 décharges devant faire l'objet d'une requalification.

Sur ces 16 sites, 4 décharges transférées de la Communauté de Communes « Monts Auréliens Sainte Victoire » ont été requalifiées entre 2004 et 2009 et 12 ont fait l'objet d'un conventionnement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

La compétence requalification des décharges brutes, portée par le Pays d'Aix depuis le 1er janvier 2003, s'inscrit entièrement dans une logique d'opérations d'aménagement en vue de restaurer des parties significatives des territoires communaux et de lutter contre l'insalubrité. Ces actions s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général présentant un caractère de protection de l'environnement, par la limitation des impacts des rejets liquides aussi bien que des rejets gazeux entrant dans la limitation des Gaz à Effet de Serre.

À ce jour, les requalifications des décharges de Meyrargues, Pertuis, Le Puy-Sainte-Réparate, Eguilles, Saint-Paul-Lez-Durance, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Jouques, Simiane-Collongue et Lambesc sont achevées ; Celles de Saint-Cannat et Vitrolles sont en phase projet.

La décharge de Saint-Cannat présente une superficie de l'ordre de 5000 m². Elle a reçu des ordures ménagères depuis les années 70 et jusqu'en 1992, avec une pratique régulière de brûlage. Ce site présente un contexte hydrogéologique sensible avec un substratum localement perméable (alternance de calcaires et de marnes) et un aquifère utilisé par des particuliers à proximité pour l'eau potable. Les analyses révèlent un impact potentiel de la décharge sur la qualité des eaux d'un forage privé proche. Dans ces conditions et au titre du principe de précaution, il a été opté pour la mise en place d'une couverture semi-perméable.

Le projet a fait l'objet d'une validation technique par la DREAL. Les travaux ont essentiellement pour objet de limiter la production de lixiviats et de réintégrer le site dans son environnement.

L'atteinte de ces objectifs passe par :

- Le modelage des déchets afin de créer un dôme permettant d'adoucir les pentes de

talus et de favoriser le ruissellement des eaux météoriques,

- Le confinement du massif de déchets,
- Le traitement du biogaz résiduel via la mise en place d'une couche oxydante répartie uniformément sur l'intégralité du dôme,
- La gestion des eaux pluviales,
- La revégétalisation du site,
- La mise en sécurité de la décharge

Le coût estimatif des travaux s'élève à 353.000€HT.

À ce coût doit être ajouté :

- la mission de maîtrise d'œuvre estimée à environ 7.000€HT,
- ainsi que celle de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (Conventionnement SPLA « Pays

Requalification de la décharge brut de ST CANNAT		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	80%	296 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	74 000 €
TOTAL	100%	370 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

d'Aix Territoires ») associée estimée à 10.000€HT.

Soit un coût global pour l'opération (travaux, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage) de 370.000€HT.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

- La délibération n°2009-B394 du Bureau communautaire de la CPA du 23 octobre 2009 approuvant le programme de poursuite d'actions pour requalifier les 12 décharges restant à requalifier ;
- La délibération n° 2010-B380 du Bureau communautaire de la CPA approuvant le conventionnement d'aménagement avec la SPLA ;
- La délibération n°2015-A115 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme à 6 916.310€ ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification de la décharge brute de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Autorisation de programme (AP) 144 : Opération décharges brutes – Fonction : 7213 – Nature : 2318

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement. Fonction 7213 – Nature 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-3484/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à la réalisation de travaux réglementaires dans le cadre de la protection de la ressource en eau potable

MET 18/6329/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Conformément à l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, des périmètres de protection sont établis autour des captages d'eau potable et des travaux de protection de la ressource sont définis dans chaque arrêté préfectoral autorisant l'exploitation et la distribution de l'eau.

Ces travaux concernent essentiellement les Périmètres de Protection Immédiate (PPI) mais peuvent également concerner les Périmètres de Protection Rapprochée (PPR) et plus rarement les Périmètres de Protection Eloignée (PPE).

L'objectif poursuivi est de finaliser les travaux réglementaires de protection des périmètres de protection des captages d'eau potable des communes d'Alleins, Eyguières, La Barben, Salon de Provence et Vernègues.

Ces travaux consistent à :

Commune d'Alleins :

- site : Forage Saint-Sauveur

- nature des travaux : étanchéisation de 500 m² de voie et d'aire de stationnement et mise en place de 2 décanteurs d'hydrocarbure.

Commune d'Eyguières :

- site : Forages du Défends
- nature des travaux : mise en place de panneaux d'interdiction de transport de matières dangereuses ; installation d'une barrière sur le chemin menant au réservoir ; clôture autour du réservoir.

Commune de La Barben :

- site : Captage de La Dane
- nature des travaux : installation de panneaux avec interdiction de stationner ; neutralisation ou épuration des écoulements des voies de circulation sur la D7n en concertation avec la commune de Lambesc.

Commune de Salon de Provence :

- site : Forage de la Crau
- nature des travaux : création d'un piézomètre de 100 m de profondeur.
- site : Station des Aubes et prise d'eau à Beauplan
- nature des travaux : compléter les clôtures sur le site de la station et à Beauplan ; installation de barrières de sécurité et de panneaux d'interdiction de stationner le long de la RD538 (Beauplan) ; mise en place de caniveaux de drainage des eaux de ruissellement (Beauplan) ; mise en place de dispositif limitant la vitesse au niveau du carrefour au Sud de Beauplan et sur la voie reliant l'autoroute pour les véhicules de plus de 3,5 T ; installation d'un dispositif flottant anti-pollution (Beauplan).

Commune de Vernègues :

- site : Forage de Vernègues-Cazan
- nature des travaux : clôture du Périmètre de Protection Immédiate ; comblement du forage F2.

L'estimation du coût global pour ces travaux s'élève à : 210 000 € HT

Ces travaux sont rattachés à l'opération 2017 3 012 02 – Sécurisation de l'alimentation en eau potable.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable Coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
CONSEIL DEPARTEMENTAL Fiche 26 – Aide à la gestion de l'eau	210 000 €	30 %	63 000 €
AGENCE DE L'EAU RMC Accompagnement de la protection réglementaire des captages d'eau	210 000 €	50 %	105 000 €
METROPOLE AIX- MARSEILLE PROVENCE Territoire du Pays Salonais	210 000 €	20 %	42 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°12 relative à l'opération 2017 3 012 02 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 19 août 2003 autorisant le prélèvement des eaux destinées à l'alimentation en eau potable et déterminant les périmètres de protection des trois

captages F1, F2 et F3 situés sur la commune d'Eyguières ;

- L'arrêté préfectoral en date du 2 août 2006 et son arrêté complémentaire du 26 avril 2011 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution au public des eaux provenant du captage de la Dane situé sur la commune de La Barben et déterminant ses périmètres de protection ;
- L'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2009 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution au public des eaux provenant du captage de Cazan sur la commune de Vernègues et déterminant ses périmètres de protection ;
- Les arrêtés préfectoraux en date du 16 décembre 1997 et suivants des 19 avril 2010, 30 avril 2013 et 27 mai 2013 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution au public des eaux provenant du captage de La Crau situé sur la commune de Salon de Provence et déterminant ses périmètres de protection ;
- L'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2016 autorisant le traitement et la distribution des eaux provenant du Canal de Craonne à partir de la station de production d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon de Provence et déterminant ses périmètres de protection ;
- L'arrêté préfectoral en date du 21 juillet 2017 autorisant le traitement et la distribution au public des eaux provenant du captage Saint-Sauveur situé sur la commune d'Alleins et déterminant ses périmètres de protection ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux réglementaires dans le cadre de la protection de la ressource en eau potable.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « eau potable » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2017 3 012 02 - Nature : 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget Primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « eau potable » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-3485/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à la mission de maîtrise d'œuvre en vue des travaux d'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Rassuen sur la commune d'Istres

MET 18/6446/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La station d'épuration de Rassuen située sur la commune d'Istres a une capacité nominale de 50 000 équivalents habitants. Suite à une étude de faisabilité rendue en 2009 et après l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées réalisée en 2012, le maître d'ouvrage a décidé d'augmenter la capacité à 75 000 équivalents habitants.

L'objectif de la mission de maîtrise d'œuvre est d'apporter la réponse technique, architecturale et économique en vue de la réalisation des travaux suivants :

- Augmentation de la capacité de la filière eau,
- Réalisation d'une nouvelle unité de traitement des boues pour la capacité nominale de la station,
- Réalisation d'un traitement d'affinage des effluents (traitement REUSE) sur une partie du débit en vue d'une réutilisation pour l'arrosage des espaces verts ouverts au public.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 406 770 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Conseil Départemental	60,00 %	244 062,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,00 %	162 708,00 €
TOTAL	100,00 %	406 770,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Mission de maîtrise d'œuvre en vue de l'augmentation de la capacité de la STEP de Rassuen sur la commune d'Istres » ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent Pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Assainissement de la Métropole, opération 2017503000, nature 21532.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole chapitre 13, nature 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-3486/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la mise en place d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable sur le territoire Istres-Ouest Provence
MET 18/6448/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le territoire Istres-Ouest Provence est responsable de l'alimentation en eau potable de plus de 97 000 habitants. Aussi, l'intercommunalité doit s'assurer que le service est rendu dans des conditions réglementaires, techniques et financières satisfaisantes, tout en tenant compte des besoins du territoire.

L'objectif du territoire est de mettre en place un schéma directeur d'alimentation en eau potable déterminant les enjeux à venir sur la base de l'analyse la plus complète et la plus fiable possible des besoins actuels et futurs, de l'état, du fonctionnement des infrastructures et du service existant.

Ce schéma doit permettre d'établir un programme de travaux et de définir une doctrine opérationnelle de gestion des ressources et des infrastructures pour faire face de façon efficace et raisonnée aux besoins d'alimentation en eau potable de la collectivité à court, moyen et long terme.

Il prend en compte les enjeux métropolitains en terme de ressources et de sécurisation. Il s'intégrera ainsi dans le schéma métropolitain.

Les principaux enjeux du schéma identifiés sont de :

- Sécuriser la ressource actuelle ;
- Rechercher les interconnexions et/ou les nouveaux captages à créer ;
- Sécuriser les ouvrages d'adduction ;

- Pérenniser le patrimoine de manière à maintenir ou améliorer les rendements.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 300 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Conseil Départemental 13	30,00 %	90 000,00 €
Agence de l'Eau	50,00 %	150 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	60 000,00 €
TOTAL	100,00 %	300 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en place un outil de programmation et de gestion destiné à établir un état des lieux visant à identifier les problématiques et les besoins afin de prévoir les investissements et les travaux nécessaires sur le territoire Istres-Ouest Provence ;

- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement, sur le Budget Eau de la Métropole, opération 2017502600, nature 2031.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole, chapitre 13, natures 13111 et 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-3487/18/BM

**■ Approbation d'une convention de remboursement de travaux entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6342/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le feeder AEP DN 1200, alimentant jusqu'à 480 000 habitants de Marseille est le plus important réseau sous pression d'eau potable de la Métropole. Ce réseau est fortement impacté sur près d'un kilomètre par les travaux de la rocade L2 et les opérations d'aménagement connexes entre l'avenue Raimu et La Cité Font-Vert dans le 14ème arrondissement. Au nord de la rocade, sur les secteurs Raimu et

Busserine, il fait l'objet d'un découpage en 4 tronçons, retenus par Monsieur le Préfet.

Si la déviation des tronçons 3 et 4 a bien été entreprise avec la requalification des voiries ANRU, il reste à réaliser la déviation des tronçons 1 et 2 conditionnant les aménagements de la plaine des Sports et des Loisirs.

Les services de l'Etat ont provisionné le financement du tronçon 1 qu'ils comptaient confier à la société SRL2 en charge de la déviation du tronçon 2 nécessaire aux grands talus qu'elle doit réaliser dès la mise en service de La Rocade. C'est pourquoi le 31 mai 2017, la direction des PPP Infrastructures et Transports a demandé à SRL2 de produire une Etude d'Impact Détaillée de la canalisation au titre de l'article 32.1 du contrat PPP Rocade L2 liant l'Etat et SRL2. Le résultat est résumé par un courrier de SRL2 à la Direction des PPP en date du 2 octobre 2017 évaluant les travaux à 920 761,40 € HT, somme à laquelle s'ajoutent 5% soit 46 038,07 € HT pour frais de contrôle SEMM et 25% soit 230 190,35 € HT pour frais généraux du groupement GIE L2 soit un total de 1 196 989,82 € HT.

En comparaison des estimations établies par la Métropole Aix-Marseille-Provence (comprises entre 510 000 € et 700 000 €), ce montant a été jugé surévalué par le Préfet.

C'est pourquoi, les services de l'Etat souhaitent conventionner avec la Métropole pour que celle-ci assure sur appel d'offres spécifique ou à défaut sur ces marchés publics disponibles et sur les fonds de l'Etat, les travaux relatifs à la déviation du tronçon 1 Busserine, tel qu'il a été exprimé en réunion de suivi L2 –DGS/Financeurs tenue en préfecture le 14 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande des services de l'Etat de confier la déviation du tronçon 1 du réseau d'Eau Potable à la Métropole Aix Marseille Provence, propriétaire du dit réseau et ses compétences

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée de l'Etat à La Métropole Aix-Marseille-Provence, pour réaliser sous la Maitrise d'Œuvre assurée Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du pluvial de la Métropole les travaux de déviation du tronçon 1 du réseau d'eau potable DN 1200 sur le secteur de Picon Busserine.

Article 2 :

Le montant global de l'opération de la déviation du tronçon 1 sur 226 mètres avec sécurisation de la conduite abandonnée, estimé à 650 000 euros HT, se décompose comme suit :

- Travaux : 600 000 €HT
- Maîtrise d'Ouvrage et Maitrise d'œuvre AMP : 6 % soit 36 000 € HT
- Essais de compactage : 2000 € HT
- Coordination Sécurité Protection de la Santé : 2000 € HT
- Aléas liés aux ouvrages connexes : 10 000 € HT

La programmation des réalisations permet d'envisager l'étalement des engagements financiers de la DREAL PACA sur la durée de la convention, à compter de la première affectation de crédits et sous réserve de l'ouverture budgétaire de crédits suffisants.

Article 3 :

La DREAL PACA est redevable envers la Métropole des sommes TTC réellement acquittées par la Métropole pour les travaux lui revenant.

Les versements relatifs à l'exécution financière seront effectués par la DREAL PACA sur appel de fonds de la Métropole comme indiqué au sein de la convention visée à l'article 1 de la présente délibération.

Article 4 :

Les dépenses seront inscrites sur le budget général Territoire Marseille : opération 2017103800 -Sous politique : C311- Nature : 2031-23152 - Fonction : 851 sur les années 2018 et 2019.

Les recettes seront constatées sur le budget général Territoire Marseille : opération 2017103800 -Sous politique : C311- Nature : 1321 - Fonction : 851 sur les années 2018 et 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-3488/18/BM

■ **Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées F 254 - 296 - 297, de la commune de Vernègues autorisant le passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées**

MET 18/6299/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation et l'entretien du réseau public d'assainissement des eaux usées, dans le cadre de la réalisation des travaux d'extension du réseau sous le Chemin du Colombier, Hameau de Cazan, sur la commune de Vernègues, la pose d'une conduite située en partie en propriété privée a été réalisée.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'assainissement des eaux usées sur les parcelles cadastrées maintenant numérotées section F n°254, n°296 et n°297, est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

En vertu de la délibération n° 063/11 du 11 avril 2011 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, les conventions de servitude de tréfonds initialement établies sur les parcelles anciennement numérotées F 83, F 212 et F 221 ont été notifiées aux propriétaires le 17 mai 2011. Les actes notariés et l'enregistrement au service de

publicité foncière n'avaient pas été établis. Les dites parcelles ont été divisées et pour partie vendues.

La Commune de Vernègues est depuis, seule propriétaire des parcelles cadastrées F 254, 296 et 297, constituant le fonds servants.

Suite aux divisions parcellaires, aux ventes de terrain et afin de finaliser la procédure, il est donc nécessaire d'autoriser à nouveau la signature de la convention de servitude de tréfonds correspondante ainsi que de l'acte notarié finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence n°063/11 du 11 avril 2011 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds

située sur la Commune de Vernègues, Hameau de Cazan.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds constituée sur les parcelles cadastrées n° F 254, 296 et 297 avec la Commune de Vernègues, ainsi que sa réitération par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du budget annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-3489/18/BM

**■ Approbation de conventions de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées G 1054, G 1056 et G 1057, de la commune d'Alleins, autorisant le passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées
MET 18/6300/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation et l'entretien du réseau public d'assainissement des eaux usées, et permettre la réalisation d'un "grand collecteur", Quartier Saint Paul sur la commune d'Alleins, pour supprimer les rejets directs dans le canal de Craponne ainsi que d'un poste de relevage, la pose d'une conduite située en partie en propriété privée a été réalisée.

L'établissement de servitudes de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'assainissement des eaux usées sur les parcelles cadastrées section G n°1054, 1056 et 1057 est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

En vertu de la délibération n° 301/07 du 11 décembre 2007 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté

d'Agglomération Agglopolo Provence, les conventions de servitude de tréfonds initialement établies sur les parcelles anciennement numérotées G1 72 et 75 ont été notifiées aux propriétaires le 13 février 2008. Les actes notariés et l'enregistrement au service de publicité foncière n'avaient pas été établis. Les dites parcelles ont depuis été divisées et pour partie vendues.

Madame Chastel Marie-Louise et Monsieur Mialoux Charles, sont propriétaires de la parcelle cadastrée G 1054, constituant le fonds servant.

Monsieur Mialoux Jean-Louis est propriétaire de la parcelle cadastrée G 1056, constituant le fonds servant.

La Commune d'Alleins est propriétaire de la parcelle cadastrée G 1057, constituant le fonds servant.

Suite aux divisions parcellaires, aux ventes de terrain et afin de finaliser la procédure, il est donc nécessaire d'autoriser la signature des conventions de servitude de tréfonds correspondantes ainsi que des actes notariés finalisant ces servitudes, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence n°301/07 du 11 décembre 2007 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement des servitudes de tréfonds situées sur la Commune d'Alleins, Quartier Saint Paul.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de servitude de tréfonds constituées sur les parcelles cadastrées n° G 1054, G 1056 et G 1057 sur la Commune d'Alleins, à signer avec les propriétaires susvisés ainsi que leur réitération par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-3490/18/BM

**■ Approbation de conventions de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées D1674 - D1590 - D1591 quartier Saint Jacques de la commune d'Alleins, autorisant le passage d'une canalisation d'alimentation en eau potable
MET 18/6302/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation et l'entretien du réseau public d'alimentation d'eau potable, et desservir le secteur Saint Jacques à Alleins en eau potable, une

interconnexion a été réalisée par la pose d'une conduite située en partie en propriété privée.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'amenée d'eau potable sur les parcelles cadastrées section D n° 1674, 1590 et 1591 est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

En vertu des délibérations 006/14 et 007/14 du 3 mars 2014 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, les conventions de servitude de tréfonds initialement établies sur les parcelles anciennement numérotées D 134, D 135 et D 146 ont été signées en 2014. Les actes notariés et l'enregistrement au service de publicité foncière n'avaient pas été établis. Les dites parcelles ont depuis été divisées et pour partie vendues.

Madame Vincent Flora et Monsieur Gilles Guillaume sont propriétaires solidairement de la parcelle cadastrée D 1674, Monsieur Calcagno Gilles et Madame Chlosta Marjorie sont propriétaires solidairement de la parcelle cadastrée D 1590, Mesdames Dalmau Mylène et Valérie sont propriétaires solidairement de la parcelle D1591, constituant les fonds servants.

Suite aux divisions parcellaires, aux ventes de terrain et afin de finaliser la procédure, il est nécessaire d'autoriser la signature des conventions de servitude de tréfonds correspondantes ainsi que des actes notariés finalisant ces servitudes, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération

Agglopolo Provence n°006/14 et 007/14 du 3 mars 2014 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds située sur la Commune d'Alleins, Quartier Saint Jacques.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions de servitude de tréfonds constituées sur les parcelles cadastrées n°D 1674, 1590, 1591, sur la Commune d'Alleins, à signer avec les propriétaires susvisés ainsi que leur réitération par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout documents y afférent.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du budget annexe eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-3491/18/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée BK 150, quartier des Espradeaux de la commune de Velaux, autorisant le passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées
MET 18/6326/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation et l'entretien du réseau public d'eaux usées, et desservir le quartier des Espradeaux de la commune de Velaux, une extension du réseau a été réalisée par la pose d'une conduite située en partie en propriété privée.

L'établissement de servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'évacuation des eaux usées sur la parcelle cadastrée section BK 150 est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

En vertu de la délibération 019/08 du 5 février 2008 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la convention de servitude de tréfonds initialement établie sur la parcelle BK 150 a été notifiée le 31 août 2010. L'acte notarié et l'enregistrement au service de publicité foncière n'avait pas été établi. Monsieur CHETCUTI Christian, un des propriétaires de la parcelle BK 150, étant décédé, il est nécessaire de procéder à nouveau à la signature de la convention avec ses ayants-droit.

Madame Audineau Louise, Monsieur Chetcuti Pierre et Monsieur Chetcuti Marc, sont propriétaires de la parcelle cadastrée BK 150, constituant le fond servant.

Il est nécessaire d'autoriser la signature de la convention de servitude de tréfonds pour la parcelle BK150 ainsi que les actes notariés finalisant cette servitude et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence n°019/08 du 5 février 2008 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds sur la parcelle BK 150 située sur la Commune de Velaux, Secteur des Espradeaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds ci-annexée constituée sur la parcelle cadastrée n° BK 150, de la Commune de Velaux à signer avec les propriétaires susvisés ainsi que sa réitération par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du budget annexe assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-3492/18/BM

■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées AW 156 et AW 154 appartenant à la commune de Salon de Provence, autorisant le passage de canalisations d'eau potable et d'assainissement des eaux usées MET 18/6327/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre la desserte de la parcelle AW 163 située au niveau de l'impasse du château d'eau de la commune de Salon de Provence, il est nécessaire de réaliser les branchements longs publics (70 m environ) d'eau potable et d'assainissement des eaux usées à partir des réseaux existants sous les parcelles AW 156 et AW 154.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage des conduites d'eau potable et celle d'évacuation des eaux usées sur les parcelles cadastrées section AW N°156 et AW N°154 est nécessaire afin d'assurer l'accès aux canalisations, l'entretien ou la réparation de celles-ci et d'éviter toutes dégradations.

La Commune de Salon de Provence est seule propriétaire des parcelles cadastrées AW 156 et AW 154.

Il est nécessaire d'autoriser la signature de la convention de servitude de tréfonds correspondante ainsi que l'acte notarié finalisant cette servitude, et procéder ensuite à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées n° AW 156 et AW 154, situées sur la Commune de Salon de Provence, Secteur Impasse du château d'eau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds ci-annexée constituée sur les parcelles cadastrées n° AW 156 et AW 154, à signer avec la Commune de Salon de Provence, ainsi que sa réitération par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 des budgets annexes eau potable et assainissement de la

Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-3493/18/BM

■ Approbation de conventions de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées section AD n° 44 - 45 - 88 - 25a - 66a - 67 - 68 - 48 - 147 - 30 - 103 - 80 -114 - 47 - 33 - 81 - 100 - 101 - 99 - 104 - 20 - 72 - 89 - 87 - 41, dans le secteur de la Savonnière de la Commune de La Barben autorisant l'implantation et le passage d'une canalisation d'assainissement des eaux usées

MET 18/6328/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, en collaboration avec la commune de La Barben, projette des travaux d'extension du réseau public des eaux usées le long du canal d'irrigation à partir du chemin de Salatier vers le quartier de la Savonnière sur une distance totale d'environ 600 mètres.

L'entretien du réseau d'eaux usées nécessitera la création d'un chemin d'une largeur d'environ 2,5 mètres en stabilisé le long du canal d'irrigation afin de permettre l'accès aux différents regards d'assainissement qui seront mis en place. La sécurité du chemin et son entretien seront assurés par la commune.

L'établissement de servitudes de tréfonds, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisant le passage de la conduite d'assainissement sur les parcelles des propriétaires privés cadastrées en section AD n° 44 – 45 – 88 - 25a - 66a – 67 – 68 – 48 – 147 – 30 – 103 – 80 -114 – 47 – 33 – 81 – 100 – 101 – 99 – 104 – 20 – 72 – 89 – 87 – 41, est indispensable à la réalisation de ce projet afin d'assurer l'accès aux canalisations, l'entretien ou la réparation de celles-ci et d'éviter toutes dégradations.

Il est nécessaire d'autoriser la signature des conventions de servitude de tréfonds correspondantes, avec les propriétaires actuels, ainsi que les actes notariés finalisant ces servitudes, et procéder ensuite aux enregistrements au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds, sur les parcelles cadastrées en section AD sous les numéros 44 – 45 – 88 – 25a – 66a – 67 – 68 – 48 – 147 – 30 – 103 – 80 – 114 – 47 – 33 – 81 – 100 – 101 – 99 – 104 – 20 – 72 – 89 – 87 – 41, situées sur la Commune de la Barben, secteur de la Savonnière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de tréfonds ci-annexée, qui sera déclinée pour chaque propriétaire des parcelles cadastrées en section AD sous les numéros 44 – 45 – 88 – 25a – 66a – 67 – 68 – 48 – 147 – 30 – 103 – 80 – 114 – 47 – 33 – 81 – 100 – 101 – 99 – 104 – 20 – 72 – 89 – 87 – 41 sises secteur de la Savonnière sur la Commune de La Barben, ainsi que sa réitération par actes authentiques.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

ces conventions et à prendre toutes dispositions concourant à la constitution de ces servitudes de tréfonds.

Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-3494/18/BM

■ Approbation d'une convention de fourniture d'eau potable en secours depuis le réseau d'eau potable de Salon de Provence vers celui de Grans MET 18/6293/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Grans dispose actuellement d'un réseau d'alimentation en eau potable approvisionné par une seule et unique ressource : La Source Mary Rose. A l'heure actuelle, le réseau de la commune n'est maillé à aucun autre système de distribution et ne peut donc pas être secouru.

Afin de garantir la sécurité d'approvisionnement et la continuité de service en toute circonstance, un maillage entre les réseaux de Salon-de-Provence (Territoire du Pays Salonais de la MAMP) et de Grans (Territoire Istres-Ouest Provence de la MAMP) sera réalisé au 1er trimestre 2018.

Agglopolo Provence Eau (APE) est le délégataire du service public de l'eau potable sur l'ensemble des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

La Société des Eaux de Marseille (SEM) est le délégataire du service public de l'eau potable sur la commune de Grans pour la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire Istres-Ouest Provence.

Les deux conventions de délégation de service public susvisées prévoient chacune, la possibilité d'achat d'eau à titre de complément ou secours par signature de conventions avec des distributeurs d'eau publics ou privés. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente délibération.

Dans le cadre des contrats de délégation de service public en vigueur, les achats d'eau du Territoire

Istres-Ouest Provence sont facturés par APE à la SEM.

Il n'y a pas d'impact financier sur les budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune surtaxe n'est appliquée à cette vente d'eau de secours. Il est donc proposé de conclure une convention tripartite définissant les modalités techniques et financières de la fourniture d'eau potable en secours de Salon de Provence vers Grans entre la Métropole, APE et la SEM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique article R1321-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence n°150/12 du 2 juillet 2012 approuvant la convention de délégation de service public avec la société dédiée APE ;
- La délibération de l'ex SAN Ouest Provence n°539/15 du 24/11/2015 approuvant la convention de délégation de service public avec la SEM pour les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée une convention de fourniture d'eau potable ci-annexée en secours depuis le réseau d'eau potable de Salon de Provence vers celui de Grans entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société Agglopolé Provence Eau et la Société des Eaux de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les dépenses liées à l'achat d'eau sont prises en charge dans le cadre de la Délégation de Service Public de l'eau potable du Territoire Istres Ouest-Provence.

Les recettes liées à la vente d'eau sont perçues par le délégataire du Service Public de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais conformément au contrat de Délégation de Service Public.

Aucune surtaxe n'est appliquée pour cette vente d'eau de secours.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-3495/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - "Formule Cycle de l'Eau" et paiement de la cotisation 2018
MET 18/6145/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2018 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 125 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion de la Métropole à l'association FNCCR pour la formule « Cycle de l'Eau » ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau » au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 7 125 euros à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire de Marseille Provence, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (3 562,50 €) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (3 562,50 €).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-3496/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6146/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n°DEA 001-1864/17/CM du 30 mars 2017.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2018 à 10 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 00009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 001-1864/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'IME au titre de l'année 2017 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer, pour l'ensemble

de son territoire, à l'Institut Méditerranéen de l'Eau afin de favoriser le développement de la coopération et les échanges avec les pays du bassin méditerranéen.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 10 300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire de Marseille Provence, Sous-Politique F170, Nature 6281 3DEAE (CT1) pour 5 150 euros et au budget annexe de l'assainissement, Sous-Politique F110, Nature 6281 3DEAA (CT1) pour 5 150 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-3497/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6147/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,
- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,

- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,
- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,
- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,
- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,
- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationale.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2018 d'un montant de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à l'association Territoires Solidaires.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 5 000 euros à l'association Territoires Solidaires.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire de Marseille Provence, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (2 500 €) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (2 500 €).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Mer, Littoral et
Ports, protection et mise en
valeur des espaces maritimes et
naturels"**

MER 001-3498/18/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune de Port Saint Louis du Rhône pour l'accompagnement des travaux de rénovation de la panne C du port Abri sur le Rhône**

MET 18/6433/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale des opérations engagées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations engagées.

A cette fin, la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi il a été décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la commune de Port Saint Louis du Rhône afin de poursuivre, au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'opération de rénovation de la Panne C du port dénommé abri sur le Rhône à Port Saint Louis.

Le coût total de l'opération (valeur octobre 2017) est de 176 196 euros HT.

Le montant des travaux revenant à la métropole est estimé à 148 121 € HT soit 177 745,20 € TTC compte tenu des dépenses déjà réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le port Abri sur le Rhône de la commune de Port Saint Louis du Rhône est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de rénovation de la Panne C de ce port et

que la Commune travaille sur le projet de rénovation depuis plusieurs semaines ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence ne dispose pas, à cette date, des moyens nécessaires pour assurer l'accompagnement de cette opération et que la Commune de Port Saint Louis du Rhône dispose de services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de cette opération avant le transfert de compétence et dans un souci de continuité de service public ;
- Qu'il convient de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Commune de Port Saint Louis du Rhône pour la réalisation des travaux de rénovation ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, avec la Commune de Port Saint Louis du Rhône relative à la réalisation des travaux de rénovation de la panne C du port Abri sur le Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-3499/18/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune d'Istres relative à la réalisation des travaux de réaménagement, d'extension et de valorisation du port de plaisance et de ses abords**
MET 18/6432/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Dans un souci de conduite optimale des opérations engagées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations engagées.

A cette fin, la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi il a été décidé de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la commune d'Istres afin de poursuivre, au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'opération de réaménagement et de valorisation du port des Heures Claires et de ses abords.

Le coût de l'opération (valeur décembre 2017) est de 13 524 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le port de plaisance d'Istres est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018 ;
- Que le projet de réaménagement, d'extension et de valorisation du Port des Heures Claires et de ses abords est en cours ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence ne dispose pas, à cette date, des moyens nécessaires pour assurer l'accompagnement de cette opération et que la Commune d'Istres dispose de services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de cette opération avant le transfert de compétence et dans un souci de continuité de service public ;
- Qu'il convient de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Commune pour la réalisation des travaux d'extension du port des heures claires et de ses abords.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune d'Istres relative à la réalisation des travaux de réaménagement, d'extension et de valorisation du port des heures claires et de ses abords.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
 Publics et Grands équipements
 métropolitains"**

VOI 001-3500/18/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel au marché n°T17/051 - Travaux de réparation et d'entretien de voirie : Lot 1 : Centre Marseille 1er, 2ème, 3ème et 7ème arrondissement - Entreprise Gregori Provence
 MET 18/6313/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la présentation officielle du tracé du Tour de France 2017, le 18 Octobre 2016, la Ville de Marseille a été pour la 36^{ème} fois, ville étape du Tour de France. Elle a accueilli le 22 juillet 2017, pour la première fois de son histoire, un contre-la-montre individuel de 22,5km.

Site de la 20^{ème} et avant-dernière étape du Tour de France 2017, la Ville de Marseille, durant deux jours, a été mobilisée pour accueillir cet événement.

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de voirie et de circulation sur le territoire Marseille Provence, a dû prendre en charge d'importants travaux d'entretien et de sécurisation des voiries sur le périmètre du tracé du Tour.

Certaines demandes d'intervention ont été formulées très tardivement par les organisateurs du Tour de France.

Afin de gagner en réactivité, la Métropole a dû utiliser le marché de travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 1) – marché n°T17/051 notifié le 21 avril 2017 - dont le titulaire est la société Gregori Provence sur les voies du 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 7^{ème} arrondissement de Marseille.

Conformément au cahier des charges du marché sus-visé (article 7.1.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières) et suite aux sollicitations émises par la Métropole par mail et appels téléphoniques, la société Gregori Provence a répondu aux demandes de travaux d'urgence liés à la sécurité : mise en place de séparateurs en béton type DBA, travaux complémentaires de confortement de chaussée Quai de Rive Neuve, boulevard Charles Livon, chemin du Vallon de L'Oriol.

Compte tenu de l'urgence à réaliser les travaux correspondant et de l'imprévisibilité des sollicitations qui sont intervenues tardivement - notamment le 20

juillet, soit deux jours avant le début des épreuves, pour certaines d'entre elles - les bons de commande n'ont pu être émis qu'après les différentes interventions de l'entreprise titulaire du marché n°T17/051, afin de régulariser les prestations qui avaient été exécutées.

Ces prestations, d'un montant total de 154 486,59 euros HT ont permis de réparer les zones dégradées, de garantir une sécurité optimale du parcours et de rendre un domaine viaire homogène afin d'obtenir un retour positif en terme d'image de Marseille via les médias locaux et nationaux.

L'entreprise Gregori Provence, bien qu'ayant pris en charge ces prestations, n'a pas été réglée des sommes afférentes à celles-ci et, en l'absence de bon de commande valide, tout en se basant sur la théorie de l'enrichissement sans cause, demande le paiement des sommes qui lui sont dues à savoir un montant total de 154 486,59 euros HT (soit 185 383,90 euros TTC), dans le cadre d'un mémoire justificatif.

Ces sommes dues, se décomposent en :

- 54 821,68 euros HT concernant la mise à disposition de 50 DBA Béton comprenant l'amenée et le repli de ces séparateurs avec location du matériel et du personnel et la dépose de nuit.
- 44 641,23 euros HT pour des travaux de décapage,, revêtement bitumineux effectué Chemin du Vallon de L'Oriol
- 39 957,75 euros HT pour des travaux de déjointement et rejointement de pavages, dallages avec mortier Quai de Rive Neuve
- 5 489,40 euros HT concernant des travaux de mise en sécurité et de revêtement boulevard Charles Livon.
- 9 576,53 euros HT concernant des frais financiers et d'encadrement.

Les deux parties se sont rapprochées pour trouver une solution dans le cadre d'une transaction sur le montant à payer. L'entreprise Gregori Provence accepte de ramener le montant à 144 923,87 euros HT soit 6,19% d'abattement sur le montant total des prestations effectuées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° T17/051 relatif à des travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 1) : Marseille Centre : 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 7^{ème} arrondissement de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable avec l'entreprise Gregori Provence

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise Gregori Provence définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître relatif à l'objet même de la convention transactionnelle.

La convention entérine une indemnité à régler à l'entreprise Gregori Provence de 144 923,87 euros HT, soit 173 908,64 euros TTC

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence: Sous Politique C310 – Nature 4581161290 Fonction 844 – CT1 – Budget 00

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-3501/18/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel au marché n°T17/053 - Travaux de réparation et d'entretien de voirie : Lot 3 : Sud Marseille 6ème, 8ème, 9ème et 10ème arrondissement - Groupement SATR, SVCR, MALET**
MET 18/6314/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la présentation officielle du tracé du Tour de France 2017, le 18 octobre 2016, la Ville de Marseille a été pour la 36^{ème} fois, ville étape du Tour de France. Elle a accueilli le 22 juillet 2017, pour la première fois de son histoire, un contre-la-montre individuel de 22,5km.

Site de la 20^{ème} et avant-dernière étape du Tour de France 2017, la Ville de Marseille, durant deux jours, a été mobilisée pour accueillir cet événement.

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de voirie et de circulation sur le territoire Marseille Provence, a dû prendre en charge

d'importants travaux d'entretien et de sécurisation des voiries sur le périmètre du tracé du Tour.

Certaines demandes d'intervention ont été formulées très tardivement par les organisateurs du Tour de France.

Afin de gagner en réactivité, la Métropole a dû utiliser le marché de travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 3) – marché n°T17/053 notifié le 24 avril 2017 - dont le titulaire est le groupement SATR, SVCR, MALET sur les voies du 6^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissement de Marseille.

Conformément au cahier des charges du marché sus-visé (article 7.1.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières) et suite aux sollicitations émises par la Métropole par mail et appels téléphoniques, le groupement SATR, SVCR, MALET a répondu aux demandes d'intervention d'urgence liées à la sécurité par la mise en place de séparateurs en béton type DBA et à la réfection générale de l'avenue Pierre Mendès France (13008).

Compte tenu de l'imprévisibilité des sollicitations, les bons de commande afférents à ces prestations n'ont pas pu être validés à temps.

Ces prestations, d'un montant total de 142 351,77 euros HT ont permis de réparer une zone dégradée et de garantir une sécurité optimale du parcours du Tour 2017 afin d'obtenir un retour positif en terme d'image de Marseille via les médias locaux et nationaux.

Le groupement SATR, SVCR, MALET, bien qu'ayant pris en charge ces prestations, n'a pas été réglé des sommes afférentes à celles-ci et, en l'absence de bon de commande valide, tout en se basant sur la théorie de l'enrichissement sans cause, demande le paiement des sommes qui lui sont dues à savoir un montant total de 142 351,77 euros HT augmenté de 5 539,14 euros HT de frais financiers (soit 147 890,91 euros HT).

Les sommes dues se décomposent en :

- 110 333,00 € HT concernant l'installation, la maintenance et l'enlèvement de séparateurs DBA en béton avec location d'une chargeuse pelleuse.
- 30 068,77 € HT concernant la réfection générale de la chaussée de l'avenue Pierre Mendès France (13008).
- 1 950,00 € HT concernant des frais d'encadrement complémentaire.
- 5 539,14 € HT concernant des frais financiers.

Les deux parties se sont rapprochées pour trouver une solution dans le cadre d'une transaction sur le montant à payer. Le groupement SATR, SVCR, MALET accepte de ramener le montant à 140 422,42 euros HT soit 5,05% d'abattement sur le montant total des sommes sollicitées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marnier, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° T17/053 relatif à des travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 3) : Sud Marseille: 6^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissement de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un

contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;

- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable avec le groupement SATR, SVCR, MALET

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement SATR, SVCR, MALET, définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître relatif à l'objet même de la convention transactionnelle.

La convention entérine une indemnité à régler au groupement SATR, SVCR, MALET de 140 422,42 euros HT

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence: Sous Politique C310 – Nature 4581151290 Fonction 844 – CT1 – Budget Territoire 00
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-3502/18/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement relative aux travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques d'Orange dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - Section "Echangeur Florian/Chemin de Vallon de Toulouse" à Marseille

MET 18/6288/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 8 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment Orange, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par Orange dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie des réseaux de communications électroniques

situés dans l'emprise du projet était impactée par les travaux du BUS.

La réalisation du BUS nécessite donc le déplacement ou la protection d'une partie des réseaux de communications électroniques d'Orange, afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, conformément à la convention n°17/0813 approuvée par délibération n° VOI 002-2649/17/BM du 19 octobre 2017, Orange a réalisé les études relatives à la déviation et à la protection de ses réseaux de communications électroniques sur la section du BUS comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse.

La consistance des travaux à réaliser est définie dans la convention annexée à la présente délibération.

Compte tenu de l'étroite imbrication entre les travaux de génie civil du Boulevard Urbain Sud et de ceux du génie civil lié à la déviation et à la protection des ouvrages de communications électroniques, Orange souhaite déléguer à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil portant sur ses installations.

En revanche, Orange demeure maître d'ouvrage de la modification des câblages nécessaires à la réalimentation de l'ensemble de ses équipements et de ses clients.

Le coût total de ces travaux a été évalué à 158 658,67 € HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement des travaux de génie civil de déplacement des installations et des réseaux d'Orange qu'elle réalise en maîtrise d'ouvrage déléguée et qui ont été estimés à 116 500,00 € HT.

Orange, en sa qualité d'occupant du domaine public routier, assure le financement des travaux de câblage de dévoiement de ses équipements de communications électroniques qui ont été évalués à 42 158,67 € HT.

Orange supporte également financièrement la totalité des frais d'études engagés pour les travaux de dévoiements et de protection de ses ouvrages de communications électroniques sur cette section du BUS qui représentent 51 587,50 € HT.

Ainsi, il apparaît que les coûts relatifs à la déviation et à la protection des ouvrages de communications électroniques situés sur la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse sont équitablement répartis entre Orange et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin d'acter les dispositions, ci-dessus, entre les parties concernées, a été établie la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement, ci-

annexée, qui précise les modalités techniques, temporelles et financières de réalisation des travaux à apporter aux réseaux de communications électroniques d'Orange nécessités par la réalisation du projet du Boulevard Urbain Sud, dans sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La délibération n° VOI 002-2649/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 février 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, il est nécessaire que soient déviés ou protégés plusieurs réseaux de communications électroniques d'Orange ;
- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique, temporelle et financière, qu'Orange délègue à la Métropole Aix-

Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil de déplacement et de protection portant sur ses installations ;

- Qu'Orange demeure maître d'ouvrage des travaux de câblages correspondants ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et Orange participent respectivement à hauteur de 116 500,00 € HT et de 93 746,17 € HT aux études et travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à une délégation de maîtrise d'ouvrage et de financement conclue entre Orange et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la réalisation de travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques d'Orange, dans le cadre des travaux de la section « Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse » du projet du Boulevard Urbain Sud, à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Le montant restant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux est estimé à 116 500,00 € HT et celui à la charge d'Orange est évalué à 42 158,67 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-3503/18/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement par fonds de concours avec le CD13 (phase "Etudes" - conception et réalisation), pour le projet d'aménagement du Boulevard Urbain Multimodal à Gignac-la-Nerthe MET 18/6131/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La départementale D368 est un axe de passage fort de la commune de Gignac-la-Nerthe ; elle diffuse des flux importants à l'échelle du pourtour de l'Etang de Berre, avec pour contrainte essentielle la circulation des convois exceptionnels. La place du véhicule y est largement privilégiée, de par le calibrage de la voie, l'absence de traitement des accotements et par les vitesses autorisées variant de 70 à 90 km/h selon les tronçons.

Avec le développement de l'urbanisation et la présence de l'école St Louis, la voie départementale constitue donc une véritable fracture urbaine, inadaptée aux besoins des usagers du secteur.

Aujourd'hui, la volonté de la Métropole et de la commune est de requalifier cette voie en Boulevard Urbain Multimodal (BUM) avec pour objectif principal de sécuriser tous les types de déplacements.

Ce projet ayant vocation à répondre à des problématiques urbaines et la Métropole étant compétente sur son territoire en matière d'aménagement de l'espace, une autorisation de programme de 9 500 000 euros a été créée au budget 2017 (opération 2017107300). L'aménagement en boulevard urbain impliquera à terme le déclassement de la RD368 en voie métropolitaine.

L'opération vise notamment à :

- Créer des contre-allées dédiées à la desserte des zones urbanisées, aux circulations des modes doux et transports en commun, et offrant un stationnement linéaire ;
- Recalibrer les points d'échanges existants pour faciliter les différents flux (Est-Ouest de transit, Nord-Sud locaux, et les cheminements modes doux), et répondre aux problématiques de saturation aux heures de pointe et à l'augmentation prévisible de trafic ;
- Sécuriser l'itinéraire en traversée du tissu urbain, notamment au droit du groupe scolaire ;
- Appréhender les problématiques d'assainissement de l'ensemble du nouveau boulevard ;
- Envisager l'ensemble des équipements de voirie, ainsi que la signalisation verticale, horizontale et directionnelle ;
- Proposer une intégration paysagère de l'opération.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, de la Commune de Gignac-la-Nerthe et du Département, le Département décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole pour la phase « Etudes ».

La phase « Etudes » comprend :

- En conception : les études d'avant-projet, les études de projet ainsi que les Dossiers de Consultation des Entreprises. Elle comprend également les investigations (relevés topographiques, sondages, etc.) et les études complémentaires (études hydrauliques, études d'impact, étude circulaire, etc.) qui seront nécessaires pour mener à bien l'opération.
- En réalisation : le suivi de chantier, c'est-à-dire les phases VISA (VISA des études d'exécution), DET (Direction de l'Exécution des contrats de Travaux), OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux), AOR et GAR (Assistance lors des Réception et pendant l'année de GARantie de parfait achèvement) qui seront nécessaires pour suivre et contrôler la bonne exécution des travaux.

La convention ci-annexée a un double objet :

- Le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département au profit de la Métropole pour la réalisation des missions décrites ci-dessus.
- La définition des conditions de participation financières du Département et de la Métropole aux missions réalisées par la Métropole.

Une seconde convention sera établie à l'issue des études d'avant-projet au titre de la phase « Travaux ». Elle aura pour objet de déléguer temporairement la maîtrise d'ouvrage du Département au profit de la Métropole et de déterminer la participation financière du Département pour les travaux.

Il convient par conséquent de conclure, dans un premier temps, une convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit de la Métropole pour la phase « Etudes ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 005-2412/17/CM du 13 juillet 2017 portant création de l'opération d'aménagement du Boulevard Urbain Multimodal ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet d'aménagement du Boulevard Urbain Multimodal (BUM) sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- Que le Département a décidé de transférer temporairement sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation de la phase « Etudes » (conception et réalisation) ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage unique pour la réalisation de la phase « Etudes » et le financement par fonds de concours des missions d'études réalisées par la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-3504/18/BM

■ Approbation d'une convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement du parking des Peupliers MET 18/6356/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole et la Ville ont engagé un projet visant à aménager un parking public au droit du giratoire des Peupliers à Ceyreste tout en élargissant le chemin de la Grand Pièce. A cette fin une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 d'euros a été votée au budget de la Métropole.

Ce projet doit permettre de desservir le futur groupe scolaire de Ceyreste selon les conditions réglementaires obligatoires à son ouverture (accès secours, piétons).

Il s'agira également de développer l'offre de stationnement nécessaire à la salle polyvalente et aux écoles.

Afin, d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Ville de Ceyreste, visant à élargir le chemin de la Grand Pièce et développer l'offre de stationnement sur le secteur des Peupliers, la

Métropole et la Ville ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement du parking des Peupliers à Ceyreste, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Ville qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille Provence sera alors seule compétente pour la passation et l'exécution des marchés, l'attribution des marchés, les études et les travaux.

La prise en charge par la commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement du parking des Peupliers sur la commune de Ceyreste ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de

travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement du parking des Peupliers

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement du parking des Peupliers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"

CSGE 001-3505/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Girard titulaire du marché de travaux lot n°1 n° 2012M075 dans le cadre de la construction de la médiathèque intercommunale à Pertuis
MET 18/6178/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction de la médiathèque intercommunale à Pertuis (84), la Métropole, ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise GIRARD pour l'exécution des travaux du lot n°1 « Démolition, Restauration, Gros Œuvre » pour un montant de :

- pour la tranche ferme de 3 580 005,57 € HT, soit 4 281 686,66 € TTC ;
- pour la tranche conditionnelle de 28 446,67 € HT, soit 34 022,21 € TTC ;
- pour un total toutes tranches confondues de 3 608 452,24 € HT, soit 4 315 708,87 € TTC.

Un avenant n°1 a été notifié le 25 novembre 2015 entraînant une augmentation du prix global et forfaitaire de 4,99 %, répartie comme suit :

- pour la tranche ferme de 3 760 066,61 € HT, soit 4 512 079,93 € TTC ;

- pour la tranche conditionnelle de 28 446,67 € HT, soit 34 136,00 € TTC ;
- pour un total toutes tranches confondues de 3 788 513,28 € HT, soit 4 546 215,93 € TTC.

Un projet de décompte général d'un montant de – 433 631,47 € TTC prenant en compte les révisions et le montant des pénalités indiquées par le maître d'œuvre a été notifié à l'entreprise GIRARD le 6 septembre 2017.

L'entreprise a porté des réserves au décompte général sous forme d'un mémoire en réclamation dont les demandes formées consistaient en une demande d'annulation totale des pénalités de retard d'exécution appliquées et une demande de rémunération complémentaire d'un montant de 211 013,13 € HT, soit 253 215,76 € TTC fondée sur :

- la modification du programme de l'opération par le maître d'ouvrage ;
- la défaillance de trois entreprises en cours de chantier ;
- le retard du lot cloisonnement ;
- la prise en compte du chantier de la réfection de la rue Maréchal Leclerc par la ville de Pertuis.

Après avoir recueilli l'avis de son maître d'œuvre, et analysé les documents soumis par l'entreprise il apparaît :

- que les modifications du programme de l'opération par le maître d'ouvrage n'ont pas eu d'impact direct sur le travail de l'entreprise GIRARD, mais ont occasionné le retard du lot cloisonnement et donc retardé l'entreprise GIRARD dans l'exécution de ses prestations d'environ 20 jours, entraînant des frais de gestion de chantier supplémentaires ;
- que la défaillance de trois entreprises en cours de chantier et le chantier de la ville de Pertuis, ne constituent en aucun cas des éléments imprévisibles et ne peuvent donc ouvrir à aucune forme d'indemnisation. Cependant, il convient de tenir compte du retard induit par ces défaillances et ce chantier dont l'entreprise GIRARD ne peut être tenue responsable.

Sur la base de ces nouveaux éléments, il est apparu à la Métropole que :

- une partie des demandes de rémunération complémentaire de l'entreprise est justifiée au titre du non enrichissement de la personne publique

- pour un montant de 40 414,70 € HT soit 48 497,64 € TTC ;
- un retard effectif de 12 jours calendaires reste imputable à l'entreprise GIRARD entraînant l'application d'un montant de pénalité de 33 678,88 € HT soit 40 414,66 € TTC.

Après une réunion de négociation, tenue le 18 octobre 2017 dans les locaux de la Métropole, entre les services de la Métropole et l'entreprise GIRARD, les deux parties ont convenu de consentir les concessions réciproques suivantes aux fins de prévenir la naissance d'un contentieux :

- la Métropole : à ramener le montant des pénalités appliquées à l'entreprise Girard à la somme de 33 678,88 € HT soit 40 414,66 € TTC ;
- l'entreprise GIRARD : à limiter ses réclamations à un montant de rémunération complémentaire de 33 678,88 € HT, soit 40 414,66 € TTC. Et à un montant issu de la révision de prix à ces travaux de 561,97 € HT, soit 674,36 € TTC.

La présente délibération a pour objet d'approuver le protocole transactionnel qui aboutira à établir au titre du décompte général modifié, un nouveau solde de marché arrêté à 561,97 € HT, soit 674,36 € TTC tenant compte :

- des révisions de prix définitives pour un montant de 561,97 € HT, soit 674,36 € TTC ;
- d'une pénalité de retard d'un montant de 33 678,88 € HT, soit 40 414,66 € TTC ;
- d'une rémunération complémentaire d'un montant de 33 678,88 € HT, soit 40 414,66 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013_B086 du Bureau communautaire de la CPA du 7 mars 2013 approuvant le marché de travaux n° 2012M075 de la société GIRARD ;
- La délibération n°2015_B488 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'avenant n°1 au marché de travaux n° 2012M075 de la société GIRARD ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise GIRARD, annexé au présent rapport, portant :

- modification du montant des pénalités tenant compte du retard strictement imputable à l'entreprise GIRARD ;
- indemnisation de prestations supplémentaires exécutées dans le cadre du marché de travaux n° 2012M075.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le présent protocole transactionnel et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole - Autorisation de Programme n°430.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-3506/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Agence Régionale du Livre (ARL) - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/6325/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération de politique culturelle votée le 14 décembre 2017 par le Conseil de la Métropole, qui fixe comme priorité d'action dans ce domaine la lecture publique sous toutes ses formes, et comme cadre d'intervention, des critères de liens avec les communes du territoire et de rayonnement régional voire international, la Métropole soutien des acteurs culturels territoriaux.

ARL (Agence Régionale du Livre)

L'Agence Régionale du Livre, forte d'une expérience de 15 ans, est la seule structure associative du territoire à exercer des actions transversales en direction des professionnels du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, organisateurs de manifestations et résidences) et au service des politiques publiques du livre, autour de plusieurs missions fondamentales :

- Information (veille dynamique) et observation (chiffres clés, enquêtes ciblées, financements publics du livre) ;
- Formation professionnelle et accompagnement (expertise auprès des collectivités et des professionnels, conseil juridique, en gestion & analyse financière, en ;
- Projets collectifs et/ou innovants (conservation partagée jeunesse, biblioMix, bibliographies numériques partagées, expositions...) ;
- Développement de la lecture : prix littéraire des lycéens et apprentis de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, "Histoires vraies de la Méditerranée" en milieu carcéral.

Les grands axes qui guident l'ARL sont : adaptation au numérique & innovation, aide à la mutualisation et à la mise en réseau, développement de la lecture par la mise en œuvre et le pilotage de projets favorisant la rencontre entre des publics très divers et la création culturelle et artistique.

L'ARL a créé des relations bien établies tant avec les bibliothèques qu'avec les organisateurs de manifestations littéraires du territoire de la Métropole. Elle dispose d'un savoir faire reconnu en termes de mise en réseau, pilotage, compétences en termes de contenus littéraires et de création d'événements culturels.

En 2017, l'ARL, dans le cadre de ses missions, a accompagné la Métropole tant au niveau du développement de sa politique culturelle en faveur de la lecture publique que de la mise en réseau des équipements dont la première action a été l'événement "La Lecture par Nature". Ce partenariat a fait l'objet d'une évaluation par les services qui ont établi un bilan largement positif, constructif, adapté à la situation de construction de l'intervention métropolitaine en faveur de la Culture.

Pour 2018, outre les missions centrales de l'ARL ainsi que les actions réalisées en 2017 et amenées à être reconduites en 2018, la Métropole soutient l'ARL dans ses actions en direction des scolaires notamment autour de l'événement La Lecture par Nature. 1 000 à 2 000 jeunes seront ainsi associés à la manifestation.

Pour réaliser ces missions l'association sollicite la Métropole à hauteur de 120 000 € en 2018, la Métropole propose un financement à hauteur de 95 000 € pour cette année.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 95 000 € (quatre vingt quinze mille euros) à l'Agence Régionale du Livre.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole 2018, chapitre 65, fonction30, nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-3507/18/BM

■ Demande de subvention complémentaire auprès du Conseil Départemental 13 pour la construction d'une salle de spectacle et des festivités sur la commune d'Auriol MET 18/6388/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage la construction d'une salle de spectacle et des festivités sur la commune d'Auriol.

Le parti architectural développé pour ce projet consiste en une architecture résolument contemporaine, sobre et dynamique à la fois. La volumétrie d'ensemble clairement visible depuis le cœur village, s'intégrera harmonieusement avec celles présentes dans l'environnement immédiat comme le parc de la confluence ou groupe scolaire Claire Dauphin.

Cette nouvelle structure culturelle est unique sur le territoire de par sa jauge et ses capacités techniques polyvalentes, un outil pour les différents acteurs culturels ou économiques du territoire, que ce soit en terme d'événementiels, de création ou de diffusion culturelle.

Plusieurs configurations ont été prévues pour donner à cette nouvelle salle toute sa polyvalence et répondre à une demande variée de programmation et d'utilisation. Afin de répondre à tous les publics, le projet est partagé par plusieurs espaces qui sont à la fois complémentaires et utilisables de façon isolée :

- ✓ Une salle principale avec grande scène, 2 loges, un local de rangement, un équipement son et lumière. Elle pourra à la fois être complètement sombre pour l'organisation de spectacles ou très lumineuse et ouverte sur le parc de la confluence pour les événements festifs. Elle sera équipée d'un gradin rétractable d'une capacité de 400 places assises,
- ✓ Un grand hall d'accueil avec bar, vestiaire, toilettes...qui servira d'espace accueil et de billetterie,
- ✓ Une salle annexe de convivialité avec terrasse pouvant accueillir un maximum de 150 personnes,
- ✓ Un office (salle de préparation et de remise en chauffe de restauration), local de rangements....

En 2014, la commune d'Auriol a sollicité le Département 13 afin d'obtenir une subvention pour un projet de construction d'une salle de spectacle et des festivités sur son territoire. Subvention accordée à 75 % sur un montant subventionnable de 3 750 000 € HT (Commission Permanente du 22 octobre 2014).

En 2015, le Département a procédé au transfert de ladite subvention à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour un montant de 2 795 573 €.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention complémentaire auprès du Conseil départemental et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 166 668 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine » Demande initiale	80%	2 795 573 euros
Conseil Départemental 13 «aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine » Demande complémentaire		1 337 761 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	1 033 334 euros
TOTAL	100 %	5 166 668 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 31-0915 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 septembre 2015 créant l'Autorisation de Programme relative au lancement de la construction d'une salle de spectacles et de festivités ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : construction d'une salle de spectacle et de festivités.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'Etat Spécial de Territoire sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération : construction salle de spectacles Auriol - Nature : 458117400101.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au Budget primitif 2018 suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 13, nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-3508/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association COBIAC et paiement de la cotisation 2018
MET 18/6378/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association COBIAC a pour objet de développer et coordonner l'animation autour de la lecture publique et dans les faits, son objectif est la coopération régionale, nationale et internationale pour le développement de la lecture et des bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de contribuer à la création de bibliothèques ;
- de participer à l'enrichissement des collections par l'achat et le don de livres dans le respect de la Charte du don de livres ;
- de permettre la formation de bibliothécaires in situ et/ou en région PACA ;
- et d'organiser des manifestations culturelles.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de renforcer les compétences locales tout en favorisant le dialogue et la transmission des savoir-faire. Pour chacune des actions le COBIAC privilégie la construction de partenariats de long terme. Il s'agit dans le cadre de la coopération internationale de croiser les expertises, les expériences, de mutualiser les ressources pour un engagement réciproque et un développement durable de la culture.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 005-2107/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association COBIAC pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par COBIAC, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les collectivités de plus de 25 000 habitants, s'élève à 150 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 005-2107/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion de la Métropole à l'association COBIAC.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association COBIAC, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 150 euros pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-3509/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6371/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) est une association spécialisée, regroupant des bibliothèques confrontées aux mêmes problèmes et cherchant ensemble des solutions. Elle ne cherche pas à refaire ce que font déjà les partenaires institutionnels, associatifs ou privés mais veille au contraire à coopérer avec eux.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'échanger, de capitaliser et de diffuser des informations, des expériences et du savoir-faire ;
- de réaliser des études et des enquêtes ;
- de réaliser ou de référencer des outils répondant à des besoins communs ;
- de concevoir la prospective sur l'évolution des missions ;
- de représenter les directeurs des bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France auprès de tout partenaire institutionnel, public ou privé.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant l'échange d'expériences et de savoir-faire avec d'autres bibliothèques de grandes villes de France.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 004-2106/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBGV, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 20 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 004-2106/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV).

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBGV, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 20 euros pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association

des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 20 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-3510/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques (IB) et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6375/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Images en Bibliothèques (IB) a pour objet de mettre en place des actions de coopération nationale pour la mise en valeur des collections audiovisuelles dans les bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'accompagner les pratiques des bibliothécaires pour la diffusion de films et la médiation auprès des publics ;
- d'encourager la réflexion sur l'évolution du métier ;
- de favoriser les échanges interprofessionnels ;
- de faciliter la mutualisation des expériences ;
- de représenter le réseau auprès des partenaires.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la mise en valeur des ressources audiovisuelles de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 008-2110/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 480 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 008-2110/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion de la Métropole à l'association Images en Bibliothèque (IB).

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association IB, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 480 euros pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2018 ainsi

que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 480 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-3511/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6381/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) a pour objet de contribuer à la promotion de la documentation et de favoriser l'exercice de la profession de documentaliste et de bibliothécaire.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'organiser des formations continues à des tarifs préférentiels : stage de découverte à l'expertise ;
- d'organiser une journée annuelle de l'ADBS laquelle est un rendez-vous incontournable pour les membres ;
- d'organiser des journées d'étude et des ateliers gratuitement : événements filmés sur les pratiques et tendances professionnelles ;
- d'offrir un accès à un observatoire et référentiel métiers : outil de représentation des métiers et identification des compétences ;
- de publier la revue I2D – Informations, Données et Documents à des tarifs préférentiels : sujets d'actualité et sur les pratiques, méthodes et outils ;
- de publier des ouvrages à des tarifs préférentiels : publications de réflexion, manuels, guides pratiques, référentiels, outils de travail ;
- offrir un accès à l'espace emploi gratuitement ou à des tarifs préférentiels : offre de services sur l'emploi, les métiers et les compétences (annonces, prestations, banque de CV, etc.).

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant aux agents de la médiathèque intercommunale de bénéficier de services pour parfaire leur parcours professionnel par des formations, des journées d'études, des ateliers et des publications d'ouvrages et de revues à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 007-2109/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 264 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 007-2109/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest

Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 264 euros pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente, d'un montant de 264 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-3512/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6377/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) a pour objet de contribuer à la lutte contre l'illettrisme de par, entre autres, la mise à disposition de ressources documentaires et pédagogiques : veille pédagogique.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de répondre aux besoins d'information du public : mise en place d'un numéro vert « Illettrisme Info Service », d'un répertoire des actions régionales, une liste de diffusion, l'accès à un Centre de Documentation sis à Marseille dont le fonds est également consultable en ligne ;
- de répondre aux besoins de professionnalisation des acteurs intervenant dans le champ de l'accès aux savoirs de base ou de la langue française (les partenaires institutionnels, les formateurs, les travailleurs sociaux, les acteurs culturels et les acteurs économiques) en organisant des journées d'informations pédagogiques, des journées de communication, des groupes de travail thématique et en mettant à leur disposition des malles pédagogiques dans les départements ;

- de répondre aux besoins d'ingénierie des acteurs en fournissant des études et diverses publications.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant à la médiathèque intercommunale de soutenir la lutte contre l'illettrisme.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 006-2108/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par le CRI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 006-2108/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017

portant adhésion de la Métropole à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association CRI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 50 euros pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Ressources Illettrisme(CRI) pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 009-3513/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'association "Réseau Carel" et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6372/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « réseau Carel » (Coopération pour l'Accès aux Ressources numériques en bibliothèques) est un réseau national de compétences et d'échanges en matière de documentation électronique pour les bibliothèques publiques, structuré autour d'un outil collaboratif en ligne et a pour objet de contribuer à améliorer les offres éditoriales, les systèmes d'information, les modalités de tarification, l'ergonomie et l'accessibilité et développer les politiques d'acquisitions et de valorisation en matière de

ressources numériques, ainsi que l'observation des usages.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'évaluer et faire évoluer des offres de ressources numériques, les services associés et les modalités d'accès à ces offres sans intervention de l'association dans la négociation avec les fournisseurs et les membres de l'association ;
- de contribuer à clarifier et à faire évoluer les relations contractuelles avec les fournisseurs ;
- de contribuer au développement d'une offre accessible aux personnes en situation de handicap ;
- de favoriser la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion de la documentation électronique de la médiathèque intercommunale tout en bénéficiant de tarifs négociés.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 003-2849/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré au Réseau Carel pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Réseau Carel, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 003-2849/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant adhésion de la Métropole à l'Association « Réseau Carel ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Réseau Carel, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 50 euros, pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Réseau Carel » pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 010-3514/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Kohala et paiement de la cotisation 2018
MET 18/6373/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Kohala a pour objet le développement, la protection, la promotion et la diffusion du logiciel libre de gestion de bibliothèque Koha.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- la libre utilisation du logiciel, pour quelque usage que ce soit ;
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses propres besoins ;
- la libre redistribution des copies de façon à pouvoir aider des collègues ;
- la liberté d'améliorer le programme et de diffuser les améliorations au public de façon à ce que l'ensemble de la communauté en tire avantage ;
- la promotion du développement du logiciel libre Koha sur le plan international ;
- la participation des membres de l'association à des congrès ou colloques professionnels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant le développement du logiciel libre Koha utilisé au sein de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 002-2848/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Kohala pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Kohala, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 002-2848/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant adhésion de la Métropole à l'association Kohala.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Kohala, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 300 euros pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Kohala pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 011-3515/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)
MET 18/6317/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération de politique culturelle votée le 14 décembre 2017 par le Conseil de la Métropole, permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture à travers différents espaces de concertation, d'échanges de pratiques et de prises de position au niveau national notamment dans le cadre de la FNCC.

La Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture - FNCC, fondée en 1960 à l'initiative de l'homme politique et écrivain Michel Durafour, a concrétisé la volonté des collectivités territoriales de faire valoir leur propre engagement culturel. Réunissant des élus de l'ensemble des échelons territoriaux et de toute sensibilité politique (plus de 550 collectivités), elle a su devenir pour le champ culturel un élément fédérateur entre l'ensemble des associations d'élus. La FNCC est également en dialogue constant avec le Sénat et l'Assemblée Nationale ainsi qu'un interlocuteur incontournable du Ministère de la Culture auquel elle est liée par une convention triennale depuis 2001.

La FNCC a eu à cœur d'établir des liens étroits avec les milieux professionnels – artistes et opérateurs culturels – ainsi qu'avec les acteurs associatifs. Lieu privilégié de dialogue, d'échanges, d'expériences et de réflexions partagées entre les élus à la culture, la FNCC contribue à l'élaboration des politiques culturelles publiques au plus près des territoires. Depuis 1998, une Charte en énonce les principes premiers.

Travaillant à la croisée de toutes les forces culturelles et artistiques, la FNCC s'est donnée librement et en toute indépendance une mission de médiation et de veille.

Les collectivités territoriales sont représentées paritairement au Conseil d'Administration et au Bureau.

Les élus travaillent en collégialité au sein des groupes de travail et de réflexion ouverts à tous les adhérents et dont les sujets recoupent toutes les thématiques des politiques culturelles publiques et permettent d'analyser et d'élaborer des propositions et une parole propre.

Déborah MÜNZER, maire adjointe à la Culture de la ville de Nogent-sur-Marne, préside aujourd'hui la F.N.C.C. Les présidents sont désignés pour 3 ans - respectant une alternance statutaire - par le Conseil d'Administration constitué de représentant-e-s de 64 collectivités territoriales reflétant la diversité politique, géographique et démographique de ses

adhérents, ainsi que le pluralisme de ses travaux et réflexions.

Compte tenu de ce qui précède, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association en 2018 pour un montant de 3.683 (trois mille six cent quatre-vingt trois) euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et
- d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture – FNCC pour l'année 2018, pour un montant de 3.683 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 11, fonction 20, voiture 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 012-3516/18/BM

**■ Soutien financier et logistique à la réalisation du voyage de la frégate Hermione et à sa première escale au Vieux Port de Marseille
MET 18/6622/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Hermione La Fayette conduit depuis plus de 20 ans le projet Hermione à Rochefort avec pour première étape, la reconstruction à l'identique de l'Hermione, la frégate qui emmena La Fayette en Amérique.

Le site de l'Hermione est un des sites touristiques majeurs de la région Nouvelle Aquitaine. Depuis son ouverture au public en 1997, le site a reçu plus de 4,5 millions de visiteurs.

Après le défi réussi de la construction d'une frégate royale du XVIIIème siècle, l'Hermione est aujourd'hui un navire à flots et navigant.

L'association HLF, armateur du navire, a réalisé avec succès le voyage Hermione 2015, le voyage inaugural de la frégate sur les traces de La Fayette.

Un périple de plus de 4 mois, plus de 10 000 miles parcourus, au cours desquels la frégate et son équipage ont enchaîné des escales triomphales dans les principaux ports de la côte est des Etats Unis (13 au total), au Canada et aussi en France, à Brest et à Bordeaux.

En 2016, la frégate a repris ses navigations au large des côtes françaises, et participé comme invitée d'honneur aux fêtes maritimes internationales de Brest.

L'Hermione navigue avec un équipage singulier, composé pour partie de professionnels mais également de jeunes volontaires sélectionnés sur leurs motivations et aptitudes physiques, prêts à embarquer dans une formidable aventure humaine, pour y apprendre les manœuvres à bord d'un vieux gréement et se mesurer aux contraintes de la vie à bord d'une frégate.

Depuis fin 2014, et les premiers essais à la mer de la frégate, l'Association Hermione-La Fayette a déjà formé plus de 230 jeunes volontaires.

Aujourd'hui le projet Hermione est véritablement incarné par ces jeunes de tous horizons, venus se former à l'école de la mer.

Pour l'avenir, l'Association Hermione souhaite conserver ce modèle et continuer de former des jeunes désireux de rejoindre une aventure maritime hors du commun.

Le prochain grand voyage de l'Hermione est programmé pour le printemps 2018 avec pour destination les ports des rivages français et étrangers de la Méditerranée.

Un périple de plus de 4 mois, de Février, à Juin 2018 au départ de Rochefort, et plus précisément en avril 2018 à Marseille.

L'Association Hermione-La Fayette propose aux collectivités et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), candidats à une escale de l'Hermione, d'apporter leur soutien

financier et logistique à la réalisation du voyage de la frégate. En retour, les villes ou EPCI bénéficieront de contreparties associées à l'image de la frégate, sa notoriété, et son impact auprès du grand public et des médias.

La Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) a souhaité accueillir l'Hermione sur son Territoire, dans le Vieux-Port de Marseille du 12 au 16 avril 2018.

Le navire sera amarré sur le quai de la Fraternité dans le Vieux-Port de Marseille et sera ouvert au public.

Formidable vecteur de promotion, l'Hermione battra pavillon de la Métropole.

Chaque visite de la frégate Hermione suscite un réel engouement du public et des médias (en 2015 : 85 sujets sur TF1, France 2, France 3, M6 , 51 heures de Tv en France, 2000 articles de presse en France , 340 reportages TV et 2 400 sujets à l'international, 15 millions de pages vues sur les médias sociaux de l'Hermione) et génère d'importantes retombées économiques pour l'ensemble des acteurs locaux.

A ce titre il est proposé une convention de partenariat avec l'association Hermione La Fayette et une participation financière de 50 000€ TTC pour l'organisation de cet événement ainsi qu'une participation logistique évaluée à 42 950 € TTC répartie comme suit :

- 7 950 € TTC relatif à l'exemption totale de redevance pour l'utilisation du terre , du poste à flot, et la consommation des fluides (eau électricité) au quai de la Fraternité du 12 au 16 Avril 2018 .

-35 000 € TTC Valorisation de la campagne de communication l'Hermione à Marseille : création et design du visuel, impression du visuel, affichage sur tout le réseau métropolitain, création et valorisation du contenu sur les supports digitaux

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les demandes de subventions qui émanent des associations qui portent des projets d'envergure nationale conduisent la Métropole à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire notamment en matière de communication.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de la Métropole d'un montant de 92 950 € TTC répartis comme suit :

- 50 000 euros TTC sous forme de subvention directe,
- 42 950 euros TTC sous forme de mise à disposition de moyens logistiques et humains à l'organisation de l'évènement.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Hermione La Fayette.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole centralisé.

A 310 / 022/ 6574

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 15 FÉVRIER 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

15 FÉVRIER 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 19 février 2018 et ce, pour une durée de deux mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nourati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - Richard MIRON - Jean-

Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINE - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Philippe VERAN - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Régis MARTIN - Serge ANDREONI représenté par Didier KHELFA - Guy BARRET représenté par Arnaud MERCIER - Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Louis CANAL représenté par Stéphane MARI - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Virginie MONNET-CORTI - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sandra DALBIN représentée par Catherine PILA - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Olivier FREGEAC représenté par Joël MANCEL - Alexandre GALLESE représenté par Maryse JOISSAINS MASINI - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Daniel HERMANN représenté par Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nicole JOULIA représentée par François BERNARDINI - Nathalie LAINE représentée par Patrick GHIGONETTO - Albert LAPEYRE représenté par Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre MAGGI représenté par Olivier GUIROU - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Christophe MASSE représenté par Eric SCOTTO - Florence MASSE représentée par Nathalie PIGAMO - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Yves MESNARD représenté par André JULLIEN - Marie-Claude MICHEL représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Chrystiane PAUL représentée par Marie-Louise LOTA - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Julien RAVIER représenté par Mireille BALLETTI - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Carine ROGER représentée par Martine RENAUD - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Loïc BARAT - Odile BONTHOUX - Nadia BOULAINSEUR - Laurent COMAS - Claude FILIPPI - Samia GHALI - Albert GUIGUI - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Patrick MENNUCCI - André MOLINO - Stéphane PAOLI - Roger PELLENC - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON -

Patrick PIN - Henri PONS - Roland POVINELLI - Marie-France SOURD GULINO - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

ETAIENT REPRESENTES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Monique CORDIER par Michel AZOULAY à 10h52 – Bernard RAMOND par Frédéric GUINIERI à 11h00.

ETAIENT EXCUSES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Roger RUZE à 10h05 - Michel LAN à 10h53 - Jean-Louis BONAN à 10h54 – Arlette FRUCTUS à 10h54 – Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES à 10h54 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 11h00 - Antoine MAGGIO à 11h00 - Marie MUSTACHIA à 11h00 – Dominique TIAN à 11h00 - Michel MILLE à 11h05 - Marie-Arlette CARLOTTI à 11h05 - Frédéric COLLART à 11h15 - Lisette NARDUCCI à 11h15 - Gérard POLIZZI à 11h20.

***Commission "Finances et
Administration Générale"***

FAG 001-3517/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 14 logements sociaux "Traverse de la Dominique" située 25 Traverse de la Dominique à Marseille MET 18/6404/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 14 logements sociaux « Traverse de la Dominique » située 25 Traverse de la Dominique à Marseille, 13011.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 1 940 466 € est financée par un emprunt de 1 321 047 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 594 471,15 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 046 421 745 €, un passif réel (dettes) à 578 880 945 €. L'actif net comptable

s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64685 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 321 047 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64685.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération de construction de 14 logements sociaux « Traverse de la Dominique » située 25 Traverse de la Dominique à Marseille, 13011.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-3518/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition-réhabilitation de 16 logements sociaux "Le Carat" située 121 Avenue de la Capelette à Marseille
MET 18/6407/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-réhabilitation de 16 logements sociaux « Le Carat » située 121 Avenue de la Capelette à Marseille, 13010.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 1 078 644 € est financée par un emprunt de 544 115 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 244 851,75 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 046 421 745 €, un passif réel (dettes) à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 66221 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 544 115 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 66221.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition-réhabilitation de 16 logements sociaux « Le Carat » située 121 Avenue de la Capelette à Marseille, 13010.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3519/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition-réhabilitation de 5 logements sociaux "Camille Flammarion" située 3 Boulevard Camille Flammarion à Marseille
MET 18/6408/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-réhabilitation de 5 logements sociaux « Camille Flammarion » située 3 Boulevard Camille Flammarion à Marseille, 13001.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 354 728 € est financée par un emprunt de 204 044 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 91 819,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 046 421 745 €, un passif réel (dettes) à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65669 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 204

044 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65669.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition-réhabilitation de 5 logements sociaux « Camille Flammarion » située 3 Boulevard Camille Flammarion à Marseille, 13001.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3520/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 19 logements sociaux "Le Hameau du Rocher" située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille MET 18/6409/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 19 logements sociaux « Le Hameau du Rocher » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 1 246 144 € est financée par un emprunt de 639 553 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 287 798,85 €.

L'analyse financière de la SA HLM LOGIREM effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65959 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 639 553 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65959.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 19 logements sociaux « Le Hameau du Rocher » située

Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-3521/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 18 logements sociaux "Le Hameau de la Pinède" située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille MET 18/6410/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 18 logements sociaux « Le Hameau de la Pinède » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 1 175 976 € est financée par un emprunt de 603 541 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 271 593,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65960 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 603 541 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65960.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 18 logements sociaux « Le Hameau de la Pinède » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-3522/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM UNICIL pour le financement de l'opération de réhabilitation de 40 logements sociaux "Résidence Le Gibbes" située 103 Chemin de Gibbes à Marseille MET 18/6412/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 40 logements sociaux située 103 Chemin de Gibbes « Résidence Le Gibbes », à Marseille, 13014.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM UNICIL, cette opération, d'un montant total de 100 000 € est financée par un emprunt de 100 000 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 45 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65811 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 100 000 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue UNICIL à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65811.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 40 logements sociaux située 103 Chemin de Gibbes « Résidence Le Gibbes » à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-3523/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 79 logements sociaux "Le Parc de la Valette" située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille**
MET 18/6414/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 79 logements sociaux « Le Parc de la Valette » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 3 019 024 € est financée par un emprunt de 1 549 442 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 697 248,90 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65961 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 549 442 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65961.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 79 logements sociaux « Le Parc de la Valette » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-3524/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes "Les Cannes Blanches" situé 9 Rue Edouard Mossé à Marseille**
MET 18/6415/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de l'EPHAD « Les Cannes Blanches » d'une capacité de 112 lits pour 73 logements situé 9 rue Edouard Mossé à Marseille, 13013.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 439 935 € est financée par un

emprunt de 348 000 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 156 600 €.

L'analyse financière de la SA HLM LOGIREM effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 68662 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 348 000 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 68662.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de l'EPHAD « Les Cannes Blanches » d'une capacité de 112 lits pour 73 logements situé 9 rue Edouard Mossé à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période

sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-3525/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de construction de 7 logements sociaux "Résidence Ruisseau Mirabeau 1" située Chemin du Littoral à Marseille
MET 18/6418/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 7 logements sociaux située Chemin du Littoral « Résidence Ruisseau Mirabeau 1 » à Marseille, 13016.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération, d'un montant total de 1 226 817 € est financée par un emprunt de 696 135 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 313 260,75 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 71428 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 696 135 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 71428.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destinée à financer une opération de construction de 7 logements sociaux située Chemin du Littoral « Résidence Ruisseau Mirabeau 1 » à Marseille, 13016.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-3526/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM UNICIL pour le financement de l'opération de réhabilitation de 27 logements sociaux "Résidence Les Douanes" située Montée Mouren à Marseille MET 18/6419/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 27 logements sociaux située Montée Mouren « Résidence Les Douanes », à Marseille, 13015.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM UNICIL, cette opération, d'un montant total de 230 290 € est financée par un emprunt de 195 747 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 88 086,15 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65807 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 195 747 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue UNICIL à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65807.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 27 logements sociaux située Montée Mouren « Résidence Les Douanes » à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-3527/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 76 logements sociaux "Le Vaucanson" située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille**
MET 18/6422/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 76 logements sociaux « Le Vaucanson » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération, d'un montant total de 2 216 114 € est financée par un emprunt de 1 137 367 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 511 815,15 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, un passif réel (dettes) à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose

principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65958 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 137 367 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65958.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 76 logements sociaux « Le Vaucanson » située Les Hauts de Mazargues, Baou de Sormiou à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-3528/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de construction de 24 logements sociaux "La Fonse" située Rue de la Fonse à Gignac La Nerthe MET 18/6416/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 24 logements sociaux située Rue de la Fonse à Gignac La Nerthe.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération, d'un montant total de 3 688 045 € est financée par un emprunt de 2 839 679 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 561 823,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 71426 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 839 679 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières

et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 71426.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destinée à financer une opération de construction de 24 logements sociaux située Rue de la Fosse à Gignac La Nerthe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-3529/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de construction de 27 logements sociaux "Jules Ricaud" située 1 Avenue Jules Ricaud à Gignac La Nerthe
MET 18/6417/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 27 logements sociaux située 1 Avenue Jules Ricaud à Gignac La Nerthe.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération, d'un montant total de 3 400 384 € est financée par un emprunt de 2 543 338 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 398 835,90 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 72048 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 543 338 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72048.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destinée à financer une opération de construction de 27 logements sociaux située 1 Avenue Jules Ricaud à Gignac La Nerthe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-3530/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Association Un Toit pour le financement de l'opération d'acquisition réhabilitation de 7 logements sociaux située Boulevard des Ferrages à Rognes**

MET 18/6210/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 7 logements sociaux situés Boulevard des Ferrages à Rognes.

Portée à l'origine par l'Association Un Toit, cette opération d'un montant total de 775.000 € est financée par un emprunt de 228.000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Rognes.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 125.400 €.

L'analyse financière de l'Association Un Toit effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 748.253 €, un passif réel (dettes) à 374.975 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 373.278 €. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 23.991 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des

conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 70160 en annexe signé entre l'Association Un Toit et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 228.000 € souscrit par l'Association Un Toit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 70160.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 7 logements collectifs située Boulevard des Ferrages à Rognes.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association Un Toit dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Association Un Toit pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Association Un Toit est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Association Un Toit opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Un Toit.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec l'Association Un Toit, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-3531/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux "Les Salins du Lion" située RD20 à Vitrolles MET 18/6217/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « Les Salins du Lion » situés RD 20 à Vitrolles.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 18 690 064 € est financée par un emprunt de 13 964 023 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 7 680 212,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties

d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 72104 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 13 964 023 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72104.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 112 logements collectifs située RD 20 à Vitrolles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 12 logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-3532/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements PLS L'Araban située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers et retrait de la délibération FAG 017-3036/17/CM
MET 18/6502/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements PLS, située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers.

Portée par la SA HLM UNICIL, cette opération d'un montant total de 763 345 € est financée par un emprunt de 610 675 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de LA FARE LES OLIVIERES

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 335 871,25 €

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCEENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, un passif réel (dettes) à 977 724 626 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- L'article L242-1 du code des relations entre le public et l'administration ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 72589 en annexe signé entre la SA HLM UNICIL et la Caisse des Dépôts et Consignations;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de retirer la délibération FAG 017-3036/17/CM du 14 décembre 2017 qui ne faisait pas référence à la dernière version du contrat de prêt.

Délibère

Article 1 :

Est retirée la délibération du Conseil de la Métropole n°FAG 017-3036/17/CM en date du 14 décembre 2017 approuvant une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements PLS L'Araban, située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 610 675 euros souscrit par la SA HLM UNICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72589

Ce prêt, constitué de 3 lignes de prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs située chemin de la Gueirarde à La Fare les Oliviers.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM UNICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et

sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM Unicil.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-3533/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis pour 6 PLS à La Bastide à Auriol - Annule et remplace la délibération N° FAG 014-2270/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017**
MET 18/6456/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux, « La Bastide », située rue de la Cave à Auriol.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 13 juillet 2017 par délibération FAG 014-2270/17/CM. La délibération ayant été prise sur l'offre de prêt et non sur le contrat de prêt, elle en devient irrecevable. Il convient donc de délibérer à nouveau sur ce dossier.

Portée par la SA d'HLM Promologis, cette opération est financée par un emprunt d'un montant total de 928 716 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignation. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 510 793,80 €. L'analyse financière de la SA HLM PROMOLOGIS, dont le siège social est situé au 2 rue du Docteur Sanières, 31007 TOULOUSE, effectuée à partir du bilan certifié 2016, montre un actif comptable égal à 1 950 899 410 €, un passif réel (dettes) à 1 428 828 619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070 791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 24 461 391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5,
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988
- La délibération N° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de prêt N° 61592 en annexe signé entre la SA HLM Promologis et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 014-2270/17/CM du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 928 716 € souscrit par la SA HLM Promologis auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 61592.

Ce Prêt, constitué de 3 Lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs située rue de la Cave à Auriol.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM PROMOLOGIS dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de

discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Promologis est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Promologis opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 1 logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM PROMOLOGIS

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM PROMOLOGIS ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-3534/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis pour 34 PLUS et 22 PLAI au Hameau de Serre à Auriol - Annule et remplace la délibération N° FAG 013-2269/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017
MET 18/6457/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 56 logements collectifs (34 PLUS et 22 PLAI), « Hameau de Serre » située RD560 à Auriol.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 13 juillet 2017 par délibération FAG 013-2269/17/CM. La délibération ayant été prise sur l'offre de prêt et non sur le contrat de prêt, elle en devient irrecevable. Il convient donc de délibérer à nouveau sur ce dossier.

Portée par la SA d'HLM Promologis, cette opération est financée par un emprunt d'un montant total de 5 086 589 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 797 623,95 €.

L'analyse financière de la SA HLM PROMOLOGIS, dont le siège social est situé au 2 rue du Docteur Sanières, 31007 Toulouse, effectuée à partir du bilan certifié 2016, montre un actif comptable égal à 1 950 899 410 €, un passif réel (dettes) à 1 428 828 619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070 791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 24 461 391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5,
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de

vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de prêt N° 60931 en annexe signé entre la SA HLM Promologis et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 013-2269/17/CM du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 5 086 589 € souscrit par la SA HLM Promologis auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N 60931.

Ce Prêt, constitué de 4 Lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 56 logements collectifs « Le hameau de Serre », située RD 560 à Auriol.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM PROMOLOGIS dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM PROMOLOGIS

pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM PROMOLOGIS est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficie de 6 logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM PROMOLOGIS.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM PROMOLOGIS ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-3535/18/CM

■ Approbation des transferts d'emprunts des communes vers la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018 MET 18/5552/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A partir du 1^{er} janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Ce transfert de compétences s'accompagne par la reprise de l'ensemble du passif lié à ces compétences. Dès lors, afin de donner le cadre juridique aux établissements bancaires pour assurer le transfert de ces emprunts, il est proposé de lister

par commune et par établissement l'ensemble des emprunts qui sont transférés à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN010-012/16/CM du conseil métropolitain du 17 avril 2016 portant délégation du Conseil Métropolitain au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM Conseil métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les emprunts exacts ainsi que les montants transférés afin de fiabiliser les comptes métropolitains et que les banques puissent effectuer les transferts ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les transferts des emprunts, listés en annexe, à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Conformément à l'annexe de la présente délibération, au 1^{er} janvier 2018, une partie de l'encours des

emprunts cités ci-dessous est transférée à la Métropole :

- ✓ 4 428 000,00 € du contrat n° CO7059 contracté auprès de l'établissement bancaire Crédit Agricole par la Commune de Aix-en-Provence
- ✓ 35 335,73 € du contrat n° MON226514EUR contracté auprès de l'établissement bancaire Dexia par la Commune de Cabriès
- ✓ 7 608,57 € du contrat n° MON223026EUR/0229950 contracté auprès de l'établissement bancaire Dexia par la Commune de Coudoux
- ✓ 796 195,95 € du contrat n° A29110OI contracté auprès de l'établissement bancaire La Caisse d'Epargne par la Commune d'Istres
- ✓ 956 937,34 € du contrat n° MON212328EUR contracté auprès de l'établissement bancaire Dexia par la Commune de Rousset.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à procéder au transfert des contrats d'emprunt et à signer toute la documentation contractuelle nécessaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-3536/18/CM

■ Modification des montants de l'attribution de compensation provisoire des communes membres pour l'année 2018 MET 18/6473/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été créée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et les 92 communes membres. Ainsi, c'est en tenant compte des rapports intermédiaires d'évaluation des charges transférées adoptés par cette commission le 28 novembre 2017 que le Conseil de la Métropole a, par délibération du 14 décembre 2017, approuvé les montants de l'attribution de compensation provisoire des communes membres. Ces montants avaient alors été fixés à 654 486 972 € pour les attributions de compensation positives et à -555 542 € pour les attributions de compensation négatives.

En raison d'erreurs matérielles portant notamment sur les périodes de référence, la CLECT, réunie à nouveau le 9 février 2017, a révisé le rapport intermédiaire d'évaluation des charges en lien avec la compétence « Plan local d'urbanisme ».

L'évaluation intermédiaire des charges de trois communes a, dans ce cadre, été révisée conformément au tableau suivant :

Commune	Evaluation intermédiaire des charges nettes transférées (Rapport du 28 novembre 2017)	Proposition d'évaluation intermédiaire corrigée (Rapport du 9 février 2018)	Rectification à opérer sur l'attribution de compensation (Délibération du 15 février 2018)
Commune de FOS SUR MER	86 321,00 €	43 160,00 €	43 161,00 €
Commune d'AURONS	8 063,00 €	4 460,00 €	3 603,00 €
Commune d'ALLEINS	5 697,00 €	3 418,00 €	2 279,00 €

L'évaluation intermédiaire des charges de trois communes a, dans ce cadre, été révisée conformément au tableau suivant :

L'ajustement du montant prévisionnel des charges transférées est ainsi évalué par la CLECT à

+49 043,00 euros. Il convient en conséquence de prendre acte de cette modification et de communiquer aux communes membres concernées le nouveau montant de l'attribution de compensation provisoire pour l'année 2018.

L'évolution des attributions de compensation provisoire de l'année 2018 est la suivante :

Communes	AC 2018 provisoire adopté le 14 décembre 2017	Proposition de rectification - CLECT du 9 février 2018	AC 2018 provisoire modifiée
AIX-EN-PROVENCE	48 670 090,00 €		48 670 090,00 €
ALLAUCH	887 077,00 €		887 077,00 €
ALLEINS	828 609,00 €	3 603,00 €	832 212,00 €
AUBAGNE	12 218 369,00 €		12 218 369,00 €
AURIOL	-169 882,00 €		-169 882,00 €
AURONS	195 536,00 €	2 279,00 €	197 815,00 €
BEAURECUEIL	276 961,00 €		276 961,00 €
BELCODENE	21 280,00 €		21 280,00 €
BERRE-L'ETANG	34 603 854,00 €		34 603 854,00 €
BOUC-BEL-AIR	3 079 365,00 €		3 079 365,00 €
CABRIES	2 589 921,00 €		2 589 921,00 €
CADOLIVE	17 467,00 €		17 467,00 €
CARNOUX-EN-PROVENCE	101 733,00 €		101 733,00 €
CARRY-LE-ROUET	-154 916,00 €		-154 916,00 €
CASSIS	-7 536,00 €		-7 536,00 €
CEYRESTE	-114 808,00 €		-114 808,00 €
CHARLEVAL	1 063 322,00 €		1 063 322,00 €
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	437 138,00 €		437 138,00 €
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 766 847,00 €		12 766 847,00 €
CORNILLON-CONFOUX	1 105 566,00 €		1 105 566,00 €
COUDOUX	484 312,00 €		484 312,00 €
CUGES-LES-PINS	97 609,00 €		97 609,00 €
EGUILLES	1 636 439,00 €		1 636 439,00 €

Communes	AC 2018 provisoire adopté le 14 décembre 2017	Proposition de rectification - CLECT du 9 février 2018	AC 2018 provisoire modifiée
ENSUES-LA-REDONNE	230 172,00 €		230 172,00 €
EYGUIERES	1 891 365,00 €		1 891 365,00 €
FOS-SUR-MER	29 126 576,00 €	43 161,00 €	29 169 737,00 €
FUVEAU	1 039 047,00 €		1 039 047,00 €
GARDANNE	4 768 380,00 €		4 768 380,00 €
GEMENOS	7 964 836,00 €		7 964 836,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	752 984,00 €		752 984,00 €
GRANS	4 307 789,00 €		4 307 789,00 €
GREASQUE	415 437,00 €		415 437,00 €
ISTRES	60 718 927,00 €		60 718 927,00 €
JOUQUES	884 441,00 €		884 441,00 €
LA BARBEN	201 769,00 €		201 769,00 €
LA BOUILLADISSE	-4 593,00 €		-4 593,00 €
LA CIOTAT	7 161 386,00 €		7 161 386,00 €
LA DESTROUSSE	58 380,00 €		58 380,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 589 807,00 €		2 589 807,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 493 556,00 €		1 493 556,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 440 555,00 €		1 440 555,00 €
LAMANON	1 369 176,00 €		1 369 176,00 €
LAMBESC	996 368,00 €		996 368,00 €
LANCON-PROVENCE	2 850 977,00 €		2 850 977,00 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 175 784,00 €		1 175 784,00 €
LE ROVE	347 343,00 €		347 343,00 €

Communes	AC 2018 provisoire adopté le 14 décembre 2017	Proposition de rectification - CLECT du 9 février 2018	AC 2018 provisoire modifiée
LE THOLONET	478 222,00 €		478 222,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 775 886,00 €		6 775 886,00 €
MALLEMORT	3 749 246,00 €		3 749 246,00 €
MARIGNANE	9 426 862,00 €		9 426 862,00 €
MARSEILLE	136 602 688,00 €		136 602 688,00 €
MARTIGUES	95 394 680,00 €		95 394 680,00 €
MEYRARGUES	1 074 705,00 €		1 074 705,00 €
MEYREUIL	2 912 282,00 €		2 912 282,00 €
MIMET	771 000,00 €		771 000,00 €
MIRAMAS	29 386 608,00 €		29 386 608,00 €
PELISSANNE	2 241 337,00 €		2 241 337,00 €
PERTUIS	4 081 936,00 €		4 081 936,00 €
PEYNIER	671 056,00 €		671 056,00 €
PEYPIN	335 933,00 €		335 933,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	977 267,00 €		977 267,00 €
PLAN-DE-CUQUES	356 379,00 €		356 379,00 €
PORT-DE-BOUC	10 870 117,00 €		10 870 117,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 686 352,00 €		5 686 352,00 €
PUYLOUBIER	414 586,00 €		414 586,00 €
ROGNAC	9 124 446,00 €		9 124 446,00 €
ROGNES	657 811,00 €		657 811,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	314 733,00 €		314 733,00 €
ROQUEVAIRE	178 747,00 €		178 747,00 €

Communes	AC 2018 provisoire adopté le 14 décembre 2017	Proposition de rectification - CLECT du 9 février 2018	AC 2018 provisoire modifiée
ROUSSET	8 320 629,00 €		8 320 629,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587,00 €		289 587,00 €
SAINT-CANNAT	757 784,00 €		757 784,00 €
SAINT-CHAMAS	2 919 677,00 €		2 919 677,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	419 626,00 €		419 626,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	584 815,00 €		584 815,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 926 061,00 €		1 926 061,00 €
SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 466 526,00 €		1 466 526,00 €
SAINT-SAVOURNIN	-47 857,00 €		-47 857,00 €
SAINT-VICTOIRET	925 689,00 €		925 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	3 530,00 €		3 530,00 €
SALON-DE-PROVENCE	19 697 425,00 €		19 697 425,00 €
SAUSSET-LES-PINS	-55 950,00 €		-55 950,00 €
SENAS	2 684 545,00 €		2 684 545,00 €
SEPTEMES-LES-VALLONS	1 554 640,00 €		1 554 640,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 168 886,00 €		1 168 886,00 €
TRETS	1 420 860,00 €		1 420 860,00 €
VAUVENARGUES	279 346,00 €		279 346,00 €
VELAUX	3 130 374,00 €		3 130 374,00 €
VENELLES	1 793 678,00 €		1 793 678,00 €
VENTABREN	512 073,00 €		512 073,00 €
VERNEGUES	521 227,00 €		521 227,00 €
VITROLLES	28 760 565,00 €		28 760 565,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n° FAG 009-1742/17/CM du conseil de la métropole du 30 mars 2017

portant sur les attributions de compensation de l'année 2017

- les rapports adoptés par la commission locale d'évaluation des charges transférées le 9 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les montants provisoires de l'attribution de compensation pour l'année 2018 sont les suivants :

Communes	AC 2018 provisoire modifiée	Communes	AC 2018 provisoire modifiée
ENSUES-LA-REDONNE	230 172,00 €	AIX-EN-PROVENCE	48 670 090,00 €
EYGUIERES	1 891 365,00 €	ALLAUCH	887 077,00 €
FOS-SUR-MER	29 169 737,00 €	ALLEINS	832 212,00 €
FUVEAU	1 039 047,00 €	AUBAGNE	12 218 369,00 €
GARDANNE	4 768 380,00 €	AURIOL	-169 882,00 €
GEMENOS	7 964 836,00 €	AURONS	197 815,00 €
GIGNAC-LA-NERTHE	752 984,00 €	BEAURECUEIL	276 961,00 €
GRANS	4 307 789,00 €	BELCODENE	21 280,00 €
GREASQUE	415 437,00 €	BERRE-L'ETANG	34 603 854,00 €
ISTRES	60 718 927,00 €	BOUC-BEL-AIR	3 079 365,00 €
JOUQUES	884 441,00 €	CABRIES	2 589 921,00 €
LA BARBEN	201 769,00 €	CADOLIVE	17 467,00 €
LA BOUILLADISSE	-4 593,00 €	CARNOUX-EN-PROVENCE	101 733,00 €
LA CIOTAT	7 161 386,00 €	CARRY-LE-ROUET	-154 916,00 €
LA DESTROUSSE	58 380,00 €	CASSIS	-7 536,00 €
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 589 807,00 €	CEYRESTE	-114 808,00 €
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 493 556,00 €	CHARLEVAL	1 063 322,00 €
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 440 555,00 €	CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	437 138,00 €
LAMANON	1 369 176,00 €	CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	12 766 847,00 €
LAMBESC	996 368,00 €	CORNILLON-CONFOUX	1 105 566,00 €
LANCON-PROVENCE	2 850 977,00 €	COUDOUX	484 312,00 €
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 175 784,00 €	CUGES-LES-PINS	97 609,00 €
LE ROVE	347 343,00 €	EGUILLES	1 636 439,00 €
Communes	AC 2018 provisoire modifiée	Communes	AC 2018 provisoire modifiée
LE THOLONET	478 222,00 €	ROUSSET	8 320 629,00 €
LES PENNES-MIRABEAU	6 775 886,00 €	SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 587,00 €
MALLEMORT	3 749 246,00 €	SAINT-CANNAT	757 784,00 €
MARIGNANE	9 426 862,00 €	SAINT-CHAMAS	2 919 677,00 €
MARSEILLE	136 602 688,00 €	SAINT-ESTEVE-JANSON	419 626,00 €
MARTIGUES	95 394 680,00 €	SAINT-MARC-JAUMEGARDE	584 815,00 €
MEYRARGUES	1 074 705,00 €	SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 926 061,00 €
MEYREUIL	2 912 282,00 €	SAINT-PAUL-LES-DURANCE	1 466 526,00 €
MIMET	771 000,00 €	SAINT-SAVOURNIN	-47 857,00 €
MIRAMAS	29 386 608,00 €	SAINT-VICTORET	925 689,00 €
PELISSANNE	2 241 337,00 €	SAINT-ZACHARIE	3 530,00 €
PERTUIS	4 081 936,00 €	SALON-DE-PROVENCE	19 697 425,00 €
PEYNIER	671 056,00 €	SAUSSET-LES-PINS	-55 950,00 €
PEYPIN	335 933,00 €	SENAS	2 684 545,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	977 267,00 €	SEPTEMES-LES-VALLONS	1 554 640,00 €
PLAN-DE-CUQUES	356 379,00 €	SIMIANE-COLLONGUE	1 168 886,00 €
PORT-DE-BOUC	10 870 117,00 €	TRETS	1 420 860,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 686 352,00 €	VAUVENARGUES	279 346,00 €
PUYLOUBIER	414 586,00 €	VELAUX	3 130 374,00 €
ROGNAC	9 124 446,00 €	VENELLES	1 793 678,00 €
ROGNES	657 811,00 €	VENTABREN	512 073,00 €
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	314 733,00 €	VERNEGUES	521 227,00 €
ROQUEVAIRE	178 747,00 €	VITROLLES	28 760 565,00 €

Article 2 :

Les attributions de compensation positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer tout document permettant de communiquer aux communes l'attribution de compensation provisoire qui leur sera versée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-3537/18/CM

■ Réforme et cession, à titre onéreux, du véhicule Renault Mégane immatriculé BD 665 JY, à la compagnie d'assurances la Parisienne MET 18/6115/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole est propriétaire d'une flotte de véhicules. Elle est amenée à céder ses véhicules à la compagnie d'assurances dès lors que l'expertise les classe économiquement irréparables et que les garanties du contrat d'assurances le permettent.

Le véhicule Renault Mégane immatriculé BD 665 JY a fait l'objet d'un accrochage le 17 septembre 2017 alors qu'il était en stationnement. Compte tenu de son état technique, l'expert a fixé la valeur des réparations à 7 794 € T.T.C. et a classé le véhicule économiquement irréparable.

Ce montant dépassant la valeur du véhicule fixée à 6 200 € T.T.C., il apparaît nécessaire de céder le véhicule à la compagnie d'assurance La Parisienne et de récupérer l'indemnité correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le véhicule Renault Mégane immatriculé BD 665 JY est classé économiquement irréparable suite à l'expertise menée par le Cabinet BCA ;
- Que le cabinet d'expertise a fixé les indemnités d'assurance à 6 200 € T.T.C. ;
- Qu'il est nécessaire de retirer le véhicule Renault Mégane immatriculé BD 665 JY du parc automobile et de le céder à la compagnie d'assurances La Parisienne compte tenu de son état technique suite à l'accrochage du 17 septembre 2017 alors qu'il était en stationnement ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement au versement de cette indemnité ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réforme du véhicule immatriculé BD 665 JY dont le numéro d'inventaire est le 10SA71C0002182N00018.

Article 2:

Est approuvée la cession, en l'état, de ce véhicule à la Compagnie d'Assurances La Parisienne demeurant 34, avenue de la Gravelle – 94220 Charenton-le-Pont pour le montant de 6 200 € T.T.C..

Article 3 :

La recette sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-3538/18/CM

■ Approbation d'une convention de gestion avec la commune de Martigues relative à la compétence création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire MET 18/6355/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;

- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Martigues une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de garantir la continuité du service public il est nécessaire de conclure une convention de gestion avec la commune de Martigues relative à la compétence création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-3539/18/CM

■ Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes - Modifications MET 18/6485/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a créé douze Commissions Permanentes de Travail et d'Études dont la composition a été déterminée par la délibération modifiée n° HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016.

Cependant, suite à la démission de Messieurs Jean-Christophe GROSSI et Pierre MINGAUD, il convient de procéder à leur remplacement au sein des Commissions Permanentes de Travail et d'Études dans lesquelles ils avaient été désignés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant création de douze commissions de travail et d'études ;
- La délibération modifiée n° HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole relative à la composition des commissions de travail et d'études ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de la démission de Messieurs Jean-Christophe GROSSI et Pierre MINGAUD, il convient de procéder à leur remplacement au sein des Commissions Permanentes de Travail et d'Études dans lesquelles ils avaient été désignés ;

Délibère

Article unique :

Est modifiée comme suit la délibération modifiée n° HN 002-135/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 :

- Commission permanente de travail et d'études « Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur »

- Monsieur Jean-Christophe GROSSI est remplacé par Monsieur Moussa BENKACCI.

- Commission permanente de travail et d'études « Transports, Déplacements et Accessibilité »

- Monsieur Pierre MINGAUD est remplacé par Madame Christine CAPDEVILLE

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-3540/18/CM

■ Approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence MET 18/6275/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence accueille sur son domaine public, des opérateurs de téléphonie mobile pour les besoins en installations d'antennes relais.

En mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérateurs de réseaux : Bouygues Télécom, Free Mobile, Orange et SFR se sont concertés sur les infrastructures ainsi que sur le montant de la redevance d'occupation du domaine public afin d'assurer le déploiement durable des réseaux de téléphonie sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les enjeux sont le bon fonctionnement de la téléphonie mobile, l'attractivité du territoire, la

préservation des paysages ainsi que la prise en compte des besoins des concitoyens.

Conformément à l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence fixe l'assiette et le montant de la redevance due pour l'occupation de son domaine public.

Dans la mesure, où il n'y a pas lieu de distinguer les opérateurs entre eux, il est proposé d'harmoniser les conditions financières :

1/ OPERATEURS ECONOMIQUES :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation

y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le nouveau montant des redevances d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques installés le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de fixer l'assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par les équipements radioélectriques installés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par les équipements radioélectriques installés situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence comme suit :

1/ Opérateurs Economiques :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer:

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique C 310 – Nature 70323 – Code Gestionnaire 4DVEEP – Fonction 844

Ces redevances seront revalorisées au 1er janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-3541/18/CM

■ **Approbation d'une convention avec l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte au titre de la compétence "actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu" sur le périmètre de la commune de Pertuis**
MET 18/5731/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 012-1015/16/CM du 17 octobre 2016) et le Département du Vaucluse (n°2016-865 du 25 novembre 2016) se sont prononcés sur le transfert de trois groupes de compétences sur les huit groupes de compétences énumérées au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et selon les conditions qu'il énonce dans sa rédaction issue de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Parmi les compétences retenues par les deux collectivités et objet du présent rapport figurent:

- les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le transfert de cette compétence ne porte que sur le seul territoire de la Commune de Pertuis et s'intègre dans le cadre des compétences de la Métropole en matière de développement urbain et de cohésion sociale.

Ce transfert a fait l'objet d'une convention cadre en fixant les modalités de mise en œuvre et cosignée par le président du Conseil Départemental de Vaucluse et le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 janvier 2017.

Après une période transitoire d'une année du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017, où cette compétence a été exercée pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par le Conseil Départemental de Vaucluse par le biais d'une convention de gestion, il convient désormais que cette compétence soit intégrée et pilotée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- L'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles spécifie que pour la mise en œuvre des « actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, il est possible d'habiller des organismes publics ou privés dans les conditions prévues aux articles L. 313-8, L. 313-8-1 et L. 313-9 »,
- Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a habilité dans son arrêté n° l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) à cette fin.
- Conformément à l'article L.313-8-1 du Code d'Action Sociale et des Familles, cette habilitation est assortie d'une convention annuelle d'objectifs précisant les principaux axes d'intervention (les attendus de la mission) et la déclinaison opérationnelle des missions (les modalités d'intervention) sur le périmètre de la commune de Pertuis

et le montant de la subvention allouée à l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) pour ce faire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5217-2-IV du CGCT ;
- Le Code de l'Action sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L.121-2 et L.313-8-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2016-865 de l'Assemblée Départementale de Vaucluse du 25 novembre 2016 ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 ;
- La convention cadre de transfert de compétences signée le 23 janvier 2017 entre le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Président du Conseil départemental 84, sur le périmètre de la commune de Pertuis, membre de la Métropole ;
- L'arrêté d'habilitation par lequel le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence désigne l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) comme opérateur des actions de prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis,
- La convention entre le Conseil Départemental de Vaucluse et l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) au titre de la compétence "actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu" sur le périmètre de la commune de Pertuis,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annuelle ci-annexée permettant à la Métropole de confier à l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) la gestion, en son nom et pour son compte, de la prévention spécialisée sur le périmètre de Pertuis.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-3542/18/CM

**■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants vacataires pour les manifestations programmées en 2018 sur le site de Saint-Blaise
MET 18/6365/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des manifestations programmées en 2018 sur le site de Saint-Blaise il est nécessaire de recruter des intervenants vacataires pour assurer les conférences et les ateliers lors des manifestations suivantes :

- L'objet du mois : cette manifestation est proposée depuis 2014. A partir d'un objet découvert sur le site de Saint-Blaise, un scientifique développe, pour un public averti mais non spécialiste, une thématique concernant le site et son environnement. Les dates des conférences sont programmées les samedis 31 mars et 28 avril 2018. La rémunération par conférence est fixée au forfait journalier de 300 euros net soit au taux horaire brut de 26.28 euros représentant un volume horaire de 28.10 heures environ équivalent à 738.46 euros brut.
- L'agora des savoirs : depuis 2013, le Pays de Martigues en partenariat avec l'association ArchéoMed dont l'objet est de mieux faire connaître l'archéologie en milieu éducatif principalement au collège et au lycée, accueille à Saint-Blaise les scolaires et le grand public en vue de leur proposer des ateliers d'expérimentation archéologique. Cette année, la manifestation aura lieu le 18, 19 et 20 mai

2018. Ainsi, il s'agit de recruter un vacataire pour l'atelier de l'anthropologue qui sera rémunéré pour les trois jours d'intervention au forfait journalier de 300 euros net soit au taux horaire brut de 26.28 euros représentant un volume horaire de 42.15 heures environ équivalent à 1 107.69 euros brut.

La rémunération totale de ces interventions représente un montant de 1 846.15 euros brut, calculée sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 26.28 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'intervenants expérimentés est nécessaire à la réalisation des missions spécifiques et ponctuelles à caractère discontinu sur le site de Saint-Blaise, rémunérées à la vacation et après service fait ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'agents vacataires pour les conférences programmées les samedis

31 mars et 28 avril 2018 « l'objet du mois »; et pour animer les ateliers d'expérimentation archéologique lors de « l'Agora des savoirs » les 18, 19 et 20 mai 2018, sur le site de Saint Blaise. Ces interventions représentent un volume horaire total d'environ de 70.25 heures ;

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au forfait journalier de 300 euros net soit au taux horaire brut de 26.28 euros, rémunérées sur la base d'un état de présence après service fait ;

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-3543/18/CM

■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'un intervenant vacataire pour les patrouilles de surveillance et d'accueil à la direction du Grand Site Sainte-Victoire MET 18/6486/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la surveillance des massifs forestiers du Grand Site Sainte-Victoire, il est nécessaire de continuer à assurer la protection de ce territoire contre le risque d'incendie et à veiller au respect de la réglementation concernant la circulation au sein des massifs.

Les interventions sont les suivantes :

- effectuer des patrouilles de surveillance et d'accueil ;
- informer sur les législations en vigueur dans les communes ;
- veiller au respect de ces législations ;
- informer les randonneurs sur la sécurité en montagne et les risques spécifiques liés à l'environnement méditerranéen en saison estivale.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire expérimenté, pour une période de 5 mois allant du 1^{er} avril 2018 au 30 juin 2018, et du 1^{er} septembre 2018 au 31 octobre 2018, représentant un volume total de 49 jours (23 week-ends et 5 jours fériés), dans la limite de 9 heures de travail par jour.

La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de

présence après service fait, est fixée au taux horaire d'un montant brut de 100% du SMIC, avec la possibilité de percevoir les titres restaurant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'un intervenant expérimenté est nécessaire aux besoins de la direction pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour mener à bien les missions de surveillance et d'accueil au sein des massifs forestiers du Grand Site Sainte-Victoire du 1^{er} avril 2018 au 30 juin 2018 et du 1^{er} septembre 2018 au 31 octobre 2018, représentant un volume total de 49 jours (23 week-ends et 5 jours fériés), dans la limite de 9 heures de travail par jour.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire d'un montant brut de 100% du SMIC, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés pour le budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-3544/18/CM

■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'un intervenant vacataire pour l'animation d'une conférence MET 18/6367/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de développement culturel initiée en faveur des habitants du Territoire d'Istres-Ouest Provence, la médiathèque intercommunale organise, chaque année, un cycle de conférence dans le cadre de la manifestation « Les samedis de l'histoire ».

Cette conférence intitulée « L'Irlande du Nord, 20 ans après les accords de paix » s'adresse à de jeunes adultes, adultes et seniors souhaitant approfondir leurs connaissances en histoire. « A l'occasion du vingtième anniversaire des accords de paix du Vendredi Saint de 1998, cette conférence s'intéressera plus particulièrement à l'Irlande du Nord post-guerre civile, laquelle après 30 ans de conflit violent, a évolué lentement vers une forme de normalisation. Cependant, des conflits persistent entre certaines communautés locales. Alors que les négociations avec le Brexit ont commencé, le spectre du rétablissement d'une frontière entre les deux Irlande crispe les sensibilités des deux côtés. Cette conférence sera l'occasion d'évoquer l'équilibre précaire de ce territoire vulnérable, ainsi que ses espoirs et les défis auxquels il doit faire face ».

Cette conférence est proposée dans le cadre d'une collaboration Scènes & Cinés avec le théâtre de l'Olivier qui présente la pièce de théâtre « Mon traître » d'après les ouvrages « Mon Traître » et « Retour à Killybegs » de Sorj Chalandon, prévue le 17 avril 2018.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, nécessitant d'être dirigée par un maître de conférence diplômé, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire pour

animer cette conférence devant se dérouler le 7 avril 2018, de 15h00 à 17h00, au sein de la salle d'action culturelle de la médiathèque intercommunale d'Istres. La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 92.50 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'un intervenant diplômé est nécessaire aux besoins du service pour effectuer une mission spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'un agent vacataire pour l'animation d'une conférence devant se dérouler le 7 avril 2018, de 15h00 à 17h00, au sein de la salle d'action culturelle de la médiathèque intercommunale d'Istres.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations

fixées au taux horaire brut de 92.50 €, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 012, nature 64131.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-3545/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence MET 18/6368/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 061-2719/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018 au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Aujourd'hui, suite à la sollicitation de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence dans le cadre de mobilités par la voie de la mise à disposition visant à pourvoir des besoins d'emplois au sein des services de cette régie en remplacement d'emplois vacants inscrits dans l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, il s'agit :

- de remplacer 1 emploi de catégorie B, de la filière administrative exerçant les fonctions de « coordinatrice administrative » pour un temps de mise à disposition de 100% par un emploi de catégorie C de la filière technique exerçant les fonctions de « technicien polyvalent » pour un temps de mise à disposition de 100%, à compter du 1^{er} avril 2018.
- de remplacer 1 emploi de catégorie C, de la filière administrative exerçant les fonctions de « chargé de médiation-diffusion » pour un temps de mise à disposition de 100% par un emploi de catégorie C de la filière technique exerçant les fonctions de « technicien polyvalent » pour un temps de mise à disposition de 100%, à compter du 1^{er} avril 2018.

Pour ce faire, il convient de modifier par un avenant n° 1 l'annexe à la convention initiale, relative à la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, pour prendre en compte les modifications susdécrites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015, portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 061-2719/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017, approuvant la convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite à la sollicitation de la Régie Scènes et Cinés dans le cadre de la mobilité par voie de mise à disposition de deux agents de catégorie C issus de la filière technique visant à pourvoir deux emplois de « technicien polyvalent » au sein de ladite Régie en remplacement d'un emploi vacant de « coordinatrice administrative » de catégorie B de la filière administrative et d'un emploi vacant de « chargé de médiation-diffusion » de catégorie C de la filière administrative ;
- Que conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la métropole

Aix-Marseille-Provence entend faire droit à cette demande ;

- Qu'il convient, dès lors, de prendre en compte ces changements en modifiant par avenant n° 1 l'annexe à la convention initiale de mise à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, telle qu'approuvée par la délibération n° 061-2719/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018, modifiant, à compter du 1er avril 2018, l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence telle que présentée.

Article 2 :

Les dispositions de la convention de mise à disposition de personnels pour l'exercice 2018 au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence issues de la délibération n° 061-2719/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017, restent inchangées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-3546/18/CM

■ Procès-Verbal de l'élection du 12ème Vice-Président de la Métropole MET 18/6701/CM

Monsieur David Ytier, benjamin de l'assemblée, a été désigné en qualité de secrétaire par le Conseil de la Métropole (article L.2121-15 du CGCT).

Le secrétaire de séance a procédé à l'appel nominal des membres du Conseil.

Le Président dénombrant plus de 120 conseillers présents, a constaté que la condition de quorum posée à l'article L 2121-17 était remplie.

Le Président a par la suite, invité le Conseil de la Métropole à procéder à l'élection du 12^{ème} Vice-Président, en application des dispositions de l'article L.5218-6 du CGCT. Il a rappelé les dispositions de l'article L.212-4 du CGCT suivant lesquelles :

- les Vices-présidents sont élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés parmi les membres du Conseil de la Métropole.
- si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
- en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le Président précise que le scrutin aura lieu par vote électronique.

Le Président a invité les candidats à se faire connaître.

A fait acte de candidature :

- Didier KHELFA

Premier tour de scrutin

Le résultat des votes est le suivant :

- votants : 195
 - * dont procuration : 30
- bulletins blancs : 29
- abstentions : 2
- suffrages exprimés : 166
- majorité absolue : 84

A obtenu :

Didier KHELFA : 166 voix

Didier KHELFA ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé douzième Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

FAG 033-3617/18/CM

■ Participation au financement d'équipements - Approbation d'une convention avec la commune de Grans relative à plusieurs opérations

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux Métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du Code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Grans a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- Climatisation des écoles maternelle et élémentaire ainsi que l'installation d'une VMC double flux,
- Réhabilitation du bâtiment du lavoir – square Marcel Laurens,
- Création de sanitaires et d'une cour à l'école élémentaire.

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 520 000 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 260 000 €.

Elle est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-

Marseille-Provence portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;

- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du Budget Primitif 2018 et des Etats Spéciaux de Territoires ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'ensemble des opérations listées ci-dessus sur la commune de Grans ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 260 000 € à la commune de Grans pour l'ensemble des opérations listées ci-dessus ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans précisant les modalités de versement de ladite participation.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501700, nature 2041412, opération 2017501700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-3547/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement "contrat Plan Etat Région 2015-2020 - Volet enseignement Supérieur Recherche"

MET 18/6222/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique par la création de connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement des projets académiques ambitieux et en cohérence avec sa stratégie d'attractivité et de développement de l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération DEV 010-1180/15/CC, approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De la même manière, le conseil de Territoire du Pays d'Aix avait adopté trois délibérations avec ouverture des Autorisations de Programme correspondantes permettant de financer les opérations ESR inscrites au CPER (14 750 000 euros) ; une opération CPER pour le technopôle de l'Arbois (2 200 000 euros) et pour le financement de la Cité des énergies (3 000 000 euros).

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernent huit opérations et se ventilent de la façon suivante :

• Centrale Marseille	5 000 000 €
• Polytech Marseille ;	500 000€
• Le regroupement des neurosciences à la Timone ;	2 000 000 €
• Le campus de Marseille Saint-Charles ;	1 000 000€
• L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;	2 000 000€
• Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;	500 000€
• La plateforme mécanique CEMEA ;	500 000€
• La Fondation Méditerranée Infection/Biobank ;	500 000€

Le dossier d'expertise du bâtiment de l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) a été révisé en 2016 et requiert désormais une participation financière de la Métropole à 6 000 000 €, soit une augmentation de 4 000 000€ par rapport à l'engagement prévu ci-dessus.

Par ailleurs, la ville d'Aubagne a réévalué l'enveloppe financière du projet de restructuration des bâtiments du département Sciences Arts et Techniques de l'Image et du Son (SATIS) d'Aix-Marseille Université. La ville a donc sollicité une participation financière de la Métropole à hauteur de 1 000 000€.

L'opération d'investissement *DPEAT-15/07*, « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Volet Enseignement Supérieur Recherche » inscrite au budget enregistré dans l'autorisation de programme 2015112600 du programme B360 de la Métropole doit donc être révisée pour un montant de 5 000 000€.

Cette révision porte la revalorisation du montant de l'opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » à 35 500 000 €, toutes autorisations de Programme confondues, votées par les Conseils de Territoire du Pays d'Aix et de Marseille-Provence.

Cette revalorisation s'appliquera plus spécifiquement sur l'Autorisation de Programme du conseil de territoire de Marseille-Provence, la réévaluant de 12 000 000 à 17 000 000 d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC, approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 5 000 000€ de l'opération d'investissement « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Volet Enseignement Supérieur Recherche » inscrite au Budget principal métropolitain du Conseil de Territoire Marseille-Provence afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 000 000€ de la dite opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération inscrite au Budget principal métropolitain du conseil de territoire Marseille-Provence, « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Volet Enseignement Supérieur Recherche » d'un montant de 12 000 000 €, portant le montant de l'opération à 17 000 000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2015112600 sont inscrits au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B360 – Natures : 204181 – 204182 – 2041582 – Fonction 67.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 3 350 000 € T.T.C au Budget Principal Métropole

CP 2018 : 2 250 000 T.T.C au Budget Principal Métropole

CP 2019 : 6 000 000 T.T.C au Budget Principal Métropole

CP 2020 : 3 000 000 T.T.C au Budget Principal Métropole

CP 2021 : 1 100 000 T.T.C au Budget Principal Métropole

CP sur exercices suivants : 1 300 000 T.T.C au Budget Principal Métropole .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-3548/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Accompagnement des projets d'investissement Enseignement Supérieur et Recherche"
MET 18/6223/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

Pour assurer le développement de l'Enseignement Supérieur et Recherche, la Métropole intervient d'une part au titre du « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » en affectant une enveloppe globale de 35,5 millions d'euros et d'autre part « hors CPER » pour faciliter la mise en œuvre de projets importants valorisant les 6 filières d'excellence définies dans l'Agenda du Développement Économique adopté en mars 2017, à savoir :

- La santé
- Le maritime et la logistique
- Les industries numériques et créatives
- L'environnement et l'énergie
- L'aéronautique et la mécanique
- Le tourisme et l'attractivité

Le montant global de cette capacité d'intervention « hors CPER » de la Métropole s'élève à 8 000 000 euros, réparti entre le Conseil de Territoire de Marseille-Provence : 6 500 000 euros et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 1 500 000 euros.

Dans ce cadre, l'affectation, pour un montant de 6 500 000 €, de l'opération 2017100400 « Accompagnement des projets d'investissement enseignement supérieur et recherche », et inscrite au Budget principal métropolitain du conseil de territoire Marseille-Provence s'avère nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 6 500 000 € de l'opération 2017100400 afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Accompagnement des projets d'investissement enseignement supérieur et recherche », pour un montant de 6 500 000 € inscrit au Budget Principal Métropolitain du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017100400 sont inscrits au Budget Principal Métropolitain du Conseil de Territoire Marseille-Provence- sous-politique B360 – Natures 204181 – 204182 – 2044781 - 2041582 – Fonction 67

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2017 : 1 000 000 € T.T.C au Budget Principal de la Métropole

CP 2018 : 1 000 000 € T.T.C au Budget Principal de la Métropole

CP 2019 : 1 500 000 € T.T.C au Budget Principal de la Métropole

CP 2020 : 1 500 000 € T.T.C au Budget Principal de la Métropole

CP sur exercices suivants : 1 500 000 T.T.C au Budget Principal de la Métropole

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-3549/18/CM

■ Modification de la composition du Conseil Scientifique et Industriel (CSI) du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Modification de la délibération n°ECO 011-1375/16/CM du 15 décembre 2016 MET 18/6188/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le rappelle la délibération ECO 011-1375/16/CM, le Conseil Scientifique et Industriel (CSI) est composé de personnalités qualifiées de renommée nationale et internationale.

Il est animé par le Professeur Daniel Nahon (un des fondateurs du Technopôle et actuel Président du directoire de la recherche d'Aix-Marseille Université).

Le Conseil Scientifique et Industriel a pour mission d'accompagner spécifiquement le Technopôle sur son développement scientifique (recherche fondamentale et recherche appliquée) en liaison avec les applications industrielles qui peuvent en découler.

Au-delà de leur participation au Conseil, les membres participent régulièrement aux Tables Rondes de l'Arbois. Pour sa 9ème édition autour du thème « Langages, Ecritures et Communication », Patrice Débré, Henry de Lumley, ou encore Jean Jouzel ont animé conférences et tables rondes.

Ce sera encore le cas lors de la 10ème édition de mars 2018 dont le thème sera « Santé, Société, Environnement ».

L'ensemble des interventions des membres du CSI se fait à titre gracieux.

Seuls les frais de déplacement, de réception et d'hébergement sont pris en charge.

• En 2017, le CSI comptait 40 membres, regroupés au sein de deux collèges, le collège scientifique et le collège industriel :

Collège Scientifique

- Monsieur José ACHACHE
Professeur à l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP)
Directeur de GEO (Group on Arth Observations) à Genève

- Monsieur Jean-Pierre ALIX
IR honoraire du CNRS
Secrétaire général de M.UR.S
Membre du comité déontologique du BRGM

- Monsieur Pierre BATTEAU
Professeur à Aix-Marseille Université

Institut d'Administration des Entreprises d'Aix en Provence

- Monsieur Alain BENSOUSSAN
Membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie des technologies
Directeur de l'International Center for Decision and Risk Analysis (Dallas)
Professeur à l'université du Texas (Dallas)
Ancien Président du Centre National d'Etude Spatiales (CNES)

- Monsieur Gilles BOEUF
Professeur à l'université Pierre et Marie Curie
Ancien Président du Museum national d'histoire naturelle,
Ancien président du conseil scientifique de l'Ifremer

- Madame Fadila BOUGHANEMI
Administrateur principal à la Commission Européenne – Direction Générale
Recherche, programme de coopération scientifique internationale

- Monsieur Lazhar BOUOUNI
Professeur
Ancien Ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche de Tunisie

- Monsieur Philippe BUSQUIN
Ministre d'État de Belgique
Ancien Commissaire Européen Chargé de la recherche scientifique

- Monsieur Alain COLENO
Directeur de Recherche émérite à l'INRA

- Monsieur Michel COMBARNOUS
Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie des Technologies

- Monsieur Patrice DEBRÉ
Professeur d'immunologie à La Pitié Salpêtrière
Ancien directeur scientifique de l'INSERM
Ancien ambassadeur de France pour le Sida et les maladies transmissibles

- Monsieur Henry DE LUMLEY
Directeur de l'Institut de Paléontologie Humaine Paris
Ancien directeur du Muséum national d'histoire naturelle
Membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres

- Monsieur Omar FASSI-FEHRI
Secrétaire Perpétuel de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques
Ancien ministre de la recherche scientifique du Maroc

- Madame Louise FRESCO
President of the Executive Board of Wageningen University

- Monsieur Jean-Gabriel GANASCIA
Professeur université Pierre et Marie Curie
Directeur du Labex OBVIL (humanités digitales)
Président du Comité Renouveau de l'Intelligence Artificielle (conseil scientifique défense)

- Monsieur Marc GUILLAUME
Économiste
Professeur à l'université Paris Dauphine et à l'Ecole Polytechnique

- Monsieur Bruno HAMELIN
Professeur d'Aix-Marseille université
Directeur de l'observatoire des sciences de l'univers « Phytéas »
Représentant la direction générale du CNRS

- Monsieur Philippe HARTEMANN
Professeur à l'université de Lorraine – CHU de Nancy

- Monsieur François HOULLIER
Ancien Président-directeur général de l'INRA

- Monsieur Alan KIRMAN
Professeur émérite à Aix-Marseille Université
Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes des Sciences Sociales
Membre du département « Advanced Studies » à Princeton University

- Monsieur Roland KUPERS
Directeur de recherche à THNK
Visiting fellow at Oxford University

- Monsieur Jean-Paul MOATTI
Président directeur général de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

- Monsieur Fouad LAROUI
Professeur d'économétrie à l'université d'Amsterdam (Pays-Bas)
Écrivain Prix Goncourt de la nouvelle

- Monsieur Guy LAVAL
Membre de l'Académie des Sciences

- Monsieur Jean-Claude LHEMANN
Professeur Université Pierre et Marie Curie
Ancien président du conseil scientifique de l'École Normale Supérieure d'Ulm
Ancien président du conseil d'enseignement et de la recherche de l'École Polytechnique
Ancien directeur de la recherche du groupe Saint-Gobain, membre de l'Académie des technologies

- Monsieur Gérard MATHERON
Ancien PDG du CIRAD
- Monsieur Adolpho MELFI
Ancien recteur de l'université de Sao Paulo

- Monsieur Daniel NAHON
Professeur émérite à Aix-Marseille Université

Président du directoire de la recherche d'Aix-Marseille Université

- Madame Jeanne-Marie PARLY, présidente du CSI
Recteur
Professeur honoraire à l'Université Paris Dauphine
Ancien membre du Conseil d'Etat
Ancien directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie

- Monsieur Marc PENA
Professeur à Aix-Marseille Université
Ancien Président de l'Université Aix-Marseille 3

- Monsieur Michel PETIT
Ancien Directeur Général Adjoint pour la Recherche à l'Ecole Polytechnique
Académie des Sciences

- Monsieur Jean-François TOUSSAINT
Professeur à l'université Paris-Descartes, Directeur de l'IRMES
Président du groupe expert « sport, santé et participation » à la Commission Européenne
Membre Haut Conseil de la Santé Publique (président groupe Adaptation et Prospective)

- Monsieur Jean-Cyril SPINETA
Ancien président-directeur général d'Air France-KLM

Collège Industriel

- Monsieur Jean-Pierre DECOR
Directeur Général de l'Institut des Sciences du Vivant à Lyon
Membre de l'Académie d'Agriculture

- Monsieur Michel DEPRAETERE
Président d'Environnement-Industrie
Administrateur de BP France

- Monsieur Pâris MOURATOGLOU
Ancien Président-Directeur Général d'EDF- Energies Nouvelles

- Monsieur Jacques PLANTEY
Ancien directeur général de la Société du Canal de Provence

- Madame Claire-Anne REIX
Directrice du programme Global Monitoring for Environment and Security (GMES) Thalès Alenia Space

- Monsieur Hervé SUTY
Directeur de la recherche et de l'innovation de Veolia Environnement

- Monsieur Bernard TRAMIER
Membre de l'Académie des Technologies

• Pour 2018, il est proposé d'élargir le CSI à 48 membres en y intégrant les personnalités suivantes :

Collège Scientifique

- Madame Maryline CRIVELLO
Professeur à Aix-Marseille Université
Directrice exécutive de la fondation A*MIDEX
Directrice du laboratoire de recherche TELEMME
(Temps, Espace, Langues, Europe Méridionale, Méditerranée)

- Monsieur Pierre CORVOL
Professeur émérite au Collège de France
Administrateur honoraire du Collège de France
Membre de l'Académie Nationale de Médecine
Membre de l'Académie des Sciences
Membre de l'American Academy of Art and Sciences

- Monsieur Jean JOUZEL
Membre du conseil stratégique de la recherche
Ancien vice-président du GIEC et prix Nobel de la Paix en collectif
Médailles d'Or du CNRS et de l'Académie d'agriculture

- Monsieur Philippe KOURILSKY
Professeur honoraire au Collège de France
Ancien directeur de l'Institut Pasteur

- Monsieur Jean-Yves LEGALL
Président du Centre National d'Études Spatiales (CNES)
Co-Président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA)
Président de la Fédération Internationale d'Astronautique (IAF).

- Monsieur Dominique MARANINCHI
Professeur de cancérologie à la Faculté de Médecine de Marseille
Président de l'IMERA Aix-Marseille Université
Ancien Président du conseil d'administration de l'Institut National du Cancer

- Monsieur Antoine PETIT
Président-Directeur Général de l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (INRIA)

Collège Industriel

- Monsieur Lucien MIARA
Président de la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 011-1375/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative aux modalités d'organisation du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée suite à son intégration à la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle composition du Conseil Scientifique et Industriel du Technopôle de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est modifiée la délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 011-1375/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant en tant qu'elle approuve la composition du Conseil Scientifique et Industriel (CSI) du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle composition du Conseil Scientifique et Industriel du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, telle qu'elle figure ci-dessus.

Article 3 :

Est approuvée la prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des seuls frais de déplacement, de réception et d'hébergement engagés par les membres du CSI pour se rendre au réunion de cette instance.

Article 4 :

La dépense correspondante sera inscrite au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, État Spécial du Territoire Budget n°6, Conseil de Territoire

du Pays d'Aix, section de fonctionnement - Nature 6228 - Fonction 61 – chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-3550/18/CM

■ Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Extension des locaux affectés à la pépinière CleanTech MET 18/6189/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La pépinière CleanTech implantée au cœur du Technopôle Arbois-Méditerranée accueille depuis sa création en juillet 2016 des entreprises innovantes et environnementales et accompagne les jeunes créateurs de start-up.

En optimisant les conditions de démarrage, la structure permet aux jeunes entreprises de bénéficier de bureaux et ateliers adaptés et d'espaces mutualisés, mais aussi de bénéficier d'un dispositif d'aide et d'accompagnement individuel spécifique au domaine des CleanTech.

Cette pépinière s'étend actuellement sur deux bâtiments et propose différents espaces qui se répartissent ainsi :

- Le bâtiment CleanTech : 33 bureaux ou ateliers pour une surface de 480 m².
 - Le rez-de-chaussée du bâtiment Gérard Mégie : 8 bureaux ou ateliers pour une surface de 400 m².
- Soit au total 41 bureaux ou ateliers pour une surface de 880 m².

La capacité maximale d'occupation actuelle est atteinte et ne permet plus de répondre aux nombreuses demandes d'installation de nouvelles start-up ou d'augmenter le nombre de m² occupés pour les sociétés déjà implantées et qui sont en phase de croissance.

Face à ce succès et pour mieux répondre aux attentes des start-up, il est proposé d'affecter de nouveaux espaces disponibles du Technopôle à la pépinière CleanTech. D'une superficie d'environ 150 m², ces espaces se trouvent au 3ème étage du bâtiment Gérard Mégie dont le rez-de-chaussée est déjà entièrement occupé par la pépinière.

Ces locaux, aujourd'hui disponibles, étant rattachés à la pépinière se verront soumis au système de tarification applicable à cette dernière qui prévoit une progressivité en fonction de l'ancienneté de l'occupation de 85€ à 140€ /m²/HT/HC/an.

A titre indicatif, ces locaux au sein du bâtiment Mégie avaient jusqu'à présent pour tarif 152 € /m²/HT/HC/an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est autorisée l'extension de la pépinière CleanTech sur les surfaces libres du bâtiment Mégie au 3^e étage, portant ainsi sa superficie de 880m² à 1030m².

Article 2 :

Est approuvé dans ce nouvel espace l'application de la tarification en vigueur sur l'ensemble de la pépinière CleanTech :

- | | |
|-----------|------------------------------|
| - Année 1 | : 85€ HT/m ² /An |
| - Année 2 | : 95€ HT/m ² /An |
| - Année 3 | : 110€ HT/m ² /An |
| - Année 4 | : 120€ HT/m ² /An |
| - Année 5 | : 140€ HT/m ² /An |

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-3551/18/CM

■ Approbation du bilan de la 2ème tranche d'une Opération Urbaine FISAC sur le Territoire du Pays Salonais MET 18/6294/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, l'ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence », avait pris en charge la mise en œuvre du dispositif FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) sur l'ensemble de son territoire.

Ce dispositif constitue un outil de soutien et d'accompagnement des commerçants et artisans dans le cadre de leurs investissements.

Ainsi en 2006, l'ex-Agglopolo Provence a déposé un dossier de candidature auprès de l'Etat afin de réaliser une Opération Urbaine dont l'objectif était de renforcer l'attractivité économique des centres villes.

La première phase a été achevée en 2010.

Par délibération communautaire n°221/10 du 13 décembre 2010, le Conseil Communautaire de l'ex-Agglopolo Provence a approuvé le bilan de la première tranche de l'Opération Urbaine et a autorisé son Président à déposer un dossier de financement pour la deuxième tranche.

Ce nouveau dossier a été déposé en 2011. Par décision n° 14-0157 du 24 février 2014, la Ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme a octroyé à l'ex-Agglopolo Provence, une subvention de 86 474 € se décomposant comme suit : une subvention de fonctionnement à hauteur de 50 733 € et une subvention d'investissement à hauteur de 35 741 € (aides directes et investissements des communes).

Une deuxième convention a donc été signée le 20 novembre 2015 entre l'ex-Agglopolo Provence, l'Etat, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 13, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles, les communes de Salon-de-Provence, Velaux, Pélissanne, La Fare-les-Oliviers, Eyguières, Mallemort et Saint-Chamas et certaines associations de commerçants et d'artisans du Territoire.

Un acompte de 45 439,80 € a fait l'objet d'un versement le 28 décembre 2015 à hauteur de 30 439,80 € pour les dépenses de fonctionnement et de 15 000 € pour les dépenses d'investissement.

Les actions validées par l'Etat, tant d'investissement que de fonctionnement, étant désormais toutes soldées, un bilan de cette deuxième phase a été dressé.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le bilan de la deuxième tranche du FISAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La décision n°14-0157 d'attribution de subvention FISAC pour le financement de la deuxième tranche d'une opération urbaine sur son territoire, délivrée par l'Etat en date du 24 février 2014 ;
- La délibération communautaire n°18/15 en date du 9 février 2015, prise par la Communauté d'Agglomération « Agglopolo Provence » pour la conclusion de la Convention de Partenariat entre l'Etat et les différents partenaires, pour la réalisation et le financement de la deuxième tranche de l'Opération Urbaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la deuxième tranche du FISAC sur le Territoire du Pays Salonais, selon les conditions exposées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-3552/18/CM

■ Adhésion à la fédération des Boutiques à l'essai MET 18/6195/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité dans le cadre de son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consiste à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Pour ce faire, afin de répondre aux problématiques commerciales métropolitaines, un certain nombre d'actions ont donc été priorisées :

- Objectif à court terme : mettre en œuvre des premiers outils de proximité et lancer le Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC métropolitain).
- Objectif à moyen terme : déployer des outils et des expérimentations sur les centres villes.
- Objectif à long terme : redynamiser les centres villes et satisfaire les besoins de proximité des habitants.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Cependant, certaines communes voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...). Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constituant, à ce titre, une priorité métropolitaine.

L'étude de l'armature commerciale métropolitaine, effectuée par le cabinet PIVADIS fin 2015, mettait en lumière la déconnexion de l'évolution de l'offre commerciale métropolitaine avec l'évolution du marché théorique. Cette étude montrait à la fois l'état de sur-offre à l'échelle métropolitaine, mais aussi les risques de désaffectation de certains sites et centres villes, posant des problèmes majeurs en termes d'animation et d'attractivité.

Le territoire de la Métropole se caractérise notamment par des cœurs de ville en déficit d'attractivité commerciale, concurrencés par des zones commerciales périphériques. A titre d'illustration, sur des agglomérations de plus de 250 000 habitants en France, 58 % des consommateurs viennent de l'extérieur. Pour le centre-ville de Marseille, ce chiffre s'élève à peine à 18 %. La vacance commerciale augmente dans un grand nombre de centres villes de la Métropole, avec un taux supérieur à 8%, soit un niveau considéré comme problématique (plus de 11% pour le centre-ville de Marseille, source « Trait Urbain de novembre 2016 »).

Ce phénomène de dévitalisation des centralités urbaines, bien que contrasté d'un territoire à l'autre, devient préoccupant tant le commerce participe à la vie de la cité et la façonne en grande partie. Si le commerce en centre-ville est avant tout dépendant du contexte socio-économique de son territoire, il est aussi très sensible au bon équilibre des concurrences au sein de l'appareil commercial ainsi qu'à la qualité de son environnement.

La vacance commerciale n'arrive pas seule, les facteurs liés et aggravant cette situation peuvent être

regroupés autour des trois grands déterminants observés sur le territoire métropolitain :

- l'existence d'un marché de consommation non dynamique et restreint (faible évolution de la population, paupérisation, hausse de la vacance des logements...);
- des conditions d'exploitation qui ne facilitent pas l'activité commerciale (pression fiscale, coût du foncier et des baux commerciaux...) et un environnement défavorable en centre-ville (équipements et services, accessibilité, sécurité...);
- un déséquilibre de l'offre commerciale entre la centralité et sa périphérie.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, il est proposé de tester un dispositif de lutte contre la fermeture du commerce de proximité « Ma Boutique à l'Essai ».

Le concept Ma Boutique à l'Essai

Pour lutter contre la fermeture du commerce de proximité et maintenir un commerce de centre-ville, le dispositif « Ma Boutique à l'Essai » permet à des créateurs de tester leurs idées de commerces au sein d'une boutique pilote dans un local commercial vacant. L'objectif est de permettre à un porteur de projet de tester son idée de commerce dans un local vacant pendant une période de 6 mois renouvelable 1 fois. Dans le cas où l'activité devient rentable le commerçant conserve le local et l'opération se déplace sur une autre cellule vacante. Dans le cas contraire, la boutique est mise à nouveau à l'essai.

Déroulé de l'action :

- 1) Identification des locaux vacants prioritaires sur la commune par les partenaires locaux.
- 2) Négociation de « Boutique à l'essai » avec les propriétaires et signature d'une convention tripartite entre le propriétaire / la fédération Boutique à l'essai / la Collectivité.
- 3) Installation d'une vitrophanie et aménagement de la devanture des locaux vacants pour attirer des porteurs de projets.
- 4) Comité de sélection du porteur de projet avec les acteurs locaux.
- 5) Accompagnement par la plateforme d'initiative au porteur de projet qui s'installe pour une période de 6 mois et sa sortie du dispositif (les conditions de sorties sont intégrées dans le bail dès le début).

Apports du dispositif :

La Fédération Boutique à l'essai accompagne les collectivités, apporte un guide et des supports de communication, permet l'utilisation de la marque et forme les plateformes d'initiative du territoire métropolitain qui vont mettre en œuvre le dispositif sur le terrain. La formation des plateformes débutera dès l'adhésion de la Métropole, une convention a été

conclue entre Initiative PACA et la Fédération des Boutiques à l'essai. Les plateformes mobiliseront des compétences : agences immobilières, architectes, relations presse, partenariat. Elles pourront négocier des tarifs préférentiels pour les porteurs de projets qui s'installent auprès des banques, assurances...

La fédération Boutique à l'essai propose une adhésion à 20 000 €/an pour la Métropole afin de décliner le dispositif sur les 92 communes du territoire (sans l'adhésion de la Métropole, le coût de l'adhésion par commune est de l'ordre de 4 000 € à 6 000 €). Le coût estimé par opération s'élève à 20 000 € (le plan de financement prévoit une participation de la Région PACA, des territoires de la Métropole, des communes, ainsi que d'un fond privé Vivarte).

Des commerces dynamiques et durables sont indispensables à l'attractivité des centres villes, la vie locale des communes et la vitalité de la Métropole. Faire vivre les « commerces de proximité » est une attente forte partagée par les communes et leurs habitants et représente un véritable enjeu de développement économique. La méthodologie du dispositif « Ma Boutique à l'Essai » pourrait devenir en cas de succès un outil métropolitain de redynamisation des centres villes, déclinable sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, il est donc proposé de tester le dispositif « Ma boutique à l'essai » en 2018 sur des centres villes métropolitains identifiés par la Métropole et ses territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fédération des boutiques à l'essai afin de redynamiser les centres villes du territoire métropolitain et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 20 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-3553/18/CM

**■ Approbation d'une convention relative à la perception et au reversement des recettes liées au pass métropolitain avec la Régie des Transports Métropolitains
MET 18/6183/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 17 octobre 2017, la Région et la Métropole ont approuvé une convention afin de déployer progressivement, à compter de 2018, des abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix Marseille Provence. Un abonnement mensuel grand public sera ainsi mis en œuvre dès le 1^{er} trimestre 2018 et un produit annuel à partir de septembre de la même année. Il permettra à son titulaire d'utiliser pour le même prix et sur l'ensemble du territoire de la Métropole, parcs-relais, bus, vélos, métro, tramway, autocars et TER.

Cette convention prévoit une répartition des recettes entre les deux Autorités Organisatrices, à hauteur de 35% pour la Région et 65% pour la Métropole. Il est convenu, par ailleurs, que cette répartition des recettes soit consolidée et ventilée par la RTM entre la Région et la Métropole.

Par ailleurs, la société Transdev Méditerranée est chargée par la Métropole de la gestion commerciale

de titres de transports en commun du réseau « Pays d'Aix Mobilité » et du Pass métropolitain.

Le prestataire collecte le produit des recettes de la gamme tarifaire du Pass métropolitain auprès du réseau de dépositaires dont elles a la responsabilité.

La présente convention a pour but d'approuver les modalités et les délais du reversement des sommes collectées par Transdev Méditerranée à la RTM afin que cette-dernière procède à leur consolidation et à la répartition entre les deux autorités organisatrice de transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention cadre relative à la Mise en place d'une tarification de type zonale sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille Provence du 19 octobre 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Région et la Métropole ont approuvé une convention afin de déployer, à compter de 2018, des abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Que cette convention prévoit une répartition des recettes entre les deux Autorités

Organisatrices, à hauteur de 35% pour la Région et 65% pour la Métropole ;

- Qu'il est convenu que Transdev Méditerranée collecte le produit des recettes de la gamme tarifaire du Pass métropolitain, auprès du réseau de dépositaires dont elle a la responsabilité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole et la RTM approuvant les modalités et les délais du reversement des sommes collectées par Transdev Méditerranée à la RTM

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3554/18/CM

**■ Approbation d'une convention avec la société "Autobus de l'Etang" et la ville de Rognac
MET 18/6237/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

A la demande du Maire de Rognac du 17 novembre 2017, il serait souhaitable que les agents de la police municipale de Rognac amenés à se déplacer sur le territoire de la ville dans le cadre de leurs missions de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques, puissent utiliser les lignes régulières intra-muros du réseau des Bus de l'Etang. Cette présence dans les véhicules et aux points d'arrêts serait dissuasive et sécurisante pour les usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 16/001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention avec la ville de Rognac et la société des Autobus de l'Etang pour instaurer la présence de policiers municipaux de Rognac dans les véhicules du réseau des bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire communal de Rognac

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec la ville de Rognac et la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3555/18/CM

**■ Approbation du programme, de la revalorisation et de l'affectation d'une opération d'aménagement de la Gare routière scolaire de Salon de Provence dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6429/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a la charge de la mise en œuvre de l'aménagement de la gare routière scolaire de Salon de Provence.

Conformément à l'agenda de la mobilité métropolitaine, la Métropole va engager un vaste programme visant à faciliter l'accès aux pôles d'échange notamment afin d'assurer un rabattement confortable et surtout sécurisé des piétons. Le projet d'aménagement et de sécurisation de la gare routière scolaire de Salon s'inscrit dans cet objectif. Il est localisé à proximité des lycées de la ville sur l'emprise de la gare routière scolaire actuelle (Place des Trophées) qui accueille près de 1 500 élèves simultanément. Le projet vise à sécuriser cette gare routière et à étendre sa capacité sur la zone de la Gandonne.

La configuration actuelle de cette gare routière engendre des risques en matière de sécurité et nécessite la présence de 2 à 3 agents de quais selon le nombre de véhicules aux heures de sorties. La reconfiguration limitera les besoins en personnel et donc les coûts d'exploitation. Une étude de faisabilité a été réalisée et a évalué le montant des travaux à 650 000 € HT pour la réalisation de 11 quais sur la place des trophées et 3 quais dans la zone de la Gandonne.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 08 – gare routière scolaire – 2017399300 - 173080TP d'un montant de 550 000 € HT portant le montant de l'opération à 650 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° 16/001/HN du 17 Mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver le programme et de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour la réalisation de l'aménagement de la gare routière scolaire de Salon de Provence dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport ;
- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 650 000 € HT de l'opération d'investissement Gare routière scolaire de Salon de Provence afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 650 000 € HT de l'opération d'investissement Gare routière scolaire de Salon de Provence ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférent.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés, le programme, la revalorisation et l'affectation d'une opération n° 2017399300 pour la réalisation de l'aménagement de la gare routière scolaire de Salon de Provence pour un montant de 650 000 € HT dans le cadre de l'activité du budget annexe Transport

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017399300 – 173080TP – gare routière scolaire sont inscrits au budget annexe Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - sous les imputations suivantes :

Nature : 2315 - Sous-politique : C220

Article 3 :

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 0€ HT
CP 2018 : 300 000 € HT
CP 2019 : 350 000€ HT
Soit un total de 650 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3556/18/CM

**■ Approbation d'une convention pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de La Bouilladisse
MET 18/6208/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2007, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé la signature d'une convention avec la commune de La Bouilladisse, afin de fixer les modalités d'organisation et de financement du transport voulu par la commune.

En effet, la commune a souhaité que la desserte des écoles primaires et maternelles de La Bouilladisse fasse l'objet d'un service spécial de transports scolaires adapté à l'âge de ces élèves, avec un service réservé aux élèves inscrits en mairie et accompagnés par du personnel recruté par la commune.

La convention signée en 2008 pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction, précisait notamment

- La définition du service;
- Les modalités de calcul du coût de cette desserte au regard des coûts unitaires et des unités d'œuvre ;
- Les modalités de participation financière de la commune.

Un certain nombre de modifications sont intervenues depuis la signature de cette convention :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1er janvier 2016;
- La convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public « Lignes de l'agglomération » confiée aux Autobus Aubagnais a pris fin le 26 août 2017 ;
- La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau « Lignes de l'agglomération » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo ;
- La consistance des services attribués au groupement et les modalités d'exécution de ces services sont précisés dans un Contrat d'Obligation de Service Public, signé entre les parties, pour une durée de quatre ans quatre mois et cinq jours, allant jusqu'au 31 décembre 2021;
- La réforme des rythmes scolaires amène à reconsidérer la desserte des écoles sur 4 jours au lieu de 5 jours, avec un impact sur la consistance des services à réaliser sur les circuits de transport maternelles et primaires.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver une nouvelle convention pour l'organisation des services spéciaux de transports

scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de La Bouilladisse.

Cette convention précise :

- Les attributions respectives des signataires ;
- La définition de la desserte à réaliser : itinéraires et horaires à respecter ;
- La consistance des services : nombre de km, heures de conduite, véhicules mis en œuvre ;
- Les bénéficiaires du service et les modalités d'admission ;
- Les modalités de financement ;
- Les modalités de règlement ;
- La durée de la convention ;
- Les modalités de révisions, dénonciation et cessation.

Le coût prévisionnel de la desserte est évalué à 65 000 € HT valeur 2016, pour l'année scolaire 2017-2018. La charge financière incombera à la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n°30-1207 du 19 décembre 2007 de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, approuvant la signature d'une convention avec la commune de La Bouilladisse pour la desserte des écoles primaires et maternelles de La Bouilladisse ;
- la délibération n° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet approuvant la signature du contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau Lignes de l'agglomération au groupement constitué par la SPL Façoné et par la Régie des Transports Métropolitains ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de La Bouilladisse

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de La Bouilladisse - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Article 3 :

Les recettes sont constatées au budget annexe transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, sous politique C210 nature budgétaire 7474.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3557/18/CM

■ Approbation d'une convention pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de Peypin
MET 18/6213/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2007, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile avait approuvé la signature d'une convention avec la Commune de Peypin, afin de fixer les modalités d'organisation et de financement du transport voulu par la Commune.

En effet, la commune a souhaité que la desserte des écoles primaires et maternelles de Peypin et d'Auberge neuve fasse l'objet d'un service spécial de transports scolaires adapté à l'âge de ces élèves, avec un service réservé aux élèves inscrits en mairie et accompagnés par du personnel recruté par la commune.

La convention signée en 2008 pour une durée de un an, renouvelable par tacite reconduction, précise notamment

- La définition du service;
- Les modalités de calcul du coût de cette desserte au regard des coûts unitaires et des unités d'œuvre ;
- Les modalités de participation financière de la commune.

Un certain nombre de modifications sont intervenues depuis la signature de cette convention :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1er janvier 2016;
- La convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public « Lignes de l'agglomération » confiée aux Autobus Aubagnais a pris fin le 26 août 2017 ;
- La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau Lignes de l'agglomération au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo ;
- La consistance des services attribués au groupement et les modalités d'exécution de ces services sont précisés dans un Contrat d'Obligation de Service Public ;
- La réforme des rythmes scolaires amène à reconsidérer la desserte des écoles sur 4 jours au lieu de 5 jours, avec un impact sur la consistance des services à réaliser sur les circuits de transport maternelles et primaires.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver une nouvelle convention pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de Peypin.

Cette convention précise :

- Les attributions respectives des signataires,
- La définition de la desserte à réaliser : itinéraire et horaires à respecter,
- La consistance des services : nombre de km, heure de conduite, véhicules mis en œuvre pour réaliser cette desserte,
- Les bénéficiaires du service et modalités d'admission,
- Les modalités de financement,
- Les modalités de règlement,
- La durée de la convention,
- Les modalités de révisions, dénonciation et cessation.

Le coût prévisionnel de la desserte est évalué à 177 000 € HT valeur 2016, pour l'année scolaire 2017-2018. La charge financière incombera à la

Commune, déduction faite du montant de la subvention perçue du Conseil départemental.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n°29-1207 du 19 décembre 2007 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, approuvant la signature d'une convention avec la commune de Peypin pour la desserte des écoles primaires et maternelles de Peypin ;
- la délibération n° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant la signature du contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau Lignes de l'agglomération au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire sera la SPL Façonéo et ce, dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de Peypin

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention pour l'organisation des services spéciaux de transports scolaires pour les primaires et maternelles de la commune de Peypin - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Article 3 :

Les recettes sont constatées au budget annexe transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, sous politique C210 nature budgétaire 7474.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-3558/18/CM

■ Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement système SAEIV des lignes de l'Agglo et de son affectation MET 18/6203/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1er janvier 2016 à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Elle a décidé de poursuivre et d'intensifier sa politique en matière d'amélioration de l'information multimodale et temps réel.

Celle-ci vise à développer l'usage des transports collectifs, en proposant une information multimodale en temps réel aux usagers du réseau des « lignes de l'Agglo » , en lien avec le site internet « LePilote.com ». L'utilisateur pourra avoir l'horaire exact de passage de la ligne, en tenant compte des conditions de circulation et des perturbations présentes sur le réseau de transport.

Ces informations « temps réel » doivent être fournies au site « LePilote » par les réseaux de transport au travers de leur Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageur (SAEIV). Aussi, la Communauté d'Agglomération a décidé, en juin 2015 d'étendre progressivement le système SAEIV, mis en place sur la ligne de tramway, à l'ensemble des lignes du réseau de bus.

L'opération comprend une extension du logiciel en service pour la ligne de tramway, l'équipement embarqué des bus et cars et bornes d'informations voyageurs en des points d'arrêts stratégiques du réseau et l'affichage de puces NFC sur l'ensemble. Ces bornes d'information sont également à même

d'afficher les horaires de l'ensemble des lignes du réseau métropolitain.

Le déploiement du SAEIV sur le réseau des « Lignes de l'Agglo » permet d'informer les usagers de l'horaire réel d'arrivée du véhicule mais aussi des perturbations du réseau au travers du site internet lepilote.com et son application Smart Phone, mais aussi sur le site lignes-agglo.com et via les bornes d'information présentes au points d'arrêts. L'utilisateur au point d'arrêt a la confirmation de l'horaire exact du passage du prochain bus.

Ces services de gestion d'exploitation et d'information en temps réel, plébiscités par les usagers, participent à améliorer la qualité de service du réseau des « Lignes de l'Agglo », à le coordonner avec les autres réseaux de transport métropolitain et ainsi à augmenter l'usage des transports collectifs.

Ce projet est subventionné à hauteur de 347 160 € par le FEDER et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Sur l'année 2017, les 6 lignes principales du réseau ont été équipées avec des équipements embarqués dans 24 véhicules, 10 écrans TFT et 30 Bornes d'Information Voyageurs implantées sur voirie. En 2018, il est prévu de finaliser le déploiement sur les lignes secondaires.

Fin 2016, l'autorisation de programme relative à l'opération a été créée. Cette dernière n'était dimensionnée qu'à hauteur des crédits prévus pour les années 2017 et suivantes. Des retards dans la réalisation de l'opération ont conduit à un glissement de l'échéancier des crédits et des prestations, dont le règlement était prévu en 2016, n'ont pu être réglées. Il convient donc de revaloriser l'AP à hauteur des crédits de 2016, non inclus dans l'enveloppe initiale.

Le montant de l'opération, tel qu'il était initialement prévu est inchangé.

L'opération d'investissement numéro 2016400400, Système SAEIV, de 470 000 € TTC inscrite au budget annexe des transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 164071TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant complémentaire de 336 000 € TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2016400400 de 470 000€TTC à 806 000€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°04-0615 du 22 juin 2015 du Conseil de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile relative au projet d'extension du système d'exploitation et d'information multimodale du réseau de transport les « Lignes de l'Agglo » ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 806 000€ TTC de l'opération d'investissement relative au SAEIV déployé sur les « Lignes de l'Agglo » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 806 000€ TTC de cette opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2016400400 « SYSTÈME SAEIV » pour un montant de 806 000 € TTC rattachée au programme 7 « Transport urbain Exploitation » Code AP 164071TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget annexe des transports. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 446 000 €.TTC
CP 2018 : 360 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3559/18/CM

■ **Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs**
MET 18/6263/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoles Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même

Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, depuis le 1^{er} janvier 2018, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou

d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

Dans ce contexte, il convient donc de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière de modification des Plans locaux d'Urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et des plans d'occupation des sols remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un PLU.

Les communes membres et les Conseils de territoire sont associés aux procédures de modification des documents d'urbanisme, en prévoyant une demande écrite formelle de la commune concernée avant l'engagement de la procédure de modification. Le Conseil de Territoire sollicitera la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. L'avis simple de la commune et du Conseil de Territoire concernés seront sollicités avant l'approbation du projet de modification.

Toutefois, une modification des documents d'urbanisme pourrait être engagée à l'initiative de la Métropole, notamment sur proposition du Conseil de Territoire ou du Conseil de la Métropole.

Ainsi en matière de modification des documents d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole, l'approbation des procédures de modification ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi des procédures de modification, la demande d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole, la justification de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la modification ;
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un vice-président : l'engagement

de la procédure de modification, l'établissement du projet de modification, la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et au Maire de la ou des Communes concernées ainsi que la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de modification, la saisine pour avis du Conseil de Territoire concerné, la saisine pour avis de la commune concernée et l'organisation de l'enquête publique.

Enfin, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole avait adopté une délibération cadre portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs. La présente délibération abroge la délibération cadre du 28 avril 2016 et s'y substitue dans toutes ses dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-Présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de modification ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,

- Que la Métropole associe les communes membres concernées et les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 063-193/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour l'approbation des procédures de modification.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire est chargé du suivi de la procédure de modification. A la demande de la commune membre concernée ou de sa propre initiative, il sollicite l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification. Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, le Conseil de Territoire délibère sur l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. Il émet un avis sur le rapport de présentation et le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la modification.

Article 4 :

Dans le cadre des modifications des documents d'urbanisme, la Métropole associe les communes à l'engagement de la procédure et avant l'approbation de la modification.

Article 5 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-3560/18/CM

■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs MET 18/6264/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, depuis le 1^{er} janvier 2018, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Dans ce contexte, il convient donc de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et, le cas échéant, des plans d'occupation des sols remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un PLU.

Les communes membres et les Conseils de territoire sont associés aux procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme, en prévoyant une demande écrite formelle de la commune concernée avant l'engagement de la procédure de modification simplifiée. Le Conseil de Territoire sollicitera la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. L'avis simple de la commune et du Conseil de Territoire concernés seront sollicités avant l'approbation du projet de modification simplifiée.

Toutefois, une modification simplifiée des documents d'urbanisme pourrait être engagée à l'initiative de la Métropole, notamment sur proposition du Conseil de Territoire ou du Conseil de la Métropole. .

Ainsi en matière de modification simplifiée des documents d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : la présentation du bilan de la mise à disposition du public, l'approbation des procédures de modification simplifiée ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure de modification simplifiée, la demande d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole, la définition des modalités de la mise à disposition du public ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la modification ;
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un vice-président : l'engagement de la procédure de modification simplifiée, l'établissement du projet de modification simplifiée, la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et au Maire de la ou des Communes concernées ainsi que la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de modification simplifiée, la saisine pour avis du Conseil de Territoire concerné, la saisine pour avis de la commune concernée.

Enfin, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole avait adopté une délibération cadre

portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs. La présente délibération abroge la délibération cadre du 28 avril 2016 et s'y substitue dans toutes ses dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-36 à L. 153-40 et L. 153-45 à L. 153-48 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-Présidents de droit

de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de modification simplifiée ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les communes membres concernées et les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération HN 062-192/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour la présentation du bilan de la mise à disposition au public, l'approbation des procédures de modification simplifiée.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire est chargé du suivi de la procédure de modification simplifiée. A la demande de la commune membre concernée ou de sa propre initiative, il sollicite l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée. Il définit les modalités de la mise à disposition du public. Il émet un avis sur le rapport de présentation et le projet de délibération du conseil de la Métropole relative à l'approbation de la modification simplifiée.

Article 4 :

Dans le cadre des modifications simplifiées des documents d'urbanisme, la Métropole associe les communes à l'engagement de la procédure et avant l'approbation de la modification simplifiée.

Article 5 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3561/18/CM

■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la déclaration de projet important mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs
MET 18/6265/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président

du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet permet de faire évoluer un PLU ou un POS.

Toutefois, elle se distingue des procédures d'évolution de droit commun car elle ne relève pas nécessairement de l'EPCI ou de la commune compétent en matière de PLU, mais de la compétence pour adopter une déclaration de projet dont le fondement peut relever soit du Code de l'Urbanisme, soit du Code de l'Environnement.

En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence tient des articles L. 300-6 du Code de l'Urbanisme et L. 126-1 du Code de l'Environnement la compétence pour se prononcer par déclaration de projet, respectivement, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement, ou d'un projet public de travaux, d'aménagement ou d'ouvrage.

Lorsque la réalisation d'un tel projet nécessite de mettre en compatibilité un PLU relevant de la compétence de la Métropole, la mise en compatibilité sera décidée par la déclaration de projet.

Le Conseil de la Métropole adoptera la déclaration de projet lorsque le projet relèvera de l'une de ses compétences au sens de l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Conseils de Territoire adopteront la déclaration de projet lorsque le projet relèvera de l'une de leurs compétences au sens de l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales.

C'est le Président du Conseil de la Métropole qui mène la procédure.

La procédure de mise en compatibilité pourra toutefois être engagée à l'initiative du Conseil de Territoire ou du Conseil de la Métropole, lorsqu'une délibération préalable est nécessaire, par exemple lorsque le projet est soumis à concertation préalable obligatoire avec le public au titre du Code de l'Urbanisme.

Les communes membres sont associées aux procédures de mise en compatibilité des documents d'urbanisme. Il sera ainsi prévu une demande écrite formelle de la commune avant l'engagement de la procédure de mise en compatibilité. De même, l'avis simple de la commune sera sollicité avant l'approbation de la procédure.

Enfin, dans le cas où le Conseil de la Métropole serait compétent pour adopter la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, le Conseil de Territoire concerné sera également associé à la procédure. Le Conseil de Territoire sollicitera la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. L'avis du Conseil de Territoire sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité sera également recueillie, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, lorsque la Métropole est à l'initiative de la procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet d'un PLU relevant de sa compétence, il ressort :

- des compétences du Conseil de la Métropole, lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une de ses compétences : l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ; l'adoption de la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale ; l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné, lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences du Conseil de la Métropole : le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité ; la demande de mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné, lorsque le projet relève de l'une des compétences de ce Conseil de Territoire : le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité ; l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ; l'adoption de la déclaration d'intention prévue par le Code de

l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale ; l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;

- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable ; l'élaboration du projet de mise en compatibilité ; l'organisation de l'examen conjoint ; la saisine pour avis des communes membres concernées ; la saisine pour avis du Conseil de Territoire concerné ; la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure ; l'organisation de l'enquête publique.

Par ailleurs, la Métropole peut avoir à se prononcer sur la mise en compatibilité d'un PLU (ou d'un POS) relevant de sa compétence avec la déclaration de projet d'un tiers, tel qu'une commune, un établissement public d'aménagement ou encore l'Etat, etc. La Métropole est alors saisie en sa qualité d'autorité gestionnaire du PLU. C'est donc le Conseil de la Métropole, exclusivement compétent en matière d'approbation des PLU, qui sera amené à rendre un avis sur la proposition de mise en compatibilité (cas d'une déclaration de projet de l'Etat) ou à décider la mise en compatibilité (autres cas : établissement public d'aménagement, commune, etc.). Dans ce dernier cas, l'avis du Conseil de Territoire sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole décidant la mise en compatibilité sera également recueilli, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Lorsqu'une personne publique autre que la Métropole est à l'initiative de la procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet d'un PLU relevant de la compétence de la Métropole, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : de donner un avis à l'issue de l'enquête publique sur le dossier de mise en compatibilité, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête et le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, soumis par le préfet, lorsque la déclaration de projet relève de l'Etat ; de décider la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme au vu du dossier de mise en compatibilité, du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête et du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, soumis par l'autorité chargée de la procédure, lorsque la

déclaration de projet relève d'une personne publique autre que l'Etat ;

- des compétences du Conseil de Territoire concerné : l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole décidant la mise en compatibilité ;
- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un vice-président : la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux réunions d'examen conjoint.

Enfin, par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole avait adopté une délibération cadre portant répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs. La présente délibération abroge la délibération cadre du 30 juin 2016 et s'y substitue dans toutes ses dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 121-15-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que le conseil de la Métropole ou les Conseils de Territoire sont compétents pour adopter une déclaration de projet emportant mise en compatibilité ou non, selon que le projet d'intérêt général s'inscrit dans une compétence de l'un ou l'autre ; que dans l'hypothèse d'une déclaration de projet portée par un tiers, la Métropole participe à l'examen conjoint et est saisie pour avis avant approbation, lorsque la procédure

relève de l'Etat, ou pour approbation lorsque la procédure relève d'une autre collectivité,

- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les communes membres concernées et les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération URB 001-616/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le conseil de territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Article 2 :

Lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de la Métropole est seul compétent pour engager la procédure de mise en compatibilité, adopter la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale, et approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

Article 3 :

Les Conseils de Territoire assurent le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité.

Lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences d'un Conseil de Territoire, il est seul compétent pour engager la procédure de mise en compatibilité, adopter la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale, et approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

Lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences du Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire sollicite la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure et émet un avis avant l'approbation de la mise en compatibilité.

Article 4 :

Pour la procédure de déclaration de projet engagée à l'initiative d'une collectivité publique tierce autre que l'Etat et emportant mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme relevant de la compétence de la Métropole, le Conseil de la Métropole est compétent pour décider la mise en compatibilité du plan.

Le Conseil de Territoire émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole décidant la mise en compatibilité.

Article 5 :

Pour la procédure de déclaration de projet engagée à l'initiative de l'Etat et emportant mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme relevant de la compétence de la Métropole, le Conseil de la Métropole est compétent pour donner un avis à l'issue de l'enquête publique.

Article 6 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-3562/18/CM

■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs MET 18/6266/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente pour la gestion des PLU communaux sur le périmètre de l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme

approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et des plans d'occupation des sols remis en vigueur dans les conditions précitées.

La Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures de révision allégée des documents d'urbanisme en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire concerné avant l'arrêt du projet de révision allégée. En outre, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire émettra un avis avant l'approbation du projet de révision allégée.

Enfin, il appartiendra au Conseil de Territoire concerné de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Ainsi en matière de révision allégée d'un plan local d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de Métropole : la transmission au Conseil de Territoire des

orientations stratégiques de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain, la prescription de la révision allégée, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, l'arrêt du projet de révision allégée et le bilan de la concertation, l'approbation de la révision allégée du PLU ;

- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure de révision allégée du PLU, la réunion avec le maire de la commune concernée, l'arrêt des modalités de collaboration avec la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, l'avis préalable à l'arrêt du projet, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la révision allégée ;
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la saisie pour avis de la commune concernée, la saisie du Conseil de Territoire et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la notification des délibérations d'engagement, la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de révision allégée, l'organisation de l'examen conjoint du projet de révision allégée arrêté avec les personnes publiques associées, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de révision allégée ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays d’Aix du 8 février 2018 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays d’Aubagne et de l’étoile du 12 février 2018 ;
- L’avis du Conseil de Territoire d’Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses conseils de territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de

Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,

- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées,
- Qu'il appartient à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour transmettre au Conseil de Territoire concerné les orientations stratégiques permettant la conception du projet de révision allégée du PLU. Il prescrit la révision allégée, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation. Il arrête le projet de révision allégée et tire le bilan de la concertation. Il approuve la révision allégée du PLU.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration projet de révision allégée. Il organise la réunion avec le maire de la commune concernée. Il arrête les modalités de collaboration avec la commune concernée et émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation. Il émet un avis préalablement à l'arrêt du projet de révision allégée. Il présente à l'issue de l'enquête publique les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la révision allégée.

Article 3 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3563/18/CM

**■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs
MET 18/6267/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

A ce titre, la Métropole pourra achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1^{er} janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (art. L. 153-9, I C. urb.).

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1^{er} janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut

particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et des plans d'occupation des sols remis en vigueur dans les conditions précitées que ce soit pour la reprise des procédures en cours lors du transfert de compétence PLU au 1^{er} janvier 2018, la gestion des PLU en vigueur ou des POS remis en vigueur, ou encore l'élaboration d'un nouveau PLU communal à la suite de l'annulation ou de la déclaration d'illégalité totale d'un PLU d'une commune membre.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures d'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme, en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire concerné préalablement à l'arrêt du projet de PLU ou de révision. En outre, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire émet un avis avant l'approbation du PLU ou de la révision.

Enfin, il appartiendra à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Ainsi en matière d'élaboration et de révision d'un Plan Local d'Urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de Métropole : la transmission au Conseil de Territoire des orientations stratégiques de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain, la prescription de l'élaboration ou de la révision, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, l'arrêt du projet de PLU ou de révision et le bilan de la concertation, l'approbation du PLU ou de la révision ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, la réunion avec le maire de la commune concernée, l'arrêt des modalités de collaboration avec la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration ou la révision du PLU et

définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, le débat sur les orientations générales, l'avis préalable à l'arrêt du projet, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLU ou de la révision ;

- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la saisie pour avis de la commune concernée, la saisie du Conseil de Territoire et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la notification des délibérations d'engagement, la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de PLU ou de révision, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales et la saisine pour avis du conseil de développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de révision allégée ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées,
- Qu'il appartient à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour transmettre au Conseil de Territoire concerné les orientations stratégiques permettant la conception du projet d'élaboration ou de révision du PLU. Il prescrit l'élaboration ou la révision du PLU, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation. Il arrête le projet de PLU ou de révision et tire le bilan de la concertation. Il approuve le PLU ou la révision.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration du projet de PLU ou de révision. Il organise la réunion avec le maire de la commune concernée. Il arrête les modalités de collaboration avec la commune concernée. Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration ou la révision du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation. Le débat sur les orientations générales a lieu en son sein. Il émet un avis préalable à l'arrêt du projet de PLU ou de révision. Il présente à l'issue de l'enquête publique les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLU ou de la révision.

Article 3 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3564/18/CM

■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs
MET 18/6268/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a

largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine.

La loi a notamment créé les sites patrimoniaux remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP et des ZPPAUP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

L'article L. 642-1 du Code du Patrimoine dans sa version antérieure à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 prévoit que la création d'une AVAP relève de la commune ou de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme (PLU).

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle est donc compétente, en principe, en matière d'AVAP.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a toutefois prévu que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerçait la compétence en matière de PLU et donc la compétence en matière d'AVAP sur le seul périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière d'AVAP sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Certaines communes des Territoires ont mis à l'étude la création d'AVAP ou la transformation de ZPPAUP en AVAP préalablement à la publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs de ces procédures étaient toujours en cours.

Conformément aux articles L. 5211-17 et L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole s'est substituée de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes pour l'exercice des compétences transférées et peut poursuivre les procédures engagées par les communes membres, à la suite du transfert de compétence.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs en matière de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures qui les concernent. Ils sollicitent à la demande de la commune l'inscription à l'ordre du jour du conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. Leur avis sera sollicité préalablement à l'arrêt du projet d'AVAP. Conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, leur avis sera également sollicité sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Le Conseil de la Métropole associe également la ou les communes membres concernées aux procédures de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP

en AVAP, en prévoyant une demande écrite formelle de la ou des communes concernées préalablement à l'engagement de la procédure. Leur avis simple sera également recueilli avant la délibération du Conseil de la Métropole arrêtant le projet d'AVAP et avant la délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Ainsi en matière de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : l'institution de la CLAVAP ; la mise à l'étude de la création/révision de l'AVAP ; la définition des modalités de concertation avec le public ; le bilan de la concertation ; l'arrêt du projet ; la création de l'AVAP ;
- des compétences du Conseil de Territoire : la demande de mise à l'ordre du jour et l'avis avant l'arrêt du projet d'AVAP ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP ;
- des attributions du Président de Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : l'élaboration du projet d'AVAP ; les saisines pour avis du Conseil de Territoire ; les saisines pour avis de la ou des communes concernées ; la saisine de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture ; l'organisation de l'examen conjoint du projet d'AVAP ; l'organisation de l'enquête publique ; la saisine pour accord du préfet.

En outre, l'article L. 642-3 du Code du Patrimoine dans sa rédaction antérieure à la loi du 7 juillet 2016 prévoit que lorsque le projet d'AVAP n'est pas compatible avec le PLU, l'AVAP ne peut être créée que si le PLU a été mis en compatibilité conformément à la procédure de mise en compatibilité prévue aux articles L. 153-54 et suivants. Dans ce cas, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ; l'adoption de la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement, lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale ; l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné : le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité ; la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité ;
- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la

détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable ; l'élaboration du projet de mise en compatibilité ; l'organisation de l'examen conjoint ; la saisine pour avis des communes membres concernées et du Conseil de Territoire ; la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure ; l'organisation de l'enquête publique ; la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux réunions d'examen conjoint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et s. dans leur version antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-Présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en

matière de création d'AVAP et de transformation des ZPPAUP en AVAP ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de création d'AVAP ou de transformation des ZPPAUP en AVAP sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier, en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire ;
- Que la Métropole associe les communes membres et les Conseils de Territoire concernés conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1

Pour la procédure de création de l'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour instituer la Commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (CLAVAP). Il met à l'étude la création de l'AVAP et définit les modalités de concertation avec le public. Il tire le bilan de la concertation et arrête le projet. Il crée l'AVAP.

Lorsque la mise en compatibilité du PLU est nécessaire, il appartient au Conseil de la Métropole d'engager la procédure de mise en compatibilité, d'adopter la déclaration d'intention prévue par le Code

de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale et d'approuver la mise en compatibilité du PLU.

Article 2

Pour la procédure de création de l'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, le Conseil de Territoire sollicite la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure et émet un avis avant l'arrêt du projet d'AVAP. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Lorsque la mise en compatibilité du PLU est nécessaire, il appartient au Conseil de Territoire de solliciter la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure et de suivre l'élaboration du projet de mise en compatibilité. Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité.

Article 3

La Métropole associe la ou les communes membres concernées à l'engagement d'une procédure de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, en prévoyant une demande écrite formelle de la ou des communes concernées préalablement à l'engagement de la procédure. Leur avis simple sera également recueilli avant la délibération du Conseil de la Métropole arrêtant le projet d'AVAP et avant la délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Article 4

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3565/18/CM

■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs
MET 18/6269/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de

l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est également compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, en principe, compétente en matière de règlement local de publicité.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de règlement local de publicité sur l'ensemble de son périmètre.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les

Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié les procédures d'élaboration et d'évolution des règlements locaux de publicité, en les « calquant » sur les procédures d'élaboration, de révision et de modification de droit commun des plans locaux d'urbanisme (article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement).

Le Code de l'Environnement prévoit également des étapes de procédure supplémentaires :

- le président de la Métropole pourra recueillir l'avis de toute personne, de tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et préenseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements, y compris, le cas échéant, des collectivités territoriales des Etats limitrophes (art. L. 581-14-1 al. 2 C. env.) ;
- le projet arrêté sera soumis pour avis, avant l'enquête publique, à la commission départementale en matière de nature, de paysages et de sites, qui aura trois mois pour se prononcer (art. L. 581-14-1 al. 3 C. env.) ;
- le RLP fera l'objet d'une mesure de publicité particulière, puisqu'il devra être mis à disposition sur le site internet de la Métropole (art. R. 581-79 du Code de l'Environnement).

Le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, à l'exclusion de ses compétences exclusives, jusqu'au 31 décembre 2019, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures d'élaboration et de révision des RLP qui les concerne. Le Conseil de Territoire concerné émettra un avis préalablement à l'engagement de la procédure de révision et avant l'arrêt du projet. Enfin, conformément à l'article L. 5218-7 du Code général des collectivités territoriales, son avis sera également sollicité sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l'élaboration ou la révision du RLP.

Enfin, il appartiendra à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Ainsi en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : arrêter les modalités de collaboration avec la commune concernée ; prescrire la révision du RLP ; définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; tirer le bilan de

- la concertation ; arrêter le projet ; approuver l'élaboration ou la révision du RLP ;
- des compétences du Conseil de Territoire : émettre un avis préalablement à l'engagement de la procédure de révision ; émettre un avis avant l'arrêt du projet ; émettre un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l'élaboration ou la révision du RLP ;
- des attributions du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : conduire la procédure d'élaboration ou de révision RLP ; les saisines pour avis du Conseil de Territoire concerné ; réunir la conférence avec le maire de la commune concernée ; notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ; notifier pour avis le projet arrêté aux personnes publiques associées, aux communes concernées, à la commission de la nature, des paysages et des sites, et, à leur demande, aux communes limitrophes, aux EPCI directement intéressés et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ; transmettre pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure le projet de RLP ou de révision, saisir pour avis le conseil de développement du projet arrêté ; soumettre à enquête publique le projet arrêté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de RLP ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 12 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 14 février 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier, en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire ;
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées ;
- Qu'il appartient à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Délibère

Article 1

Pour la procédure d'élaboration ou de révision du règlement local de publicité, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour arrêter les modalités de collaboration avec la commune concernée. Il prescrit la révision du RLP et définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public. Il tire le bilan de la concertation avec le public et arrête le projet. Il approuve l'élaboration ou la révision du RLP.

Article 2

Le Conseil de Territoire émet un avis préalablement à l'engagement de la procédure de révision. Il émet un avis avant l'arrêt du projet. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l'élaboration ou la révision du RLP.

Article 3

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3565/18/CM

■ Poursuite des procédures d'élaboration - révision des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix MET 18/6462/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Commune	Date de prescription	Type de procédure
Châteauneuf-Le-Rouge	14/10/2015	Élaboration du PLU
Saint-Cannat	12/04/2010	Élaboration du PLU
Saint-Paul-Lez-Durance	29/07/2014	Élaboration du PLU
Lambesc	13/12/2017	Révision générale du PLU
Les Pennes-Mirabeau	22/12/2016	Révision générale du PLU
Venelles	11/07/2016	Révision générale du PLU

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure
Châteauneuf-Le-Rouge	17/11/2017	Élaboration du PLU
Saint-Cannat	25/10/2017	Élaboration du PLU
Saint-Paul-Lez-Durance	30/10/2017	Élaboration du PLU
Lambesc	13/12/2017	Révision générale du PLU
Les Pennes-Mirabeau	30/11/2017	Révision générale du PLU
Venelles	19/12/2017	Révision générale du PLU

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-17, L.5211-41-3 III, L.5217-2, L.5218-2 et L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Châteauneuf-Le-Rouge du 14 octobre 2015 engageant la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Châteauneuf-Le-Rouge ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Cannat du 12 avril 2010 engageant la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance du

29 juillet 2014 engageant la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;

- La délibération du Conseil municipal de la commune de Lambesc du 13 décembre 2017 engageant la procédure de révision générale du PLU de la commune de Lambesc ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 22 décembre 2016 engageant la procédure de révision générale du PLU de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Venelles du 11 juillet 2016 engageant la procédure de révision générale du PLU de la commune de Venelles ;
- L'accord de la commune de Châteauneuf-Le-Rouge à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 17 novembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Cannat à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 25 octobre 2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30 octobre 2017 ;
- L'accord de la commune de Lambesc à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune des Pennes-Mirabeau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30 novembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Venelles à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 19 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Châteauneuf-Le-Rouge a, par délibération du 14 octobre 2015, engagé la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Saint-Cannat a, par délibération du 12 avril 2010, engagé la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Saint-Paul-Lez-Durance a, par délibération du 29 juillet 2014, engagé la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Lambesc a, par délibération du 13 décembre 2017, engagé la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune des Pennes-Mirabeau a, par délibération du 22 décembre 2016, engagé la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Venelles a, par délibération du 11 juillet 2016, engagé la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes de Châteauneuf-Le-Rouge, de Saint-Cannat, de Saint-Paul-Lez-Durance, de Lambesc, des Pennes-Mirabeau et de Venelles ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Châteauneuf-Le-Rouge exprimé par délibération de son Conseil municipal du 17 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme, engagée le 14 octobre 2015 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Saint-Cannat exprimé par délibération de son Conseil municipal du 25 octobre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme, engagée le 12 avril 2010 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30 octobre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme, engagée le 29 juillet 2014 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Lambesc exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme, engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme, engagée le 22 décembre 2016 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Venelles exprimé par délibération de son Conseil municipal du 19 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme, engagée le 11 juillet 2016 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies:

Commune de Châteauneuf-Le-Rouge : Elaboration du plan local d'urbanisme de la Commune de Châteauneuf-Le-Rouge, engagée le 14 octobre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Saint-Cannat : Elaboration du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-Cannat engagée le 12 avril 2010 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Saint-Paul-Lez-Durance : Elaboration du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-

Paul-Lez-Durance engagée le 29 juillet 2014 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Lambesc : Révision générale du plan local d'urbanisme de la Commune de Lambesc engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune des Pennes-Mirabeau : Révision générale du plan local d'urbanisme de la Commune des Pennes Mirabeau engagée le 22 décembre 2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Venelles : Révision générale du plan local d'urbanisme de la Commune de Venelles engagé le 11 juillet 2016 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3567/18/CM

■ Poursuite des procédures de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU ou du document en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix MET 18/6464/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Certaines communes membres de la Métropole ont engagé des procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité pour des opérations relevant du périmètre des compétences métropolitaines dont le transfert a été reporté au 1er janvier 2018.

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité permet de faire évoluer un PLU. Toutefois, elle se distingue des procédures d'évolution de droit commun (révision, révision allégée, modification, modification simplifiée) car elle ne relève pas nécessairement de l'EPCI ou de la commune compétent en matière de PLU, mais de l'autorité compétente pour adopter une déclaration de projet sur le fondement soit de l'article L. 300-6 du Code de l'Urbanisme, soit de l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement.

Compte tenu des transferts différés de compétence intervenus le 1er janvier 2018, les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité engagées par certaines communes membres ne pourront plus être poursuivies par les communes concernées, dès lors que la déclaration de projet s'inscrit dans le périmètre des compétences métropolitaines.

Conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, la Métropole peut achever toute procédure d'évolution d'un plan local d'urbanisme en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1er janvier 2018, plusieurs procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Arrêté Municipal	Type de procédure	Nom du projet
Cabriès	04/12/2017	Mise en compatibilité	Secteur Lagremeuse
Cabriès	04/12/2017	Mise en compatibilité	Petite Campagne

La déclaration de projet concerne les projets suivants :

- Secteur Lagremeuse : il s'agit d'une ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements, notamment la caserne de sapeurs-pompiers du service départemental d'incendie et de secours.

- Secteur Petite Campagne: il s'agit d'assurer le développement économique de ce secteur ainsi que l'amélioration de la circulation sur l'ensemble de la zone de Plan de Campagne.

Ces déclarations de projets relèvent ainsi de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain ».

Compte tenu du transfert de cette compétence à la Métropole depuis le 1er janvier 2018, il appartient désormais à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Cabriès :

Par délibération du 08/12/2017, le Conseil municipal de la commune de Cabriès a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures en cours de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme le 1er janvier 2018 à savoir les projets « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne ».

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole et afférente à cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41- 3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-9, L. 153-54 et suivants, L. 300-6 et R. 153-15 et suivants ;

- Le Code de l'Environnement et notamment son article L. 126-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- L'arrêté municipal du Maire de la commune de Cabriès du 4 décembre 2017 engageant la procédure de déclaration de projet « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne » emportant mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2017;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cabriès a, par arrêté municipal du Maire du 4 décembre 2017, engagé les procédures de mises en compatibilité de son plan local d'urbanisme.
- Que les déclarations de projet concernent les projets :

Secteur Lagremeuse : il s'agit d'une ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements, notamment la caserne de sapeurs-pompiers du service départemental d'incendie et de secours.

Secteur Petite Campagne: il s'agit d'assurer le développement économique de ce secteur ainsi que l'amélioration de

la circulation sur l'ensemble de la zone de Plan de Campagne.

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière « d'aménagement du territoire métropolitain » a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que la commune de Cabriès a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par arrêté municipal du Maire du 4 décembre 2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme engagées le 8 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Cabriès concernant les projets « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne », engagées par Arrêtes Municipaux du 4 décembre 2017.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3568/18/CM

■ Poursuite des procédures de révision allégée des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix MET 18/6465/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Date de Prescription	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	10/11/2016	Révision allégée	1
Cabriès	08/12/2017	Révision allégée	1
Gardanne	18/12/2015	Révision allégée	1
Mimet	13/12/2017	Révision allégée	1
Pertuis	05/12/2017	Révision allégée	1
Rognes	29/11/2017	Révision allégée	1
Saint-Marc-Jaumegarde	11/12/2017	Révision allégée	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il

convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'Accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	13/12/2017	Révision allégée	1
Cabriès	08/12/2017	Révision allégée	1
Gardanne	11/12/2017	Révision allégée	1
Mimet	13/12/2017	Révision allégée	1
Pertuis	05/12/2017	Révision allégée	1
Rognes	29/11/2017	Révision allégée	1
Saint-Marc-Jaumegarde	11/12/2017	Révision allégée	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 10 novembre 2016 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Cabriès du 8 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Gardanne du 18 décembre 2015 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Gardanne ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Mimet du 13 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis du 5 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Pertuis ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Rognes du 29 novembre 2017

engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes ;

- La délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- L'accord de la commune d'Aix-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Gardanne à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Mimet à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 05 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Rognes à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 29 novembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a, par délibération en date du 10 novembre 2016, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- Que la commune de Cabriès a, par délibération en date du 8 décembre 2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Gardanne a, par délibération en date du 18 décembre 2015, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Mimet a, par délibération en date du 13 décembre 2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Pertuis a, par délibération en date du 5 décembre 2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Rognes a, par délibération en date du 29 novembre 2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a, par délibération du 11 décembre 2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Gardanne, Mimet, Pertuis, Rognes et Saint-Marc-Jaumegarde ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune d'Aix-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le

10 novembre 2016 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 8 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 8 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Gardanne exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 18 décembre 2015 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Mimet exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 5 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 5 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Rognes exprimé par délibération de son Conseil municipal du 29 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 29 novembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 11 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune d'Aix-en-Provence : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence, engagée le 10 novembre 2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Cabriès : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Cabriès, engagée le 8 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Gardanne : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Gardanne, engagée le 18 décembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Mimet : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Mimet, engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Pertuis : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Pertuis, engagée le 5 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Rognes : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Rognes, engagée le 29 novembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Saint-Marc-Jaumegarde : Révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde, engagée le 11 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3569/18/CM

■ Poursuite des procédures de modification des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix MET 18/6467/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en

application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit

à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	Modification	1
Aix-en-Provence	Modification	2
Aix-en-Provence	Modification	3
Aix-en-Provence	Modification	5
Cabriès	Modification	1
Gréasque	Modification	1
Lambesc	Modification	1
La Roque d'Anthéron	Modification	1
Le Puy-Sainte-Réparate	Modification	1
Meyreuil	Modification	9
Meyreuil	Modification	10
Meyreuil	Modification	11
Pertuis	Modification	2
Peyrolles-en-Provence	Modification	1
Rognes	Modification	1
Rousset	Modification	2
Saint-Marc-Jaumegarde	Modification	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	1
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	2
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	3
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	5
Cabriès	08/12/2017	Modification	1
Gréasque	12/12/2017	Modification	1
Lambesc	13/12/2017	Modification	1
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Modification	1
Le Puy-Sainte-Réparate	11/12/2017	Modification	1
Meyreuil	12/12/2017	Modification	9
Meyreuil	12/12/2017	Modification	10
Meyreuil	12/12/2017	Modification	11
Pertuis	05/12/2017	Modification	2
Peyrolles-en-Provence	20/11/2017	Modification	1
Rognes	29/11/2017	Modification	1
Rousset	11/12/2017	Modification	2
Saint-Marc-Jaumegarde	11/12/2017	Modification	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;

- L'accord de la commune d'Aix-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Gréasque à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Lambesc à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune du Puy-Sainte-Réparate à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 5 décembre 2017 ;

- L'accord de la commune de Peyrolles-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Rognes à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 29 novembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Rousset à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune d'Aix-en-Provence a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°2 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune d'Aix-en-Provence a, au 1^{er} janvier 2018, engagé les procédures de modification n°3 et 5 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Cabriès a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Gréasque a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Lambesc a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure

de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.

- Que la commune du Puy-Sainte-Réparate a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Meyreuil a, au 1^{er} janvier 2018, engagé trois procédures de modification n°9,10 et 11 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Pertuis a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°2 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Peyrolles-en-Provence a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Rognes a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Rousset a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°2 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a, au 1^{er} janvier 2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Gréasque, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyreuil, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Rousset et Saint-Marc-Jaumegarde ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, modification sous la forme allégée, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune d'Aix-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de modification n° 1, 2, 3 et 5 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 8 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Gréasque exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Lambesc exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune du Puy-Sainte-Réparate exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de modification n°9, 10, 11 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 5 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°2 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Peyrolles-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 20 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Rognes exprimé par délibération de son Conseil municipal du 29 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Rousset exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°2 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	Modification	1
Aix-en-Provence	Modification	2
Aix-en-Provence	Modification	3
Aix-en-Provence	Modification	5
Cabriès	Modification	1
Gréasque	Modification	1
Lambesc	Modification	1
La Roque d'Anthéron	Modification	1
Le Puy-Sainte-Réparate	Modification	1
Meyreuil	Modification	9
Meyreuil	Modification	10
Meyreuil	Modification	11
Pertuis	Modification	2
Peyrolles-en-Provence	Modification	1
Rognes	Modification	1
Rousset	Modification	2
Saint-Marc-Jaumegarde	Modification	1

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-3570/18/CM

■ Poursuite des procédures d'élaboration - révision des Règlements Locaux d'Urbanisme (RLP) des communes du Territoire du Pays d'Aix MET 18/6469/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 C. envir.) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 C. envir.). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 C. envir.). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de règlement local de publicité ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des plans locaux d'urbanisme pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Date de prescription	Type de procédure	Numéro de procédure
Cabriès	19/04/2012 et 14/05/2013	Élaboration RLP	
Fuveau	26/03/2012	Élaboration RLP	
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Élaboration RLP	
Pertuis	15/12/2015	Élaboration RLP	
Bouc-Bel-Air	24/10/2016	Révision RLP	
Les Pennes-Mirabeau	24/06/2014	Révision RLP	
Meyreuil	12/12/2017	Modification RLP	1
Venelles	12/12/2017	Modification RLP	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de règlement local de publicité au 1er janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-

Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Cabriès	08/12/2017	Élaboration RLP	
Fuveau	23/10/2017	Élaboration RLP	
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Élaboration RLP	
Pertuis	05/12/2017	Élaboration RLP	
Bouc-Bel-Air	04/12/2017	Révision RLP	
Les Pennes Mirabeau	30/11/2017	Révision RLP	
Meyreuil	12/12/2017	Modification RLP	1
Venelles	12/12/2017	Modification RLP	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ;

- Les délibérations du Conseil municipal de la commune de Cabriès du 19 avril 2012 et 14/05/2013 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Cabriès ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Fuveau du 26 mars 2012 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Fuveau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de La Roque d'Anthéron du 13 décembre 2017 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de La Roque d'Anthéron ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis du 15 décembre 2015 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Pertuis ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Bouc-Bel-Air du 24 octobre 2016 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune de la Bouc-Bel-Air ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 24 juin 2014 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du règlement local de publicité de la commune de Meyreuil ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Venelles du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1

du règlement local de publicité de la commune de Venelles ;

- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2017 ;
- □ L'accord de la commune de Fuveau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 23 octobre 2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 5 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Bouc-Bel-Air à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 4 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune des Pennes-Mirabeau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30 novembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Venelles à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cabriès a, par délibérations du 19 avril 2012 et 14 mai 2013, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.

- Que la commune de Fuveau a, par délibération du 26 mars 2012, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a, par délibération du 13 décembre 2017, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Pertuis a, par délibération du 15 décembre 2015, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Bouc-Bel-Air a, par délibération du 24 octobre 2016, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité.
- Que la commune des Pennes-Mirabeau a, par délibération du 24 juin 2014, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Meyreuil a, par délibération du 12 décembre 2017, engagé la procédure de modification n°1 de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Venelles a, par délibération du 12 décembre 2017, engagé la procédure de modification n°1 de son règlement local de publicité.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ont été transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes de Cabriès, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Bouc-Bel-Air, Pertuis, Les Pennes-Mirabeau, Meyreuil et Venelles ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 8 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibérations du Conseil municipal du 19 avril 2012 et du 14 mai 2013.

- de l'accord de la Commune de Fuveau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 23 octobre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 26 mars 2012.

- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017.

- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 5 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2015.

- de l'accord de la Commune de la Bouc-Bel-Air exprimé par délibération de son Conseil municipal du 4 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 24 octobre 2016.

- de l'accord de la Commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 24 juin 2014.

- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de modification n°1 du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017.

- de l'accord de la Commune de Venelles exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de modification n°1 du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Cabriès : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Cabriès, engagée par délibérations du Conseil municipal en date du 19 avril 2012 et du 14 mai 2013.

Commune de Fuveau : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Fuveau, engagée le 26 mars 2012 par délibération du Conseil municipal.

Commune de La Roque d'Anthéron : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de la Roque d'Anthéron, engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Pertuis : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Pertuis, engagée le 15 décembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Bouc-Bel-Air : Révision du règlement local de publicité de la Commune de Bouc-Bel-Air engagée le 24 octobre 2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune des Pennes-Mirabeau : Révision du règlement local de publicité de la Commune des Pennes Mirabeau engagée le 24 juin 2014 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Meyreuil : Modification n°1 du règlement local de publicité de la Commune de Meyreuil engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Venelles : Modification n°1 du règlement local de publicité de la Commune de Venelles engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-3571/18/CM

■ **Poursuite des procédures de modification simplifiée des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix**
MET 18/6470/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des

Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	Modification simplifiée	1
La Roque d'Anthéron	Modification simplifiée	1
Le Puy-Sainte-Réparate	Modification simplifiée	1
Meyreuil	Modification simplifiée	2
Meyreuil	Modification simplifiée	3
Meyreuil	Modification simplifiée	4

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il

convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification simplifiée	1
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Modification simplifiée	1
Le Puy-Sainte-Réparate	11/12/2017	Modification simplifiée	1
Meyreuil	12/12/2017	Modification simplifiée	2
Meyreuil	12/12/2017	Modification simplifiée	3
Meyreuil	12/12/2017	Modification simplifiée	4

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- L'accord de la commune d'Aix-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune du Puy-Sainte-Réparate à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a une procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a une procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que la commune du Puy-Sainte-Réparate a une procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que la commune de Meyreuil a trois procédures de modifications simplifiées n°2, 3 et 4 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes d'Aix-en-Provence, La Roque d'Anthéron, du Puy-Sainte-Réparate et Meyreuil ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune d'Aix-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure

de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune du Puy-Sainte-Réparate exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures simplifiées n°2, 3 et 4.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune d'Aix-en-Provence : Modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence.

Commune de La Roque d'Anthéron : Modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de La Roque d'Anthéron.

Commune du Puy-Sainte-Réparate : Modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

Commune de Meyreuil : Modifications simplifiées n°2, 3 et 4 du plan local d'urbanisme de la Commune de Meyreuil.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-3572/18/CM

**■ Poursuite des procédures de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) des communes du Territoire du Pays d'Aix
MET 18/6461/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine.

La loi a notamment créé les sites patrimoniaux remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

L'article L. 642-1 du Code du Patrimoine dans sa version antérieure à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 prévoit que la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine relève de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1er janvier 2018.

Plusieurs communes des Territoires ont mis à l'étude la création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou de transformation de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager préalablement à la publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016.

Au 1er janvier 2018, plusieurs de ces procédures sont toujours en cours.

Conformément aux articles L. 5211-17 et L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est substituée de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes pour l'exercice des compétences transférées. Par conséquent, la Métropole peut poursuivre les procédures engagées par les communes membres, à la suite du transfert de compétence.

Commune de Pertuis

Par délibération du 22 mai 2013, le Conseil municipal de la commune de Pertuis a mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

Commune de Rognes

Par délibération du 4 juillet 2012, le Conseil municipal de la commune de Rognes a mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole,

Il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève ces procédures, après consultation pour avis de la commune.

Commune de Pertuis

Par délibération du 5 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Pertuis a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours : la transformation d'une zone de protection du

patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine le 1er janvier 2018.

Commune de Rognes

Par délibération du 29 novembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Rognes a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours : la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine le 1er janvier 2018 sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou de transformation de zones de protection du patrimoine architectural mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole et afférente à ces procédures.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et s. dans leur version antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de transformation de zones de protection du patrimoine architectural,

urbain et paysager en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;

- La délibération du 22 mai 2013 du Conseil municipal de la commune de Pertuis mettant à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- La délibération du 4 juillet 2012 du Conseil municipal de la commune de Rognes mettant à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- L'avis favorable de la commune de Pertuis sur l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 5 décembre 2017 ;
- L'avis favorable de la commune de Rognes sur l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 29 novembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Pertuis a, par délibération en date du 22 mai 2013, mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.
- ☐ Que la commune de Rognes a, par délibération en date du 4 juillet 2012, mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit à la commune de Pertuis et à celle de Rognes dans toutes ses délibérations et tous ses actes pour l'exercice de ces compétences et peut poursuivre les procédures susvisées.
- Que les Communes de Pertuis et Rognes ont exprimé un avis favorable à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la transformation de leurs zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.
- ☐ Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine/la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 5 décembre 2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, engagée le 13 décembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

- de l'accord de la Commune de Rognes exprimé par délibération de son Conseil municipal du 29 novembre 2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, engagée le 4 décembre 2012 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Pertuis : Transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, engagée le 22/05/2013 par délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis.

Commune de Rognes : Transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine], engagée le 04/07/2012 par délibération du Conseil municipal de la commune de

Rognes sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine/transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-3573/18/CM

■ Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes MET 18/6452/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par arrêté n°AR2017-URB.401 du 22/09/2017, le Maire de Rognes a engagé la modification n°1 du PLU.

Les évolutions apportées au document d'urbanisme dans le cadre de cette procédure de modification portent sur les points suivants :

1. Des modifications à apporter sur l'OAP Versailles pour :

- prendre en compte les contraintes du terrain non adapté à la réalisation de logements en R+2. Cette modification impactera également le zonage et le règlement du PLU
- supprimer une aire de stationnement sur la partie sud de l'OAP car le stationnement prévu à l'Est de la départementale est suffisant.

2. Des modifications mineures du règlement afin d'en améliorer l'application, la compréhension et la lisibilité :

- compléments apportés en zone A et N pour préciser les règles applicables aux Secteurs de Taille et d'Accueil Limité (STECAL)
- correction d'erreurs matérielles en zone A et N
- modifications apportées aux dispositions générales
- modification du règlement 1AUE2 et UE
- règlement relatif aux bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination

3. Des modifications à apporter sur le zonage pour :

- corriger des erreurs matérielles sur des emplacements réservés (n°9, 10, 11 et 12)
- reprise du linéaire « changement de destination des locaux à usage de commerce interdit » en zone UA
- correction des numéros d'espaces verts à protéger (alignements)

Les pièces du dossier de PLU qui font l'objet de modifications sont :

- le dossier d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP Versailles)
- le règlement
- le plan de zonage

Par arrêté n° AR2017-URB.460 du 30/10/2017, le Maire de Rognes a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25/10/2017 ; l'enquête s'est déroulée du 20 novembre 2017 à 9h au 21 décembre à 17h, soit pendant 32 jours consécutifs.

Elle comprenait :

- le dossier de modification avec la notice de présentation
 - le dossier d'orientations d'aménagement et de programmation modifié
 - le règlement modifié
 - le plan de zonage modifié
- 4 permanences du commissaire enquêteur se sont tenues pendant la durée de l'enquête aux dates suivantes

- le lundi 20 novembre 2017 de 9h à 12h
- le mercredi 29 novembre 2017 de 9h à 12h
- le jeudi 7 décembre 2017 de 14h à 17h
- le jeudi 21 décembre 2017 de 14h à 17h
- le dossier était consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la commune : <http://www.ville-rogn.es.fr/>
- un registre d'enquête était tenu à disposition du public pour y consigner ses observations à la mairie de Rognes (1 avenue d'Aix – 13840 Rognes) pendant la durée de l'enquête, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h (à l'exception des jours fériés).
- L'avis de l'autorité environnementale concluant sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale complète.

A l'issue de l'enquête publique, aucune opposition n'a été formulée et le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sans observation ni réserve.

Afin de tenir compte des remarques des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône quelques adaptations sont apportées au dossier soumis à approbation : le règlement et la notice de présentation ont été complétés afin de préciser qu'il conviendra de respecter les prescriptions en matière de risque incendie dans les secteurs concernés.

Par délibération n° DEL 2017-68 du 29 novembre 2017, la commune a donné son accord pour que la procédure de modification n°1 soit poursuivie par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La délibération qui modifie le plan local d'urbanisme de Rognes est affichée pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Rognes. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de la commune de Rognes du 22 septembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération de la commune de Rognes du 29 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par arrêté du maire en date du 22/09/2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 22 septembre 2017 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur du 28 décembre 2017, sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ou POS de la commune de Rognes ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognes, telle qu'annexée à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-3574/18/CM

**■ Poursuite de la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme des Communes de La Barben, Lamanon et Vernègues au sein du Conseil de Territoire Pays Salonais
MET 18/6358/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays Salonais étaient en cours.

Pour ce qui concerne la Commune de La Barben : Par délibération du 10 février 2010, le Conseil municipal de la commune de La Barben a engagé la

procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Lamanon : Par délibération du 22 novembre 2016 complétant celle du 11 octobre 2004, le Conseil municipal de la commune de Lamanon a engagé la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Vernègues : Par délibération du 12 février 2015, le Conseil municipal de la commune de Vernègues a engagé la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, cette procédure toujours en cours lors du transfert de compétence :

Pour ce qui concerne la Commune de La Barben : Par délibération du 30 novembre 2017, le Conseil municipal de la commune de La Barben a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Lamanon : Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Lamanon a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Vernègues : Par délibération du 6 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Vernègues a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite de la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme mentionnée ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.

5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de La Barben en date du 10 février 2010 engageant la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Barben ;
- L'accord de la commune de La Barben à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30 novembre 2017 ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Lamanon en date du 22 novembre 2016 complétant celle du 11 octobre 2004 engageant la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lamanon ;
- L'accord de la commune de Lamanon à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Vernègues en date du 12 février 2015 engageant la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vernègues ;
- L'accord de la commune de Vernègues à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 6 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de La Barben a, par délibération du 10 février 2010 engagé la procédure de révision valant élaboration de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Lamanon a, par délibération du 22 novembre 2016 complétant celle du 11 octobre 2004 engagé la procédure de révision valant élaboration de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Vernègues a, par délibération du 12 février 2015 engagé la procédure de révision valant élaboration de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la Commune de La Barben a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Lamanon a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Vernègues a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de La Barben exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 10 février 2010 par délibération du Conseil municipal de La Barben.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Lamanon exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par

la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 11 octobre 2004 et complétée 22 novembre 2016 par délibération du Conseil municipal de Lamanon.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Vernègues exprimé par délibération de son Conseil municipal du 6 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 12 février 2015 par délibération du Conseil municipal de Vernègues.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de La Barben : Révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Barben engagée le 10 février 2010 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Lamanon : Révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lamanon engagée le 11 octobre 2004 et complétée 22 novembre 2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Vernègues : Révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Vernègues engagée le 12 février 2015 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-3575/18/CM

■ **Poursuite de la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang, de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mallemort, de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Chamas, de modification N°1 et modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas et de modification N°2 et modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Velaux au sein du Conseil de Territoire Pays Salonais**
MET 18/6359/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays Salonais étaient en cours.

Commune de Berre l'Etang	Modification N°1	Engagée par Délibération du Conseil municipal du 19/06/2017
Commune de Mallemort	Modification N°1	Engagée par Arrêté de Madame le Maire du 29/11/2017
Commune de Saint Chamas	Modification N°1	Engagée par Arrêté de Monsieur le Maire du 08/08/17
Commune de Sénas	Modification N°1	Engagée par Arrêté de Monsieur le Maire du 6/09/2017
	Modification N°2	Engagée par Arrêté de Monsieur le Maire du 6/09/2017
Commune de Velaux	Modification N°2	Engagée par Délibération du Conseil Municipal du 29/08/17
	Modification N°3	Engagée par Arrêté de Monsieur le Maire du 27/11/17

Pour ce qui concerne la Commune de Berre l'Etang :

Par délibération du 19 juin 2017, le Conseil municipal de la commune de Berre l'Etang a engagé la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Mallemort :
Par arrêté de Madame le Maire du 29 novembre 2017, la commune de Mallemort a engagé la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Saint Chamas :

Par arrêté de Monsieur le Maire du 08 août 2017, le Conseil municipal de la commune de Saint Chamas a engagé la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Sénas :
Par arrêté de Monsieur le Maire du 6 septembre 2017, la commune de Sénas a engagé la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Sénas :
Par arrêté de Monsieur le Maire du 6 septembre 2017, la commune de Sénas a engagé la procédure de modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Velaux :
Par délibération du 29 août 2017, le Conseil municipal de la commune de Velaux a engagé la procédure de modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Velaux :
Par arrêté de Monsieur le Maire du 27 novembre 2017, la commune de Velaux a engagé la procédure de modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, cette procédure toujours en cours lors du transfert de compétence :

Pour ce qui concerne la Commune de Berre l'Etang :

Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Berre l'Etang a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Mallemort :
Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Mallemort a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Saint Chamas :

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Saint Chamas a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Sénas :
Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Sénas a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures en cours de modification N°1 et modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Velaux :
Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Velaux a donné son

accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures en cours de modification N°2 et modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de modification du Plan Local d'Urbanisme mentionnées ci-dessus, se font dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Berre l'Etang du 19 juin 2017 engageant la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang ;
- L'accord de la commune de Berre l'Etang à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'arrêté de Madame le Maire de la commune de Mallemort du 29 novembre 2017 engageant la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mallemort ;
- L'accord de la commune de Mallemort à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'arrêté de Monsieur le Maire de la commune de Saint Chamas du 8 août 2017 engageant la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Chamas ;
- L'accord de la commune de Saint Chamas à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2017 ;
- Les arrêtés de Monsieur le Maire de la commune de Sénas du 6 septembre 2017 engageant les procédures de modification N°1 et modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- L'accord de la commune de Sénas à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Velaux du 29 août 2017 engageant la procédure de modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Velaux ;
- L'arrêté de Monsieur le Maire de la commune de Velaux du 27 novembre 2017 engageant la procédure de modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Velaux ;
- L'accord de la commune de Velaux à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 12 février 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Berre l'Etang a, par délibération du 19 juin 2017 engagé la procédure de modification N°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Mallemort a, par arrêté de Madame le Maire du 29 novembre 2017, engagé la procédure de modification N°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;

- Que la commune de Saint Chamas a, par arrêté de Monsieur le Maire du 8 août 2017 engagé la procédure de modification N°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Sénas a, par arrêtés de Monsieur le Maire du 6 septembre 2017, engagé les procédures de modification N°1 et modification N°2 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Velaux a, par délibération en date du 29 août 2017 engagé la procédure de modification N°2 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Velaux a, par arrêté de Monsieur le Maire du 27 novembre 2017, engagé la procédure de modification N°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la Commune de Berre l'Etang a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Mallemort a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Saint Chamas a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Sénas a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Velaux a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de Berre l'Etang exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 19 juin 2017 par délibération du Conseil municipal de Berre l'Etang.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Mallemort exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 29 novembre 2017 par arrêté de Madame le Maire de la Commune de Mallemort.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Saint Chamas exprimé par délibération de son Conseil municipal du 14 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 8 août 2017 par arrêté de Monsieur le Maire de la Commune de Saint Chamas.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Sénas exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de modification N°1 et modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme, engagées le 6 septembre 2017 par arrêtés de Monsieur le Maire de la Commune de Sénas.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Velaux exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de modification N°2 et modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme, engagées le 29 août 2017 par délibération du Conseil municipal et le 27 novembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire de la Commune de Velaux.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Berre l'Etang : Modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang engagée le 19 juin 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Mallemort : Modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mallemort engagée le 29 novembre 2017 par arrêté de Madame le Maire.

Commune de Saint Chamas : Modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Chamas engagée le 8 août 2017 par arrêté de Monsieur le Maire.

Commune de Sénas : Modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas engagée le 6 septembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire, et modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas engagée le 6 septembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire.

Commune de Velaux : Modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Velaux engagée le 29 août 2017 par délibération du Conseil municipal et modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Velaux engagée le 27 novembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-3576/18/CM

■ Poursuite de la procédure de révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon de Provence au sein du Conseil de Territoire du Pays Salonais MET 18/6334/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements

Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays Salonais étaient en cours.

Pour ce qui concerne la Commune de Salon de Provence :

Par délibérations des 19 octobre 2017 et 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Salon de Provence a engagé la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, cette procédure toujours en cours lors du transfert de compétence :

La Commune de Salon de Provence :

Par délibérations des 19 octobre 2017 et 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Salon de Provence a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision sous la forme allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite de la procédure de révision sous la forme allégée, du Plan Local d'Urbanisme mentionnée ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs

Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision sous la forme allégée du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Salon de Provence en date du 19 octobre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Salon de Provence ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Salon de Provence en date du 12 décembre 2017 complétant la délibération du 19 octobre 2017 ;
- L'accord de la commune de Salon de Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibérations du Conseil municipal des 19 octobre 2017 et 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Salon de Provence a, par délibération en date du 19 octobre 2017 engagé la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ; complétée par la délibération du 12 décembre 2017, afin d'en élargir les objectifs poursuivis ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la Commune de Salon de Provence, par délibération du 19 octobre 2017, a exprimé son accord (accord confirmé par délibération du 12 décembre 2017 qui élargit les objectifs poursuivis) pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision sous la forme allégée du Plan Local d'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de Salon de Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 19 octobre 2017 et confirmé par délibération du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 19 octobre 2017 par délibération du Conseil municipal de Salon de Provence.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie :

Commune de Salon de Provence : Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon de Provence engagée le 19 octobre 2017 par délibération du Conseil municipal et dont les objectifs ont été élargis par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision sous la forme allégée du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-3577/18/CM

■ Poursuite de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan local d'Urbanisme de la Commune de Sénas au sein du Conseil de Territoire du Pays Salonais MET 18/6333/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Certaines communes membres de la Métropole ont engagé des procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité pour des opérations relevant du périmètre des compétences métropolitaines dont le transfert a été reporté au 1^{er} janvier 2018.

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité permet de faire évoluer un PLU. Toutefois, elle se distingue des procédures d'évolution de droit commun (révision, révision allégée, modification, modification simplifiée) car elle ne relève pas nécessairement de l'EPCI ou de la commune compétent en matière de PLU, mais de l'autorité compétente pour adopter une déclaration de projet sur le fondement soit de l'article L. 300-6 Code de l'Urbanisme, soit de l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement.

Compte tenu des transferts différés de compétence intervenus le 1^{er} janvier 2018, les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité engagées par certaines communes

membres ne pourront plus être poursuivies par les communes concernées, dès lors que la déclaration de projet s'inscrit dans le périmètre des compétences métropolitaines.

Conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, la Métropole peut achever toute procédure d'évolution d'un plan local d'urbanisme en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme engagée par une commune du Territoire du Pays Salonais était en cours :

Commune de Sénas :

Par délibération du 28 juillet 2017, le Conseil municipal de la commune de Sénas a engagé la procédure de mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme.

La déclaration de projet concerne l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol dans le secteur « La Sablière – Le Grand Vallon ».

Elle relève ainsi de la compétence en matière de mise en œuvre des actions de contribution à la transition énergétique.

Compte tenu du transfert de cette compétence à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018, il appartient désormais à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Sénas :

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Sénas a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme mentionnée ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le conseil de la Métropole et afférente à cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-9, L. 153-54 et suivants, L. 300-6 et R. 153-15 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L. 126-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Sénas en date du 28 juillet 2017 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme, en ce qu'elle concerne l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol dans le secteur « La Sablière – Le Grand Vallon » ;
- L'accord de la commune de Sénas à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Sénas a, par délibération en date du 28 juillet 2017,

engagé la procédure de mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme ;

- Que la déclaration de projet concerne l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol dans le secteur « La Sablière – Le Grand Vallon » ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de mise en œuvre des actions de contribution à la transition énergétique a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la Commune de Sénas, par délibération du 12 décembre 2017, a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de Sénas exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme engagée le 28 juillet 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie :

Commune de Sénas : Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas, engagée le 28 juillet 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-3578/18/CM**■ Poursuite des procédures de modification des
PLU de communes du Conseil de Territoire Pays
Salonais
MET 18/6489/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux

d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays Salonais étaient en cours.

Commune d'Alleins	Modification Simplifiée N°1	Engagée par Arrêté de Monsieur le Maire du 7/12/2017
Commune de Berre l'Etang	Modification Simplifiée N°1	Engagée par Arrêté de Monsieur le Maire du 29/11/2017
Commune de La Fare les Oliviers	Modification Simplifiée N°6	Engagée sans acte administratif
Commune de Pélissanne	Modification Simplifiée	Engagée par Délibération du Conseil municipal du 28/09/16

Pour ce qui concerne la Commune d'Alleins :
Par arrêté de Monsieur le Maire du 7 décembre 2017, la commune d'Alleins a engagé la procédure de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Berre l'Etang :
Par arrêté de Monsieur le Maire du 29 novembre 2017, la commune de Berre l'Etang a engagé la procédure de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de La Fare les Oliviers :
La commune de La Fare les Oliviers a engagé la procédure modification simplifiée N°6 du Plan Local d'Urbanisme.

Pour ce qui concerne la Commune de Pélissanne :
Par délibération du 28 septembre 2016, le Conseil municipal de la commune de Pélissanne a engagé la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, cette procédure toujours en cours lors du transfert de compétence :

Pour ce qui concerne la Commune d'Alleins :
Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune d'Alleins a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Berre l'Etang :

Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Berre l'Etang a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de La Fare les Oliviers :

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de La Fare les Oliviers a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée N°6 du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Pour ce qui concerne la Commune de Pélissanne :
Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Pélissanne a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme mentionnées ci-dessus, se font dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de

modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

- L'arrêté de Monsieur le Maire de la commune d'Alleins en date du 7 décembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins ;
- L'accord de la commune d'Alleins à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'arrêté de Monsieur le Maire de la commune de Berre l'Etang en date du 29 novembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang ;
- L'accord de la commune de Berre l'Etang à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de La Fare les Oliviers à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Pélissanne en date du 28 septembre 2016 engageant la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne ;
- L'accord de la commune de Pélissanne à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Alleins a, par arrêté de Monsieur le Maire du 7 décembre 2017, engagé la procédure de modification simplifiée N°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Berre l'Etang a, par arrêté de Monsieur le Maire du 29 novembre 2017 engagé la procédure de modification simplifiée N°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de La Fare les Oliviers a engagé la procédure de modification simplifiée N°6 de son Plan Local d'Urbanisme ;

- Que la commune de Pélissanne a, par délibération du Conseil municipal du 28 septembre 2016, engagé la procédure de modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la Commune d'Alleins a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Berre l'Etang a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de La Fare les Oliviers a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Commune de Pélissanne a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune d'Alleins exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 7 décembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire de la Commune d'Alleins.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Berre l'Etang exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 29 novembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire de la Commune de Berre l'Etang.

Est pris acte de l'accord de la Commune de La Fare les Oliviers exprimé par délibération de son Conseil municipal du 14 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée N°6 du Plan Local d'Urbanisme, engagée par la commune de La Fare les Oliviers.

Est pris acte de l'accord de la Commune de Pélissanne exprimé par délibération de son Conseil municipal du 14 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, engagée le 28 septembre 2016 par délibération du Conseil municipal de la Commune de Pélissanne.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune d'Alleins : Modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Alleins engagée le 7 décembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire.

Commune de Berre l'Etang : Modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Berre l'Etang engagée le 29 novembre 2017 par arrêté de Monsieur le Maire.

Commune de La Fare les Oliviers : Modification simplifiée N°6 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers engagée par la commune.

Commune de Pélissanne : Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne engagée le 28 septembre 2016 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-3579/18/CM

■ Poursuite de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la Commune de Sénas au sein du Conseil de Territoire du Pays Salonais MET 18/6360/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 C. Envir.) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 C. Envir.). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 C. Envir.). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et,

par voie de conséquence, la compétence en matière de règlement local de publicité ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des plans locaux d'urbanisme pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Au 1^{er} janvier 2018, une procédure d'élaboration du règlement local de publicité engagée par la commune de Sénas membre du Territoire Pays Salonais était en cours.

Commune de Sénas

Par délibération du 20 octobre 2015, le Conseil municipal de la commune de Sénas a engagé la procédure d'élaboration du règlement local de publicité.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de règlement local de publicité au 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Sénas :

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Sénas a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours d'élaboration du règlement local de publicité le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité mentionnée ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et L. 581-14 et suivants du Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure d'élaboration du règlement local de publicité ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Sénas du 20 octobre 2015 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Sénas ;
- L'accord de la commune de Sénas à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Sénas a, par délibération du 20 octobre 2015, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière d'élaboration des règlements locaux de publicité ont été

transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;

- Que la Commune de Sénas a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure d'élaboration du règlement local de publicité.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de Sénas exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée le 20 octobre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie :

Commune de Sénas :

Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Sénas, engagée le 20 octobre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure d'élaboration du règlement local de publicité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-3580/18/CM

**■ Poursuite de la procédure de révision n°1 du règlement local de publicité de la Commune d'Aubagne au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/6477/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes

visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 C. Envir.) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 C. Envir.). Les dispositions réglementaires du Code de l'environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 C. Envir.). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de règlement local de publicité ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des plans locaux d'urbanisme pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité engagées par les communes du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile étaient en cours :

Commune d'Aubagne :

Par délibération du 26 septembre 2017, le Conseil municipal de la commune d'Aubagne a engagé la procédure de révision du règlement local de publicité.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de règlement local de publicité au 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune d'Aubagne :

Par délibération du 13 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune d'Aubagne a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du règlement local de publicité le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.

- 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et L. 581-14 et suivants du Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune d'Aubagne du 26 septembre 2017 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité ;
- L'accord de la commune d'Aubagne à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 26 septembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a, par délibération du 26 septembre 2017, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ont été transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que les Communes d'Aubagne a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure

engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune d'Aubagne exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée le 26 septembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie :

Commune d'Aubagne : Révision du règlement local de publicité de la Commune d'Aubagne engagée le 26 septembre 2017 par délibération du Conseil municipal

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-3581/18/CM

**■ Poursuite de la procédure de révision alléguée du Plan local d'Urbanisme de la commune d'Auriol au sein du Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/6478/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile étaient en cours :

Commune d'Auriol

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune d'Auriol a engagé la procédure de révision allégée du Plan local d'urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune d'Auriol

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil municipal la commune d'Auriol a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision sous la forme allégée du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de révision sous la forme allégée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).
- La délibération du Conseil municipal de la commune d'Auriol du 12 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée du plan local d'urbanisme ;
- L'accord de la commune d'Auriol à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Auriol, par délibération du 12 décembre 2017, engagé la procédure de révision allégée de son plan local d'urbanisme;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la Commune d'Auriol a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune d'Auriol exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée du plan local d'urbanisme, engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie :

Commune d'Auriol : Révision allégée du plan local d'urbanisme de la Commune d'Auriol, engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-3582/18/CM

■ Poursuite des procédures de révision du Plan local d'Urbanisme des Communes de Cuges-les-Pins et de la Destrousse ; Révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'Urbanisme des communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La penne sur Huveaune, Peypin au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/6482/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation

des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile étaient en cours :

Concernant les révisions générales des Plans locaux d'Urbanisme

Commune de Cuges-Les-Pins

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil municipal de la commune de Cuges-Les-Pins a engagé la procédure de révision n°1 du Plan local d'urbanisme

Commune de La Destrousse

Par délibération du 29 mars 2017, le Conseil municipal de la commune de La Destrousse a engagé la procédure de révision du Plan local d'urbanisme.

Concernant les révisions de Plans d'occupations des sols valant élaboration de Plan locaux d'urbanisme :

Commune de Belcodène

Par délibération du 19 septembre 2015, le Conseil municipal de la commune de Belcodène a engagé la procédure de révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'urbanisme ;

Commune de Cadolive

Par délibération du 22 septembre 2014, le Conseil municipal de la commune de Cadolive a engagé la procédure de révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'urbanisme ;

Commune de La Bouilladisse

Par délibération du 20 février 2012, le Conseil municipal de la commune de La Bouilladisse a engagé la procédure de révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'urbanisme ;

Commune de La Penne sur Huveaune

Par délibération du 25 novembre 2015, le Conseil municipal de la commune de La Penne sur Huveaune a engagé la procédure de révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'urbanisme ;

Commune de Peypin

Par délibération du 20 octobre 2015, le Conseil municipal de la commune de Peypin a engagé la procédure de révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'urbanisme ;

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Cuges-Les-Pins

Par délibération du 18 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Cuges les Pins a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de La Destrousse

Par délibération du 19 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de La Destrousse a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de Belcodène

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Belcodène a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de Cadolive

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Cadolive a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de La Bouilladisse

Par délibération du 28 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de La Bouilladisse a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan d'occupation des sols valant

élaboration du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de La Penne sur Huveaune

Par délibération du 4 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de La Penne sur Huveaune a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de Peypin

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de Peypin a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

- Les délibérations des Conseils municipaux des communes de Cuges-les-Pins, La Destrousse, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Penne sur Huveaune et Peypin, engageant les procédures de révision des plans locaux d'urbanisme / plans d'occupation des sols en date : Cuges les Pins : 12 novembre 2015 ; La Destrousse : 29 mars 2017 ; Belcodène : 19 septembre 2015 ; Cadolive : 22 septembre 2014 ; La Bouilladisse : 20 février 2012 ; La Penne sur Huveaune : 25 novembre 2015 ; Peypin : 20 octobre 2015. Les accords des communes de Cuges-les-Pins, La Destrousse, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Penne sur Huveaune et Peypin à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimés par délibérations des Conseils municipaux en date : Cuges les Pins : 18 décembre 2017 ; La Destrousse : 19 décembre 2017 ; Belcodène : 11 décembre 2017 ; Cadolive : 11 décembre 2017 ; La Bouilladisse : 29 décembre 2017 ; La Penne sur Huveaune : 4 décembre 2017 ; Peypin : 11 décembre 2017
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les communes de Cuges-les-Pins ; La Destrousse ; Belcodène ; Cadolive ; La Bouilladisse ; La Penne sur Huveaune ; Peypin ont, par délibérations respectivement en date du 12 novembre 2015 ; 29 mars 2017 ; 19 septembre 2015 ; 22 septembre 2014 ; 20 février 2012 ; 25 novembre 2015 ; 20 octobre 2015 engagé les procédures de révision de leur plan local d'urbanisme/plan d'occupation des sols ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que les Communes de Cuges-les-Pins ; La Destrousse ; Belcodène ; Cadolive ; La Bouilladisse ; La Penne sur Huveaune ; Peypin ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence

achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte des accords des Communes de Cuges-les-Pins ; La Destrousse ; Belcodène ; Cadolive ; La Bouilladisse ; La Penne sur Huveaune ; Peypin exprimés par délibérations de leurs Conseils municipaux : Cuges les Pins : 18 décembre 2017 ; La Destrousse : 19 décembre 2017 ; Belcodène : 11 décembre 2017 ; Cadolive : 11 décembre 2017 ; La Bouilladisse : 29 décembre 2017 ; La Penne sur Huveaune : 4 décembre 2017 ; Peypin : 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de révision des plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols, engagées par délibérations des Conseils municipaux : Cuges les Pins : 12 novembre 2015 ; La Destrousse : 29 mars 2017 ; Belcodène : 19 septembre 2015 ; Cadolive : 22 mai 2014 ; La Bouilladisse : 20 février 2012 ; La Penne sur Huveaune : 25 novembre 2015 ; Peypin : 20 octobre 2015.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Cuges-Les-Pins : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de Cuges-les-Pins, engagée le 12 novembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de La Destrousse : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de La Destrousse, engagée le 29 mars 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Belcodène : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de Belcodène, engagée le 19 septembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Cadolive : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de Cadolive, engagée le 22 mai 2014 par délibération du Conseil municipal.

Commune de La Bouilladisse : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de La Bouilladisse, engagée le 20 février 2012 par délibération du Conseil municipal.

Commune de La Penne sur Huveaune : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de La Penne sur Huveaune, engagée le 25 novembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Peypin : Révision du plan local d'urbanisme / plan d'occupation des sols de la Commune de Peypin, engagée le 20 décembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-3583/18/CM

■ Poursuite des procédures de modification du Plan Local d'Urbanisme des communes de Cuges-les-Pins et de La Destrousse au sein du Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 18/6468/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile étaient en cours :

Commune de Cuges-les-Pins

Par arrêté du 21 avril 2017, le Maire] de la commune de Cuges-les-Pins a engagé la procédure de modification n°1 du Plan local d'urbanisme

Commune de La Destrousse

Par arrêté du 12 décembre 2017 le Maire de la commune de La Destrousse a engagé la procédure de modification du Plan local d'urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Cuges-les-Pins

Par délibération du 18 décembre 2017 le Conseil municipal de la commune de Cues-les-Pins a donné

son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification n°1 du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Commune de La Destrousse

Par délibération du 19 décembre 2017, le Conseil municipal de la commune de La Destrousse a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification du plan local d'urbanisme le 1^{er} janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de modification des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).
- Les arrêtés des maires des communes de Cuges-les-Pins et de La Destrousse pris respectivement du 21 avril 2017 et du 12 décembre 2017 engageant les procédures

de modification des Plan Locaux d'Urbanisme.

- Les accords des communes de Cuges-Les-Pins et de La Destrousse à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimés par délibérations des Conseils municipaux du 18 décembre 2017 et 19 décembre 2017.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cuges-Les-Pins a par arrêté du 21 avril 2017, engagé la procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de La Destrousse a par arrêté du 12 décembre 2017 engagé la procédure de modification de son plan local d'urbanisme.
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que les Communes de Cuges-les-Pins et La Destrousse ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la Commune de Cuges les Pins exprimé par délibération de son Conseil municipal du 18 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n°1 du plan local

d'urbanisme, engagée le 21 avril 2017 par arrêté du maire.

Est pris acte de l'accord de la Commune de La Destrousse exprimé par délibération de son Conseil municipal du 19 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification du plan local d'urbanisme, engagée le 12 décembre 2017 par arrêté du maire.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Cuges-Les-Pins : Modification n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Cuges-les-Pins engagée le 21 avril 2017 par arrêté du maire.

Commune de La Destrousse : Modification n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de La Destrousse, engagée le 12 décembre 2017 par arrêté du maire.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-3584/18/CM

■ Poursuite des procédures de révision des Plans d'Occupation des Sols - Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Fos-sur-Mer, d'Istres et de Port-Saint-Louis-du-Rhône au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/6424/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuaient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des Plans d'Occupation des Sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des Plans Locaux d'Urbanisme (art. L. 174-4 CU).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures de révision des Plans Locaux d'Urbanisme ou des Plans d'Occupation des Sols engagées par les communes du Territoire Istres-Ouest Provence étaient en cours :

Commune de Fos-sur-Mer

Révision générale du POS en forme de PLU :

Engagée par délibération n° 2014-189 du 13 octobre 2014,

Projet arrêté par délibération n° 2017-82 du 6 juin 2017.

Commune d'Istres

Révision générale du PLU :

Engagée par délibération n° 275/14 du 25 septembre 2014,

Mise au débat du PADD par délibération n° 301/17 du 26 octobre 2017.

Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Révision générale du POS valant élaboration du PLU :

Engagée par délibération n° 2015/015 du 7 avril 2015

Projet arrêté par délibération n° 2017/098 du 18 décembre 2017.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever à compter du 1^{er} janvier 2018, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence énumérées ci-dessous :

Commune de Fos-sur-Mer

Par délibération du 19 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Fos-sur-Mer a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols en forme de Plan Local d'Urbanisme.

Commune d'Istres

Par délibération du 21 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune d'Istres a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Par délibération du 5 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de révision des Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire adoptée par le Conseil de la Métropole et afférente à la procédure de révision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Fos-sur-Mer en date du 13 octobre 2014 engageant la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols en forme de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Fos-sur-Mer en date du 6 juin 2017 d'arrêt de projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ;
- L'accord de la commune de Fos-sur-Mer à l'achèvement de la procédure de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols en forme de Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Istres en date du 25 septembre 2014 engageant la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Istres en date du 26 octobre 2017 de mise au débat du Programme d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- L'accord de la commune d'Istres à l'achèvement de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône en date du 7 avril 2015 engageant la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône en date du 18 décembre 2017 d'arrêt de projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

- L'accord de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à l'achèvement de la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 5 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Fos-sur-Mer a, par délibération du 13 octobre 2014, engagé la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols en forme de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Fos-sur-Mer a, par délibération du 6 juin 2017, arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune d'Istres a, par délibération du 25 septembre 2014, engagé la procédure de révision générale de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune d'Istres a, par délibération du 26 octobre 2017, mis au débat le Programme d'Aménagement et de Développement Durable de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a, par délibération du 7 avril 2015, engagé la procédure de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a, par délibération du 18 décembre 2017, arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que les communes de Fos-sur-Mer, d'Istres et de Port-Saint-Louis-du-Rhône ont exprimé leur accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

pour la procédure de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la commune de Fos-sur-Mer exprimé par délibération de son Conseil Municipal du 19 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols en forme de Plan Local d'Urbanisme, engagée le 13 octobre 2014 par délibération du Conseil Municipal.

Est pris acte de l'accord de la commune d'Istres exprimé par délibération de son Conseil Municipal du 21 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son Plan Local d'Urbanisme, engagée le 25 septembre 2014 par délibération du Conseil Municipal.

Est pris acte de l'accord de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône exprimé par délibération de son Conseil Municipal du 5 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols valant élaboration de Plan Local d'Urbanisme, engagée le 7 avril 2015 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Fos-sur-Mer : Révision générale du Plan d'Occupation des Sols en forme de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer, engagée le 13 octobre 2014 par délibération du Conseil Municipal.

Commune d'Istres : Révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, engagée le 25 septembre 2014 par délibération du Conseil Municipal.

Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône : Révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, engagée le 7 avril 2015 par délibération du Conseil Municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-3585/18/CM

■ Poursuite de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence MET 18/6423/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuaient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des Plans d'Occupation des Sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des Plans Locaux d'Urbanisme (art. L. 174-4 du CU).

Au 1^{er} janvier 2018, pour les communes membres du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, seule était en cours la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux engagée par arrêté n° 161-2017 du 20 novembre 2017 du Maire de Cornillon-Confoux.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever à compter du 1^{er} janvier 2018, avec l'accord de la commune, ci-dessous précisée, cette procédure toujours en cours lors du transfert de compétence :

- Par délibération du 8 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Cornillon-Confoux a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme mentionnée ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire adoptée par le Conseil de la Métropole et afférente à la procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- L'arrêté du maire de la commune de Cornillon-Confoux du 20 novembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 de la commune de Cornillon-Confoux ;
- L'accord de la commune de Cornillon-Confoux à l'achèvement de la procédure de modification par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 8 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cornillon-Confoux a, par arrêté du 20 novembre 2017, engagé la procédure de modification n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la commune de Cornillon-Confoux a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de l'accord de la commune de Cornillon-Confoux exprimé par délibération de son Conseil Municipal du 8 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme, engagée le 20 novembre 2017 par arrêté du maire.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie : Modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cornillon-Confoux, engagée le 20 novembre 2017 par arrêté du maire.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-3586/18/CM

■ Poursuite des procédures de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc et de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts MET 18/6362/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu

toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1er janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des Plans d'Occupation des Sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des Plans Locaux d'Urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1er janvier 2018, plusieurs procédures d'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme engagées par les communes du Territoire du Pays de Martigues étaient en cours :

Commune de Port-de-Bouc :

Par délibération du 16 novembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Port-de-Bouc a engagé la procédure de modification simplifiée n° 3 de son Plan local d'Urbanisme.

Commune de Saint-Mitre-les-Remparts :

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a engagé la procédure de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1er janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Port-de-Bouc :

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Port-de-Bouc a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée n° 3 de son Plan Local d'Urbanisme le 1er janvier 2018.

Commune de Saint-Mitre-les-Remparts :

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme le 1er janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;

- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Port-de-Bouc du 16 novembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts du 11 décembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'accord de la commune de Port-de-Bouc à l'achèvement de la procédure de modification simplifiée n° 3 de son Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à l'achèvement de la procédure de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune de Port-de-Bouc a, par délibération en date du 16 novembre 2017, engagé la procédure de modification simplifiée n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a, par délibération du 11 décembre 2017, engagé la procédure de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que les communes de Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte de l'accord de la Commune de Port-de-Bouc exprimé par délibération de son Conseil Municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n° 3 de son Plan Local d'Urbanisme, engagée le 16 novembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

Il est pris acte de l'accord de la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme, engagée le 11 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies:

- Modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc, engagée le 16 novembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.
- Modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, engagée le 11 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-3587/18/CM

**■ Poursuite de la procédure de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc
MET 18/6363/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1er janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des Plans d'Occupation des Sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des Plans Locaux d'Urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1er janvier 2018, plusieurs procédures d'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme engagées par les communes du Territoire du Pays de Martigues étaient en cours :

Commune de Port-de-Bouc :

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Port-de-Bouc a engagé la procédure de modification n° 4 de son Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1er janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Port-de-Bouc :

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Port-de-Bouc a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification n°4 de son Plan Local d'Urbanisme le 1er janvier 2018.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;

- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Port-de-Bouc du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 4 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'accord de la commune de Port-de-Bouc à l'achèvement de la procédure de modification n° 4 de son Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays du Martigues du 8 février.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Port-de-Bouc a, par délibération en date du 12 décembre 2017, engagé la procédure de modification n°4 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la commune de Port-de-Bouc a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme)

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte de l'accord de la commune de Port-de-Bouc exprimé par délibération de son Conseil Municipal du 12 décembre 2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n°4 de son Plan Local d'Urbanisme, engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

La procédure suivante est poursuivie :

Modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc, engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil Municipal.

Article 3 :

La poursuite de la procédure susmentionnée s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-3590/18/CM

■ Extension de la zone d'activités de Pertuis - Approbation du périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA MET 18/6124/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités de Pertuis est identifié dans le SCOT du Pays d'Aix comme espace de développement prioritaire à rayonnement métropolitain. Dans cette logique, le projet a été déclaré d'intérêt communautaire en décembre 2013 et la commune de Pertuis a inscrit dans son PLU une zone à urbaniser d'environ 90 hectares à vocation économique, sous réserve de l'obtention par les services de l'État d'une autorisation d'endiguement des ouvrages de protection contre les crues de la Durance.

Ce potentiel foncier situé de part et d'autre du parc d'activités existant représente un maillon essentiel de la stratégie de développement économique de la Métropole pour répondre aux besoins des

entreprises industrielles appartenant à la sphère de l'économie productive notamment en lien avec les énergies renouvelables et celles liées au projet Iter.

Face à ce constat et dans un contexte de pénurie foncière pour des terrains d'activités, les collectivités ont engagé un travail partenarial avec l'EPF PACA afin de mettre en œuvre une politique de veille et d'anticipation foncière. Ainsi, en mars 2014, la ville de Pertuis et le Pays d'Aix ont signé avec l'EPF PACA une convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la zone d'activités sur un périmètre d'environ 100 hectares. Dans le même temps, les trois partenaires ont déposé un dossier de demande de création de ZAD en Préfecture. Le 31 juillet 2014, le Préfet de Vaucluse a arrêté un périmètre de ZAD (Zone d'Aménagement Différée) de 99 ha aux franges Ouest et Est du parc d'activités existant.

La création de la ZAD a permis d'engager une veille foncière le plus en amont possible afin de maîtriser les prix du foncier et de proposer à terme aux industriels des terrains d'activités de grande taille à des coûts acceptables.

Parallèlement les travaux de renforcement des digues existantes et de construction de nouveaux ouvrages ont commencé en 2015. Ces travaux sont aujourd'hui achevés, ce qui a permis à la ville de Pertuis de déposer en fin d'année 2017 le dossier d'autorisation d'endiguement auprès de la DREAL PACA pour instruction.

Au regard du temps nécessaire à l'acquisition des terrains, le Conseil communautaire de la CPA en accord avec la commune de Pertuis avait délibéré en 2015 sur le principe de lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique réserve foncière sur la base du périmètre de la ZAD et dont la mise en œuvre était confiée à l'EPF PACA. Il s'agit aujourd'hui de proposer le périmètre définitif de la DUP réserve foncière, dont le dossier va être déposé en Préfecture en début d'année. En effet, celui-ci a été ajusté afin d'exclure des parcelles dont l'acquisition n'est pas nécessaire pour le projet (équipements publics).

Ce périmètre est présenté en annexe, il représente une superficie de 86,5 hectares.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 321-1 et suivants ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-1234 du 20 décembre 2001 portant création de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur, et notamment son article 4 qui dispose que pour la réalisation de ses objectifs, l'EPF peut agir par voie d'expropriation et exercer les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, dans les cas et conditions prévus par le dit Code ;
- L'arrêté préfectoral du 31 juillet 2014 portant création de la ZAD en extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2010-A188 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative au soutien de la CPA à la demande d'extension de la ZA de Pertuis au regard des critères des Espaces Stratégiques en Mutation au sens de la doctrine Rhône ;
- La délibération n°2013-A264 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La Convention d'intervention foncière signée le 12 mars 2014 entre l'EPF PACA, la commune et la CPA ;
- La délibération n°2015_A333 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe de lancement d'une DUP pour réserve foncière par l'EPF PACA et approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de dégager une offre foncière destinée aux entreprises du secteur de l'économie productive et la volonté de l'ensemble des partenaires de mener une politique de veille foncière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière menée par l'EPF PACA d'une surface totale de 86,5 hectares.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-3591/18/CM

■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aurons MET 18/6292/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (service public d'assainissement non collectif).

Sur le territoire de la commune d'Aurons, la compétence assainissement des eaux usées est exercée depuis le 1^{er} janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence.

Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Communautaire de l'ex Agglopolice Provence a décidé de déléguer aux communes l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique de zonage d'assainissement des eaux usées afin qu'elle soit réalisée en même temps que la procédure d'enquête publique d'élaboration ou de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la carte du zonage d'assainissement est une composante technique du dossier de PLU.

Conformément aux prescriptions du CGCT, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aurons ainsi que le zonage d'assainissement des eaux usées ont fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 14 octobre au 13 novembre 2013.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 19 décembre 2013, en émettant un avis favorable assorti de la recommandation

suivante : « le cas échéant, si des études plus approfondies telles que celles prescrites par l'ARS en font apparaître l'intérêt, une version améliorée de ce schéma de zonage soit élaborée afin de parfaire la sécurité du dispositif d'assainissement collectif. » L'ex Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence n'a pas donné suite à cette recommandation concernant la réalisation d'une carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

Le zonage d'assainissement des eaux usées est annexé au PLU de la commune d'Aurons approuvé par le Conseil Municipal du 15 janvier 2014.

Le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch – 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouvertures habituelles au public et fera l'objet des mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2014/01 de la commune d'Aurons portant sur l'approbation du PLU après enquête publique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Aurons.

Délibère

Article Unique :

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Aurons, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-3592/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo pour "Les Arcades" à La Penne-sur-Huveaune MET 18/6393/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 2 mars 2015, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 95.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de l'opération d'aménagement « les Arcades » à La Penne-sur-Huveaune, conformément aux dispositions de l'article 23-1-4 de la concession d'aménagement confiée à la SPL Façonéo, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les travaux d'aménagement ont été réalisés, les permis de construire ont été déposés fin 2016 et les cessions foncières sont en cours de finalisation. Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2018, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 3 à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et L.1523-2 et 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 23-1-4 du traité de concession d'aménagement signé le 24 juillet 2014 ;

- La délibération n°16-0614 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 juin 2014, approuvant le projet de traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SPL Façonéo ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015 autorisant, à la SPL Façonéo, une avance de trésorerie de 95.000 € ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- l'Etat d'avancement du dossier et notamment que la finalisation des cessions foncières devrait se finaliser en 2018.

Délibère

Article 1 :

Est reconduite pour l'exercice 2018 l'avance de 95.000 € versée à la SPL FAÇONEO au titre de la concession d'aménagement du projet des Arcades.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 3 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°3.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2018 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-3593/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 5 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo pour la ZAC de la chapelle à La Bouilladisse
MET 18/6394/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°7-0214 du 26 février 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 171.000 euros à la SPL Façonéo afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse conformément aux dispositions de l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle, signée avec la SPL Façonéo et à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°6-1115 du 30 novembre 2015, le Conseil communautaire a complété l'avance avec un montant de 153 000 euros portant l'avance globale de trésorerie à 324 000 €.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et notamment de la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet, l'enquête publique devrait être conduite en 2018, il convient, pour l'exercice 2018, de reconduire cette avance, 324 000 €, et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 5 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1521-1 et L.1523-2,4 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 12 décembre 2013 approuvant le projet de traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse entre la Communauté d'agglomération et la SPL FAÇONÉO ;

- La délibération n°6-1115 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 novembre 2015 accordant une avance de trésorerie complémentaire à la SPL Façonéo ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avancement de l'opération et notamment la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet, l'enquête publique devrait être conduite en 2018.

Délibère

Article 1 :

Est reconduite pour l'exercice 2018 l'avance de 324 000 € versée à la SPL FAÇONEO au titre de la concession d'aménagement de la ZAC de la Bouilladisse.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 5 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 5

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2018 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-3594/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins
MET 18/6395/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 24 mars 2010, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 300.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins, conformément aux dispositions de l'article 16 de la concession d'aménagement confiée à la SAEMPA, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONEO.

La réalisation des travaux d'aménagement a subi un décalage important par rapport au planning prévisionnel en raison de plusieurs éléments, il en est de même pour les dépôts de permis de construire et la cession des lots. Cette situation résulte de la réalisation de fouilles archéologiques (2013), de la nécessaire modification des dossiers de création et de réalisation de la ZAC (2015) pour prendre acte d'une évolution de programme et de l'annulation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cuges-les-Pins par le Tribunal Administratif (2015) ont induit un décalage dans le déroulement de l'opération.

L'avance de trésorerie a été autorisée par délibération n° URB 021-1826/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 à 800 000 €.

Les travaux d'aménagement ont été réalisés et les permis ont été déposés fin 2016. La totalité des cessions foncières n'est pas intervenue à ce jour.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2018, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et L.1523-2 et 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 3 juin 2009, approuvant le projet de concession

d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;

- L'article 16 de la concession d'aménagement signée le 22 septembre 2009 ;
- La délibération du 24 mars 2010 autorisant, à la SAEMPA, une avance de trésorerie de 300.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- La délibération n° URB 021-1826/17/CM du 30 mars 2017 porte l'avance à 800 000 € ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le produit des cessions foncières n'est pas à ce jour suffisant pour couvrir les dépenses déjà effectuées.

Délibère

Article 1 :

Est reconduite pour l'exercice 2018 l'avance de 800.000 € versée à la SEM Façonéo au titre de la concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 8.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2018 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-3595/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 10 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour la Baronette à Aubagne
MET 18/6396/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2008, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 500.000 € afin de contribuer au financement en besoin de trésorerie de l'opération d'aménagement de la zone d'activités Napollon/Baronnette à Aubagne, conformément aux dispositions de l'article 19 de la convention d'aménagement confiée à la SAEMPA, et à l'article L.1523-2, 4^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM Façonéo.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, et notamment que les cessions foncières devraient être finalisées en 2018, il convient, pour l'exercice 2018, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 10 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et L.1523-2 et 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 juin 2003, approuvant le projet de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- La délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 1^{er} octobre 2008 autorisant, à la SAEMPA, une avance de trésorerie de 500.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- Le projet d'avenant n° 10 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que Les cessions foncières devraient être finalisées en 2018, il convient donc de reconduire l'avance de trésorerie sur l'exercice 2018.

Délibère

Article 1 :

Est reconduite pour l'exercice 2018 l'avance de 500.000 € versée à la SEM Façonéo au titre de la convention d'aménagement de la ZA Napollon/Baronnette.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 10 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 10.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2018 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-3596/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 10 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour l'extension des Paluds à Aubagne
MET 18/6397/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 16-0302 du 20 mars 2002, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'extension de la ZA des Paluds à Aubagne à la SAEMPA, selon les stipulations d'une convention d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L.300-4 et suivants du Code de

l'urbanisme. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM Façonéo.

Aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales, la possibilité du versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la Communauté d'agglomération à la SEM Façonéo, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la convention d'aménagement précitée.

Par délibération n°16-1008 du 1er octobre 2008 le Conseil communautaire a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 400.000 €, par délibération n°11-1210 en date du 15 décembre 2010, le Conseil communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 800.000 € et par délibération n°5-0214 en date du 26 février 2014 le Conseil communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 880.000 € afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de l'opération.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2018, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 10 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et L.1523-2 4 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 17 de la convention d'aménagement ;
- La délibération du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 20 mars 2002 approuvant le projet de convention d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- La délibération n°5-0214 du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014

accordant une avance de trésorerie à la SEM Façonéo d'un montant de 880 000 € ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2018, de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SEM Façonéo,

Délibère

Article 1 :

Est reconduite pour l'exercice 2018 l'avance de trésorerie à 880.000 € versée à la SEM Façonéo au titre de la convention d'aménagement pour l'extension de la ZA des Paluds.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 10 à la convention d'avance temporaire ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 10.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2018 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"**

ENV 002-3598/18/CM

■ Approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au projet MASK@PACA, application pour le grand public liant santé et qualité de l'air
MET 18/6154/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La pollution atmosphérique représente un problème majeur de santé publique et des études pour la mise en place de stratégies préventives auprès de la population sont essentielles.

L'allergie est l'une des conséquences importante de cette pollution. On estime le coût sanitaire de la pollution de l'air à environ 100 milliards d'euros pour la France.

Néanmoins, une action d'information, pour prévenir les effets des pics de pollution, est possible et c'est dans l'action locale que réside la clé, car il est important de connaître spécifiquement les niveaux d'exposition des habitants et les caractéristiques de chaque territoire pour une politique de prévention adaptée à ses citoyens.

L'ère du numérique et de la santé connectée nous offre, aujourd'hui, de nouveaux moyens de communication avec les citoyens, les données en temps réel pouvant être mesurées directement auprès des citoyens et/ou dans leur environnement.

La société Kyomed est spécialisée en e-santé ; Kyomed propose des services intégrés pour accélérer le développement et la mise sur le marché de solutions de santé innovantes dans le domaine de la santé connectée et de la médecine personnalisée.

La société cherche un territoire support pour déployer une application gratuite sur l'asthme pour les particuliers dont les résultats seront croisés avec les données de la qualité de l'air et les niveaux polliniques dans l'air ambiant.

Les objectifs spécifiques de MASK@PACA sont de :

- Mieux comprendre l'effet de la qualité de l'air sur la rhinite allergique et l'asthme
- Évaluer les conséquences sociétales partagées avec les citoyens, les entreprises et les professionnels
- Fournir une sentinelle pour la pollution de l'air et l'exposition aux allergènes pour les municipalités ou les régions qui peut être relayée par les médias et les réseaux sociaux
- Proposer des stratégies préventives basées sur le réseau sentinelle ; MASK@PACA aidera les citoyens à mieux gérer leur propre santé pendant les pics de pollution en utilisant de nouveaux services numériques.

Les impacts attendus sont de :

- Faire la démonstration, en territoire PACA, d'une méthodologie efficace et transposable en tout lieu du territoire
- Diminuer l'impact de la pollution et des allergènes sur la santé des personnes
- Développer des politiques participatives et mettre en place des schémas globaux de « gestion des risques » liés à l'environnement
- Améliorer la productivité au travail, la productivité à l'école pour les enfants, les adolescents et les jeunes adultes, les pics polliniques survenant souvent au moment des examens
- Réduire les inégalités de santé, de genre et sociales sur le territoire PACA.

MASK@PACA déploiera pour cela une étude de terrain sur 4 zones d'intérêt identifiées du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence visant à collecter les données de santé, pollution, pollens et climat et utilisera :

- Une application gratuite pour la surveillance de la rhinite et de l'asthme testée dans 22 pays (Allergy Diary, IOS et Android, 15.000 utilisateurs, TLR9)
- Des algorithmes validés pour la pollution de l'air (AIR PACA, TLR9)
- Des données polliniques (RNSA, TLR9)
- Des données de pollution issues de microcapteurs (TERA, TLR7)
- Les informations produites par Vigi-pollen (TLR3).

Les sites pressentis sont des sites en milieux urbains (à définir) et deux sites sur le pourtour de L'Étang de Berre (à définir).

Les acteurs du projet :

Pour ce faire, les acteurs suivants ont décidé de soutenir le projet.

Les acteurs clés pour la réussite du projet :

- Le réseau de surveillance de la qualité de l'air : Air PACA, pour sa connaissance et son expertise de terrain, pour les données hebdomadaires
- Les industriels du secteur environnement/pollution : le groupe TERA, pour leurs différents capteurs adressant les différentes familles de polluants
- Un industriel du secteur environnement/santé : RAMBOLL, pour son expertise dans la politique de prévention appropriée aux différents contextes

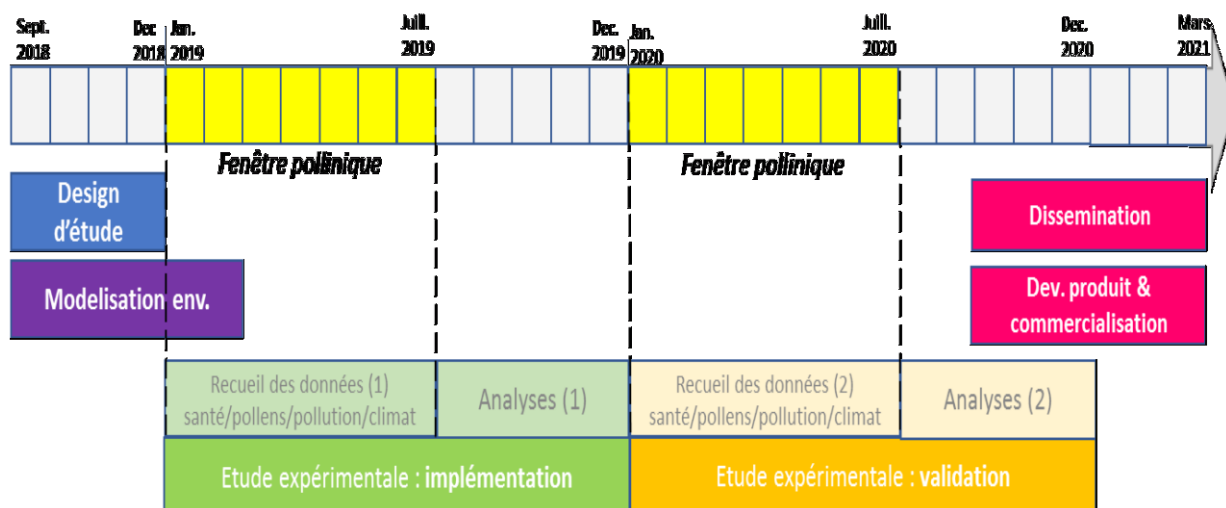
- Un industriel de la santé connectée : Kyomed, pour ses services intégrés proposés pour le développement de solutions innovantes en santé connectée

À noter que Kyomed est à l'origine et partenaire d'un projet H2020 (sélectionné à l'appel à projet de l'EIT-Health) sur l'impact de la pollution sur les maladies respiratoires et allergiques (projet POLLAR).

- Un centre d'émulation scientifique, technologique industrielle et citoyenne : THE CAMP, pour le positionnement et la localisation stratégiques de ce campus high-tech
- Le pôle de compétitivité : Eurobiomed, pour la valorisation et la dissémination des résultats sur d'autres territoires
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, territoire particulièrement soumis à la pollution de l'air : provenant des grands axes routiers, des zones urbanisées et des grands pôles industriels. La Métropole est aussi un acteur de la qualité de l'air par l'intermédiaire de ces politiques de transport, de développement économique ou d'aménagement du territoire. Elle peut également jouer un rôle dans la prévention et l'information des populations, notamment au côté et en appui des communes.

C'est pourquoi, il est proposé que la Métropole soit partenaire de cette initiative en étant territoire support au développement du projet MASK. Elle pourra, en lien avec les territoires et les communes, notamment du pourtour de L'Étang de Berre et des zones urbaines, être un relais d'information et mobiliser les citoyens autour du projet.

Le calendrier du projet est le suivant :



Le projet est organisé sur 2 ans selon 5 phases principales :

- Design de l'étude et mise en place (2018)
- Modélisation (2018)
- Étude expérimentale : phase d'implémentation (2018), phase de validation (2019)
- Information et éducation des citoyens (2019)
- Stratégie de dissémination (2019)

Financement du projet :

Le coût du projet est estimé à 720.000 euros avec des dépenses de ressources humaines, équipement (capteurs collectifs et individuels), sous-traitance (développement de l'application, hébergement de la base de données), communication, organisation d'événements, consultance scientifique et médicale.

À noter qu'il n'est pas demandé de financement à la Métropole sur ce projet

Néanmoins, un temps / homme pourra être valorisé pour le suivi et l'appui du projet (lien avec les communes, les habitants ...) ainsi que des prestations en nature liées éventuellement à la communication sur le projet (prêt de salle etc).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme MASK@PACA présente un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de connaissance des impacts de la pollution sur la santé.
- Qu'il est demandé à la Collectivité d'acter son engagement dans le programme MASK@PACA.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole au programme MASK@PACA, au travers de l'animation d'actions, de la représentation de ses élus et enfin de l'intervention de ses moyens humains désignés pour le suivi des actions.

Article 2 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole dans ce programme qui débutera à compter du second semestre 2018 et se déroulera jusqu'au second semestre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-3599/18/CM

**■ Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes
MET 18/6174/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Par délibération n°ENV 009-1860/17/CM le Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 a approuvé la grille tarifaire de cette régie.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille en tenant compte des nouveaux produits et des changements de prix intervenus pendant l'année 2017.

Il est prévu d'ajouter trois nouveaux produits :

- Petit mortier et son pilon en bois d'olivier : il s'agit de proposer un objet souvenir de qualité et emblématique de la Provence, fabriqué à Puyloubier. Prix public 10 € (modèle 122).
- Le secret de la chouette, volume 2 de la collection « Le p'tit monde de Vandine » Editions Objets de papier Aix-en-Provence : ce livre est destiné aux enfants et permet de suivre les aventures de Vandine, amoureuse de la nature et avide de connaissances supplémentaires. Prix public 9,90 € (modèle 123).
- Dialogues sur Sainte-Victoire – Editions Agacynthe Aix-en-Provence : cet ouvrage présente de manière originale les dialogues entre un poète et un artiste tous deux amoureux de Sainte-Victoire. Croquis sauvages, photos surprenantes ... Prix public 20 € (modèle 124).

En outre, il est nécessaire d'ajuster deux tarifs :

- Modèle 14 - Carte AEP Sainte-Victoire à pied, prix public 2018 à 5 € (en 2017, 4 €)
- Modèle 58 – Carte IGN Sainte-Victoire TOP25, prix public 2018 à 12 € (en 2017, 11.90 €)

Au vu de ces précisions de modifications liées à l'inscription de nouveaux produits et l'ajustement de certains prix, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire afin d'anticiper la réouverture au public des trois (3) sites de vente début 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n° 16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire prenant en compte trois produits nouveaux et deux ajustements de prix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-3600/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Travaux pour la mise en place d'un forage pour l'irrigation de parcelles agricoles situées dans la ZAP (Zone Agricole Protégée) à Cuges-Les-pins
MET 18/6304/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en place de l'irrigation sur des parcelles agricoles situées en ZAP (Zone Agricole Protégée) de Cuges-Les-Pins permettra l'installation progressive de jeunes agriculteurs. Cela permettra la mise en œuvre un espace test qui s'inscrit dans la démarche d'accompagnement de la ZAP.

Les travaux comprennent un forage jusqu'à environ 100 mètres de profondeur, la pose de pompes et des ouvrages annexes adapté au débit d'utilisation agricole prévu, le raccordement au réseau électrique et les démarches administratives afférentes (déclaration de forage).

L'opération d'investissement 2018400100, Mise en place forage eau pour irrigation parcelle agricole, 50 000 euros TTC inscrite au budget EST (Etat

Spécial du Territoire) enregistré dans l'autorisation de programme 184231BP du programme 23 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu identifié fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 50 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018400100 « Mise en place d'un forage pour l'irrigation de parcelles agricoles » pour un montant de 50 000 euros T.T.C rattachée au programme 23 Code AP 184231BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget 2018. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 50 000 € T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-3601/18/CM

■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et d'équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 18/6332/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

La recette sera constatée au Budget de la Métropole CT1 – Sous politique G120 – Nature 7788

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-3602/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à "l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain" MET 18/6458/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'extension des consignes de tri des plastiques imposée par la loi de transition écologique nécessite d'adapter les centres de tri. Ces modifications coûteuses vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

La Métropole par ses six territoires produit désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. L'étude a pour but de définir et analyser les possibilités technique et juridique de maîtrise d'un centre de tri métropolitain, gage d'une maîtrise à long terme des coûts de la prestation.

C'est pourquoi il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à « l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain » d'un montant de 120 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'étudier l'opportunité et les conditions de mise en œuvre d'un centre de tri métropolitain des collectes sélectives ;
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement permettant la conduite de cette étude.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'un montant de 120 000 euros TTC de l'opération d'investissement relative à « l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Collecte et Traitement des déchets section Investissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique G110 – Nature 2031 – Fonction 7213.

L'échéancier principal des crédits de paiement est le suivant :

- Année 2018 : 90 000 euros
- Année 2019 : 30 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-3603/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à "l'étude de développement d'outils de prétraitement d'Omr et optimisation logistique" MET 18/6483/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Loi de Transition Energétique impose d'augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse. Or, le taux de valorisation Matière et Organique hors gravats de la Métropole est de 23%. On constate donc que la Métropole doit faire un effort important pour augmenter significativement son taux de valorisation matière et organique.

Pour pouvoir répondre à ces objectifs réglementaires, il est nécessaire de mettre en œuvre des opérations de tri sur les 635.000 t d'Ordures Ménagères Résiduelles qui resteront à gérer, afin d'en valoriser 45%, par valorisation matière (recyclage, Combustibles Solides de Récupération) et valorisation organique (compostage ou autres).

La présente opération a pour but de lancer les études permettant de définir les outils de prétraitement des ordures ménagères résiduelles qui contribueront à atteindre les objectifs de la loi. L'étude définira également l'organisation logistique induite par la mise en œuvre de ces nouveaux outils.

C'est pourquoi il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant de 144 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de définir les outils de prétraitement des ordures ménagères résiduelles permettant d'atteindre les objectifs de valorisation matière et organique de la loi de Transition Energétique ;
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement permettant la conduite de cette étude.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'un montant de 144 000 euros TTC de l'opération d'investissement relative à « l'étude de développement d'outils de prétraitement d'Omr et optimisation logistique ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Collecte et Traitement des déchets section Investissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique G110 – Nature 2031 – Fonction 7213.

L'échéancier principal des crédits de paiement est le suivant :

- Année 2018 : 44 000 euros.
- Année 2019 : 100 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-3604/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public de l'eau potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et remplacement de son règlement du service MET 18/6336/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 15 décembre 2015, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a confié la gestion de son service public d'Eau Potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C.) du groupe SUEZ.

Afin de prendre en compte les dispositions du Code de la consommation et du Code de l'action sociale et des familles, qui ont modifié de manière substantielle les conditions d'exploitation du service public de l'eau potable, le contrat de délégation et le règlement du service de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône doivent être modifiés.

Le Code de la consommation impose aux fournisseurs d'eau potable un formalisme spécifique pour la contractualisation des abonnements, en particulier à distance. Le processus d'abonnement a donc été revu de façon à pouvoir :

- apporter la preuve de l'envoi aux clients nouvellement abonnés de la confirmation des informations précontractuelles, dans les conditions de l'article L.221-13 du Code de la consommation, avec le contrat et les informations nécessaires à l'exercice du droit de rétractation ;
- permettre de conclure les contrats d'abonnement par voie électronique dans le respect de l'article L.221-14 du Code de la consommation ;
- recueillir et archiver la commande préalable émise par les clients en application de l'article L.121-12 du Code de la consommation, que cette commande soit formalisée oralement ou par courrier ou courriel ;
- lorsque l'abonnement est souscrit à distance, recueillir et archiver la demande expresse formulée par le client pour l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation, dans les conditions de l'article L.221-25 du Code de la consommation.

Afin de prendre en compte ces dispositions et pour une meilleure lisibilité, il convient de fusionner l'article 12 « Demande d'abonnement », l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 14 « Régime des abonnements » dans un nouvel article 12 « Processus d'abonnement au service de l'eau ». L'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » est abrogé et remplacé par l'article 13 « Instruction des documents d'urbanisme », lequel rappelle les

conditions dans lesquelles le Délégataire émettra son avis sur la raccordabilité des projets au réseau d'eau potable. Enfin, l'article 14 devient, par voie de conséquence, sans objet.

En outre, le contrat de délégation et le règlement de service doivent être mis en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles, et plus particulièrement de l'article L.115-3, qui interdit les coupures d'eau aux résidences principales des usagers particuliers tout au long de l'année.

Une telle interdiction nécessite de tenir compte, dans le calcul de l'équilibre financier du contrat :

- d'une part, d'une modification du processus de recouvrement des sommes facturées aux usagers pour garantir un certain niveau de maîtrise des impayés, niveau qui ne pourra cependant atteindre celui à l'origine du contrat ;
- d'autre part, de l'augmentation des pertes liées à l'augmentation des créances irrécouvrables générées par ce nouveau contexte.

Il est donc proposé de modifier l'article 71 « Paiement des sommes dues au Délégataire par les abonnés et la collectivité » du contrat de délégation de service public ainsi que l'article 37 « Révision du tarif de l'eau et de son indexation » en ce sens.

Plus précisément, l'article 71 « Paiement des sommes dues au Délégataire par les abonnés et la collectivité » précise, dans sa nouvelle rédaction, les actions réalisées par le Délégataire visant à maintenir un niveau d'impayés inférieur à 3 %.

L'article 37 « Révision du tarif de l'eau et de son indexation » est, quant à lui, complété d'un neuvième cas de révision, en cas de dépassement du taux d'impayés au-delà de 3 %. Le taux d'impayés constaté au cours de l'exécution du contrat est calculé selon les modalités définies dans l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, certaines dispositions du contrat de délégation de service public doivent également être modifiées, dans la mesure où l'intercommunalité souhaite intégrer des précisions techniques d'application pour les immeubles desservant plusieurs logements à partir d'un seul comptage (unités de logements). Dans le cas où un logement ne serait pas équipé d'un compteur (cas des compteurs généraux), l'abonnement dont il serait redevable serait celle d'un compteur de diamètre 15 mm.

Il est donc proposé de modifier l'article 32 « Rémunération du Délégataire » du contrat de délégation de service public en ce sens.

De plus, l'article 67 « Répartition des catégories de travaux » est modifié afin de faire supporter la charge du renouvellement des coffrets des compteurs d'eau au délégataire et non plus à l'abonné.

Enfin, l'indice électricité présent dans la formule de révision des prix a été supprimé par l'INSEE et remplacé par un nouvel indice représentant le même secteur d'activité. Dès lors, il est proposé de modifier l'article 33 « Evolution du tarif de base » du contrat de délégation de service public, compte tenu de la modification de certains indices et coefficients de raccordement.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre de cet avenant engendrent une hausse de chiffre d'affaire de l'ordre de 2 %, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 janvier 2018 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 1^{er} février 2018 ;
- Le contrat de délégation de service public d'eau potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône enregistré en Sous-Préfecture d'Istres le 15 décembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- Que le contrat de délégation et le règlement du service de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône doivent être modifiés afin de les mettre en conformité avec les dispositions du Code de la consommation et du Code de l'action sociale et des familles, qui ont elles-mêmes modifié de manière substantielle les conditions d'exploitation du service public de l'eau potable ;
- Qu'afin de prendre en compte ces dispositions et pour une meilleure lisibilité, il convient de fusionner l'article 12 « Demande d'abonnement », l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 14 « Régime des abonnements » dans un nouvel article 12 « Processus d'abonnement au service de l'eau » ;
- Qu'il convient d'abroger l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et de le remplacer par l'article 13 « Instruction des documents d'urbanisme », lequel rappelle les conditions dans lesquelles le Délégué émettra son avis sur la raccordabilité des projets au réseau d'eau potable ;
- Que, par conséquent, l'article 14 devient sans objet ;
- Qu'il est proposé de modifier l'article 71 « Paiement des sommes dues au Délégué par les abonnés et la collectivité » du contrat de délégation de service public ainsi que l'article 37 « Révision du tarif de l'eau et de son indexation » afin d'être mis en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles ;
- Que l'article 32 « Rémunération du Délégué » du contrat de délégation de service public doit être modifié afin de préciser les nouvelles modalités de tarification ;
- Qu'il convient de modifier l'article 33 « Évolution du tarif de base » du contrat de délégation de service public afin de mettre à jour les indices et coefficients de raccordement ;
- Qu'il convient également de modifier l'article 67 « Répartition des catégories de travaux » afin de ne plus faire supporter à l'abonné le coût du renouvellement des coffrets abritant les compteurs, en harmonisation avec les autres contrats ;
- Qu'il est proposé d'approuver l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public d'eau potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, reprenant l'ensemble de ces modifications ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 au contrat de délégation de service public de l'eau potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-3605/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 11 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et remplacement de son règlement du service

MET 18/6347/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 6 octobre 1989, la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a confié la gestion de son service public d'assainissement à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C) du groupe SUEZ.

En date du 1^{er} janvier 2004, la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a transféré sa compétence assainissement au Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016.

Tout d'abord, l'Intercommunalité a procédé dans le cadre de marchés publics à la construction de nouveaux ouvrages :

- trois postes de relèvement ;
- un équipement déversoir d'orage;
- matériels de mesures des flux transitant dans les réseaux de collecte (17 points réseaux).

Ces ouvrages et leurs annexes, non prévus initialement au contrat, sont reversés au périmètre délégué de l'assainissement et donne droit à révision des conditions économiques conformément aux dispositions de l'article 38 du contrat.

En parallèle, l'ancien ouvrage constituant le poste de relèvement GO BA TB est désaffecté et sorti du patrimoine délégué.

Par ailleurs, pour tenir compte de l'actualisation des besoins opérationnels, de l'avancement des opérations d'entretien des ouvrages et de la modernisation du service, les parties ont adapté les obligations et reversé les impacts financiers à l'économie générale du contrat en prévoyant :

- la suppression des opérations de désinsectisation systématique des réseaux ;
- l'intégration d'un outil de suivi en temps réel de bon fonctionnement des réseaux de collecte au travers de la solution logicielle « INFLUX ».

En outre, compte tenu de l'évolution des réglementations concernant les interventions sur les réseaux souterrains (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) et de la recherche de la maîtrise de la collecte et du transport des eaux usées (autosurveillance réseaux), l'Intercommunalité souhaite réintégrer au contrat l'exclusivité de réalisation par le délégataire des branchements neufs aux réseaux de collecte. Les dispositions de l'article 4 de l'avenant n° 7 du 27 août 2010 sont abrogées et l'article 22 "Branchements particuliers" du contrat, ainsi que le règlement de service sont modifiés en ce sens.

De plus, l'Intercommunalité et le Délégué ont procédé à l'analyse des engagements de renouvellement à la charge du Délégué au regard des obligations contractuelles, de l'évolution du patrimoine délégué et des besoins avérés du service. Les engagements prévus modifient ainsi l'article 24 du contrat pour la période résiduelle.

Par ailleurs, certaines dispositions du contrat de délégation de service public et du règlement de service doivent également être modifiées, dans la mesure où l'Intercommunalité souhaite intégrer des précisions techniques d'application pour les immeubles desservant plusieurs logements à partir d'un seul comptage (unités de logements).

En outre, l'indice électricité présent dans la formule de révision des prix a été supprimé par l'INSEE et remplacé par un nouvel indice représentant le même secteur d'activité. Dès lors, il est proposé de modifier l'article 32.2 « Évolution de la rémunération de base » du contrat de délégation de service public, compte tenu de la modification de certains indices et coefficients de raccordement.

Pour finir, afin de prendre en compte les dispositions du Code de l'action sociale et des familles, et plus particulièrement de l'article L.115-3 qui interdit les coupures d'eau aux résidences principales des usagers particuliers tout au long de l'année, le contrat et le règlement de service doivent être modifiés en ce sens. Une telle interdiction nécessite de tenir compte, dans le calcul de l'équilibre financier du contrat :

- d'une part, d'une modification du processus de recouvrement des sommes facturées aux usagers pour garantir un certain niveau de maîtrise des impayés, niveau qui ne pourra cependant atteindre celui à l'origine du contrat ;
- d'autre part, de l'augmentation des pertes liées à l'augmentation des créances irrécouvrables générées par ce nouveau contexte.

Il est donc proposé de modifier l'article 73 « Paiement des sommes dues par les usagers et la collectivité » ainsi que l'article 38 « Révision des

rémunérations et de leur indexation » du contrat de délégation en ce sens.

Plus précisément, l'article 73 « Paiement des sommes dues par les usagers et la Collectivité » décrit dans sa nouvelle rédaction les actions réalisées par le Déléataire visant à maintenir un niveau d'impayés inférieur à 3 %.

L'article 38 « Révision des rémunérations et de leur indexation » est, quant à lui, complété d'un huitième cas de révision, en cas de dépassement du taux d'impayés au delà de 3 %. Le taux d'impayés constaté au cours de l'exécution du contrat est calculé selon les modalités définies par l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et d'assainissement.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre de cet avenant engendrent une hausse du chiffre d'affaire de moins de 1 %, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 janvier 2018 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 1^{er} février 2018 ;
- Le contrat de délégation de service public de l'assainissement de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône enregistré en

Sous-préfecture d'Arles le 6 octobre 1989, et ses avenants.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- Qu'il convient de reverser au périmètre délégué de l'assainissement les nouveaux ouvrages mis en place par l'intercommunalité, qui seront ensuite surveillés et entretenus conformément aux dispositions contractuelles ;
- Que l'article 5 du contrat « Conditions particulières » est complété des dispositions sur le système INFLUX – de gestion du système d'assainissement ;
- Que l'article 20 du contrat « Travaux d'entretien et réparations » est modifié pour supprimer les campagnes systématiques de désinsectisation annuelles ;
- Que l'article 22 du contrat « Branchements particuliers » et le règlement de service sont modifiés afin d'intégrer l'exclusivité des réalisations des branchements neufs par le délégataire dans l'organisation du service ;
- Que le paragraphe « Présentation des dépenses de renouvellement » de l'article 24 intitulé « Renouvellement » du contrat, tel que modifié par l'article 5 de l'avenant 7, est à nouveau modifié afin d'intégrer un nouveau montant de dotation ;
- Que l'article 32.1 « Rémunération de base » du contrat de délégation de service public et le règlement de service doivent être modifiés afin de préciser les nouvelles modalités de tarification ;
- Qu'il convient de modifier l'article 32.2 « Évolution de la rémunération de base » du contrat de délégation de service public, afin de mettre à jour les indices et coefficients de raccordement ;
- Qu'il convient de modifier l'article 73 « Paiement des sommes dues par les usagers et la Collectivité » et l'article 38 « Révision des rémunérations et de leur indexation » du contrat, ainsi que le règlement de service, afin de le mettre en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles ;
- Qu'il est proposé d'approuver l'avenant n° 11 à la convention de délégation de service public d'assainissement pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, reprenant l'ensemble de ces modifications ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 11 au contrat de délégation de service public de l'assainissement pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-3606/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 15 au contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer et remplacement de son règlement du service MET 18/6348/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 8 septembre 1966, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a confié la gestion de son service public d'Eau Potable pour la commune de Fos-sur-Mer à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C.) du groupe SUEZ.

Afin de prendre en compte les dispositions du Code de la consommation et du Code de l'action sociale et des familles, qui ont modifié de manière substantielle les conditions d'exploitation du service public de l'eau potable, le contrat de délégation et le règlement du service de l'eau potable la commune de Fos-sur-Mer doivent être modifiés.

Le Code de la consommation impose aux fournisseurs d'eau potable un formalisme spécifique pour la contractualisation des abonnements, en particulier à distance. Le processus d'abonnement a donc été revu de façon à pouvoir :

- apporter la preuve de l'envoi aux clients nouvellement abonnés de la confirmation des informations précontractuelles, dans les conditions de l'article L.221-13 du Code de la consommation, avec le contrat et les informations nécessaires à l'exercice du droit de rétractation ;
- permettre de conclure les contrats d'abonnement par voie électronique dans le respect de l'article L.221-14 du Code de la consommation ;
- recueillir et archiver la commande préalable émise par les clients en application de l'article L.121-12 du Code de la consommation, que cette commande soit formalisée oralement ou par courrier ou courriel ;
- lorsque l'abonnement est souscrit à distance, recueillir et archiver la demande expresse formulée par le client pour l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation, dans les

conditions de l'article L.221-25 du Code de la consommation.

Afin de prendre en compte ces dispositions et pour une meilleure lisibilité, il convient de fusionner l'article 12 « Demande d'abonnement », l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 14 « Régime des abonnements » dans un nouvel article 12 « Processus d'abonnement au service de l'eau ». L'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » est abrogé et remplacé par l'article 13 « Instruction des documents d'urbanisme », lequel rappelle les conditions dans lesquelles le Déléataire émettra son avis sur la raccordabilité des projets au réseau d'eau potable. Enfin, l'article 14 devient, par voie de conséquence, sans objet.

En outre, le contrat de délégation et le règlement de service doivent être mis en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles, et plus particulièrement de l'article L.115-3, qui interdit les coupures d'eau aux résidences principales des usagers particuliers tout au long de l'année.

Une telle interdiction nécessite de tenir compte, dans le calcul de l'équilibre financier du contrat :

- d'une part, d'une modification du processus de recouvrement des sommes facturées aux usagers pour garantir un certain niveau de maîtrise des impayés, niveau qui ne pourra cependant atteindre celui à l'origine du contrat ;
- d'autre part, de l'augmentation des pertes liées à l'augmentation des créances irrécouvrables générées par ce nouveau contexte.

Il est donc proposé de modifier l'article 75 « Paiement des sommes dues au Fermier par les abonnés » du contrat de délégation de service public ainsi que l'article 40 « Révision du prix de l'eau et de son indexation » en ce sens.

Plus précisément, l'article 75 « Paiement des sommes dues au Fermier par les abonnés » précise, dans sa nouvelle rédaction, les actions réalisées par le Déléataire visant à maintenir un niveau d'impayés inférieur à 3 %.

L'article 40 « Révision du prix de l'eau et de son indexation » est, quant à lui, complété d'un neuvième cas de révision, en cas de dépassement du taux d'impayés au-delà de 3 %. Le taux d'impayés constaté au cours de l'exécution du contrat est calculé selon les modalités définies dans l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, certaines dispositions du contrat de délégation de service public doivent également être modifiées, dans la mesure où l'intercommunalité souhaite intégrer des précisions techniques d'application pour les immeubles desservant plusieurs logements à partir d'un seul comptage (unités de logements).

Il est donc proposé de modifier l'article 32 « Rémunération du Déléataire » du contrat de délégation de service public en ce sens.

Enfin, l'indice électricité présent dans la formule de révision des prix a été supprimé par l'INSEE et remplacé par un nouvel indice représentant le même secteur d'activité. Dès lors, il est proposé de modifier l'article 33 « Evolution du tarif de base » du contrat de délégation de service public, compte tenu de la modification de certains indices et coefficients de raccordement.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre de cet avenant engendrent une hausse de chiffre d'affaire de moins de 0,5 %, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 janvier 2018 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 1^{er} février 2018 ;
- Le contrat de délégation de service public d'eau potable pour la commune de Fos-sur-Mer enregistré en Sous-préfecture d'Arles le 8 septembre 1966.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de délégation et le règlement du service de l'eau potable de la commune de Fos-sur-Mer doivent être modifiés afin de les mettre en conformité avec les dispositions du Code de la consommation et du Code de l'action sociale et des familles, qui ont elles-mêmes modifié de manière substantielle les conditions d'exploitation du service public de l'eau potable ;
- Qu'afin de prendre en compte ces dispositions et pour une meilleure lisibilité, il convient de fusionner l'article 12 « Demande d'abonnement », l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 14 « Régime des abonnements » dans un nouvel article 12 « Processus d'abonnement au service de l'eau » ;
- Qu'il convient d'abroger l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et de le remplacer par l'article 13 « Instruction des documents d'urbanisme », lequel rappelle les conditions dans lesquelles le Déléataire émettra son avis sur la raccordabilité des projets au réseau d'eau potable ;
- Que, par conséquent, l'article 14 devient sans objet ;
- Qu'il est proposé de modifier l'article 75 « Paiement des sommes dues au Fermier par les abonnés » du contrat de délégation de service public ainsi que l'article 40 « Révision du prix de l'eau et de son indexation » afin d'être mis en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles ;
- Que l'article 32 « Rémunération du Déléataire » du contrat de délégation de service public doit être modifié afin de préciser les nouvelles modalités de tarification ;
- Qu'il convient de modifier l'article 33 « Évolution du tarif de base » du contrat de délégation de service public afin de mettre à jour les indices et coefficients de raccordement ;
- Qu'il est proposé d'approuver l'avenant n°15 au contrat de délégation de service public d'eau potable pour la commune de Fos-sur-Mer reprenant l'ensemble de ces modifications ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 15 au contrat de délégation de service public de l'eau potable pour la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-3607/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 15 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de Fos-sur-Mer et remplacement de son règlement du service MET 18/6349/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public enregistré en Sous-Préfecture d'Arles le 18 janvier 1983, la commune de Fos-sur-Mer a confié la gestion de son service public d'assainissement à la société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C) du groupe SUEZ.

En date du 1^{er} janvier 2004, la commune de Fos-sur-Mer a transféré sa compétence assainissement au Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016.

Tout d'abord, l'Intercommunalité a procédé dans le cadre de marchés publics à la construction de nouveaux ouvrages :

- un poste de relèvement ;
- 7 unités d'injection et de régulation de Nitrate de Calcium ou « Nutriox » permettant la réduction de formation de gaz H₂S dans les réseaux ;
- matériels de mesures des flux transitant dans les réseaux de collecte (2 débitmètres).

Ainsi, conformément à l'article 55 « Remise en cours du contrat des installations neuves » du contrat de délégation de service public, ces variations de patrimoine doivent être intégrées à l'économie du contrat.

Par ailleurs, pour tenir compte de l'actualisation des besoins opérationnels, de l'avancement des opérations d'entretien des ouvrages et de la modernisation du service, les parties ont adapté les obligations et reversé les impacts financiers à l'économie générale du contrat en prévoyant :

- la suppression des opérations de désinsectisation systématique des réseaux ;
- l'intégration d'un outil de suivi en temps réel de bon fonctionnement des réseaux de collecte au travers de la solution logicielle « INFLUX ».

En outre, compte tenu de l'évolution des réglementations concernant les interventions sur les réseaux souterrains (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) et de la recherche de la maîtrise de la collecte et du transport des eaux usées (autosurveillance réseaux), l'Intercommunalité souhaite réintégrer au contrat l'exclusivité de

réalisation par le délégataire des branchements neufs aux réseaux de collecte. Les dispositions de l'article 4 de l'avenant n° 11 du 27 août 2010 sont abrogées et l'article 22 « Branchements particuliers » du contrat, ainsi que le règlement de service sont modifiés en ce sens.

De plus, l'Intercommunalité et le Délégataire ont procédé à l'analyse des engagements de renouvellement à la charge du Délégataire au regard des obligations contractuelles, de l'évolution du patrimoine délégué et des besoins avérés du service. Les engagements prévus modifient ainsi l'article 24 du contrat pour la période résiduelle.

Par ailleurs, certaines dispositions du contrat de délégation de service public et du règlement de service doivent également être modifiées, dans la mesure où l'Intercommunalité souhaite intégrer des précisions techniques d'application pour les immeubles desservant plusieurs logements à partir d'un seul comptage (unités de logements). Il est donc proposé de modifier l'article 32.1 « Rémunération de base » du contrat de délégation de service public en ce sens.

En outre, l'indice électricité présent dans la formule de révision des prix a été supprimé par l'INSEE et remplacé par un nouvel indice représentant le même secteur d'activité. Dès lors, il est proposé de modifier l'article 32.2 « Évolution de la rémunération de base » du contrat de délégation de service public, compte tenu de la modification de certains indices et coefficients de raccordement.

Pour finir, afin de prendre en compte les dispositions du Code de l'action sociale et des familles, et plus particulièrement de l'article L.115-3 qui interdit les coupures d'eau aux résidences principales des usagers particuliers tout au long de l'année, le contrat et le règlement de service doivent être modifiés en ce sens.

Une telle interdiction nécessite de tenir compte, dans le calcul de l'équilibre financier du contrat :

- d'une part, d'une modification du processus de recouvrement des sommes facturées aux usagers pour garantir un certain niveau de maîtrise des impayés, niveau qui ne pourra cependant atteindre celui à l'origine du contrat ;
- d'autre part, de l'augmentation des pertes liées à l'augmentation des créances irrécouvrables générées par ce nouveau contexte.

Il est donc proposé de modifier l'article 72 « Paiement des sommes dues par les usagers et la Collectivité » ainsi que l'article 37 « Révision des rémunérations et de leur indexation » du contrat de délégation de service public en ce sens.

Plus précisément, l'article 72 intitulé « Paiement des sommes dues par les usagers et la Collectivité » décrit, dans sa nouvelle rédaction, les actions réalisées par le Délégataire visant à maintenir un niveau d'impayés inférieur à 3 %.

L'article 37 intitulé « Révision des rémunérations et de leur indexation » est, quant à lui, complété d'un

huitième cas de révision, en cas de dépassement du taux d'impayés au-delà de 3 %. Le taux d'impayés constaté au cours de l'exécution du contrat est calculé selon les modalités définies dans l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre de cet avenant engendrent une hausse du chiffre d'affaire de moins de 1 %, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 janvier 2018 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 1^{er} février 2018 ;
- Le contrat de délégation de service public de l'assainissement de la commune de Fos-sur-Mer enregistré en Sous-Préfecture d'Arles le 18 janvier 1983, et ses avenants.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant,**

- Qu'il est nécessaire de reverser au périmètre délégué de l'assainissement, les nouveaux ouvrages mis en place par l'Intercommunalité, qui seront ensuite surveillés et entretenus conformément aux dispositions contractuelles ;
- Que l'article 5 du contrat « Conditions particulières » est complété des dispositions sur le système INFLUX – de gestion du système d'assainissement ;
- Que l'article 20 du contrat « Travaux d'entretien » est modifié pour supprimer les campagnes systématiques de désinsectisation annuelles ;
- Que l'article 22 du contrat intitulé « Branchements particuliers » et le règlement de service sont modifiés afin d'intégrer l'exclusivité des réalisations des branchements neufs par le délégataire dans l'organisation du service ;
- Que le paragraphe « Présentation des dépenses de renouvellement » de l'article 24 intitulé « Renouvellement » du contrat, tel que modifié par l'article 5 de l'avenant 11, est à nouveau modifié afin d'intégrer un nouveau montant de dotation ;
- Que l'article 32.1 « Rémunération de base » du contrat de délégation de service public et le règlement de service doivent être modifiés afin de préciser les nouvelles modalités de tarification ;
- Qu'il convient de modifier l'article 32.2 « Évolution de la rémunération de base » du contrat de délégation de service public, afin de mettre à jour les indices et coefficients de raccordement ;
- Qu'il convient de modifier l'article 72 « Paiement des sommes dues par les usagers et la Collectivité » et l'article 37 « Révision des rémunérations et de leur indexation » du contrat, ainsi que le règlement de service, afin de les mettre en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles ;
- Qu'il est proposé d'approuver l'avenant n° 15 à la convention de délégation de service public d'assainissement pour la commune de Fos-sur-Mer reprenant l'ensemble de ces modifications ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 15 au contrat de délégation de service public de l'assainissement pour la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-3608/18/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 6 au contrat de délégation de service public de l'eau potable des communes d'Istres et de Miramas et remplacement de son règlement du service
MET 18/6350/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation enregistré en Sous-Préfecture d'Istres le 3 septembre 1990, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a confié la gestion de son service public d'Eau Potable pour les communes d'Istres et de Miramas à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C.) du groupe SUEZ.

Afin de prendre en compte les dispositions du Code de la consommation et du Code de l'action sociale et des familles, qui ont modifié de manière substantielle les conditions d'exploitation du service public de l'eau potable, le contrat de délégation et le règlement du service de l'eau potable des communes d'Istres et de Miramas doivent être modifiés.

Le Code de la consommation impose aux fournisseurs d'eau potable un formalisme spécifique pour la contractualisation des abonnements, en particulier à distance. Le processus d'abonnement a donc été revu de façon à pouvoir :

- apporter la preuve de l'envoi aux clients nouvellement abonnés de la confirmation des informations précontractuelles, dans les conditions de l'article L.221-13 du Code de la consommation, avec le contrat et les informations nécessaires à l'exercice du droit de rétractation ;
- permettre de conclure les contrats d'abonnement par voie électronique dans le respect de l'article L.221-14 du Code de la consommation ;
- recueillir et archiver la commande préalable émise par les clients en application de l'article L.121-12 du Code de la consommation, que cette commande soit formalisée oralement ou par courrier ou courriel ;
- lorsque l'abonnement est souscrit à distance, recueillir et archiver la demande expresse formulée par le client pour l'exécution du service avant l'expiration du délai de rétractation, dans les conditions de l'article L.221-25 du Code de la consommation.

Afin de prendre en compte ces dispositions et pour une meilleure lisibilité, il convient de fusionner l'article 12 « Demande d'abonnement », l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 14 « Régime des abonnements » dans un nouvel article 12 « Processus d'abonnement au service de l'eau ». L'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » est abrogé et remplacé par l'article 13 « Instruction des documents d'urbanisme », lequel rappelle les

conditions dans lesquelles le Délégataire émettra son avis sur la raccordabilité des projets au réseau d'eau potable. Enfin, l'article 14 devient, par voie de conséquence, sans objet.

En outre, le contrat de délégation et le règlement de service doivent être mis en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles, et plus particulièrement de l'article L.115-3, qui interdit les coupures d'eau aux résidences principales des usagers particuliers tout au long de l'année.

Une telle interdiction nécessite de tenir compte, dans le calcul de l'équilibre financier du contrat :

- d'une part, d'une modification du processus de recouvrement des sommes facturées aux usagers pour garantir un certain niveau de maîtrise des impayés, niveau qui ne pourra cependant atteindre celui à l'origine du contrat ;
- d'autre part, de l'augmentation des pertes liées à l'augmentation des créances irrécouvrables générées par ce nouveau contexte.

Il est donc proposé de modifier l'article 75 « Paiement des sommes dues au Fermier par les usagers » du contrat de délégation de service public ainsi que l'article 40 « Révision du prix de l'eau et de son indexation » en ce sens.

Plus précisément, l'article 75 « Paiement des sommes dues au Fermier par les usagers » précise, dans sa nouvelle rédaction, les actions réalisées par le Délégataire visant à maintenir un niveau d'impayés inférieur à 3 %.

L'article 40 « Révision du prix de l'eau et de son indexation » est, quant à lui, complété d'un neuvième cas de révision, en cas de dépassement du taux d'impayés au-delà de 3 %. Le taux d'impayés constaté au cours de l'exécution du contrat est calculé selon les modalités définies dans l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

Par ailleurs, certaines dispositions du contrat de délégation de service public doivent également être modifiées, dans la mesure où l'intercommunalité souhaite intégrer des précisions techniques d'application pour les immeubles desservant plusieurs logements à partir d'un seul comptage (unités de logements). Dans le cas où un logement ne serait pas équipé d'un compteur (cas des compteurs généraux), l'abonnement dont il serait redevable serait celle d'un compteur de diamètre 15 mm.

Il est donc proposé de modifier l'article 32 « Prix et tarif de base » du contrat de délégation de service public en ce sens.

De plus, la Collectivité a réalisé deux nouveaux ouvrages (un réservoir d'une capacité de 2 000 m³ et une station de surpression) qu'elle souhaite reverser au patrimoine délégué du service d'eau potable.

Ainsi, conformément à l'article 58 « Remise en cours du contrat des installations neuves » du

contrat de délégation de service public, ces variations de patrimoine doivent être intégrées à l'économie du contrat.

Aussi, l'indice électricité présent dans la formule de révision des prix a été supprimé par l'INSEE et remplacé par un nouvel indice représentant le même secteur d'activité. Dès lors, il est proposé de modifier l'article 33 « Evolution du tarif de base » du contrat de délégation de service public, compte tenu de la modification de certains indices et coefficients de raccordement.

Enfin, l'Intercommunalité et le Déléataire ont procédé à l'analyse des engagements de renouvellement à la charge du Déléataire au regard des obligations contractuelles, de l'évolution du patrimoine délégué et des besoins avérés du service. Les engagements prévus modifient ainsi l'article 25 du contrat pour la période résiduelle.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre de cet avenant engendrent une baisse de chiffre d'affaire inférieure à 0,1 %, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 janvier 2018 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 1^{er} février 2018 ;

- Le contrat de délégation de service public d'eau potable pour les communes d'Istres et de Miramas enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de délégation et le règlement du service de l'eau potable des communes d'Istres et de Miramas doivent être modifiés afin de les mettre en conformité avec les dispositions du Code de la consommation et du Code de l'action sociale et des familles, qui ont elles-mêmes modifié de manière substantielle les conditions d'exploitation du service public de l'eau potable ;
- Qu'afin de prendre en compte ces dispositions et pour une meilleure lisibilité, il convient de fusionner l'article 12 « Demande d'abonnement », l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et l'article 14 « Régime des abonnements » dans un nouvel article 12 « Processus d'abonnement au service de l'eau » ;
- Qu'il convient d'abroger l'article 13 « Obligation de consentir des abonnements » et de le remplacer par l'article 13 « Instruction des documents d'urbanisme », lequel rappelle les conditions dans lesquelles le Déléataire émettra son avis sur la raccordabilité des projets au réseau d'eau potable ;
- Que, par conséquent, l'article 14 devient sans objet ;
- Qu'il est proposé de modifier l'article 75 « Paiement des sommes dues au Fermier par les usagers » du contrat de délégation de service public ainsi que l'article 40 « Révision du prix de l'eau et de son indexation » afin d'être mis en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles ;
- Que l'article 32 « Prix et tarif de base » du contrat de délégation de service public doit être modifié afin de préciser les nouvelles modalités de tarification ;
- Qu'il convient de modifier l'article 33 « Evolution du tarif de base » du contrat de délégation de service public afin de mettre à jour les indices et coefficients de raccordement ;
- Qu'en application de l'article 58 « Remise en cours du contrat des installations neuves » du contrat de délégation de service public, il convient de mettre à jour l'inventaire des ouvrages intégrés au périmètre affermé ;

- Que le paragraphe « Présentation des dépenses de renouvellement », de l'article 25 « Renouvellement » du contrat, tel que modifié par l'article 3 de l'avenant 3 est à nouveau modifié pour prendre en compte le nouveau montant de dotation ;
- Qu'il est proposé d'approuver l'avenant n° 6 au contrat de délégation de service public d'eau potable pour les communes d'Istres et de Miramas reprenant l'ensemble de ces modifications ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 6 au contrat de délégation de service public de l'eau potable pour les communes d'Istres et de Miramas.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-3609/18/CM

■ Approbation de l'avenant n° 11 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif des communes d'Istres et de Miramas et remplacement de son règlement du service MET 18/6351/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord-Ouest de l'Etang de Berre, devenu par la suite Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a confié la gestion de son service public d'assainissement pour les communes d'Istres et de Miramas à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (S.E.E.R.C) du groupe SUEZ.

Tout d'abord, l'Intercommunalité a procédé dans le cadre de marchés publics à la construction de nouveaux ouvrages :

- 15 postes de relèvement y compris une unité d'injection et de régulation de Nitrate de Calcium ou « Nutriox » permettant la réduction de formation de gaz H₂S dans les réseaux ;
- matériels de mesures des flux et des pollutions transitant dans les réseaux de collecte (48 équipements débitmétriques, 3 préleveurs) ;
- sept équipements déversoirs d'orage (D.O) ;
- une unité de masquant d'odeur sur la station d'épuration de Rassuen.

Ces ouvrages et leurs annexes, non prévus initialement au contrat, sont reversés au périmètre délégué de l'assainissement et donne droit à révision des conditions économiques conformément aux dispositions de l'article 38 du contrat.

En parallèle, les anciens ouvrages constituant les postes de relèvement du Delà et de Rassuen sont désaffectés et sortis du patrimoine délégué.

Par ailleurs, pour tenir compte de l'actualisation des besoins opérationnels, de l'avancement des opérations d'entretien des ouvrages et de la modernisation du service, les parties ont adapté les obligations et reversé les impacts financiers à l'économie générale du contrat en prévoyant :

- la suppression des opérations de désinsectisation systématique des réseaux ;
- l'intégration d'un outil de suivi en temps réel de bon fonctionnement des réseaux de collecte au travers de la solution logicielle « INFLUX ».

En outre, compte tenu de l'évolution des réglementations concernant les interventions sur les réseaux souterrains (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) et de la recherche de la maîtrise de la collecte et du transport des eaux usées (autosurveillance réseaux), l'Intercommunalité souhaite réintégrer au contrat l'exclusivité de réalisation par le délégataire des branchements neufs aux réseaux de collecte. Les dispositions de l'article 4 de l'avenant n° 7 du 27 août 2010 sont abrogées et l'article 22 « Branchements particuliers » du contrat, ainsi que le règlement de service sont modifiés en ce sens.

De plus, l'Intercommunalité et le Délégué ont procédé à l'analyse des engagements de renouvellement à la charge du Délégué au regard des obligations contractuelles, de l'évolution du patrimoine délégué et des besoins avérés du service. Les engagements prévus modifient ainsi l'article 24 du contrat pour la période résiduelle.

Par ailleurs, certaines dispositions du contrat de délégation de service public et du règlement de service doivent également être modifiées, dans la mesure où l'Intercommunalité souhaite intégrer des précisions techniques d'application pour les immeubles desservant plusieurs logements à partir d'un seul comptage (unités de logements). D'autre part, dans un souci d'harmonisation des pratiques contractuelles, l'Intercommunalité et le Délégué souhaitent introduire la notion d'abonnement. Il est donc proposé de modifier l'article 32.1 « Rémunération de base » du contrat de délégation de service public en ce sens.

En outre, l'indice électricité présent dans la formule de révision des prix a été supprimé par l'INSEE et remplacé par un nouvel indice représentant le même secteur d'activité. Dès lors, il est proposé de modifier l'article 32.2 « Évolution de la rémunération de base » du contrat de délégation de service public, compte tenu de la modification de certains indices et coefficients de raccordement.

Pour finir, afin de prendre en compte les dispositions du Code de l'action sociale et des familles, et plus particulièrement de l'article L.115-3 qui interdit les coupures d'eau aux résidences principales des usagers particuliers tout au long de l'année, le contrat et le règlement de service doivent être modifiés en ce sens. Une telle interdiction nécessite de tenir compte, dans le calcul de l'équilibre financier du contrat :

- d'une part, d'une modification du processus de recouvrement des sommes facturées aux usagers pour garantir un certain niveau de maîtrise des impayés, niveau qui ne pourra cependant atteindre celui à l'origine du contrat ;
- d'autre part, de l'augmentation des pertes liées à l'augmentation des créances irrécouvrables générées par ce nouveau contexte.

Il est donc proposé de modifier l'article 73 « Paiement des sommes dues par les usagers et la collectivité » ainsi que l'article 38 « Révision des rémunérations et de leur indexation » du contrat de délégation de service public en ce sens.

Plus précisément l'article 73 « Paiement des sommes dues par les usagers et la collectivité » décrit, dans sa nouvelle rédaction, les actions réalisées par le Déléataire visant à maintenir un niveau d'impayés inférieur à 3 %.

L'article 38 « Révision des rémunérations et de leur indexation » est, quant à lui, complété d'un huitième cas de révision, en cas de dépassement du taux d'impayés au delà de 3 %. Le taux d'impayés constaté au cours de l'exécution du contrat est calculé selon les modalités définies par l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et d'assainissement.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre de cet avenant engendrent une hausse du chiffre d'affaire de moins de 1 %, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et des articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 31 janvier 2018 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 1^{er} février 2018 ;
- Le contrat de délégation de service public de l'assainissement des communes d'Istres et de Miramas enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990, et ses avenants.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- Qu'il convient de reverser au périmètre délégué de l'assainissement les nouveaux ouvrages mis en place par l'Intercommunalité, qui seront ensuite surveillés et entretenus conformément aux dispositions contractuelles ;
- Que l'article 5 du contrat « Conditions particulières » est complété des dispositions sur le système INFLUX – de gestion du système d'assainissement ;
- Que l'article 20 du contrat « Travaux d'entretien et réparations » est modifié pour supprimer les campagnes systématiques de désinsectisation annuelles ;
- Que l'article 22 du contrat « Branchements particuliers » et le règlement de service sont modifiés, afin d'intégrer l'exclusivité des réalisations des branchements neufs par le délégataire dans l'organisation du service ;
- Que le paragraphe « Présentation des dépenses de renouvellement » de l'article 24 intitulé « Renouvellement » du contrat, tel que modifié par l'article 5 de l'avenant 7, est à nouveau modifié afin d'intégrer un nouveau montant de dotation ;
- Que l'article 32.1 « Rémunération de base » du contrat de délégation de service public et le règlement de service doivent être modifiés afin de préciser les nouvelles modalités de tarification ;

- Qu'il convient de modifier l'article 32.2 « Évolution de la rémunération de base » du contrat de délégation de service public, afin de mettre à jour les indices et coefficients de raccordement ;
- Qu'il convient de modifier l'article 73 « Paiement des sommes dues par les usagers et la Collectivité » et l'article 38 « Révision des rémunérations et de leur indexation » du contrat, ainsi que le règlement de service, afin de les mettre en conformité avec les dispositions du Code de l'action sociale et des familles ;
- Qu'il est proposé d'approuver l'avenant n° 11 à la convention de délégation de service public d'assainissement pour les communes d'Istres et de Miramas, reprenant l'ensemble de ces modifications ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 11 au contrat de délégation de service public de l'assainissement pour les communes d'Istres et de Miramas.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-3610/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'acquisition de matériels dans le cadre de la compétence GEMAPI

MET 18/6179/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations.

Cette nouvelle compétence est transférée par l'Etat au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-

Provence (le Maire conservant ses responsabilités de police).

La Métropole Aix-Marseille-Provence va se substituer à l'Etat pour une partie des responsabilités et aux communes dans l'exercice de cette compétence, notamment dans les syndicats.

La première phase de la démarche SOCLE (Stratégie des Compétences Locales de l'Eau) que la Métropole Aix-Marseille-Provence a porté depuis octobre 2016 a permis de poser les bases nécessaires d'une organisation (délibération du 9 octobre 2017) qui permettra de répondre aux enjeux réglementaires au 1^{er} janvier 2018 ainsi qu'aux spécificités du territoire métropolitain.

En effet, ce dernier compte 10 syndicats de gestion des cours d'eau, d'étang ou de nappe.

Les propositions de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les syndicats au 1er janvier 2018, sont :

- Dissolution des 3 syndicats *Touloubre, Cadière, Bolmon-Jai* composés exclusivement de communes de la Métropole.
- Maintien provisoire pour une période maximum de 2 ans de 3 syndicats :
 - Les syndicats de l'*Huveaune et Arc* dans lesquels la Métropole est majoritaire mais qui comptent une ou plusieurs communes hors Métropole. La Métropole se substituera aux communes membres et fixera, avec les syndicats, les modalités d'exercice des missions et compétence dans une convention.
 - Le syndicat du GIPREB, qui n'est constitué que de communes de la Métropole, mais qui n'exerce selon lui que des missions hors GEMAPI. Ce syndicat sera maintenu s'il actualise ses statuts pour les rendre conformes aux missions déclarées.
- Maintien des 4 syndicats *Durance, Delta du Rhône, Eze et Crau* dans lesquels les communes de la Métropole sont minoritaires. La Métropole se substituera aux communes membres.

Le programme d'action pour 2018 proposé :

- La poursuite de la démarche SOCLE
- La constitution de l'unité GEMAPI
- La poursuite de l'identification des enjeux sur lesquels la responsabilité GEMAPI va s'exercer
- La réalisation des études complémentaires nécessaires pour estimer les moyens techniques et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI et ainsi permettre, si nécessaire, de

dimensionner l'enveloppe financière relative à une taxe GEMAPI

- Et surtout la continuité des actions et opérations lancées par les syndicats dissous et intégrés au sein des services de la Métropole.

Ainsi, il convient de créer et d'affecter une opération d'investissement « Acquisition matériels GEMAPI » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse poursuivre et mener à bien les travaux par les 3 syndicats intégrés à la structure au titre de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

L'opération d'investissement 2018104700, « Acquisition matériels GEMAPI », d'un montant de 250 000 euros TTC est inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181181BP du programme 18.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 250 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018104700 « Acquisition matériels GEMAPI » pour un montant de 250 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181181BP du programme 18.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2018 :	30 000 euros
Année 2019 :	30 000 euros
Années suivantes :	190 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-3611/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la gestion des milieux aquatiques, 2018-2022, études et travaux, dans le cadre de la compétence GEMAPI
MET 18/6182/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations.

Cette nouvelle compétence est transférée par l'Etat au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence (le Maire conservant ses responsabilités de police).

La Métropole Aix-Marseille-Provence va se substituer à l'Etat pour une partie des responsabilités et aux communes dans l'exercice de cette compétence, notamment dans les syndicats.

La première phase de la démarche SOCLE (Stratégie des Compétences Locales de l'Eau) que la Métropole Aix-Marseille-Provence a porté depuis octobre 2016 a permis de poser les bases nécessaires d'une organisation (délibération du 9 octobre 2017) qui permettra de répondre aux enjeux réglementaires au 1^{er} janvier 2018 ainsi qu'aux spécificités du territoire métropolitain.

En effet, ce dernier compte 10 syndicats de gestion des cours d'eau, d'étang ou de nappe.

Les propositions de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les syndicats au 1er janvier 2018, sont :

- Dissolution des 3 syndicats *Touloubre, Cadière, Bolmon-Jaï* composés exclusivement de communes de la Métropole.

- Maintien provisoire pour une période maximum de 2 ans de 3 syndicats :

- Les syndicats de *l'Huveaune et Arc* dans lesquels la Métropole est majoritaire mais qui comptent une ou plusieurs communes hors Métropole. La Métropole se substituera aux communes membres et fixera, avec les syndicats, les modalités d'exercice des missions et compétence dans une convention.
- Le syndicat du GIPREB, qui n'est constitué que de communes de la Métropole, mais qui n'exerce selon lui que des missions hors GEMAPI. Ce syndicat sera maintenu s'il actualise ses statuts pour les rendre conformes aux missions déclarées.

- Maintien des 4 syndicats *Durance, Delta du Rhône, Eze et Crau* dans lesquels les communes de la Métropole sont minoritaires. La Métropole se substituera aux communes membres.

Le programme d'action pour 2018 proposé :

- La poursuite de la démarche SOCLE
- La constitution de l'unité GEMAPI
- La poursuite de l'identification des enjeux sur lesquels la responsabilité GEMAPI va s'exercer
- La réalisation des études complémentaires nécessaires pour estimer les moyens techniques et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI et ainsi permettre, si nécessaire, de dimensionner l'enveloppe financière relative à une taxe GEMAPI
- Et surtout la continuité des actions et opérations lancées par les syndicats dissous et intégrés au sein des services de la Métropole.

Ainsi, il convient de créer et d'affecter une opération d'investissement « Gestion des Milieux Aquatiques 2018-2022 – Etudes et travaux » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse poursuivre et mener à bien les actions et opérations en cours de réalisation lancées par les 3 syndicats intégrés à la structure au titre de la gestion des milieux aquatiques (Touloubre, Cadière, Bolmon-Jaï).

Cette opération-mère 2018104800, « Gestion Milieux Aquatiques 2018-2022 », d'un montant de 2 500 000 euros TTC, est inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181181BP du programme 18.

Cette opération sera déclinée en opérations-filles par syndicats et type de travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018104800 « Gestion Milieux Aquatiques 2018-2022 » pour un montant de 2 500 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181181BP du programme 18.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 :	411 500 euros
Année 2019 :	500 000 euros
Année 2020 :	500 000 euros
Années suivantes :	1 088 500 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-3612/18/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la prévention des inondations 2018-2022, études et travaux, dans le cadre de la compétence GEMAPI

MET 18/6184/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations.

Cette nouvelle compétence est transférée par l'Etat au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence (le Maire conservant ses responsabilités de police).

La Métropole Aix-Marseille-Provence va se substituer à l'Etat pour une partie des responsabilités et aux communes dans l'exercice de cette compétence, notamment dans les syndicats.

La première phase de la démarche SOCLE (Stratégie des Compétences Locales de l'Eau) que la Métropole Aix-Marseille-Provence a porté depuis octobre 2016 a permis de poser les bases nécessaires d'une organisation (délibération du 9 octobre 2017) qui permettra de répondre aux enjeux réglementaires au 1^{er} janvier 2018 ainsi qu'aux spécificités du territoire métropolitain.

En effet, ce dernier compte 10 syndicats de gestion des cours d'eau, d'étang ou de nappe.

Les propositions de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les syndicats au 1^{er} janvier 2018, sont :

- Dissolution des 3 syndicats *Touloubre, Cadière, Bolmon-Jaï* composés exclusivement de communes de la Métropole.

- Maintien provisoire pour une période maximum de 2 ans de 3 syndicats :

- Les syndicats de *l'Huveaune et Arc* dans lesquels la Métropole est majoritaire mais qui comptent une ou plusieurs communes

hors Métropole. La Métropole se substituera aux communes membres et fixera, avec les syndicats, les modalités d'exercice des missions et compétence dans une convention.

- Le syndicat du GIPREB, qui n'est constitué que de communes de la Métropole, mais qui n'exerce selon lui que des missions hors GEMAPI. Ce syndicat sera maintenu s'il actualise ses statuts pour les rendre conformes aux missions déclarées.
- Maintien des 4 syndicats *Durance, Delta du Rhône, Eze et Crau* dans lesquels les communes de la Métropole sont minoritaires. La Métropole se substituera aux communes membres.

Le programme d'action pour 2018 proposé :

- La poursuite de la démarche SOCLE
- La constitution de l'unité GEMAPI
- La poursuite de l'identification des enjeux sur lesquels la responsabilité GEMAPI va s'exercer
- La réalisation des études complémentaires nécessaires pour estimer les moyens techniques et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI et ainsi permettre, si nécessaire, de dimensionner l'enveloppe financière relative à une taxe GEMAPI
- Et surtout la continuité des actions et opérations lancées par les syndicats dissous et intégrés au sein des services de la Métropole.

Ainsi, il convient de créer et d'affecter une opération d'investissement « Prévention Inondations 2018-2022 – Etudes et travaux » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse poursuivre et mener à bien les actions et opérations en cours de réalisation lancées par les 3 syndicats intégrés à la structure au titre de la prévention des inondations (Touloubre, Cadière et Bolmon-Jaï).

L'opération-mère d'investissement 2018104900, « Prévention inondations 2018-2022 », d'un montant de 3 000 000 euros TTC est inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181181BP du programme 18.

Cette opération sera déclinée en opérations-filles par syndicats et type de travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 3 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018104900 « Prévention inondations 2018-2022 » pour un montant de 3 000 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181181BP du programme 18.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2018 :	200 000 euros
Année 2019 :	500 000 euros
Année 2020 :	500 000 euros
Années suivantes :	1 800 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-3613/18/CM

■ Transfert de l'opération d'investissement relative au réaménagement, à l'extension et à la valorisation du port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres
MET 18/6430/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce ces compétences.

A compter de cette date, la Métropole est notamment en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire.

C'est ainsi qu'en janvier 2016 la gestion des ports de plaisance gérés par l'ex-Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a été transférée à la Métropole alors que pour les trois autres EPCI littoraux, cette compétence restait communale.

Au 1^{er} janvier 2018, quatre ports communaux sont devenus métropolitains. Ils sont situés à Berre l'Etang, Saint-Chamas, Istres et Port Saint Louis du Rhône au sein des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays Salonnais. Un cinquième sis à Saint-Chamas devrait les rejoindre dans le courant de l'année.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique

La commune d'Istres a décidé l'engagement d'une opération visant à la revalorisation du port des Heures Claires et de ses abords.

Il s'agit d'étendre le port et de requalifier les espaces situés à l'intérieur et aux abords du port avec la mise aux normes de l'aire technique de carénage, la création d'un embarcadère pour la navette maritime l'étang, la requalification des VRD, et de construire un ensemble de bâtiments afin d'accueillir la capitainerie, la base nautique ainsi que des commerces liés aux activités nautiques et de plaisance.

Le port des Heures Claires étant désormais métropolitain, il convient de transférer à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'opération d'investissement relative à son extension et sa revalorisation ainsi qu'à l'aménagement de ses abords.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01/003/16 CC du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'opération de réaménagement, d'extension et de valorisation du port des Heures Claires et de ses abords, sur la commune d'Istres.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"***

VOI 001-3614/18/CM

**■ Requalification de la promenade du Port-Vieux à La Ciotat - Approbation du bilan de la concertation préalable
MET 18/6158/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 002-2409/17/CM du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable portant sur la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Les modalités de cette concertation préalable ont fait l'objet d'un avis de presse dans les annonces légales du journal « La Provence » (édition Aubagne/La Ciotat) en date du 17 octobre 2017.

Une exposition permanente constituée de quatre panneaux de présentation s'est tenue dans les locaux de l'hôtel-de-ville de La Ciotat, du 25 octobre 2017 au 24 novembre inclus (soit quatre semaines consécutives). Une plaquette d'information, éditée en 300 exemplaires, était également disponible.

Un registre était mis à la disposition du public afin de recueillir les avis.

Une réunion publique de lancement de la concertation préalable a également été organisée afin de présenter le projet à la population le mercredi 25 octobre 2017 à 10h30 à la salle des fêtes Paul Eluard avenue Jules Ferry à La Ciotat.

Cette concertation a fait l'objet d'une mobilisation satisfaisante, auprès des habitants et commerçants riverains, puisqu'une cinquantaine d'observations ont été enregistrées dans le registre.

Les principaux thèmes abordés par le public concernent :

- Les modalités d'organisation de la consultation
- L'intérêt du projet
- La circulation et le stationnement
- Les modes actifs de déplacements
- Le parti paysager du projet
- L'aménagement de l'espace public
- Les terrasses des commerces
- Les éléments de patrimoine.

Les commentaires formulés apparaissent très variés :

Les remarques exprimées au cours de cette consultation ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport. Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux, ni ses caractéristiques.

Le maître d'ouvrage va poursuivre l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux, tout en prenant en considération l'impact des travaux d'aménagement sur l'activité économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 002-1409/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Février 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux à La Ciotat ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation préalable portant sur la requalification de la promenade du Port-Vieux à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"***

CSGE 001-3615/18/CM

**■ Adhésion à la Fédération Française de l'Enseignement Artistique et règlement de la cotisation au titre de l'année scolaire 2017-2018 - désignation d'un représentant
MET 18/6247/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse situé sur le territoire Istres-Ouest Provence a pour objectif d'assurer et de transmettre un enseignement de musique et de danse de qualité, ainsi que de développer sur le territoire intercommunal une politique active, dynamique et vivante en matière d'enseignement artistique.

L'association "Fédération Française de l'Enseignement Artistique" (FFEA), anciennement "Fédération Française de l'Enseignement Musical Chorégraphique et Théâtral" (FFEM) a pour objet non seulement de promouvoir l'enseignement de la pratique de la musique, de la danse et du théâtre mais également de fédérer les responsables d'établissements pour dynamiser les échanges et harmoniser les programmes pédagogiques.

A ce titre, l'association met à la disposition de ses adhérents tout un ensemble de documents pédagogiques en permettant d'accéder à des catalogues de programmes nationaux d'examens et de concours instrumentaux et solfégiques. L'adhésion à la FFEA permet également de bénéficier d'avantages pratiques, notamment d'une réduction de 33 % sur l'achat des timbres obligatoires pour la validation des photocopies des partitions mises en ligne sur le site de la FFEA.

La FFEA est donc une ressource importante et indispensable dans le cadre des objectifs et des missions poursuivies par le Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse situé à Istres.

Par délibération n° 421/13 du 14 novembre 2013, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a adhéré à la FFEM, devenue depuis la FFEA.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion pour l'année scolaire 2017-2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à la FFEA afin de permettre au Conservatoire intercommunal de Musique et de Danse situé sur le territoire d'Istres de bénéficier des moyens et outils mis en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation pour l'année 2017-2018 s'élève à 500 euros.

Conformément à l'article 13 des statuts, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 421/13 du 14 novembre 2013 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à la FFEM, devenue depuis la FFEA ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 14 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Fédération Française de l'Enseignement Artistique permet à ses adhérents de bénéficier d'un ensemble de documentations et de services liés aux activités et aux missions des établissements d'enseignement artistique.
- Que dans ce cadre, le Conservatoire intercommunal de Musique et de Danse situé sur le territoire d'Istres dont la mission est de contribuer à développer sur le territoire intercommunal une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle et d'enseignement artistique, souhaite bénéficier des avantages proposés par la FFEA.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi adhérer à cette association.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 500 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année scolaire 2017/2018.
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la

Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la FFEA.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Française de l'Enseignement Artistique et le paiement de la cotisation 2017/2018 de 500 €.

Article 2 :

Est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Fédération Française de l'Enseignement Artistique :

- Monsieur Simon BAGGIO

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence – chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-3616/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Construction d'une Médiathèque"
MET 18/5575/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La médiathèque intercommunale d'Istres, reconnue d'intérêt métropolitain par délibération du 14 décembre 2017, ne permet plus de proposer une réponse adéquate aux besoins en matière de lecture publique de la Métropole. Elle est en effet sous normée ce dont conviennent les services de l'Etat prêts à s'engager dans ce projet de construction avec les partenaires financiers qui sont le Département et la Région.

La maîtrise d'ouvrage est confiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'agissant d'un équipement à vocation métropolitaine par sa dimension, sa thématique « Territoires numériques » et l'étendue du réseau des Médiathèques Istres-Ouest Provence.

La nouvelle Médiathèque consolidera ainsi le réseau intercommunal des médiathèques le plus vieux de France (40 ans) et permettra à ce dernier de répondre aux nouveaux usages des administrés.

Les orientations majeures du projet scientifique et culturel s'appuieront sur une transversalité de la proposition culturelle et des savoirs. La nouvelle médiathèque prendra toutes les caractéristiques des bibliothèques/médiathèques dites « Troisième lieu » qui, tout en assumant leur rôle fondamental

en matière de lecture publique, sont des équipements où l'innovation est au cœur de l'action culturelle proposée (Fablab, Coworking, Multimédias, etc.).

CP 2018 :	500 000 € TTC
CP 2019 :	1 000 000 € TTC
CP 2020 :	8 000 000 € TTC
Années suivantes :	13 777 599 € TTC

Ainsi, elle sera un véritable centre de ressources numériques en terme de pratiques comme de préservation pour l'ensemble du bassin de vie mais également dans et pour le réseau métropolitain. Elle jouera un rôle majeur dans la configuration d'un réseau et d'un portail documentaire métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Il est nécessaire de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018500400, « Construction d'une Médiathèque » d'un montant de 23 277 599 € TTC sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175151 BP du programme Autres services d'intérêt communautaire – CULTURE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de développer un réseau documentaire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Construction d'une Médiathèque », sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence d'un montant total de 23 277 599 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire chapitre 4581 17 5 009, code opération 2018500400. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :